

Proposition sur l'histoire
•
**De la guerre du temps au début du
21^{ème} siècle**

Invitations au Débat sur la Totalité

Sommaire

Avant-propos	5
---------------------	---

Première partie

1. Aperçu orienté de l'histoire dans l'histoire	7
Circonscrire par le divin	8
Dans le genre	10
La notion désarmorcée	11
Avènement de l'information dominante	13
Affirmation de l'histoire	14
2. Observation des faits négatifs par le détournement de l'information dominante	17
Nécessité	17
Différentes phases	18
Relativité	20
3. La période	23
Du point de vue de la conservation	24
Le problème des menaces	24
La menace des problèmes	25
Résignation	26
Du point de vue du négatif	28
4. Des faits à la théorie, et au-delà	33
Téléologisme ?	33
Pour une phase supérieure de l'histoire	37
Débat et histoire	37
L'humanité ici et maintenant	39

Deuxième partie

1. Commencement de l'observation (2003-2004)	43
Insurrection(s) – Soulèvements majeurs de l'après 2001	43
Amérique latine aux avant-postes	44
Contre-offensive récupératrice	46
Limites du désordre	48
Iraq	49
Haïti	53

Serbie et Monténégro	54
Ambon	55
Liberia, Côte d'Ivoire	56
Autres principaux constats	57
Nigeria	57
Inde	59
Chine	60
 Soulèvements en 2004	 63
 2. Eruption, intensification et unité	 67
Récit de la première partie de 2005	68
Kirghizistan	68
Iran	69
Equateur	70
Togo	71
Ouzbékistan	71
Yémen	75
Soudan	75
Seconde partie de 2005, vues d'Occident	76
Du négatif aussi	76
Surreprésentation	78
 3. 2006 et après, foyers principaux	 81
Terrains secondaires	81
Oaxaca au Mexique	81
Iles du Pacifique ; Timor Oriental	83
Kurdistan négatif	86
Sous-continent indien	87
Bangladesh	88
Inde	91
Népal	92
Pakistan	94
Afrique	97
Guinée	97
Offensives unitaires avortées au Nigeria et au Kenya	100
Cameroun	102
 Grande manœuvre ennemie et dernières offensives observées	 105

Avant-propos

Dans la société organisée contre le débat de l'humanité sur elle-même, les moments du débat, ses ouvertures encore séparées, se manifestent comme charges contre cette société. Nous proposons ici la présentation du mouvement mondial constitué par l'ensemble de ces offensives telles que nous les avons identifiées depuis le début de nos recherches partisans. Ainsi rapportées, elles dessinent un vaste conflit que nous comprenons comme le débat en cours, et examinons pour ce qu'il révèle et annonce des perspectives à approfondir et des contenus à réaliser dans l'optique du passage de la dispute actuelle au débat maîtrisé. Au point où nous en sommes et d'après ce que nous pouvons voir du monde, l'heure est encore à la description d'un affrontement brut, discontinu et saccadé, tu ou calomnié par ce qui a le pouvoir de taire et de calomnier à l'adresse de tous. Si nos définition et formulation de la guerre ne peuvent rester qu'incomplètes, il est déjà possible en guise d'introduction de faire part de quelques premières considérations, qui ne paraîtront inédites que parce que la majorité des pauvres modernes continue à tolérer les médiations dominantes qui lui sont imposées.

A l'inverse d'une impression générale produite par tout ce qui est payé pour discourir, dans ce monde de plus en plus considéré comme invivable, des anonymes se révoltent en actes collectifs contre ce qui contraint leur existence dans les cadres bornés d'une organisation sociale sans but ni sens. Ces événements ne sont pas rares, mais se produisent avec une fréquence certaine dans et contre de nombreux Etats. Voilà ce qui peut déjà être dit avant même d'entrer dans le détail, et qui devrait être lourd de conséquences pour qui s'affirme insatisfait. Car si dans ce monde invivable, de la vie se manifeste, des humains attaquent les forces qui le maintiennent ainsi, il faut se donner les moyens de connaître ces moments, prendre parti, comprendre ce qui manque encore à cette avant-garde pratique, afin d'envisager quel soutien et quelle participation sont possibles relativement à la situation qui est la nôtre, celle que partagent la plupart des anonymes isolés hors des moments effectifs de révolte. L'urgence consiste à porter cette conflictualité dans la communication, à lui donner des supports à même d'assurer la circulation de ses termes et enjeux – condition du dépassement de sa discontinuité et de ses séparations. Une telle exigence est à l'heure actuelle trop peu reconnue, et ce même par les pauvres qui se voudraient les ennemis de cette société. Or si la révolte contemporaine peut sembler bien insuffisante, c'est encore là que le monde se joue, là que l'absence de sens de toutes les existences individuelles trouve sa plus dangereuse dénonciation. Telle est du moins l'hypothèse à la base de ce que nous disons, que nous nous emploierons ici à étayer.

Si de ces multiples motifs possibles on devait donner une formulation synthétique, l'inconséquence fondamentale des pauvres modernes, vis-à-vis de leur responsabilité dans cette guerre qui les concerne tous, pourrait être attribuée à un reflux de la conscience historique. Pour la théorie critique telle qu'elle a pu être formulée jusqu'à maintenant, c'est la notion d'histoire qui a servi à désigner le cours de l'affrontement par lequel la totalité se transforme ; et c'est la conscience de cet affrontement, de ses implications, de ses dimensions générique et temporelle, qui semblait devoir permettre de le mener le plus radicalement. Que l'humanité comme sujet fasse l'histoire consciemment, telle est la gageure sur laquelle est venue buter la pensée du parti qui se revendiquait de l'histoire. Considérant la phase actuelle du rapport de forces générique – pour nous qui pouvons encore déceler notre projet dans cette ambition –, il paraît nécessaire de réexaminer cette notion d'histoire, à la polysémie et aux contradictions si peu creusées, pour mesurer l'utilisation qu'il peut encore en être faite sans risquer de figurer une sorte de déterminisme, ou de transcendance, qui s'opposerait inévitablement au débat tel que nous le comprenons. Puisque les révoltés modernes ont rompu avec la plupart des conceptions qui s'étaient formées dans le sillage de leurs prédécesseurs, que ce soit un progrès ou non, il serait pour le moins illogique que ne soient pas mises en question jusqu'aux catégories qui paraissaient les plus centrales, les moins discutables. Contre ses psalmodies par tant de bouches d'idéologues, ce qu'il reste aujourd'hui de l'histoire nous semble devoir être démêlé, notamment à la lumière des propositions théoriques les plus récentes concernant le mouvement de la pensée.

L'histoire ne sera pas considérée ici comme entité à part entière, être indépendant ou sphère autonome, cet « objet » des historiens, mais suivant les évolutions d'une construction de la conscience, pour ce qu'elle est comme notion. Telle que nous apparaît aujourd'hui l'opposition dont l'enjeu est le débat sur le monde, il importe de distinguer cette tentative de saisir le cours de l'humanité dans le temps par la conscience, de la transformation effective du monde par le mouvement de la pensée du genre ; ceci pour tracer les possibilités de construire les moyens de rompre cette séparation, au-delà de

la conscience esseulée, et au-delà d'actes collectifs qui n'engendrent encore que de façon minimale leurs médiations propres.

Dans cet objectif, le tableau de la révolte des six années écoulées viendra dans un deuxième temps, comme illustration concrète du conflit suivant ses moments et ses théâtres particuliers, et comme premier bilan synthétique d'une activité d'exploration du négatif. Il s'agit d'abord de poser les contradictions majeures actuelles, entre histoire et débat sur la totalité, entre tyrannie de la représentation médiatique et mises en cause pratiques de cette information, entre apparente satisfaction générale et ubiquité de l'insatisfaction en actes, entre observation et révolte, entre théorie séparée et recherche des médiations que le parti du négatif est susceptible d'élaborer de façon autonome ; ceci pour déterminer les conditions de leur dépassement, à l'adresse de ceux qui veulent prendre part au renversement d'un monde qui se fait à leurs dépens.

Pauvres inconséquents ou gueux en première ligne, la partie ne se joue ni dans un passé lointain, ni dans un futur virtuel, mais bien maintenant. Face aux seules propositions existantes nous condamnant à l'autogestion pacifique de la misère contemporaine, jusqu'à ce que mort s'ensuive, le débat sur la totalité pourrait avoir pour définition provisoire d'être la guerre du temps ramenée au présent, telle qu'elle se manifeste en actes aujourd'hui et telle qu'elle peut se poursuivre sur cette base. La tâche de la théorie nous paraît dorénavant de proposer conditions et moyens pour un stade supérieur de la pratique, dont seul dépend la résolution de toutes les contradictions.

1. Aperçu orienté de l'histoire dans l'histoire

Selon les phases de socialisation du monde, suivant les progrès de l'aliénation et les renversements intervenus dans la prise pour objet de la totalité, l'histoire a connu des conceptions multiples, jusqu'à être contraires, passant du domaine du constat et de l'interprétation à un rôle actif et central, pour finalement, à l'issue des plus récents moments du débat, redevenir une catégorie de la connaissance théorique parmi les autres, avec son intégration aux « sciences humaines » et la glorification du quotidien. Depuis un siècle et demi, elle se trouve au cœur de la dispute entre la domination qui se rêve éternelle et ce qui vient périodiquement récuser cette prétention. Les enjeux les plus grands se sont vus réunis sous cette désignation générale, sans que l'écart béant ne se comble, entre ce qu'elle désigne pour quelques interprètes et ce qui surgit indépendamment d'eux.

Des actes au témoignage, des faits à leur récit, du découpage en périodes à l'interprétation du sens, de la lecture du passé aux conjectures sur l'avenir, entre ce qui peut bien avoir lieu et ce qui en est dit l'imbrication n'a cessé de s'étioler au fil de l'aliénation grandissante. Dans le jeu de miroirs des représentations s'automultipliant, l'ensemble des actes a rétrogradé au profit du prendre acte, quand s'impose le sens à la fois édicté a priori et après coup. Originellement lié au pouvoir, le prétendu savoir s'est autonomisé jusqu'à ce que le pouvoir séparé lui-même ne soit plus le garant d'aucune maîtrise possible, seulement force conservatrice et coercitive qui empêche la maîtrise.

Pour illustrer le malaise de la conscience à se saisir du devenir de tout, on peut partir du double sens, maintes fois relevé mais finalement peu discuté, qui se maintient : l'histoire désigne aussi bien le récit des événements qui concernent l'humanité que ces événements eux-mêmes. Toutefois, la désignation de l'ensemble des événements comme histoire est considérée comme un abus de langage : l'histoire reste l'œuvre écrite des historiens. Elle est un secteur particulier de la connaissance comprise comme constat, perpétuant, du fait de la seule réflexion dans la conscience, l'opposition non résolue dans la pensée occidentale pré-hégélienne, notamment dans le positivisme kantien, entre la conscience et « l'être », entre le sujet et l'objet. Pour la conception conscientocentrique de la pensée, le réel est resté une malédiction, ce qui échappe fatalement à son emprise, et l'histoire est le domaine, parce que celui de la réalité, où cette fatalité s'est manifestée le plus sensiblement.

A partir des connaissances rudimentaires qui sont les nôtres, il est possible d'identifier quelques moments décisifs de la réflexion sur l'histoire, jusqu'à cette tentative du dernier philosophe de résoudre par la dialectique sa contradiction intrinsèque. C'est ensuite seulement qu'elle déploie toute sa potentialité, jusqu'aux vellétés les plus récentes pour l'étouffer, en conserver et en fixer l'insaisissable et l'inaccessible, pour en expurger les possibilités d'une maîtrise, la responsabilité collective, comme les perspectives qu'a laissé envisager son processus jusqu'ici. A travers sa longue aliénation, l'histoire est devenue une notion datée, pesante plus que libératrice, comme si elle avait atteint les limites de son déploiement. Son dépassement est à trouver ailleurs que dans ses déterminations, telles qu'elles se sont établies à son origine et telles qu'elles se sont précisées durant son évolution, pour la simple raison qu'elles ne suffisent pas à affronter l'ensemble des dualités qu'elle concentre en elle. Il n'est pas question de nier l'existence de ce que l'histoire désigne, comme progression du débat dans le temps, avec l'irréversibilité et la singularité de ses moments, mais cette désignation, brandie comme étendard, n'apporte plus de réponse à la question du devenir indépendant de l'esprit au détriment des vivants atomisés, lorsqu'elle n'exprime plus qu'un statu quo ou qu'une abdication, impuissant prendre acte théorique de la transformation de tout. A l'époque présente, le projet de la maîtrise de la totalité, ce « faire l'histoire » souvent proclamé, appelle d'autres définitions pour le ramener de son possible seulement édicté aux moyens de sa concrétisation.

Circonscrite par le divin

Deux sortes d'appréhension de l'histoire coexistent dans le monde dominé par la religion déiste, l'observation et le récit qui sont le domaine des historiens, l'interprétation qui est celui des théologiens puis des philosophes. Ces deux moments de la connaissance réservée s'influencent de façon toujours plus aiguë au fil du temps. La relation des faits et la question du sens général se maintiennent dans un rapport à distance qui va progressivement tendre à s'amenuiser. En posant l'hypothèse d'un mouvement de l'unité de la pensée à l'activité de sa division, l'aliénation fondatrice paraît celle qui a mené à l'éloignement de l'acte et de sa représentation. Dans ce processus, l'invention de l'écriture correspondrait à la consécration de cette scission, comme gravure dans la mémoire collective d'une parole devenue indépendante. L'histoire se déploie dans l'aliénation religieuse déiste, dans la confrontation entre l'illusion divine et la recherche de la vérité par la conscience.

Il est d'usage d'opposer le mythe à l'histoire pour situer l'origine du temps historique, son apparition correspondant apparemment à celle des monothéismes. Plusieurs éléments justifient cette appréhension : le déchirement de l'ordre cosmique, la saisie de la temporalité terrestre, l'unicité reconnue de l'aventure collective humaine. C'est dans la cosmogonie zoroastrienne puis aux racines du judaïsme que semblent se trouver les premières conceptions d'un monde en devenir. Si, plusieurs siècles après, la civilisation grecque a donné les premiers enquêteurs sur les faits, le temps y restait compris dans une circularité, non dans la transformation de ce qui existe ni dans l'irréversibilité de cette transformation. La nature harmonisée du monde grec est réduite à n'être plus que la créature d'un dieu unique, dont l'apparition de la représentation établit la mission d'un peuple puis de nations elles-mêmes pour l'accomplissement de son royaume sur terre. Les premières traces de l'historicité semblent se trouver là et avec elles l'émergence d'un sens de l'histoire, de son début à sa fin. Une telle origine ancre l'historicité dans le développement de la pensée occidentale, en comparaison avec l'appréhension cyclique du temps des sociétés mythiques dans leur ensemble.

Cette inscription de l'humanité dans le temps, encore réduite aux limites de la conscience religieuse, trouve son prolongement dans le christianisme, par lequel elle s'étend du peuple élu à tous les hommes, le divin s'incarnant dans l'humain, l'éternel dans le temporel. La fin de la période médiévale, soumise à la représentation chrétienne, verra se jouer l'affrontement aujourd'hui peu connu entre les mouvements millénaristes dits révolutionnaires et l'Eglise. Si la dispute sur le devenir de l'homme s'y joue encore dans le cadre de la religion, entre partisans de la réalisation terrestre de ses promesses et autorité propriétaire de la croyance, au-delà des seuls observateurs ou interprètes c'est l'acteur possible de l'histoire, non sans les outrances propres à l'époque, qui commence à rompre avec les représentations qui le séparent de son temps ; élan crucial porté notamment dans les grands soulèvements paysans, depuis relégués dans les arrière-salles de l'histoire officielle au profit de la Réforme protestante.

Entre temps, comme discipline intellectuelle, comme observation et explication de ce qui arrive, l'histoire est déjà devenue la recomposition des époques antérieures. Elle n'est plus seulement la description par des contemporains de ce qu'ils ont sous les yeux, comme c'était principalement le cas pour les premiers historiens grecs dont les témoignages forment la mémoire humaine. Chez Thucydide, dont l'objet est la guerre entre Sparte et Athènes à laquelle il prit part comme stratège, le souci du respect des faits est déjà très présent, en rupture avec le mode de pensée grec, mais l'explication des événements et de leur enchaînement n'est que ponctuel, ciblé sur l'époque qui est la sienne. L'imaginaire mythologique devient insuffisant à maintenir un équilibre, la prise en compte des faits et la recherche rationnelle de leurs causes vont en s'améliorant, en se généralisant, dès la période romaine de l'Antiquité. L'historicité reconnue de l'humanité s'accompagne de l'intention d'expliquer l'« histoire universelle », mais alors c'est encore selon les principes supérieurs de la religion, telle qu'elle se poursuivra de la première philosophie de l'histoire d'Augustin à la fin du monde antique, jusqu'à la dernière tentative isolée de Bossuet au début de la modernité.

Au-delà du témoignage réduit à l'espace grec, on cherche à expliquer l'histoire dans sa totalité, et de l'éternelle répétition mythique, on en passe à admettre le changement, donc déjà en partie la nouveauté. Pourtant la dualité se maintient entre l'au-delà et l'ici-bas. La scolastique du Moyen Âge, qui se propose en vain de concilier foi et logique, semble participer au gel du développement de la contradiction de l'histoire dans l'histoire. Pour toute la période cléricale, les représentations sur

l'histoire totale et sa progression restent déterminées par le divin, tandis que le travail sur les faits se concentre, au temps des chroniques, sur les figures humaines qui lui devraient le pouvoir.

C'est au travers de la désacralisation du pouvoir, et conséquemment de la sécularisation de la société, que récit et spéculation sur le sens général se développent, au fil de ce retour aux préoccupations des penseurs de l'antiquité qu'on appelle Renaissance. La représentation religieuse de la totalité se fissure face aux développements des rapports marchands et ce qu'ils engendrent pour la science, l'art, l'organisation du travail, l'unification de l'espace, la pacification – encore théorique – des mœurs. La genèse du monde moderne se situe là, dans cet apparent retour à l'homme qui s'avère surtout le début de son gouvernement par les choses. Après les révoltes millénaristes et paysannes dont le débat a été refermé par les guerres de religion, et par l'opposition Réforme Contre-réforme, les guerres civiles de France et d'Angleterre sont le cœur d'un nouveau moment crucial du débat. L'humanité se voit reconnue une existence à part entière, ici-bas, mais suivant de nouvelles abstractions qui la divisent : peuples, nations et cultures établissent les bases de l'Etat moderne, c'est-à-dire sous sa forme profane, au service d'une circulation marchande devenant plus sacrée que les préceptes déistes. La noblesse d'arme vit ses dernières heures, et commencent à se dissoudre avec elle l'honneur, la parole et le jeu comme valeurs centrales de la société, comme richesses. C'est la grandeur des particuliers qui se perd pour une grandeur qui n'appartient déjà plus à personne, sinon transitoirement au monarque absolu. Nature et raison se disputent la succession d'une transcendance divine qui bat de l'aile. L'histoire devient catégorie du savoir, science parmi les sciences, la profession d'historien apparaît sous une forme qui préfigure le spécialiste tel qu'il existe aujourd'hui. L'explication religieuse globale est rongée par le rationalisme, et les philosophes se substituent aux théologiens dans l'ombre des discussions de salon.

Avec la première grande révolution, l'homme qui a été remis au devant du monde en théorie se montre alors sous sa forme la plus générale, non celle d'Etat, de nation, ou de souverain, mais sous celle de gueux, telle que les jacqueries depuis le 17^{ème} au moins avaient pu l'annoncer. Le plus grand nombre, la multitude informe et anonyme, intervient dans le cours du monde pour y être décisif. En seulement quelques années et sous l'impulsion principale des pauvres, monarchie divine et clergé tout puissant sont écartés du terrain du débat. La brutalité du changement, l'accélération de la pensée dans un événement imprévisible, précipitent la réflexion sur l'histoire à laquelle tous les hommes paraissent désormais conviés à prendre part. Le mouvement vers la suppression des transcendances dévoile un conflit et des antagonismes nouveaux, dans le camp même de ceux qui ont paru mener le débat de front, en commun. La contre-révolution est cette traduction partielle de la critique en actes, c'est-à-dire sa contention, pour la reconduction d'une transcendance qui prend de nouvelles formes.

Le développement de la raison ne renverse pas encore le rapport entre la représentation de l'histoire totale et l'ensemble de l'activité humaine, même si sa définition la plus aboutie chez Hegel augure ce renversement. L'Etat y serait cette conciliation entre le Ciel et la Terre, toute l'histoire s'achevant dans le présent régi par l'Etat prussien. Pourtant tout n'est déjà plus que résultat, Dieu lui-même. La somme des antinomies kantienne et les restrictions de l'empirisme anglais, ces remparts érigés face à la vérité, sont critiqués afin de rendre à la pensée la possibilité d'un savoir total, à travers son dynamisme, sa mobilité vivante. Elle ne se heurte plus aux dualités figées, mais comprend dorénavant la contradiction comme son essence même. C'est bien face à l'histoire, à laquelle elle donne toutefois une bonne part de ses éléments constitutifs essentiels, que cette ultime tentative philosophique d'une maîtrise de tout par la conscience se heurte à sa plus profonde limite, dans ce domaine où l'esprit ne provient plus d'aucune extériorité, d'aucune entité supra-humaine. Dans son effort pour critiquer l'insuffisance de la philosophie hégélienne de l'histoire, Cieszkowski augure bien de la question de l'avenir, d'une phase supérieure à mettre en perspective, d'une synthèse entre l'être et la pensée qui passerait par l'action, mais c'est en confirmant toutefois le caractère déterministe du plan.

L'historicité de l'humain semble se refléter en premier dans le monothéisme, particulièrement chrétien, il en est conservé la fixation d'un cadre préconçu dans lequel l'histoire devrait s'insérer, reconduisant ainsi le mythe, mais cette fois dans l'attente, dans l'extériorité. La rationalité philosophique la plus moderne maintient la contradiction qui se manifeste plus intensément au fur et à mesure de la progression de l'histoire, de l'avènement de sa centralité en actes. Ce qui transforme réellement le monde, et qui se montre alors, prend des figures menaçantes pour la religion et pour la raison, parce qu'il menace ce que défendent religion et raison : l'illusoire primauté de la représentation par la conscience sur le mouvement général de l'esprit *humain*. Et ces prétentions illusoires se maintiennent l'une l'autre par celle de saisir le cours objectif du monde suivant ce qui en seraient les

causes et les fins, qu'il procède de la résignation des mystiques ou de l'enthousiasme des progressistes, il reste tracé.

Au milieu du tumulte intellectuel des disputes post-hégéliennes, Feuerbach opère la critique décisive de la religion déiste, son renversement de perspectives apporte plusieurs siècles après la clé théorique des révoltes millénaristes : l'au-delà chrétien n'est que le double spirituel du genre humain. L'idéalisme, qui présidait jusque-là à l'affirmation du sens de l'histoire, est dénoncé comme la source des illusions que l'homme entretient sur lui-même.

Dans le genre

La tempête sociale de 1848 vient donner l'historicité concrète qui lui manque à l'homme abstrait de Feuerbach : c'est bien ici-bas que le monde se joue. L'histoire devient véritablement décrite comme activité et conflit générique dans la pensée de Marx, dans le dépassement de la philosophie par la théorie critique se proposant la transformation du monde. Elle y gagne des perspectives pour le futur, elle devient essentiellement pratique, et ses acteurs sont les humains par les rapports qu'ils créent entre eux. Marx la conçoit comme lutte, en détermine les camps visibles à son époque, élabore une théorie partisane du sien. La méthode dialectique hégélienne, comprenant la dynamique des contraires comme moteur de la pensée et du devenir, lui donne sa cohérence. Tout se voit ramené à l'histoire. Les vérités absolues des philosophes sont violemment relativisées. Chaque étape du développement humain est comprise suivant son caractère provisoire, frappée de caducité, vouée à laisser la place à une forme supérieure. En résonance et en parallèle des conflits sociaux de son temps, cette nouvelle conception ouvre, par le projet communiste, la critique avancée de la religion déiste, et parce que l'internationalisme lui donne sa dimension générique, des perspectives inattendues contre tous les conservateurs de l'ordre existant – dont les remparts juridiques et politiques sont eux-mêmes compris comme périssables et partisans. De résultat d'un plan divin, ou de la raison autonome, l'histoire est affirmée comme l'œuvre de l'homme, et plus particulièrement comme celle des pauvres d'alors regroupés suivant leur position dans le travail sous l'ancienne appellation romaine de prolétariat. La révolution sera leur moyen, et celui d'une émancipation à l'échelle du genre.

Seulement, de la notion d'histoire, est encore conservée la dualité première entre la saisie consciente du processus de l'activité humaine et cette activité elle-même. La contradiction se maintient, entre les conditions objectives de l'histoire et les possibilités de sa menée maîtrisée. Entre l'histoire qui se fait aux dépens des humains et celle à faire par le prolétariat s'intercalent les catégories de la connaissance théorique. La représentation, dans sa hâte, se prend pour le moteur du monde, sa vérité. Les camps identifiés pour l'époque seraient applicables au passé le plus lointain, trouvant leurs origines dans le rapport des hommes à la nature, à laquelle est attribuée une histoire initialement indépendante de la société humaine. Pour cette nature en-soi, il faudra une base solide, constitutive de tout, qui sera la matière. Sur la base de tels présupposés compris et présentés comme la réalité même, suivant ce qu'auraient eu de décisif les révolutions alors dites bourgeoises, l'enjeu résiderait dans l'appropriation des moyens de production. Rapports de domination, antagonismes et aliénation sont compris sous l'angle principal de l'économie que l'essor de l'industrie et du commerce a placée au premier plan des préoccupations théoriques du pouvoir. La cohérence donnée par la méthode dialectique permettrait une scientificité du savoir historique, avec toute la prétention à la vérité objective et complète que la science positive porte encore à ce moment. Par l'absolu auquel elle prétend, l'économie, comme catégorie centrale, substitue ses propres règles à la libre menée de l'histoire. La loi remplace la lutte, les rapports de force, selon le principe que les conditions objectives dominent les possibilités et intentions subjectives. Ce sont là les travers, relevés depuis, qui ont donné les générations marxistes que l'on sait. La dispute entre marxistes révisionnistes et marxistes orthodoxes du début du 20^{ème} siècle a pour nœuds le rôle du prolétariat et la nécessité de sa lutte. La récupération de la révolution russe montrera comment derrière l'affirmation de la nécessaire action offensive des prolétaires, leur représentation – le parti de l'objectivité – s'en est en fait adjugée l'entière direction.

A cette fixation d'une représentation générale de l'histoire, déjà présente dans la théorie de Marx par son annexion à l'idéologie devenue dominante, s'ajoute la question du devenir qui cristallise elle aussi la contradiction, entre histoire nécessaire suivant le matérialisme scientifique, et possibilités de libération humaine. Tel qu'il s'était déjà manifesté dans la philosophie des Lumières et jusqu'à Hegel, le progrès, dans sa dimension déterministe, reste au centre de la nouvelle conception de l'histoire, même s'il n'est plus le fruit d'un processus linéaire et réclame désormais l'intervention inéluctable des pauvres en mission. A la façon des prophéties millénaristes, l'aboutissement victorieux de la lutte offre les perspectives d'un éden prochain. En contradiction avec la méthode dialectique, avec l'apogée de l'histoire dans la société communiste future, la résolution des contradictions mène à la disparition du négatif. L'encadrement bureaucratique marxiste a su jouer avec ce but à atteindre, dans un cadre posé et incritiquable, pour étouffer le débat, changer l'activité critique des pauvres en attente du paradis terrestre. Et, depuis, c'est jusque dans ce qui était le camp adverse de Marx qu'a été entérinée la raison d'être de l'humanité réduite à la satisfaction du besoin alimentaire, avec la rareté originelle comme argument d'autorité, et le développement toujours plus avancé des moyens de subsistance comme preuve d'une progression vers l'idéal.

C'est sans remettre en cause les postulats économicistes de Marx, ceux d'une fixation de l'histoire dans le rapport des hommes à la nature, comprise originellement comme séparée, que les théoriciens « révolutionnaires » postérieurs vont tenter de s'opposer à l'idéologie marxiste, avec pour « arme absolue » la conscience et comme certitude celle de l'actualité du conflit historique. Mais la notion d'histoire, avec ses aliénations successives, conserve ses deux composantes, un envers et un endroit : la mauvaise histoire soumise aux conditions objectives, et la bonne histoire qu'animent les volontés subjectives. Des marxistes hérétiques, qui pour certains se démarquaient au nom d'une orthodoxie retrouvée, aux situationnistes, il semble que toute la critique sociale de la première partie du 20^{ème} siècle soit la tentative d'aiguiser cette contradiction, d'isoler la bonne part de l'histoire contre la mauvaise, mais sans parvenir à s'en défaire véritablement. L'organisation prônée par toute cette frange de théoriciens en vue de l'élaboration conséquente d'un sujet de l'histoire est représentative de cette contradiction, quand d'une histoire soumise à l'économie on envisage de sortir au moyen d'une auto-organisation centralement déterminée par les impératifs gestionnaires, sous la forme des conseils ouvriers.

Si la dialectique est restaurée contre l'idéologie, elle n'en reste pas moins fondée sur la nécessité matérielle. Les critiques les plus avancées de la marchandise ne se départissent pas d'une trivialité utilitariste, et pourtant c'est, avec raison, à l'aliénation marchande, cette colonisation de l'échange, qu'on impute maintenant le maintien des conditions objectives. La part la plus avancée de la critique situationniste se porte contre le diktat de la représentation, en attaquant l'organisation de l'apparence, socle commun de la société capitaliste de l'abondance et du capitalisme d'Etat soviétique. C'est la contradiction qui se veut creusée dans la critique du spectacle, dans celles de la vie quotidienne et de la marchandise ; autant de façons de révéler l'écart entre le discours dominant et ce qu'est la vie, et ce qu'elle pourrait être.

Des choses de Marx aux images de Debord, la question de ce qui médiatise le rapport social pose celle du rôle de la communication dans l'histoire. La prétention à statuer sur le cours de l'histoire se trouve aux prises avec l'aliénation comme pensée collective qui échappe à tous. Les repères fondateurs de la théorie de Marx, qui définissaient les termes du conflit, se disloquent dans la description d'un monde soumis à ce que l'humanité elle-même a produit comme pensée, mais au-dessus d'elle : Dieu et Nature, tout autant qu'Economie. La distinction du faux et du vrai, censée assurer le dévoilement du mouvement réel contre l'apparence orchestrée par la domination, perd de son évidence. Les notions « d'idéologie matérialisée » ou de « spectaculaire intégré » traduisent ce brouillage.

La notion désamorcée

Avec l'échec des révolutionnaires du début du 20^{ème} siècle à se constituer en force autonome et à donner à cette force le pouvoir de définir enjeux et contenus, le sujet potentiel de l'histoire laisse la

place à sa représentation idéologique. Toute la période qui succède à la révolution russe, jusqu'aux révoltes du milieu des années 1950 dans les pays de l'Est, paraît consister en la confrontation entre ce sujet – cherchant à se former – et son usurpation bureaucratique. La seconde guerre mondiale, où l'encadrement des pauvres se finalise par leur affrontement à l'échelle la plus grande, au nom de conflits d'intérêts entre nations et Etats, constitue un coup violent porté au parti de l'histoire. Malmenée par la suite, critiquée dans sa version russe ou chinoise, l'organisation étatique des pauvres en prolétariat se maintient toutefois par la mise en scène d'une opposition mondiale entre blocs idéologiques. L'histoire telle qu'elle est encore aujourd'hui considérée dans l'opinion la plus commune dépend essentiellement de ce moment, et plus encore de son issue, qui se conclut par la liquidation de sa conception communiste. Avec le démantèlement de la bureaucratie stalinienne, soit l'échec d'un des partis en présence, la fin de la parodie de conflit est représentée comme la fin du conflit historique lui-même. La révolution, qui était apparue comme le moyen de l'histoire, ne représente plus un progrès possible, mais la genèse d'une catastrophe. Dès lors, suivant la réécriture de l'histoire par le camp victorieux asseyant sa domination, présent et avenir ne valent plus que comme sauvetage de cette catastrophe. Il s'opère alors toute une redéfinition de notions clés censées justifier le bien-fondé de cette entreprise : vérité, démocratie et histoire sont purgées de leurs significations essentielles.

L'aboutissement de la philosophie hégélienne de l'histoire à un présent idéal a pu être actualisé à partir d'une identification des résultats de l'histoire à ceux désastreux des totalitarismes nazi et bureaucratique. La célébration conjuguée d'une supposée fin de l'histoire et des idéologies, en gestation depuis le milieu du 20^{ème} siècle et acclamée dans un ouf de soulagement par de nouveaux idéologues, s'est construite sur cet amalgame, entre les moments du débat et ceux de sa répression. C'est un soulagement qui s'est quasi-simultanément accompagné d'une troublante inquiétude face au constat permanent qu'il ne suffit pas d'éradiquer la conscience historique pour que le monde arrête de se transformer. Histoire finie ou non, il faut bien convenir, à la manière de Hegel sur son lit de mort, que tout continue. Il s'est donc élaboré quelques théories inquiètes, chez les conservateurs de cette société comme chez ceux qui s'en disent les opposants, d'un choc des civilisations, du retour de la religion, d'une mégamachine, d'un empire, d'une mondialisation, à leur tour établis en véritables moteurs du monde. Si des transformations continuent donc à s'opérer, ce n'est mues que par de nouvelles forces supra-humaines, l'histoire étant bien trop sérieuse pour qu'on en attribue le cours à ce qu'on appelait auparavant les masses ou le prolétariat, ces irresponsables dont on a vu la folie lorsqu'ils ont laissé libre cours à leurs ambitions. Enfin, la passion, la colère, l'insatisfaction, la subjectivité seraient dépassées pour déterminer ce qui meut l'humanité ; c'est du haut de la conscience guidée par l'infailible raison, à l'abri d'un cabinet de travail ou face à un parterre d'étudiants, qu'on pourrait dorénavant statuer sur l'histoire, sur ce qu'elle a été et sur ce qu'elle pourrait être de plus, éventuellement, mais toujours suivant les plans préétablis dans quelques têtes d'intellectuels.

Cette nouvelle conscience malheureuse, bien qu'autosatisfaite, serait négligeable, si elle n'était ce qui donne son fond au principal vecteur de la propagande à l'échelle planétaire : par le biais de l'information dominante, cette conception sur l'histoire agit quotidiennement dans le monde. Dans le passé le plus récent, tout ce qui aurait dû prendre le qualificatif d'historique, suivant ce qu'englobait la notion d'histoire au firmament de sa potentialité, n'est plus considéré comme tel, depuis qu'en s'éclatant, le centre de la transformation du monde a quitté l'Europe, laissant en chemin la rationalité occidentale. Si l'histoire est l'histoire des révolutions, comme Marx avait pu le dire, alors la révolution iranienne devrait être considérée comme le dernier grand moment historique vécu par l'humanité. Il n'en est rien dans le discours dominant, qu'il soit émis par les conservateurs déclarés de cette société ou par les idéologues des révolutions passées. Le critère historique s'est perdu comme détermination centrale du discours, depuis que la parole sur les événements est devenue le monopole de l'information quotidienne.

A la base de cette négation de l'histoire, de l'histoire qui se fait et de sa conflictualité, il y a la volonté de nier l'existence d'une coercition, pourtant journalièrement à l'œuvre. La pensée qui échappe à l'homme a étendu son royaume, son arbitraire, le pouvoir hiérarchique en est seulement le gardien. Avec la dissolution des anciens maîtres, dorénavant remplacés par de simples préposés à la gestion, le cours du monde n'est plus considéré comme l'objet possible d'une maîtrise. Par le mensonge sur l'organisation démocratique de la société, l'ordre imposé à tous est justifié comme le résultat de la volonté du plus grand nombre. Dès lors, plus rien ne viendrait contredire ce stade ultime : c'est-à-dire que plus rien de ce qui le peut, et de ce qui le fait *réellement*, ne doit se faire entendre, ne doit se faire comprendre.

Avènement de l'information dominante

L'information dominante est le résultat de la mutation du camp de la conservation au moment de la dissolution de l'idéologie marxiste. En s'affranchissant des modes étatique et marchand d'organisation de la communication, jusque-là souverains, l'activité de rendre publics les faits nouveaux et par extension l'organe chargé de cette fonction, a conquis une indépendance. Rien de ce que l'individu de masse peut percevoir du monde n'échappe à ce filtre.

Si sa période de gestation commence au milieu du siècle dernier, lorsque les valeurs de la société capitaliste ont été réformées pour désamorcer une critique aux implications menaçantes, telle qu'elle se manifestait dans l'agitation des régions colonisées et jusqu'au cœur des villes occidentales, on peut dater son accès à la domination du moment de la désagrégation des Etats staliniens, comme le montra la Bibliothèque des Emeutes. C'est là, à la fin des années 1980, par un positionnement contre une variété de gestion étatique, que cette information s'est véritablement émancipée en assurant faire œuvre de vérité, en « dévoilant », en « révélant », dans la mise en cause de ce que l'Etat bureaucratique hypertrophié maintenait caché. Les caractéristiques patriarcales du pouvoir séparé, hiérarchie et opacité, se sont assouplies, renversées en apparentes démocratisation et transparence. D'un point de vue global, l'Etat en général a dû laisser de son emprise sur la parole publique à cette profession, sûre de son bon droit, qui n'a pas tardé à l'utiliser pour truquer, manipuler, omettre, bâcler ; malhonnêtetés permises et compensées par les notions-boucliers de liberté, de tolérance et d'indépendance. Car c'est sous couvert d'un progrès humain que l'information s'est emparée du pouvoir de discourir sur le monde hors des partis qui l'encadraient et déterminaient son discours jusque-là, faisant de sa représentation la seule représentation, de son interprétation la seule interprétation. Si bien que la modernité d'un Etat se mesure depuis à sa capacité à cohabiter avec une information qui ne soit plus à ses ordres, ou du moins qui ne soit plus son simple porte-voix. L'écroulement de la bureaucratie totalitaire, et de la menace qu'elle était censée représenter, a laissé la place à l'aménagement d'Etats dits démocratiques, dont l'information dominante et le multipartisme font office de garants. C'est un modèle de société idéale auquel les Etats qui n'y correspondent pas encore doivent apprendre à se conformer. Information dominante et Etat règnent par ce même mensonge que la société occidentale est démocratique, mais l'information peut se targuer d'un crédit supplémentaire du simple fait que sa montée en grade s'est effectuée pour pallier le mensonge étatique sur la démocratie, colmatant provisoirement les brèches.

On sait qu'au stade suprême de la colonisation du rapport social par les choses, l'individu résigné est voué à n'être plus que spectateur. L'information dominante s'adresse à cet humain dégénéré par la marchandise, et domine dans les régions où il pullule. Son monologue et sa vision sont adaptés à ce client principal : le consommateur, prisonnier du quotidien et privé d'histoire, qui n'avale plus que ce qui le conforte, des faits insignifiants survenus dans son entourage aux tragédies exotiques de l'autre bout du monde. Mais l'expansion marchande est aussi un étalage de possibles, un mouvement sans contrôle, sans frein, qui va à l'encontre de la raison étatique. Elle produit son négatif, la grande masse des pauvres modernes invitée à goûter à ses promesses, mais toujours maintenue hors de leur réalisation, dans une misère *contradictoire*. Si l'information est elle-même un produit qui se vend, le fond de son discours s'est construit a contrario sur une tempérance, endossant là encore l'habit du régulateur moral.

Là où l'Etat tient encore par une apparente légitimité démocratique, dans cet avènement l'information s'est affranchie d'une telle nécessité ; là où la médiation marchande projette en négatif l'échange à l'échelle du genre, son unité et sa richesse, elle a commencé à développer une morale basée sur la modération, la médiocrité et le quotidien.

La réduction de l'histoire dans l'idéologie dominante a trouvé ainsi son principal moyen d'application dans cette emprise médiatique sur la communication. Dans la société de masse moderne, où l'unité du genre s'est perdue dans l'éclatement spatial des identités creuses, et dans le rétrécissement du temps à celui, répétitif, des individus séparés, la représentation médiatique a contribué à faire disparaître la visibilité de l'histoire, renvoyant dans l'ombre sa conflictualité. Comme médiation indépendante, apte à relier chaque chose dans la publicité, elle s'est avérée avoir une action dans le monde, et principalement contre les manifestations susceptibles de s'opposer à son cours non débattu, dont il a fallu taire l'unité, dont il a fallu affirmer la vaine répétition, et pour lesquelles elle a pu, parfois, substituer à leur sens possible ses propres visées.

Affirmation de l'histoire (où l'on tente de rallumer la mèche)

La tentative la plus conséquente d'une redéfinition de l'histoire est venue des théoriciens qui ont essayé de comprendre l'impact et la profondeur de la révolution iranienne, de saisir le sens de cette déflagration. Il s'est agi de rendre public, communicable, ce moment jugé crucial de la dispute des humains sur l'humanité, sinon passé sous silence, ou seulement identifié à la concurrence entre gestionnaires en place et candidats néo-islamistes à leur succession. Puisque rien de ce qui s'est montré dans ce grand soulèvement, à partir de 1978 en Iran, et au même moment au Nicaragua, ne correspondait à la conception marxiste de la révolution, puisque les récupérateurs marxistes y ont été défaits, au moins dans l'épicentre iranien, la thèse officielle fut de considérer qu'il n'y avait là rien de déterminant pour l'humanité, mises à part quelques instabilités régionales.

A partir du texte « De l'histoire » introduisant l'ouvrage d'Adreba Solneman publié en 1991 sur la révolution iranienne, une théorie, devenue depuis la téléologie moderne, s'est élaborée pour présenter la nouveauté apparue dans cet événement d'envergure mondiale. Du point de vue de la notion d'histoire, c'est en premier lieu la critique des thèses alors dominantes à son sujet, principalement attribuables à son accaparement par les spécialistes étatiques de la question. L'histoire y est affirmée dans son unicité, son actualité, et comme activité, en opposition avec sa relégation au seul passé, avec l'espèce de pluralité démocratiste qui confère de l'histoire à chaque chose, et avec la confiscation de ce qui ne serait plus qu'une matière morte par les historiens contemporains.

C'est une affirmation de l'histoire comme jeu, et à ce moment comme guerre, qui se confronte à sa négation dans les médiations et modes de pensée dominants, à l'impression générale de son absence. S'y ajoute le constat que son mouvement, alors saisi par quelques consciences, n'est pas déterminé par la conscience, parce qu'il se joue dans la pensée qui la dépasse. A la manière de Hegel remarquant comment les grands hommes faisaient l'histoire sans en prendre la mesure, la raison progressant par leur entremise, l'histoire est affirmée comme l'œuvre non consciente des pauvres à l'attaque. Ceci au moins depuis leur furieuse entrée en scène lors de la révolution française, suivie de leurs percées successives jusqu'à l'époque contemporaine, où cette force nouvelle sans paroles ni discours conquiert plus que jamais sa place centrale, qui la met aux prises, elle qui fait l'histoire, avec tout ce qui travaille à son absence. L'indépendance de la pensée collective, désignée comme esprit ou esprit objectif, n'a fait que se confirmer, et l'engendrement de cette pensée collective, entendue comme aliénation, s'est considérablement amplifié. Dès lors l'histoire présente se manifeste en actes, survient dans la pratique et seulement dans la pratique, et ses moments sont ceux où les humains posent la question de l'échappement de la pensée générale, de sa prise pour objet, condition sine qua non de la maîtrise collective du devenir de l'humanité. A l'aune de sa prolifération une dizaine d'années après le cœur de la révolution iranienne, l'émeute a ainsi été identifiée comme le moment où l'aliénation est prise de vitesse, dépassée dans l'émotion collective. Qualifiée de moderne pour ce qui la différencie des émeutes des époques antérieures, sa spontanéité et son absence de contrôle lui confèrent cette possibilité d'une rupture avec la soumission des consciences à l'aliénation, par l'attaque de ce qui la maintient non discutée dans la communication : Etat, marchandise et informateurs dominants.

A partir de l'analyse de la révolution iranienne, jusqu'aux émeutes observées pour la période de 1987 à 1995, la téléologie moderne a été développée sur la base de cette nouvelle donne alors livrée à la publicité. L'aliénation, qui avait jusque-là paru si mauvaise à la critique sociale, n'est plus comprise dans un éloignement de l'authentique, de l'essence, qu'il s'agirait de supprimer, pour retrouver une authenticité – l'essence du genre – par un processus inverse – l'improbable désaliénation – mais dans la puissance et la complexité de ce phénomène intrinsèque au mouvement de la pensée, par la nouveauté qu'il fait naître et que la dialectique même ne permet plus de saisir. Dans le devenir autre de la pensée, c'est l'essence même qui change. Ce n'est plus tant l'illusoire communication directe qu'il s'agirait d'atteindre, mais c'est la question du contenu de la communication, et de sa libre détermination par l'humanité, qui se pose. L'horizon ouvert à la lumière de la pratique émeutière partagée dans le monde et par rapport à ce qui lui manque, est celui du but, du projet, qui pour embrasser la totalité doit avoir pour perspective sa fin maîtrisée.

Dans le sillage de sa conception hégélienne, l'histoire est toujours posée comme une progression vers l'origine, mais le fondement est à trouver et à *faire* dans le futur : la réalité n'est pas un donné, mais un résultat. Dans la perspective téléologique, la réalisation de l'humanité est le but de l'histoire. Avec la

réfutation de la réalité de l'infini, identifiée comme clef de voûte des principaux systèmes de croyances, en étendant ainsi la définition de la religion à la fixation du croire, la téléologie se veut l'exposition de ce qui s'oppose à la maîtrise de l'humanité par elle-même. Du chambardement des paradigmes en vigueur à la proposition de l'accomplissement du genre, ses développements théoriques bouleversent les cadres étroits des théories sur la révolution engluées dans la dualité entre la pensée et le réel, entre un objectif donné et un subjectif qui devrait s'y conformer.

Toutefois, à partir de la situation pratique, exposée dès « De l'histoire », et dont l'essentiel est encore d'actualité, se révèlent les profondes limites et faiblesses de ceux qui font l'histoire. Du fait de la spécificité de la partie en cours, aucun des deux camps en présence n'a la vision globale de la guerre qui les oppose. La conscience, le discours, la théorie ne priment plus dans la révolte, quand conscience, discours et théorie sont si irrémédiablement attachés à la conservation de ce qui est là. Pour saisir l'histoire qui se fait, il faut justement partir à la recherche des faits, reconstituer un mouvement que l'information travaille à masquer. A la représentation d'un monde sans conflit historique s'oppose une représentation de ce conflit. Mais théorie et pratique se trouvent déjà scindées dans la façon dont se manifeste l'histoire et par le retour à la conscience qui saisit son déroulement, et même si, comme pratique à étendre, l'observation des événements négatifs à travers la critique de leurs rapports médiatiques a pu sembler ce moyen de trouver la convergence entre les foyers de la révolte moderne.

Jusqu'à maintenant, dans le monde où l'histoire, selon sa définition téléologique, est communément absente pour la conscience, les émeutiers modernes, ce sujet historique en puissance, ne se sont pas emparés de cette théorie. Entre le possible formulé et sa réalisation, le négatif demeure éclaté, sans unité pratique. La téléologie moderne, qui fait figure de dernière tentative de reconstituer l'histoire dans la conscience avec le but de la faire, se heurte à ses propres découvertes comme à des impasses.

Notre pratique est motivée par cette situation, dans ce qui détermine actuellement le rapport aux faits porteurs d'une nouveauté véritable pour l'humanité, soit leur annexion aux discours et visées préétablis de l'information dominante, soit la proposition téléologique lancée dans le monde. Partisans de la seconde, nous avons voulu en priorité nous confronter à ce manque de médiation.

2. Observation des faits négatifs par le détournement de l'information dominante

Nécessité

Suivant la conviction de la prévalence des actes collectifs de révolte sur la conscience d'individus isolés, leur observation s'est d'abord imposée comme un préalable à l'élaboration d'une critique théorique et à sa publicité. Comprendre l'état actuel du débat demandait à vérifier la présence et à évaluer la qualité de ce qui avait été identifié jusque-là comme son moteur. Notre observatoire a ainsi été façonné dans l'objectif de prendre connaissance des manifestations pratiques de l'insatisfaction. Son autre principale détermination consistait à se donner le point de vue le plus global possible, afin d'atteindre une compréhension d'ensemble du négatif, de la contradiction à l'œuvre, et d'en saisir le mouvement. En rendant leur place centrale aux faits, il s'agissait déjà d'éviter le travers de l'idéologie, à partir duquel on se prononce à leur sujet au mépris de ce qu'ils montrent, de ce qu'ils sont – voire même dans leur ignorance totale –, pour n'y trouver qu'une confirmation de ses certitudes théoriques. L'exigence de se placer du point de vue du général, quant à elle, devait permettre de parer le risque de jugements abusifs, de surévaluations consécutives à l'examen exclusif d'éclats de révolte isolés, par un sens de la mesure qui ne s'acquiert que dans la confrontation et la comparaison des événements entre eux suivant l'ensemble qu'ils forment, et les moments auxquels ils interviennent.

Aujourd'hui où l'explication des événements est toujours annexée aux présupposés non affichés de ceux qui en rendent compte sans y avoir pris part, la nécessité d'un tel préalable n'est pour ainsi dire pas reconnue. La part potentielle d'inconnu qui s'ouvre par l'acte est niée au profit de l'idéologie de celui qui en parle, en même temps que la connaissance des faits est présupposée chez ceux qui sont pourtant censés les apprendre. Ces deux motifs sont principalement imputables à l'organisation monopolistique de l'information, et à l'absence de critique que ce monopole rencontre.

Il faut donc encore rappeler ce lieu commun : la médiatisation des faits dans le monde est entièrement aux mains de l'information dominante. Même si l'objectivité des informateurs est plus ou moins régulièrement mise en doute, jusqu'au sein des médias eux-mêmes, elle reste une prétention non réfutée des observateurs officiels, la condition de leur autorité. La confusion est sciemment entretenue entre ce qui a eu lieu et ce qui en est dit. A tous, les faits parviennent comme résultat, d'une sélection d'abord, d'un découpage et d'un montage ensuite, et les critères qui président à ces mises en forme, comme leur pratique même, ne sont exposés nulle part. Or la prétendue neutralité journalistique n'est qu'un leurre qu'agitent ceux qui ignorent ou qui nient le conflit historique dont ils sont pourtant partie prenante. Suivant l'adéquate métaphore du spectacle, l'information décide, par le maniement de son éclairage, de ce qui accède à la lumière et de ce qui reste dans l'ombre pour le spectateur. Les faits mis au jour au fil du quotidien demeurent séparés, sans considération de leur signification générale. Tant que cette emprise des informateurs n'est pas critiquée, tout discours sur les faits, ou à partir d'eux, est une allégeance à l'information, une soumission à son point de vue, à ses thèmes, à l'actualité qu'elle impose.

Conjointement à la recherche des manifestations du négatif, l'observation que nous menons depuis 2003 est une critique de l'information comprise comme observateur autocratique. Dans les proportions qui sont les siennes, il serait plus juste de parler de l'expérimentation d'une pratique critique. Nous n'avons pas la prétention de révéler, derrière le monologue quotidien des médias, une authenticité cachée, une vérité objective, toute prête, mais de montrer que l'information, qui a envahi si complètement la communication mondiale, peut être détournée, utilisée à des fins qui s'opposent radicalement à ce dont elle fait la promotion. Il ne s'agit pas de contempler les faits négatifs dans le monde, comme le terme même d'observation pourrait le laisser entendre, mais, relativement à ce qui leur manque encore et à ce qui constitue à notre sens leur principal obstacle, de rendre visible une unité de la révolte autrement occultée, d'émettre des propositions théoriques, des interprétations générales pour formuler les perspectives qui nous paraissent lui faire défaut. Hors de l'information

dominante, parce que directement contre elle, ce que nous disons demande à être discuté, puisqu'il ne dépend que de nos seules consciences, bien insuffisantes pour statuer sur le cours du monde. Et c'est une discussion qui requiert de prendre parti, suivant ceux que détermine l'opposition actuelle entre l'information, et à travers elle le monde qu'elle défend et permet, et les actes de révolte, dans une pratique qui critique la première et permet de saisir les seconds.

Pour donner une dimension supérieure au débat ouvert en actes dans les émeutes et les soulèvements présents, il nous paraît primordial de se mesurer à ce qui nous permet de les connaître. L'objectif de supprimer l'information dominante – puisque c'est aussi de cela qu'il est inévitablement question – ne peut se suffire d'être sa simple dénonciation dans le discours, ni se contenter d'un vain repli hors de la visibilité. Ce n'est que dans l'élaboration d'une médiation ennemie de l'information, dont les moyens matériels restent à déterminer et à construire, mais dont nous proposons déjà quelques directions, principes et méthodes élémentaires, qu'il nous semble possible d'envisager le dépassement de cette médiation indépendante des humains. L'interprétation n'a de sens qu'orientée vers ce but, rompre la séparation pratique des faits négatifs entre eux en rompant avec ce qui organise cette séparation dans la représentation.

Différentes phases

Les principes fondateurs de l'observatoire ont été déterminés suivant des convictions générales amplement influencées par la téléologie moderne et le champ qu'elle a ouvert. C'est par les résultats théoriques, davantage que par sa présentation de la révolte, que nous avons découvert cette théorie sur la totalité. La nécessité propre de se saisir du négatif en actes ne fut ressentie que plus tard, et la rencontre de certains d'entre nous avec les membres de l'observatoire de téléologie à l'automne 2002 fut déterminante pour en comprendre l'importance. Ce lien de la théorie à la pratique, cette interaction, dont l'OT reconnaissait lui-même s'éloigner de plus en plus, redevenaient nécessaires. Relancer l'examen du négatif se fit logiquement à partir de ce qu'avait été l'expérience de la Bibliothèque des Emeutes une dizaine d'années auparavant. Mais si l'objet à investiguer restait, à quelques différences près, le même, c'est-à-dire l'émeute moderne, les méthodes, dérivées de la BE, furent adaptées aux évolutions de l'information dominante, principalement dues à l'apparition d'Internet dans le courant des années 1990, puis à sa généralisation dans la communication de l'information.

Dans une phase de découverte, la première étape a consisté en la mise au point d'un système de scrutation continue dans les éditions en ligne de la presse quotidienne, au moyen de moteurs de recherche consacrés à l'actualité. Suivant les langues que nous connaissons, il était ainsi possible de collecter des articles sur les émeutes d'alors en couvrant la majeure partie du monde. De la fin 2002 à l'automne 2003, l'observation menée en collaboration avec les téléologues est restée une prise de pouls du négatif. L'accumulation d'articles, et leur classification, a trouvé une première formalisation avec l'élaboration de chronologies mensuelles, alors comme simple documentation interne.

Les conclusions provisoires que nous livrons aujourd'hui dépendent évidemment de cette genèse, mais ce début lui-même a été révisé au fur et à mesure que ce qui est devenu notre observatoire gagnait en cohérence, en assurance, avec pour le présent rapport la prise en compte détaillée de ce qui s'est produit jusqu'au mois de mai 2008.

A la publication, au printemps 2007, des résultats des quatre années d'observation couvrant la période 2003-2006, nous avons fait un point sur notre méthode de consultation et de tri de l'information telle qu'elle s'était formalisée, qui a peu évolué depuis, sinon dans l'optique d'un allègement : depuis janvier 2007, la recherche par Google News a été interrompue, ceci se justifiant par le constat que ses résultats recoupaient globalement ceux de l'autre source anglophone. Furent aussi expliqués les méthodes et choix ayant présidé à l'élaboration de la chronologie générale publiée alors pour la période 2003-2006. Y sont notamment décrites les catégories qui nous ont paru les plus significatives pour opérer une

classification des manifestations du négatif relativement à leur nature ainsi qu'à leur niveau d'intensité, leur propagation, l'importance que nous leur accordons du point de vue du débat. Cette première publication dédiée à l'observation consistait à expliquer une pratique, les façons dont nous procédions, tout en donnant une vue d'ensemble, encore sommaire, mais qui démontrait déjà l'omniprésence du négatif. Possibilité de savoir contre l'information, et affirmation de l'actualité de l'insoumission en actes offensifs, tel fut ce qui motivait alors de prendre la parole.

Toutefois, à un tel stade, la présentation des faits de révolte reste superficielle. Si les descriptifs chronologiques émanent d'une lecture critique des articles recueillis, la confrontation conséquente avec les interprétations médiatiques manque encore. Des examens détaillés, résultat d'un traitement plus approfondi de situations prises une à une, ont été opérés depuis 2004, d'abord comme pratique systématique, avec l'objectif de parvenir à des analyses générales par Etat, ensuite en se concentrant sur les révoltes qui avaient paru les plus fortes, les plus décisives, ceci au début de l'année 2005.¹

Ce que nous appelons traitement est l'étape par laquelle nous entrons dans la complexité des situations, nivelée dans les descriptifs chronologiques, et qui donne lieu à un compte-rendu. L'approfondissement opéré consiste dans un premier temps à évaluer les faits négatifs préalablement repérés. La confrontation des articles recueillis permet de reconstituer avec la meilleure précision possible leur enchaînement du début à leur fin, comme de mesurer leur potentiel et leurs limites, l'ampleur de la mise en cause pour le monde. La rupture identifiée est examinée relativement aux particularités du contexte, de la région, de l'Etat, à la présence éventuelle d'encadrements, aux motifs initiaux du passage à l'acte. C'est le moment où l'on vérifie avec prudence la négativité avant de trancher un avis en formulant des réserves éventuelles que les informations à disposition n'auraient pu supprimer. Pour ce faire, la recherche de sources complémentaires peut se révéler nécessaire quand les documents issus de la veille sont insuffisants. Si elle est avérée, l'ouverture de débat est ensuite confrontée à l'interprétation médiatique, suivant ce qui contredit ou non les thèses des informateurs, de ceux qui rapportent les faits, qui ne manquent pas de les inscrire dans la vision générale qu'ils colportent sur le monde. Il se montre par ce biais ce qu'il est interdit de savoir par la seule consultation quotidienne de la presse, parce qu'il n'entre pas dans le cadre, dans la grille de lecture, qui façonne le point de vue dominant régissant l'actualité : par centaines ou milliers, des pauvres comme tant d'autres amorcent la dénonciation de la pauvreté de leur vie en attaquant ce qui la maintient, l'entretient et l'occulte.

Les événements traités ainsi sont en général des pics, les moments offensifs les plus intenses qu'il nous a été donné de connaître. C'est déjà en eux-mêmes et pour eux-mêmes qu'ils nous importent, pour ce que leurs auteurs ont ouvert à leur propre échelle. Bien sûr, nous l'analysons suivant notre point de vue général, mais l'objectif est de découvrir ce qui a changé dans le passage de l'ordre ordinaire à son dérèglement. Car c'est alors sous l'angle de leur singularité que les faits de révolte qui se distinguent ainsi sont à appréhender, suivant ce qui a été inventé autour et à partir de l'émeute, suivant ce qui a été là le cœur de la dispute une fois ce cap franchi. La nouveauté potentielle surgit d'un ici et maintenant non directement généralisable.

Cependant cette étape, qui demande temps et attention focalisée, éloigne aussi de la synthèse générale inhérente à notre démarche. L'élaboration du présent rapport n'a été possible que par l'interruption de la publication de ces traitements particuliers, pour se suffire de comptes-rendus en interne. Il correspond à la reconstitution du mouvement du négatif à l'échelle du monde une fois l'aridité des chronologies dépassée dans l'analyse – de ce fait, les jugements donnés sont désormais ceux qui l'emportent, sur ceux figurés dans la chronologie 2003-2006 notamment. Profusion d'offensives, simultanéité, concentration, ubiquité, voisinage de révoltes seulement séparées par les frontières étatiques, formes et contenus communs, dessinent une autre vision, nulle part ainsi montrée, ni a fortiori discutée.

1. Dans la première série de comptes-rendus publiés en juin 2007, ces deux orientations se montrent encore, telles que nous les distinguons dans notre présentation de la section *Entrer dans le détail des faits*. Au début de l'année 2005, les traitements furent limités aux événements les plus forts, ceux qu'un premier examen avait identifiés à des soulèvements, lorsque des émeutes se propagent, avec la nécessité alors de traiter les antécédents dans chaque Etat concerné. Dans cette même intention d'un resserrement sur l'essentiel, c'est aussi à ce moment-là que nous avons fait le choix de ne plus conserver les événements jugés mineurs dans les chronologies mensuelles. Les chronologies antérieures furent uniformisées suivant les critères de sélection choisis. Depuis 2007, privilégiant une approche spatiale, nous n'organisons plus les faits négatifs dans des chronologies mensuelles, ceux observés et retenus jusqu'à mai 2008 ont été regroupés sur un planisphère.

Relativité

On voit déjà quels dilemmes se posent pour mener une telle entreprise à quelques individus. Les successifs réajustements de la méthode répondaient aux deux impératifs exposés ci-avant, d'une part pouvoir rendre compte de la révolte à l'échelle du monde, et en comprendre l'unité et les divisions, d'autre part la saisir dans la profondeur de ses manifestations particulières par des examens détaillés. Il faut dire qu'en quelques années, l'information accessible pour un particulier a considérablement augmenté en quantité, étendant ainsi le champ d'investigation, notamment aux journaux locaux de la plupart des Etats du monde, mais rendant du même coup plus compliquée l'ambition de reconstituer une vue globale. Entre l'observatoire de type Bibliothèque des Emeutes et le nôtre, l'évolution de l'information marque déjà une différence importante, et ceci du fait également que le développement quantitatif ne va pas sans son pendant qualitatif.

Au moment du putsch médiatique, il y a deux décennies, les grands quotidiens occidentaux donnaient le ton, fixaient une ligne, une hiérarchisation des événements, le reste des médias s'y conformait. L'apparition d'une information en continu, d'abord avec les chaînes satellitaires au tournant des années 1990, puis de celle dite « en temps réel » à partir du développement d'Internet, a conduit à un flux ininterrompu. La fréquence des « nouvelles » s'est accélérée, l'attention journalistique est devenue plus fugitive encore, portée sans recul sur une matière brute extraite en permanence et traitée dans la foulée hors de repères généraux susceptibles d'en indiquer l'importance et le sens. Le contexte pseudohistorique de l'après guerre froide, l'effervescence émeutière que l'information dominante a combattue et dévoyée à son profit, ne déterminent plus le cœur du discours, qui l'a désormais intégré. Le parti de l'information, qui n'était pas véritablement centralisé mais qu'on pouvait identifier à des quotidiens de référence et des journalistes vedettes, s'est propagé comme modèle, dans une quantité d'Etats du monde à mesure qu'il se proclamait garant de la démocratie, et surtout dans la vision de sa clientèle principale en Occident. D'autorité montante intervenant sur les terrains jusque-là assujettis à l'Etat, qui a bien dû s'y plier, il décide dorénavant lui-même du centre de l'attention, généralement déterminé par le besoin de produire toujours davantage, de fournir de minute en minute de la matière à consommer, du « neuf », ceci dans une diversification insensée des sujets et commandé par les impératifs de la concurrence. Sans qu'on puisse véritablement parler de leadership, il est clair que, dans une transition idéologique accordant à la communication autonomisée une place centrale, les autres acteurs de la conservation se sont alignés sur ses valeurs. On ne parle plus publiquement sans passer par les médias, on ne passe pas par eux sans se conformer à leurs vues, à la morale petite-bourgeoise qui leur tient lieu de critère de jugement. La nouvelle génération de pauvres, dans les régions où leur influence est la plus forte, est leur progéniture. Sortez dans la rue et parlez à un pauvre satisfait, vous entendrez la même chose que si vous allumez la radio. En prenant une telle dimension, le rapport médiatique advient désormais comme validation de ce qui a lieu, garant de sa réalité parce que le rendant public. L'écho dans l'information a la valeur d'une réalité supérieure à ce qui est vécu.

Internet est le moyen principal par l'expansion duquel les limites qui définissaient auparavant l'information dominante se sont érodées. Le déclin d'autorité des médias traditionnels n'a pas mené à une critique du commentateur salarié. L'éclatement généré par le réseau numérique a au contraire désamorcé la radicalité possible de la mise en cause par l'accès pour le spectateur passif à un rôle de propagandiste zélé.

Pour ces raisons, la notion d'« information dominante » ne sert plus seulement à désigner un ensemble de mass médias, mais plus globalement l'entité formée par tous ceux qui s'engagent comme observateur intermédiaire entre les humains, sans remettre en cause l'existence d'un intermédiaire séparé, en intégrant l'apparente éternité de cette séparation. L'information dominante est devenue ce qu'elle promettait d'être à son origine : l'organisation d'un soliloque dément qui n'a d'autre finalité que de continuer toujours. Son évolution peut se résumer ainsi : augmentation de ses divisions (dans son langage : diversité), appauvrissement de son contenu, de sa part interprétative (concision, rapidité), engendrement d'une soumission active (participation citoyenne, démocratique), culte de l'aliénation s'ignorant lui-même en tant que tel (foisonnement, permanence du flux).

C'est dorénavant à l'intérieur de ce magma mondialisé qu'il faut aller extraire les manifestations du vivant, chercher, trancher, fouiller parmi des organes de diffusion multipliés, qui de plus ont dorénavant pris l'habitude de les reléguer aux sections annexes de leurs éditions, faits divers ou

criminalité par exemple. La multitude des sources et, conséquemment, la quantité des articles relevés, rendaient impossible de tout traiter exhaustivement. Dans notre processus de sélection, de la collecte des articles à la mise en forme des chronologies, celle des événements à traiter s'est faite à partir de l'appréciation première de ceux-ci, de façon parfois assez subjective. Dans ce que nous montrons, il peut y avoir une variation assez importante entre des appréciations basées sur des traitements ayant donné lieu à des comptes-rendus et celles qui ne proviennent que des convictions acquises lors de la conception de la chronologie générale, avec parfois de nouvelles consultations des articles recueillis.

A ces variations, résultantes de choix en partie déterminés par les capacités et limites qui sont les nôtres, s'ajoute notre dépendance vis-à-vis de ce que l'information à laquelle nous accédons rapporte. Le monde apparaît troué d'importantes zones d'ombre, qu'elles soient dues à ce que les journalistes taisent, ou au fait que des régions leur échappent totalement parce qu'ils n'y vont pas, qu'ils les dédaignent ou qu'ils y soient persona non grata. De plus, suivant les Etats, les types d'information accessibles sont souvent différents, pour certains d'entre eux, seule la presse locale médiatise les faits qui y surviennent, généralement sans les replacer dans leur contexte. Il n'y a guère que les spécialistes, avec leur défaut d'amplifier des particularités locales délimitées par leur marotte, qui offrent quelques renseignements à propos des situations dans ces endroits oubliés qui composent au bout du compte une grande partie du globe. L'information mondiale-occidentale, quant à elle, sélectionne et rapporte la plupart du temps les faits suivant ses divisions stéréotypées : l'Afrique comme continent du sous-développement et de la barbarie irrationnelle, le Moyen-Orient comme terrain du terrorisme, etc. A partir d'elles, l'actualité du moment détermine la représentation donnée d'une région ou d'un Etat, auquel il n'est plus fait référence qu'en fonction de cet antécédent, par une réduction où l'on fait passer la partie pour le tout, et dans ce cas comme confirmation de l'impression première.

Pour ces raisons, la vue à laquelle nous accédons, et dont nous faisons part, reste donc partielle, incomplète, en même temps qu'elle s'est formée suivant l'orientation déterminée par nos présupposés initiaux, qui influent au final sur les perspectives ébauchées.

Pour autant, s'il importe d'apporter cet avertissement sur la relativité de nos résultats, ils peuvent tout aussi bien être présentés comme l'affirmation de ce qui a lieu de notre point de vue, puisque nul rapport sur les faits ne peut se soustraire à la nécessité d'un tel point de départ. Par ce qui le singularise de tout ce qui se produit suivant les normes en vigueur, chacun des événements observés nous apparaît comme une mise en cause, l'amorce du débat par l'attaque en actes de ce qui l'empêche au quotidien. Il est inscrit dans un ensemble révélé par des analogies. Car au-delà des présupposés discutables et des simples propositions émises au final, c'est la considération générale qui donne le sens des événements pris un à un. Et elle ne provient ni d'un laboratoire scientifique ni d'une lubie universitaire, mais d'un parti pris affirmé dans le conflit mis au jour. Nous sommes nous-mêmes partie intégrante du mouvement général que nous prenons pour objet, par les vies qui sont les nôtres, par la misère de notre existence et par le constat de son universalité actuelle. En rendant ainsi visible une partie de ce qui se produit dans le monde, nous proposons une compréhension générale qui n'a de valeur que pour servir une continuité et une unité du négatif à partir desquelles des hypothèses isolées telles que celles que nous formulons ne seraient plus nécessaires.

3. La période

L'observation systématique, dont la méthode a été formalisée progressivement, s'est donc d'abord menée sur la période 2003-2006. Le choix de rendre compte de la révolte sur ces quatre années est relatif à la constitution de notre moyen d'observation et à la mise en forme de ses premiers résultats. La période ainsi circonscrite, suivant la mesure commune du temps, n'indique pas une phase significative du débat dont le commencement serait janvier 2003 et la fin décembre 2006. Toutefois, ce qui a motivé d'observer a tenu à une recrudescence du négatif manifestée principalement par les mouvements sociaux d'Algérie et d'Argentine, à partir du printemps 2001 et jusqu'au cours de l'année 2002. Du point de vue du débat sur la totalité, il a semblé s'y montrer un progrès par rapport aux limites constatées jusqu'alors dans la pratique centrale de l'émeute, quelque propagation qu'elle ait pu connaître jusqu'à l'insurrection généralisée dans un Etat. A la suite de leurs percées profondes contre l'ordre dominant, ces deux offensives soutenues ont donné lieu à des tentatives originales d'organisation. Les perspectives ouvertes pouvaient laisser penser que les révoltés commençaient à remédier au si préjudiciable manque des émeutiers modernes de la période antérieure, lorsque la défaite recouvre la brèche ouverte, lorsque la progression quantitative finit dans un épuisement général où le possible initial n'est pas exploré. Une telle hypothèse sur l'état du débat réclamait d'être vérifiée en se donnant pour cela les moyens appropriés.

Avec l'intention de faire maintenant part du temps de la révolte, recomposé suivant ses batailles et ses temps morts, nous prenons pour objet ce qui est advenu à la suite de ces deux événements références, soit une période qui débute en 2002. Si au jour d'aujourd'hui, nulle révolte n'a, à notre connaissance, poussé l'avantage jusqu'au stade atteint par ces deux précédents, ni a fortiori produit une nouveauté qui les dépasserait, il nous a tout de même paru important de prendre en compte la suite dans la continuité, en comblant le temps qui nous manquait. De même, sur la base de ce que nous avons pu voir depuis, nous portons notre regard au-delà de 2006, borne qui ne valait que pour proposer un instantané, et précipiter sa présentation publique. Pour 2002, nos connaissances, moins sûres que pour la période de veille, proviennent d'un retour sur ce qui nous y a semblé le plus notable, à partir de recherches rétrospectives récentes ou d'impressions déjà relevées alors. Pour le temps postérieur à 2006, jusqu'au printemps 2008, les écarts de traitement sont dus à la concentration décidée depuis sur les révoltes majeures.

C'est donc une vision orientée de ce début de siècle que nous présentons, dont l'angle originel était déterminé par ce qui l'a ouvert comme tentatives des humains de rompre le cours de la communication autonomisée, mais dont le mouvement panoramique devait aussi permettre de saisir l'inattendu, l'imprévisible, susceptibles de surgir de nouveaux assauts émeutiers. Qu'une époque se soit ouverte à partir de 2001 était une présomption, il serait difficile d'en faire une affirmation pour ce que nous savons aujourd'hui. Nulle révolution, nul dépassement, ne sont venus donner une fin, une profondeur, des idées, aux moyens expérimentés dans les assemblées de Buenos Aires et dans les comités de Kabylie. En se poursuivant essentiellement comme dispute, mises en question, le débat ne se manifeste qu'en tant qu'aspirations brutes à sa menée, premières déterminations élémentaires, avortées trop tôt, des conditions de sa maîtrise la plus conséquente. On y retrouve ce qui avait encore constitué l'insuffisance des événements de 2001, malgré leur simultanéité et les préoccupations d'une constitution en force autonome. Les révoltés continuent d'ignorer l'unité qui est la leur, la puissance qu'ils forment au-delà de leurs séparations géographiques et contextuelles. Sans concrétisation de cette unité, sans le devenir sujet de cette puissance, le changement, la transformation du monde, tels qu'ils sont donnés à voir, ne sont qu'apparences de changement et de transformation, confirmation supplémentaire de tout ce qui est là, qui ne servent qu'à renforcer l'empêchement du débat. Mais si les forces conservatrices maintiennent l'aliénation qui suit son cours hors de discussion, elles sont aussi attaquées : voilà où selon nous se joue la décision sur le monde, la possibilité de sa transformation effective, essentielle.

Du point de vue de la conservation

Par ce qui est donné à voir au quotidien, derrière l'éclatement des représentations particulières, locales et partielles, une vision de l'époque s'impose à tous, se construit en arrière fond des vies individuelles. Pour défendre sa définition immuable du devenir humain, la représentation médiatique traite du général, cadennasse la totalité par une délimitation des possibles à l'échelle la plus grande. Contre les aspirations au débat, pour faire face à sa nécessité toujours plus sensible, il lui faut installer des ersatz puissants, généraux, qui sont ses principaux moyens de contrôle en dernière instance. Cette mise en place, périodiquement renouvelée, se doit de contrefaire les principales déterminations du débat : par les définitions les plus générales, de l'opposition dans le genre, et du contenu de la communication. Il s'agit d'enclorre le débat dans une apparente volonté de saisir les enjeux les plus grands, de le vider de la véritable opposition qui s'y manifeste comme de son contenu possible réellement ambitieux. L'enjeu auquel tout est ramené reste la survie, ce que l'humanité a à perdre. Ainsi dédié à la conservation, ce semblant de prise pour objet du cours non maîtrisé du monde se résume à la production de problèmes, dans les deux sens du terme, ce qui menace et ce qu'il faut résoudre.

Le problème des menaces (l'opposition spectaculaire)

Pour l'ensemble des spectateurs soumis à l'information, le siècle s'est ouvert le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis avec les détournements des avions de ligne américains, et leur projection contre les tours jumelles de New York et le Pentagone. D'après ce qu'on a pu en voir depuis, les conséquences de ces attentats n'ont consisté qu'en des progrès policiers. Police de la pensée d'une part, médiatique donc, pour laquelle l'occasion s'est offerte de renforcer son autorité sur la définition et la hiérarchisation des événements dans le monde, en retrouvant là ce qui serait un indiscutable événement mondial. Emotionnel, spectaculaire et sans sujet collectif autonome, toute latitude est laissée aux clercs médiatiques pour en faire un élément fondateur de leur pseudohistoire, redéfinissant une échelle probante et indiscutable pour juger de l'essentiel et de l'accessoire. Comme la chute du mur de Berlin avait instauré l'information en juge de l'historicité des faits, le « 11 septembre » confirme ce statut et ce pouvoir. Police étatique ensuite, d'abord par les mesures exceptionnelles autorisées à tous les Etats du monde au prétexte de la menace terroriste, et par les guerres menées en Afghanistan et en Iraq. Ce renforcement mutuel de l'Etat et de l'information, entre fabrication d'images et production de ce qui sera filmé, a trouvé son exemplaire illustration avec l'incorporation (« embedded ») des médias par l'armée américaine lors de l'invasion de l'Iraq en avril 2003. Ce qui n'est au départ qu'idéologie, vision fantasmée du monde, se matérialise sur le terrain, dans les vies, pour revenir confirmé dans la représentation suivant ce mouvement bouclé si particulier au fonctionnement de l'information, auquel, pour un temps au moins, personne ne semble échapper. De la croisade étatique en Afghanistan jusqu'à l'ensablement des marines en Iraq, ce grand spectacle n'a pas seulement été un feuilleton focalisant l'attention, mais a consisté en une démonstration de force de l'Etat en général. Pour se conserver comme seule organisation possible de la société, il lui faut faire périodiquement la preuve de sa puissance, ainsi que justifier de son impérieuse nécessité par l'entretien d'ennemis factices auxquels lui seul peut faire face.

L'islamisme rénové, qui avait commencé à remplacer la récupération marxiste depuis la révolution en Iran, et lors de certaines offensives majeures postérieures, s'est vu consacré officiellement comme nouvelle opposition spectaculaire, face à l'Etat pseudo-démocratique occidental. Au conflit du débat sur le monde est substituée une contrefaçon : rien d'essentiel ne détermine les désaccords des ennemis ainsi définis, dont les convergences pour la conservation de tout ce qui est là sont par contre légions. Pour autant, l'ensemble des divisions instaurées a pour fonction de s'appliquer à tous suivant les pôles qui les déterminent (fort/faible, impérialisme/résistance, liberté/terreur) et à partir d'un centre moyen-oriental où tout se jouerait. Ainsi mis en scène, l'affrontement, exempt de sens, définit les partis en présence et les partis à prendre, sans qu'aucune alternative ne puisse paraître possible. Pour ce faire, le terrorisme et les guerres « préventives » sont les moyens appropriés. Chacun s'y trouve impliqué, qu'il soit la victime potentielle d'un attentat ou d'une montée de l'intégrisme, ou celle de

l'arbitraire de la domination américaine. Pour une telle mise en scène, les personnages étaient taillés sur mesure, du redneck irresponsable entouré d'un cénacle de conseillers machiavéliques d'un côté, au milliardaire fait ermite de l'autre. Dans cette parodie d'affrontement, il y a bien sûr une échelle de représentation suivant les publics. Il y a surtout une progression rapide où le gros du spectacle se désagrège de lui-même en abandonnant ses personnages. Mais le faux débat fait son chemin, laisse ses traces, qu'on agite les drapeaux Bush ou Ben Laden, qu'on oppose l'Occident chrétien au « monde musulman », qu'on dénonce les raisons stratégique-marchandes des guerres menées ou les délits d'initiés d'avant le 11 septembre.

Au final, c'est l'image qui compte, et bien plus c'est l'attention focalisée qui importe, celle du pauvre réduit à son quotidien, auquel on fait absorber des enjeux qui le dépassent fatalement, sur lesquels aucune prise ne lui est possible, et mieux encore, desquels il n'a rien à espérer ni à désirer. A la façon de l'équilibre de la terreur du milieu du siècle précédent, l'épée de Damoclès au-dessus de la tête, le particulier séparé n'est concerné par le général qu'en tant qu'il représente une menace, lointaine souvent, mais rappelée en permanence. C'est une peur qui commande à l'obéissance, par les moyens de contrôle développés conjointement, et parce qu'elle s'étend à de multiples autres menaces plus ou moins fantasmées.

Depuis l'affaire des caricatures de Mahomet en 2006, où cette orientation de la parole médiatique a semblé atteindre son acmé, et où finalement le grotesque de l'affaire a davantage accentué la lassitude des informateurs après coup, la parodie d'opposition a quitté le devant de la scène. Non que les troupes américaines aient quitté l'Iraq, non que les attentats aient disparu, on a même droit, comme autant de piqûres de rappel, à de régulières nouvelles de Ben Laden, mais l'orgie première a fini par dégoûter. La fausse opposition reste en fond, mélangée au reste de l'actualité médiatique. Au moins dans les pays occidentaux, il y a maintenant, comme pour la météo et la pollution, un niveau d'alerte périodiquement mis à jour sur la base de sources qui demeurent évidemment inconnues du plus grand nombre. C'est un élément problématique qui s'est ancré là, enraciné dans une façon de concevoir l'histoire présente où toute remise en cause de l'ordre mondial est passible de se voir amalgamée au terrorisme endémique, qui agit à la fois comme recours et comme répulsif, comme explication et comme raison d'être.

Le quotidien du terrorisme, l'absurdité des massacres commis par des Etats ou des groupes armés qu'ils financent, les guerres civiles qui tournent en rond, déterminent pour une grande part l'atmosphère de l'époque qui prend les figures du traumatisme. Leur rapport quotidien sert l'entretien de l'inquiétude générale, justifie le sentiment d'impuissance, pour un engourdissement fataliste. Dès lors, le contenu du débat n'est plus compris dans le rapport de forces qui seul l'anime, mais dans une conciliation générale où les antagonismes n'ont que la valeur d'opinions discordantes. Les forces armées veillent au contrôle du concret, les pensées rendues inoffensives, parce que scindées de toute incidence pratique, peuvent s'échanger dans les laboratoires confinés du « débat d'idées » où l'on parle sans fin, et comme s'il ne devait pas y en avoir.

La menace des problèmes

Avec une focalisation identique sur la survie, l'organisation d'un faux débat sur la totalité occupe maintenant le devant de la scène. La prise pour objet du déploiement de l'aliénation se fait suivant ce seul point de vue, celui des problèmes qu'il pose pour l'humanité. C'est bien alors la contradiction qui est saisie, mais toujours du point de vue de la conscience malheureuse, comme inquiétude. En s'appropriant la définition des problèmes et de leurs supposés remèdes, le même parti qui travaille à occulter l'indépendance de la pensée collective établit de nouvelles normes pour réaffirmer ses prérogatives.

L'absence de maîtrise globale est bien évoquée, mais pour confirmer l'ordre institué, tel qu'aujourd'hui il exclut toute maîtrise collective. « Crises » et catastrophes apparaissent comme des arguments supplémentaires à la conservation. Car c'est une absence de maîtrise qui est immédiatement tempérée par le fait qu'on en fasse part, que les autorités s'y penchent, assurant ainsi davantage leur confiscation incompétente du devenir humain. C'est le principe de la société qui se révèle à elle-même son propre

scandale, mais comme dysfonctionnement, comme crise, et dans l'imposition à tous de sa responsabilité.

Deviennent événements apologétiques tous les dérèglements susceptibles de venir assombrir un peu plus un monde considéré comme bon jusqu'ici. Pollutions, canicules, inondations, pénuries, et même émeutes, entrent dans ce cadre d'une société qui court à sa perte, et qu'il s'agirait de sauver par la régulation, la modération, la mise au pas générale des gouvernés. La vision d'un monde chaotique aux prises avec d'un côté des catastrophes « naturelles », de l'autre un terrorisme aveugle, détermine l'orientation médiatique générale.

Au déferlement en perpétuelle augmentation de la marchandise, pour laquelle ce sont de nouveaux espaces à conquérir qui s'ouvrent, à ce mouvement exponentiel qui sépare toujours davantage le genre humain du débat où il prendrait comme conscience de lui-même, il s'agit seulement d'opposer l'apparence de cette conscience, sans débat. En complément des multiples mesures qui viennent parfaire l'encadrement policier des pauvres, c'est la contestation qui est maintenant intégrée au discours tenu sur le monde par ceux qui le gèrent. Les degrés de radicalité dans cette contestation, ce qui distingue le militant dans son association locale de défense de l'environnement, des ministres désormais exclusivement en charge de problèmes, ne se mesurent qu'aux solutions proposées au problème commun, indiscutable. Bon sens et modération resserrent les rangs au nom d'une maturité de l'humanité dont le seul objectif imaginable est plus que jamais d'assurer sa seule pérennité, effectivement et opportunément bien mal barrée.

Plus prégnante encore avec l'apogée récent de cette vision générale dans la « crise financière », il y a bien une autre crise, chuchotée de-ci de-là, et qui inquiète par-dessus tout les usurpateurs de la parole publique, celle dite de confiance. Entendez une défiance plus ou moins grandissante suivant les lieux et les moments, mais assez régulièrement manifestée, de la majorité des anonymes pour le monologue qui leur est imposé du matin au soir. Sans conséquences généralisées, elle n'en reste pas moins un problème récurrent auquel les gestionnaires doivent faire face quand la responsabilité à tous les niveaux est mise en question, ou plus généralement méprisée par habitude. Sans conduire encore à ce que devraient être ses logiques conséquences en actes, elle pose déjà la question de la cohésion possible dans une société où la contradiction fondamentale prend des traits de plus en plus nets, de plus en plus foncés. Car derrière la parole audible, le brouillage permanent, ce sont bien toujours les pauvres qui grouillent, ce que produit ce monde comme rebut, ce qui couve dans l'ombre, maintenu hors de la représentation ; autant de consciences à coloniser, sur lesquelles l'emprise de la représentation générale est conditionnée par l'identification possible de leurs préoccupations, de leurs aspirations, aux préoccupations et aux inquiétudes middleclass.

Tous les problèmes produits en permanence par cette société ne sont évidemment inextricables que dans le cadre de cette société, et dans la seule optique d'en préserver l'essentiel. Il faut avoir pénétré les consciences d'une telle croyance, celle de l'éternité de l'ordre actuel, et avoir créé les conditions pratiques de son application, pour dorénavant renvoyer chacun face au vide immuable de sa « propre » vie. L'entretien d'une telle disposition d'esprit n'est possible qu'en organisant le silence ou le mensonge sur ce qui vient périodiquement mettre à mal, dans la révolte moderne, les bornes ainsi fixées. Là où s'élabore le discours middleclass, au centre de la parole médiatique, on produit à flux tendu du renoncement à propager, à étendre, à exporter.

Résignation (effets)

Dans la société de masse atomisée en individus, dont la préservation est conditionnée par le maintien de cette contradiction immanente entre individuel et collectif, ce n'est plus seulement dans la promesse progressiste d'un monde qui s'améliore que s'assure la cohésion de ses membres, mais dorénavant dans ce qui se dessine comme une impasse pour tous. Une telle absence d'horizon semble conduire à une résignation plus sûre encore, à mesure que l'interdépendance s'accroît et que dans un même processus la séparation se creuse entre les singularités vides.

On a simplement rétréci davantage le cadre de l'existence, ses perspectives, déjà rabougries à l'ère de l'Etat providence, des ressources naturelles crues infinies, des espoirs crétiens portés par les réformes gauchistes ou les chimères futuristes de la science. La négativité sous-jacente, en sourdine, se noie aussitôt dans l'omniprésente positivité marchande, dont l'empire dépend toujours de sa capacité à susciter du désir. Dans ce vieux centre-ville qu'est l'Occident, l'écart entre la morosité ordinaire et la représentation permanente du bonheur a atteint un stade tel que chacun se trouve coupable de rester pauvre quand la richesse comme promesse s'étale partout. Il s'est développé une normalité schizophrénique entre la misère immédiatement constatable par chacun et la simulation obligatoire du contentement.

Le rapport de l'individu au monde, tel qu'il est vécu dans la pauvreté pacifiée de la middleclass, tel qu'il s'y pratique, n'est jamais celui d'une constitution véritable. Les notions d'individu et de collectif, telles qu'elles renvoient à des entités à part entière, ne permettent que de schématiser comment ce qui les met en relation, ce qui les médiatise, a vidé l'un et l'autre des contenus qui pouvaient être les leurs par le passé. Représenté comme un réseau où l'on s'adapte, où l'on se fond, où travail et loisirs se mêlent comme autant d'expériences, de « plans », d'opportunités, l'ensemble formé par tous n'est pas ressenti comme tel. Chacun est dorénavant son monde, non dans l'intériorité mais toujours seulement dans la représentation de lui-même, dont il se convainc comme d'une réalité, et qui lui tient lieu de vitrine, dans l'apparition intermittente qu'il va pouvoir avoir dans la communication. L'homme-marchandise, que la vedette préfigurait il y a quelques décennies, s'est généralisé. Il lui faut être mobile, diversifié, ici et ailleurs par le moyen magique de ses fétiches technologiques. Il n'a plus qu'à s'identifier à ce qui semble encore mériter quelque estime, quelque désir, se faire marchandise autrement que comme salarié, condition désormais ostensiblement méprisée. Le seul horizon autorisé est la reconnaissance, microscopique le plus souvent : pouvoir se convaincre d'être quand il ne semble pas y avoir de possibilité d'être ailleurs que dans l'autoreprésentation. Dans ce jeu de soumis où il faut participer au mensonge général, soutenir la représentation imposée sous peine de s'en voir exclu, la fausseté et l'impuissance assumée ne caractérisent plus seulement le rapport à l'aliénation générale, mais sont devenues les conditions, la base d'accord implicite, des relations interindividuelles. Sous nos latitudes, c'est bien directement sous la coupe d'un tel peuple qu'il nous faut vivre aujourd'hui, cet agglomérat informe, lourd, qui semble rechigner au travail pour finalement convenir qu'il ne se voit aucune autre existence possible, qui veut oublier qu'il collabore et à quoi, pour mieux s'en acquitter.

Faut-il encore dire que l'envers de cette collaboration généralisée est la destruction lente, inexorable, et dans l'ombre, des *personnes*. C'est devenu aujourd'hui un lieu commun que de pointer le refoulement permanent de l'insatisfaction comme cause, parfois directe, des principales pathologies contemporaines, des multiples et plus récents dérèglements mentaux aux cancers. Abandonnée à tous les spécialistes, la responsabilité s'est perdue, et avec elle le sérieux du jeu, de la parole, et le plaisir lui-même dans ce qui n'est désormais qu'oscillation entre frivolité et angoisse, entre infantilisme et sagesse maussade. Les palliatifs payants à l'absence d'intensité se périment tous plus vite les uns que les autres, et la frénésie de leur consommation est le pendant d'une augmentation des suicides, dont les annonces médiatiques ne feignent même plus l'étonnement, et des usages de soulagements chimiques à une vie où le long terme effraie au point que personne n'ose formuler de quoi il pourrait être fait. C'est une zone du monde où la vieillesse domine, on s'y résigne plus que partout ailleurs à la seule survie, vaguement augmentée par un confort au final incertain. Se familiariser avec l'absence d'intensité, de vie, de sens, devient la condition pour durer, suivant cet indiscutable indice de progrès qu'est l'espérance de vie. Et ceux qui savent s'acclimater à ce régime définissent la norme. Economie, morale, justice viennent délimiter ce que doit être l'existence, engainée par des lois en perpétuelle augmentation. On se les imaginait obsolètes, mais famille et travail, sous l'effet de leur nouvelle précarité, sont au bout du compte les seuls repères, les ultimes justifications, qui restent, avec les liens de dépendance stériles qu'ils créent, avec l'isolement qu'ils consacrent.

A l'extérieur de cet enclos surreprésenté et qui tient lieu de modèle, suivant ses frontières mouvantes, s'étend le territoire mal défini des pauvres non intégrés dans la middleclass, où plus sauvage encore la marchandise seule circule à son gré. C'est sous sa forme qu'en touriste, le voyageur occidental aperçoit parfois, au hasard de ses pérégrinations balisées, la mise au pas pratique et directe des humains dont l'insatisfaction n'est pas tue par le consentement. Et ce monde qu'il peut parcourir suivant les trajets définis des autobus volants, il doit bien s'avouer que c'est le sien. Il faut dire que les situations dans ces zones semblent se caractériser par leur enfermement dans leur dimension locale tant la seule image générale donnée correspond à celle que la middleclass se renvoie à elle-même. Ils sont les lieux de la pauvreté, ceux pour lesquels au-delà des paysages, de la faune, des archaïsmes traditionnels, rien ne paraît mériter autre chose que de la compassion.

Une telle dichotomie, géographique et sociale, n'est que schématique, basée sur des tendances générales, la clarté de sa délimitation se perd lors des longues phases de paix sociale. Mais il faut pointer cette concentration de la soumission, l'action que cette minorité fantasmée en majorité, qui s'imagine neutre, porte dans le cours du monde. Comme forme la plus moderne de la résignation, elle est la condition de toutes les coercitions, de toutes les polices.

Il n'y a pourtant pas d'ailleurs qui serait séparé, en-soi, ce qui émane de là est partout. Il aimante les regards, justifie les existences, détermine les règles. Ce qu'il y a ailleurs, c'est la critique plus concentrée, plus entière, plus décisive, et qui tire son potentiel justement de cette unification du monde. Dans les rues de Kisumu, dans celles de Villiers-le-Bel, la même domination opère. Le seul développement qui existe en vérité est l'accroissement de la pauvreté sous toutes ses formes, et celui de sa justification middleclass.

Du point de vue du négatif

Sous la couche d'impressions hypertrophiées qui tissent la représentation médiatique de l'époque, contre la résignation quotidienne pour laquelle rien ne se passe ailleurs que derrière un écran, le vivant persiste à se manifester. Virevoltante ou grave, l'insoumission dénonce la honteuse acceptation des spectateurs pour le monde qu'ils participent à faire.

Rassérénante vérification : sur toute la période couverte, la révolte en actes collectifs n'a cessé de se manifester. Et pas seulement dans quelques zones reculées du monde qui permettrait de l'imputer aux conditions exceptionnellement pénibles de ses malheureux habitants, mais dans plus de la moitié de ses Etats. Il faut reconnaître que pour nombre d'entre eux, elle se résume à quelques brèves illuminations du sordide habituel, mais dire aussi qu'elle agite certaines régions avec une récurrence remarquable. Son apparition n'est donc pas seulement sporadique, sans lendemain, comme une attention trop superficielle pourrait le laisser penser. D'ailleurs, au vu de ce qui est dit en général, les faits dont nous rendrons compte pourront paraître incroyables. Et pas uniquement parce qu'ils ont pu se produire si souvent. Leur déroulement tranche si complètement avec l'ordinaire qu'il n'y a plus guère que dans la représentation artistique que l'on pourrait trouver l'équivalent artificiel et fabriqué des dimensions qu'y prend le vécu. Encore aujourd'hui, l'émotion y est au centre, en deçà de l'émeute il est bien rare de trouver le passage hors des allées bétonnées de la conscience asservie. Dans des contextes divers, le plus souvent des manifestations mais pas toujours, des centaines ou milliers de personnes investissent la rue, et pour des motifs tout aussi divers, dans ces moments singuliers, le cours normal des choses s'interrompt.

Dans l'époque présente, Etat et marchandise sont toujours les cibles des révoltés.

Si les affrontements avec les flics se produisent logiquement dans l'émeute, les représentants politiques ont été régulièrement attaqués, caillassés, quelquefois lynchés, par les foules dont la colère accumulée a produit le passage à l'acte. Tout ce qui arbitre et réprime au nom de l'ordre a subi des assauts répétés : dans la révolte actuelle on brûle des commissariats, des mairies, des ministères parfois. Ce sont jusqu'à des gouvernants en chef qui ont dû quitter leur palais sous les huées hostiles des gueux. Dans les pays où elles opèrent, les troupes étatiques internationales n'ont pas échappé elles non plus à de vigoureux assauts contre leurs installations. Du gestionnaire local aux prises avec ses administrés au chef d'Etat dont la tête est demandée par la population insurgée, c'est sans doute par centaines qu'on pourrait compter les usurpateurs de la chose publique à avoir eu affaire avec leur dénonciation pratique.

En prenant une forme plus débridée encore, la révolte s'est régulièrement portée contre la marchandise. L'attaque de cette médiation s'est concrétisée dans le pillage, fréquent dans les émeutes, et qui a pu constituer par endroits l'activité centrale des gueux, dans des dimensions parfois

prodigieuses. En visant ses temples, des boutiques et marchés aux centres commerciaux, l'hostilité des révoltés modernes pour ce qui domine et colonise toute vie prend les figures du saccage et de la razzia vengeresse. L'accès conditionné aux produits du travail est alors brisé par un élan collectif qui révèle la fragilité d'un ordre arbitraire, qui ne doit son existence qu'à la propagande permanente de ses défenseurs, et en dernier recours à ses remparts policiers.

En cumulant les offensives contre les gardiens de la religion gestionnaire et contre son objet, les situations de révolte collective détraquent l'équilibre d'une société dont le sacré n'est nulle part ailleurs plus qu'ici profané. Mis au devant de tels basculements, lors des moments les plus intenses du négatif, les gardiens de la publicité sont dépêchés pour rapiécer comme ils peuvent ce qui ne tient plus sur place que par l'intervention de l'armée. Il leur faut user de la calomnie, plaquer sans vergogne leur triste croyance sur des événements qui dépassent et conspuent tout ce qu'eux-mêmes tolèrent et promeuvent. C'est donc assez souvent que ces commentateurs salariés qui se sont risqués sur le terrain s'y sont vus bastonnés, pris à partie avec raison comme des menteurs, quand ce n'est pas tout simplement les bureaux des médias locaux qu'on a ajoutés au nombre des édifices caillassés ou détruits.

Au stade de l'étincelle émeutière, là où pour les gardiens de l'ordre tout n'est déjà plus que dommageable, dramatique, condamnable, ce sont justement ses ouvertures possibles qui se jouent du point de vue du débat sur la totalité. Sur les quelque 200 jours de faits négatifs en moyenne répertoriés pour chaque année de 2003 à 2006, nombre d'entre eux ne trouvent pas de prolongement. Cependant, lorsque c'est le cas, on constate deux types de suites, soit sous la forme de séries d'émeutes soit sous celle d'une extension dans le temps et dans l'espace. C'est alors ce que nous avons appelé un soulèvement, lorsque l'offensive initiale se propage à plusieurs villes d'une même région et durant plusieurs jours, ou lorsqu'une localité a pu passer aux mains des révoltés qui ont temporairement expulsé les forces étatiques. Au-delà, le dépassement de cette localisation de la révolte vers sa menée à l'échelle d'un Etat consiste en une insurrection, à ce stade où les révoltés en nombre s'organisent, il faut bien souvent en dernier recours changer au moins tout un gouvernement dans la précipitation. La progression ainsi décrite schématise un processus linéaire loin de se vérifier à chaque début de révolte. Sur la période couverte, aucune insurrection n'a donné lieu à une révolution, et au vu du nombre élevé d'émeutes et de celui réduit de soulèvements, la progression de l'émotion inaugurale à l'insurrection a perdu de son évidence. L'émeute est visiblement moins féconde qu'il y a vingt ans. Ce sont souvent des excès de quelques heures, mettant aux prises des centaines de participants à la police momentanément débordée, ouvrant un espace où dans un souffle rapide « mobilier urbain », voitures, commerces et bâtiments publics subissent des assauts destructeurs. Le temps de la spontanéité est bref, même si l'ampleur de la révolte se mesure aussi à la présence d'un même assaut dans plusieurs villes au même moment. Quand au-delà du premier impact l'offensive se prolonge, la pratique change, après des temps morts où la récupération tente de parasiter ce qui vient d'avoir lieu.

Suivant les terrains, suivant les moments, d'autres actes voient le jour. Outre la confrontation directe et les destructions, on dispute à l'Etat les espaces libérés par la rupture. Des barricades rudimentaires à l'échelle d'un quartier jusqu'à la paralysie d'une capitale ou d'une région entière, interrompre la circulation imposée en s'appropriant rues et routes est devenu une préoccupation récurrente des révoltés actuels. Le possible en germe trouve ses premières concrétisations dans l'affirmation d'une puissance collective capable de dicter sa propre volonté. Sur la plupart des continents, sous des formes diverses, on retrouve la pratique du blocage qui offre souvent le souffle nécessaire à une poursuite de l'offensive. Mais c'est toutefois une orientation à double tranchant, quand elle ouvre la porte au retour de vieilles méthodes de contestation, quand elle se fige en bras de fer avec l'Etat seulement motivé par la satisfaction de revendications partielles. Les situations de mobilisations massives, quand les insoumis se comptent par milliers, sont pour cette raison souvent en équilibre entre la puissance qui s'y manifeste et son détournement dans les impasses des luttes particulières, réflexion qu'on peut étendre aux grèves générales qu'on a vues accompagner des assauts majeurs. Plus stérile et surtout moins fréquent, le recours aux armes, qui semble en premier lieu le moyen adéquat de renverser l'inégalité dans le rapport de forces avec l'Etat, conduit généralement à une réduction des perspectives ouvertes par l'émeute. Le passage à la clandestinité de quelques-uns, la nécessité d'un financement, la possibilité pour l'Etat de réprimer lourdement et celle pour l'information de développer ses amalgames habituels, placent de façon assez systématique les résistants dans une nasse.

Pour nombre de gens et parfois des révoltés eux-mêmes, de telles batailles de rue sont vaincues d'avance au regard des moyens répressifs dont les Etats disposent. C'est d'une part ne pas connaître suffisamment les moments de l'histoire où des masses d'anonymes ont bouleversé le cours du monde

contre des souverains que peu pensaient détrônables, c'est d'autre part ne pas considérer la quantité de pauvres qu'il faut engager contre leurs semblables en révolte. D'autant qu'on observe depuis quelques années de régulières frondes menées par des soldats, ou d'anciens soldats, en conflit avec leur hiérarchie, et qui peuvent prendre parfois la figure de véritables émeutes. Armés et aguerris, de tels renégats représentent une menace toute particulière, soit du fait de l'absence momentanée de forces à leur opposer, soit parce qu'ils font jeu égal avec les flics en poste. Encore trop rare, trop localisée à certains Etats, la mutinerie policière ou militaire reste un danger pour tout Etat déjà secoué par la révolte, parce qu'elle peut apparaître comme la clef de son renversement. Là où l'ordre est ainsi vacillant, non aussi profondément implanté qu'en Occident, chaque zone d'enfermement collectif devient le théâtre possible de l'insoumission. La multiplication des camps de réfugiés, l'entassement dans les prisons surpeuplées, l'émotion suscitée dans les stades, l'indiscipline dans les écoles, sont susceptibles d'étendre les oppositions à l'autorité qui s'y manifestent hors de l'enceinte où elles semblaient confinées. Et souvent, au cœur d'un mouvement qui a déjà pris le dessus sur les flics dans une ville, tribunaux, postes de police et pénitenciers sont pris d'assaut. Lorsque ces sanctuaires sont à ce point investis, toute la chaîne de la répression se trouve dérégulée, rendue au rôle qui est le sien dans la guerre en cours.

A l'origine de ces situations, qui ne paraissent exceptionnelles que si l'on y prête une attention superficielle, des contextes déterminent le passage à l'acte : bavures, pénuries, arbitraire de la gestion, élections, atteintes à l'honneur, hausses des prix, sont autant de catalyseurs de l'insatisfaction. Plus directement, des déclencheurs changent ce qui n'est au départ qu'une protestation en conflit ouvert. Où qu'on regarde, les faits négatifs qu'ils provoquent ne permettent plus d'établir des liens rationnels de causes à effets, comme pourtant chaque commentateur extérieur voudrait par ce biais les réduire. Toutefois ce qui impulse ainsi le négatif donne une indication sur les disputes profondes qui agitent ce monde. Les impératifs de la circulation marchande et les conséquences qu'ils ont pour ceux qui les subissent sont au premier plan de ce qui libère la colère. Les moyens par lesquels ceux qui sont chargés de les faire appliquer tentent de se maintenir au pouvoir, en y parvenant le plus souvent, adviennent également comme offense inacceptable, manifestation concrète du mépris adressé quotidiennement à la majorité des pauvres. En amendant pour eux seuls et suivant leur volonté les règles censées s'imposer à tous, les gestionnaires font en permanence la démonstration de l'iniquité à la base même de l'organisation actuelle de la société.

Si en Occident le contrôle des pauvres, ici entendus comme les humains maintenus hors de la visibilité dans la communication, s'est perfectionné pour permettre d'éteindre leurs vellétés subversives sans causer un nombre important de victimes, les assauts gueux les plus virulents dans le monde ont nécessité l'emploi de la force armée pour les stopper et prévenir d'éventuelles contagions. Sous le regard bienveillant des Etats occidentaux, quoique non sans quelques remontrances pour la forme, des mesures d'exceptions prises en hâte autorisent les tirs à balles réelles, d'abord contre les émeutiers puis jusqu'au moindre quidam coupable d'avoir enfreint le traditionnel couvre-feu. Là non plus, il ne s'est pas agi seulement d'Etats particulièrement tyranniques dont l'emploi des armes serait coutumier, mais bien souvent de situations où sur le recul les défenseurs de l'ordre n'ont pu le restaurer que par l'élimination physique de ceux qui l'ont menacé. A chaud, dans le cœur de la bataille, des dizaines à des centaines de tués ont parfois été nécessaires pour mettre fin à un feu que rien d'autre n'aurait semblé-t-il su endiguer aussi sûrement. Le temps qui succède à l'offensive battue est dans ces cas celui des arrestations massives, des rafles, des repréailles étatiques par la terreur. Jusqu'au cœur des dites démocraties occidentales, l'émeutier risque la prison, quand ailleurs ce sont des dizaines d'années d'enfermement qui lui sont promises. L'Etat n'est pas toujours l'acteur principal de la répression, là où les divisions ethniques, régionales ou religieuses sont sciemment entretenues, il est courant que la tâche policière soit appliquée par des groupes de pauvres eux-mêmes. Sur les continents où les troubles sociaux sont les plus intenses, c'est d'ailleurs ce mode de répression qui constitue le principal obstacle à la révolte, lorsqu'en devenant simple affrontement entre pauvres par la réactivation de rivalités anciennes, l'assaut initial perd sa teneur critique pour ne plus s'insérer que dans un cycle d'attaques meurtrières entre quartiers ou groupes, libérant l'Etat de sa mise en cause première. De tels procédés répressifs profitent du soutien déterminant de l'information dominante toujours prompte à plaquer ses interprétations rétrogrades pour ramener les actes émeutiers à des explications contextuelles hypertrophiées, avec toutes les conséquences concrètes qu'a cette parole dans le monde et sur place, parfois jusque chez les acteurs des faits eux-mêmes. L'autre procédé courant qui peut parfois se substituer entièrement à la répression directe, et qui lui aussi dépend bien souvent de sa promotion médiatique, consiste dans la dérivation du négatif au profit de concurrents des gestionnaires en place, en substituant aux anonymes la figure de partis ou leaders politiques, régionalistes ou religieux. Par la mise en avant des récupérateurs les mieux placés, le plus souvent eux-

mêmes dépassés par ce qui a lieu tant que les gueux sont à l'attaque, on comble comme on peut l'espace ouvert par la critique en actes. Ainsi expliquée, renvoyée à des revendications insignifiantes, la révolte se voit expurgée de ce qui au départ constituait sa nature hérétique. Travestie en manifestation d'un problème particulier et ponctuel, elle se trouve de ce fait soumise aux représentants qu'on lui greffe, tant que cette représentation n'est pas elle-même devenue sa cible.

Enfin, s'il revient à la grande majorité qui ne se révolte pas, à la masse « neutre », la principale limite du négatif actuel, il faut aussi pointer celles qu'on pourrait qualifier d'internes à la révolte moderne, comme motif non négligeable de ses défaites. Face à la capacité des encadrements idéologiques et d'opportunistes politiques à se placer à la tête des mouvements sociaux les plus forts de ces dernières années, on doit bien prendre acte de la persistance à ne pouvoir donner une dimension supérieure aux débuts de débat, à traduire la critique des coups en mots, à mener sur ces bases une communication offensive autonome. Si les seules possibilités d'une transformation du monde sont bien dans les faits négatifs, au-delà de la spontanéité et de l'émotion premières, l'étape suivante équivaut le plus souvent à un appauvrissement. Et quand ce n'est pas la récupération qui a pris définitivement le relais, la défaite semble effacer des mémoires le possible un instant mis au jour.

Du point d'observation, avec le recul qu'il permet, on peut sentir la force que constituent à un moment donné ceux qui font la révolte, quand dans une même zone du monde ou dans un même moment, les offensives se font simultanées. Par l'organisation de la séparation des foyers, par l'occultation de la simultanéité, une telle vue n'est encore pas possible sur le terrain, quand dans le feu de l'action l'urgence détermine les priorités locales. Ce handicap nous paraît aujourd'hui le plus urgent à combattre. Un tel objectif montre toute l'insuffisance de notre observatoire, en l'état impuissant à s'opposer aux flots permanents de la propagande médiatique. Mais ce qu'il permet déjà, sinon de répondre concrètement aux carences de la révolte actuelle, c'est une première approche pour s'y confronter, dans le but de se proposer des moyens pour en venir à bout.

En couvrant plusieurs années, une vision globale du véritable conflit mondial nous est permise. A la déception première de ne pas voir de suites conséquentes aux ouvertures de 2001, de constater l'isolement d'une insurrection en 2003, ou de voir des agitations s'enfoncer dans un désordre stérile, a fait suite un enthousiasme certain à partir de l'année 2005. La concentration dans le temps de plusieurs événements d'importance a vérifié l'actualité de l'insatisfaction alors principalement exprimée dans le rejet des gestionnaires de plusieurs Etats en quelques mois. Depuis, la menée plus assurée de notre veille nous a surtout montré une concentration du négatif dans certaines zones du monde. Si les manques se font toujours sentir, le conflit s'aiguise par endroits, s'approfondit avec le temps. Des séries d'émeutes locales annoncent et dévoilent une tension encore particularisée, puis les prétextes à la colère se font plus généraux, mettant en cause toute la chaîne hiérarchique du pouvoir dans un Etat. Dans les cas où la récupération ou le remplacement des gouvernants ne sont pas possibles à court terme, la contradiction soulevée dans la révolte reste à vif. Un espace se maintient, que la répression ne ferme que momentanément, mais qui jusqu'à maintenant paraît rester vide d'idées.

Là le besoin de la théorie se fait particulièrement sentir, pour donner du sens à ces moments, inventer ce sens collectivement sur la base de la négation première et surtout sur celle expérimentée ailleurs, par d'autres révoltés qui ont accédé à la même situation, souvent sous la même forme et face à la même opposition policière, gestionnaire et médiatique. De la critique en actes, il importe de tirer les conséquences les plus générales pour saper à la racine ce dont elle ne détruit encore que les représentations. Savoir comment on passe de la dénonciation de régimes corrompus à celle de l'organisation étatique dans sa généralité, comment des pillages d'ampleur font la base d'une refonte du rapport social, comment l'incendie d'un bâtiment de presse réclame l'appropriation collective de la communication. A l'unité pratique, il est urgent de donner son pendant dans le langage, mais sans perdre de vue que l'événement négatif tel qu'il se produit encore localement, encore ponctuellement, demeure le repère qui définit directions et possibles. C'est pour l'instant là que la vie se joue. L'inconcevable émerge, pour sauter à la gorge de l'assurance satisfaite des conservateurs de tous bords. Encore aujourd'hui, il s'agit de montrer, de rendre sensible, cet inconcevable, parce que l'écart entre la révolte actuelle et sa généralisation possible, s'il trouve partout les conditions objectives pour se réduire, est maintenu par l'occultation permanente de ce possible à portée de main, tel qu'il s'est affirmé dans l'histoire récente, quand la puissance mésestimée des anonymes, seule force capable de bouleverser effectivement tout ce qui existe, s'est mise en mouvement.

4. Des faits à la théorie, et au-delà

Téléologisme ?

Comme point de vue sur l'histoire, la téléologie moderne est d'abord réflexion sur un ensemble d'événements unifiés sous l'appellation de révolution iranienne. La théorie qui en naît se maintient dans un rapport intime aux faits par le détournement de l'information dominante, principale activité de la Bibliothèque des Emeutes. Extraire le mouvement historique réel de l'obscurité et la confusion dans lesquelles il est maintenu par l'information se fait sur la base d'un parti pris dans le conflit générique. L'intention paraît d'appuyer ceux qui font l'histoire en tâchant de répondre à ce qui se montre comme leurs manques les plus flagrants : l'absence de discours et de théorie d'une subjectivité qui ne se manifeste qu'en actes, qu'en coups. Il s'agit dans ce même objectif de révéler aux émeutiers modernes l'ubiquité de leur pratique, le parti qu'ils forment, seulement visible pour l'observateur. La raison du développement ultérieur de la téléologie, à l'issue du mouvement d'émeutes au tournant des années 1990, semble encore consister à forger des armes dans la pensée en vue de pallier ce qui a tant fait défaut aux révoltés alors défaits. C'est la période où s'élaborent progressivement, après la bataille identifiée, les principaux résultats théoriques, confrontés aux modes de pensée dominants. Le point de vue téléologique s'affirme dans la critique, notamment dans des polémiques qui l'opposent aux points de vue bornés de la critique sociale antérieure.

Ce qu'on pourrait appeler la genèse de la téléologie moderne est cette prise de parole ambitieuse de quelques individus sur la base de milliers d'actes de révolte dans le monde. C'est vraisemblablement la singularité de l'époque qui a voulu une telle situation, résultante de l'ignorance des spectateurs, de la séparation des révoltés sans conscience historique et de la déficience et l'empêchement de leur communication à l'échelle mondiale. Les téléologues se sont faits les accoucheurs du discours que l'ensemble de ces attaques gueuses pouvait signifier, les consciences traductrices d'une multitude de négations immédiates. Leur théorie est ce résultat, mais un résultat dont ne sont pas absents leur propre subjectivité, leurs propres schémas de pensée, inévitablement insuffisants à rendre de façon complète la vérité de l'humanité, comme tout aussi inévitablement porteurs de certitudes idéologiques. Mais tant que le projet revendiqué passe par l'instauration du débat de l'humanité sur elle-même, tant que la vérité en dépend, la théorie n'est que le moyen de signifier les conditions de ce débat, même en allant jusqu'à projeter son terme, son propre but final. Tout reste à vérifier, tout reste à faire.

De la prise de parti initiale, puis de l'accompagnement théorique du conflit, à la théorie perfectionnée, le rapport au monde se détend. Les révoltes, dorénavant, peuvent paraître plus ternes au regard des perspectives élaborées dans le mûrissement théorique. Théorie et pratique ont commencé à perdre leur rapport mutuel, et, vraisemblablement, du fait que les offensives en actes ne sont plus à la hauteur de leur passé récent. Ce constat doit sans doute expliquer aussi pourquoi la téléologie n'est pas dans la rue, dans les têtes émeutières d'Albanie par exemple, cette « prochaine insurrection » dont la BE se faisait fort d'annoncer le contenu.

Il serait déplacé de poursuivre plus loin le sarcasme au sujet de prévisions ou projections, dont on peut déjà reconnaître l'audace d'en faire quand prévaut le silence prudent. Après l'Albanie justement, en se concentrant sur les mouvements algérien et argentin, le premier congrès de téléologie entendait renouer avec les faits, en lire la nouveauté. Les assemblées argentines ont ouvert un possible insoupçonnable, voilà qu'après l'émeute une communication s'élabore, et pas par des récupérateurs, mais démocratiquement, par les anonymes eux-mêmes. Voilà que les conditions pour débattre du monde trouvent une première ébauche, extrêmement localisée il est vrai, mais effective.

Ici commence notre autocritique, ou plus exactement celle de notre rapport trop peu critique à la téléologie moderne. De la découverte de ses textes à la collaboration de certains d'entre nous avec l'OT, l'enthousiasme et l'accord ont toujours pris le pas sur des réserves qui ne faisaient que pointer, ils ont toujours eu le dernier mot. C'est peut-être la plus grande de nos insuffisances que d'avoir trop accordé

de crédit à cette parole somme toute isolée. Mais à ce moment, l'ouverture, préalablement détectée par les téléologues et que nous prenions pour objet ensemble, primait sur le reste. Briser le silence médiatique, l'interprétation idéologique, pour s'essayer à comprendre le sens des comités algériens, des débats libres de Buenos Aires, déterminait l'urgence, la priorité.

Du désaccord sur la façon de collaborer aux polémiques de fond récentes, il faut bien dire que ce que pouvait avoir d'acritique notre rapport à la téléologie moderne n'est plus justifiable. Sur l'histoire et sur les faits, sur l'idéologie et sur les actes, sur l'observation, sur la théorie et la pratique, les échanges indirects entamés à partir de leur jugement de notre texte sur *l'AG en lutte* peuvent servir de point d'appui, tant ils ont fait figure pour nous de révélateur, pour différencier notre point de vue et nos intentions de ceux des théoriciens de la téléologie moderne, face à la contradiction désormais recroquevillés dans la défensive.

On pourrait donner ici une formulation particulière de l'insatisfaction fondatrice d'Invitations au Débat sur la Totalité : l'absence d'effets de la théorie la plus radicale de notre temps sur le monde, l'absence de convergence et la coexistence indifférente de la proposition téléologique et du négatif en actes. Notre propre démarche d'observateur a permis d'affermir notre scepticisme, en allant voir ce qui se jouait réellement dans la révolte présente. C'a été le moyen de s'affranchir d'une influence pesante, et finalement assez improductive. Nous n'avons pas abandonné pour autant tout point de vue, mais seulement conservé ce qui nous paraissait le plus en accord avec nos convictions. Elles-mêmes influencées par l'aspiration des insurgés de 2001 à s'organiser et à débattre. L'urgence résidait là, dans les actes, vers les actes, non dans quelque filiation théorique, mais dans la confrontation des convictions avec les événements récents.

Depuis la polémique publique ouverte fin 2007 sur interpellation des téléologues, ces derniers ont tendance à nous ramener dans leur giron, en niant et occultant l'originalité de notre entreprise. C'a été l'occasion de l'explicitier à nouveau, en complément de nos textes de présentation. Malgré cela, pour eux, notre activité ne serait finalement qu'une tentative de reproduire à l'identique celle qu'eux-mêmes avaient entreprise par le passé, et ils trouvent donc cette reproduction fort mauvaise. En déclarant ce que devait être l'observation, ce que devait être la théorie, ils nous ont montré plus clairement que si nous l'avions seulement cherché par nous-mêmes en quoi notre démarche, imputée dans leur délire à un besoin de reconnaissance, se différencie de ce qu'ils font.

Leur conception de l'observation s'est éclaircie à partir de leur jugement négatif sur notre activité de publication des faits de révolte, activité qu'ils ont de leur côté abandonnée sous sa forme systématique, fin 2005 d'après ce que nous avons compris. C'est notamment au sujet du rapport entre les faits observés et le discours qu'il est possible d'émettre à partir d'eux que les désaccords se sont montrés.

Cette question essentielle, nous l'avons jusqu'à maintenant abordée avec prudence. La première raison à cela tient à la nature même des offensives dont nous parvenons à prendre connaissance. Tant qu'elle reste manifestée dans l'émeute, les acteurs de la révolte ne parlent pas. L'essence de l'émeute est de faire l'économie de la médiation par la conscience, et jusqu'à aujourd'hui, pour ce qui est de l'époque moderne c'est-à-dire postérieure à la dernière révolution, de ce que nous pouvons en savoir, seuls les révoltés d'Algérie et d'Argentine – pour lesquels le besoin de débattre a même semblé la préoccupation centrale – ont tenté d'expérimenter l'élaboration d'une parole commune dans l'affirmation du conflit. Nous avons donc, pour notre part, fait le choix d'en rester à des hypothèses minimales quant à l'interprétation possible du sens des révoltes, pour davantage réfuter les interprétations médiatiques là où les actes démontrent leur caractère calomnieux ou réducteur. De même, la vision générale que nous proposons demeure limitée quant à ce que nous pouvons en déduire, elle vaut davantage pour s'opposer à ce qui est communément admis du monde que comme la révélation d'un mouvement de la totalité qui pourrait être complètement traduit par quelques têtes théoriciennes. La part d'interprétation au stade de la synthèse, c'est-à-dire à celui de la traduction de l'unité pratique constatée, se veut proposition particulière pour le dépassement des carences du négatif telles que nous les observons.

Entre les faits et l'idée, entre le particulier et le général, on prend soit le risque de se cantonner à l'empirisme, avec le problème qu'il reste sec, soit celui de s'embarquer dans des divagations subjectives. Suivant notre principe initial, nous avons privilégié la démarche empirique, dans une première phase. Si nous partons d'un point de vue général, il demeure incertain, incomplet. Il n'a de valeur que dans le conflit ici et maintenant, et là seul il peut trouver sa véritable mise en jeu, le terrain de sa vérification. Avec le progrès apparu en 2001, suivant les nouvelles orientations qu'il déterminait,

c'est la situation paradoxale de la téléologie moderne jusqu'ici, c'est-à-dire la distance d'avec son objet et d'avec son but, qui semblait trouver là les premiers signes de sa résolution possible. Or d'après ce que disent désormais les téléologues, qui présentent la chose comme provisoire et justifiée par l'époque, le mouvement des faits à la théorie – censément réciproque, sinon à quoi bon ? – s'est en quelque sorte finalisé dans la seule théorie. En se développant pour et par elle-même, en prétendant tirer les conclusions les plus conséquentes de la dernière révolution, la téléologie moderne détermine une façon d'appréhender la pensée, ce qui est là. Mais dans ce développement, l'espèce de perfectionnement logique prend le pas sur l'objet qui était celui de la théorie au départ. Là où son action vers la pratique paraissait sa raison d'être, elle s'est maintenant tant détachée de la révolte présente, que cette dernière se trouve systématiquement en deçà de ce qu'elle énonce, semblant se répéter, « tourner en rond ». C'est un point de vue solitaire qui ne cherche plus de réponses aux obstacles actuels auxquels se heurtent les révoltés, sinon en creusant dans l'abstraction la somme des hypothèses qui dorénavant le composent. Par cette démarche qu'on pourrait qualifier d'infiniste, la résolution et la réalisation sont renvoyées à un futur hypothétique. Perpétuellement en cours, la vérification théorique paraît viser une sorte de complétude de et dans la théorie, avec la continuation du processus de parturition de « l'idée ». Pour ce qui est des événements, la représentation de l'histoire passée se voit en quelque sorte officialisée dans un découpage en périodes dont le caractère relatif n'apparaît plus comme tel.

L'observation ne serait plus que le moyen éventuel de mesurer la distance entre le négatif actuel et le projet téléologique, ce dernier étant opportunément identifié à ce qu'aurait révélé la révolution iranienne. Suivant ce point de vue, en étant renvoyés à la théorie développée, les faits de révolte se trouvent entachés de graves limites, situés bien en deçà de ceux dont la prise en compte avait suscité l'idée de téléologie moderne. Or de ce que nous savons aujourd'hui, il apparaît que la phase révolutionnaire allant de la fin des années 1960 au début des années 1990 est davantage un changement d'époque qu'un assaut qui aurait été défait pour laisser entièrement la place à ce qui l'a battu. Telle qu'elle persiste à se manifester, au regard de ses moments les plus forts et les plus récents, c'est-à-dire ceux comparables à la période 1988-1993, la révolte moderne n'a pas perdu la vitalité et la forme qui étaient les siennes, et elle continue à se heurter aux lacunes qui pouvaient déjà être remarquées à ce moment. Il faut être bien éloigné du négatif de ces dernières années pour n'y voir que des « étincelles d'une insatisfaction plus repliée », ceci à la façon dont les idéologues en général ne jurent que par la révolte qu'ils ont connue ou suivie, la révolution russe pour les marxistes ou 68 pour les gauchistes français, considérant de haut ce qui est survenu depuis, et accordant ainsi une étonnante confiance à ce qui leur en donne un écho déformé. Plus que jamais nécessaire, l'observation isolée reste cependant insuffisante, sa généralisation comme pratique ne peut que s'intégrer dans le projet d'élaborer une communication sur les bases posées par le négatif en actes, à propos duquel le constat fait par la BE, tant sur le plan de la vigueur que sur celui des limites, ne s'est pas démenti.

Pour rendre leur discours à la relativité dont les téléologues ne devraient pas le départir, il faut également considérer comment sa base reste discutable, voire douteuse, en tout cas à discuter. Car ce sont bien les résultats de leur observation passée, qui leur servent à étayer le développement théorique tel qu'ils le poursuivent. D'une part l'influence du filtre par lequel ils passaient est comme oubliée dans l'éloignement des faits au sens acquis. S'y ajoutant une tendance à prendre systématiquement le contre-pied de l'interprétation médiatique, mais en enjolivant parfois ce qui eut lieu, jusqu'à l'esthétisation littéraire magnifiant à distance des situations pourtant souvent obscures par manque d'information. La mise à disposition des dossiers d'émeute et l'appel à la critique des résultats compensent en partie ce problème, mais l'ensemble des actes passés n'en sert pas moins de caution à ce qui est dit. Si la priorité était là, il serait instructif de passer au crible les compilations d'articles de la BE pour les confronter à tout ce qui a pu être spéculé à partir d'eux, notamment pour nuancer les conclusions tirées depuis, tant sur la définition des périodes que sur l'importance accordée à certains événements. En dépit des apparences du rigoureux méthodisme, le parti pris semble parfois avoir pris les traits de la partialité, quand les conclusions d'ensemble paraissent avoir gommé des particularités gênantes.

La partie du Laboratoire des frondeurs avec laquelle les téléologues ont scindé, qu'ils conspuent désormais, peut être vue comme le fruit révélateur de ce qui n'était encore qu'une tendance au moment de la BE. Parce que plus fruste, on y trouve moins voilés les travers de cette manière de faire, quand ses propres présupposés idéologiques investissent les acteurs de la révolte d'une volonté, d'un but. Le sujet qu'ils forment pour l'observateur est perçu et représenté comme concrétisé, non comme simple recomposition générale. C'est le débat qui est déjà anticipé, en reléguant au second plan les évidentes lacunes du négatif observé et en y plaquant ses propres désirs et fantasmes. De leur côté, les

téléologues s'imaginent à l'endroit juste, pensant avoir trouvé la bonne mesure entre l'objectif et le subjectif, entre les considérations générales et les actes particuliers, pour nous reprocher de nous cantonner à informer des faits bruts. En se plaçant comme référence centrale, ils voudraient imputer aux uns un excès et aux autres un manque d'interprétation générale, oubliant seulement qu'ils n'ont fait qu'osciller entre les deux, qu'il n'y a pour l'instant nulle possibilité d'y échapper tant que la séparation entre les humains demeure.²

Il faut bien maintenant tirer des conclusions des limites du négatif éparpillé et de celles de la théorie sans effets, sans imputer aveuglément ces limites à l'insuffisant approfondissement théorique. Entre l'histoire qui s'éloigne dans l'aliénation et la tentative de la saisir par la conscience, la schématisation du problème central en manque de théorie et de projet, si elle reste juste à notre sens, ne doit pas cacher l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la théorie révolutionnaire telle qu'elle s'était fondée à une époque où l'aliénation n'avait pas pris les dimensions qui sont les siennes aujourd'hui.

Si, comme négation, la téléologie moderne a rompu avec une part de son héritage hégélo-marxien, cette « école de pensée » lui a toutefois donné ses principes, son fond initial, tant sa rhétorique que son mode d'appréhension de ce qui a lieu, et elle en a conservé certains défauts. Il reste en filigrane, et en contradiction avec les nouveautés énoncées, une prétention à statuer sur le monde, à en révéler la vérité. Dans la confrontation publique, la négation s'est appuyée sur l'affirmation, la mise en question sur une réponse générale formulée dans le court mais percutant « tout a une fin ». Avec les développements ultérieurs de la téléologie moderne, on peut voir l'opposition entre le contenu qu'elle révèle, qu'elle extrait, et les schémas de pensée, initiaux, sa méthode et ses présupposés. Ainsi, exemplairement, d'un but qui serait nécessairement celui de l'humanité comme cela pouvait être dit dans la BE, l'accomplissement de tout est devenu une proposition lancée par quelques humains à leurs contemporains. Avec cette ouverture, qui se poursuit dans la récente « Matrice téléologique », cette préoccupation de réviser la part quelque peu déterministe originelle, la téléologie moderne nous a paru la théorie la plus à même d'ouvrir des perspectives ambitieuses à l'insatisfaction offensive. Toutefois, c'était ne pas prendre suffisamment en compte le réel caractère problématique de la conjugaison des perspectives ouvertes et de l'espèce de systématisation consubstantielle.

C'est sa définition comme idée – maintenant couronnée par le plus suspect encore « courant de pensée » – qui paraît tracer la ligne de partage entre l'ouverture et le bouclage de cette théorie sur elle-même. Et cette définition, dérivée de leur hégélianisme, est centrale pour les téléologues. Elle correspond à ce mouvement clôt, de l'observation par quelques consciences de la révolte d'une époque déterminée, à son interprétation par ces mêmes consciences ; ce qui donne ce très contestable raccourci : « la téléologie moderne est l'idée de la révolution iranienne ».

De la volonté de saisir un violent mouvement de l'insatisfaction par-delà la superficialité de ceux qui n'ont fait que le commenter du point de vue de la conservation, l'interprétation, partisane des acteurs de la révolte, aurait acquis une sorte de valeur intrinsèque. A partir de la synthèse théorique des actes encore séparés dans la pratique, ces observateurs ont publié leur représentation générale en appelant à sa critique. Malgré la base empirique, reste la prétention de quelques-uns de traduire des actes collectifs dont la soumission de leurs auteurs à un mouvement qui les dépasse tous a été reconnue, ceci du fait qu'ils ne l'ont pas pris pour objet. Car derrière les commentaires des ennemis de la révolte sur la révolte, derrière ensuite les actes eux-mêmes, il demeure cette intention de rechercher leur fondement, puis de l'affirmer, de le révéler. Aujourd'hui, une méthode empreinte d'une telle prétention nous paraît au moins suspecte. Elle a l'inconvénient de vouloir formuler une raison d'être aux actes dont les auteurs ont échoué à la trouver car échoué à la définir, collectivement, dans la poursuite de leur pratique.

Nous pensons qu'une telle définition ne saurait revenir à la théorie, qu'elle est l'œuvre possible de l'assemblée générale des humains, c'est-à-dire encore un projet. Or lorsqu'une réflexion sur le négatif se prévaut de telles révélations, les a fixées en amont du débat, elle rejoint l'idéologie, quand au final

2. Leur « invitation au débat sur la calomnie » est significative à ce propos. A travers son énumération de sentences sans arguments, elle vaut surtout pour leur obstination à s'imaginer les sages-femmes de l'histoire, les révélateurs de l'esprit, « les acteurs du discours de leur temps », et à astreindre quiconque à se hisser à cette délirante prétention ou à se taire. On s'arrêtera aussi sur leur invention d'une nouvelle définition de la calomnie, qui soit dit en passant ne correspond pas plus à notre vision de la rupture, et ne dit encore rien de bon sur leur capacité à être justes. Car quand on a besoin de pareilles façons pour ne pas se dédire, il serait judicieux de s'abstenir de tels reproches, à savoir que nous « [préférerions] avoir raison que d'affronter les conséquences de [nos] manquements ». Qui préfère avoir raison ? Qui porte sciemment une accusation mensongère en public pour jeter le discrédit, véritable sens de la calomnie ? Après farceurs, c'est une nouvelle insulte à ravalier, une nouvelle pelisse à se mettre : calomnieurs.

les faits servent d'alibi au discours, qui verse parfois dans l'extrapolation solipsiste, et qu'est cultivé l'amalgame entre ce qui en est dit et ce qu'ils ont été. Ce qui était au départ si justement dénoncé comme idéologique dans le discours médiatique, et chez ceux qui y restent soumis, tend finalement à se reproduire dans une représentation concurrente. Dans cette querelle des représentations où les actes ne sont plus le centre, la condition de la résolution, l'information se voit dotée d'une espèce de pouvoir démiurgique : elle ferait elle-même le monde, alors qu'elle ne participe qu'à sa domination.

L'époque de la généralisation de l'émeute et des découvertes théoriques de la téléologie moderne se caractérise comme un passage, une profonde transformation des paradigmes antérieurs. Et dans ce passage, tout n'a pas été effacé d'un trait, de même l'ouverture permise est encore loin d'avoir été explorée. L'exigence de réalisation, le projet de tout accomplir, le jeu comme activité générique, les principes inhérents au but restent des repères fondamentaux, tout comme l'urgence, la soif de richesse véritable, l'offensive. Mais l'affermissement de cette subjectivité entre en contradiction avec ce qui tend à devenir le système téléologique, cette sorte d'orthodoxie satisfaite qui prétend statuer isolément sur l'histoire.

Pour une phase supérieure de l'histoire

De l'histoire qu'il faudrait faire telle qu'elle a été posée, traduite, représentée, modélisée, suivant son fondement, sa nécessité et toute la panoplie dialectique, c'est la constitution de son sujet et la définition de ses moyens et conditions qui priment maintenant, en tant que partie déterminante de son contenu. La notion d'histoire demeure une vision incomplète, une infirmité de l'humanité qui ne peut suivre son cours et en prendre acte qu'arbitrairement divisée, spectatrice, soumise à un mouvement qui dépasse tous ses membres et l'ensemble qu'ils forment. Entre la totalité qui se fait au gré de l'aliénation, de la pensée collective autonomisée, et les moments où cette autonomisation est combattue, ce n'est plus seulement sa conception qui importe mais sa menée.

Débat et histoire

Le conflit dont nous proposons la présentation pourrait prendre le nom d'histoire, mais dans l'époque où la maîtrise du devenir de tout s'est si complètement aliénée, a ainsi quitté les têtes, la prétention de révéler son sens, son orientation par la conscience, est devenue intenable. En apparaissant le plus généralement comme série d'actes non médiatisés, la révolte moderne, le négatif, n'est saisie dans son unité que par l'observateur, qui la lui confère de l'extérieur. Continuer à disserter sur l'histoire quand son acteur principal reconnu n'a pas ce qu'on pourrait schématiser comme la conscience de soi, c'est-à-dire n'est pas constitué en sujet, confirme en dernière instance l'histoire en sphère indépendante, pour ce qui n'en serait au final qu'une énième philosophie. Or les faits négatifs sont justement ceux où cette indépendance commence d'être rompue, quand la subjectivité de l'humain se manifeste contre le devenir jusque-là cru tracé et connu, en tout cas hors de portée, du cours autonomisé de l'histoire. Le négatif n'est plus alors à considérer comme l'élément d'une histoire toujours subie, dont il accélérerait seulement la progression ou dont il confirmerait le dessein, mais comme puissance, c'est-à-dire pour le dépassement qu'il contient vers la définition subjective et collective du devenir. C'est précisément cette qualité – ce potentiel dont la concrétisation reste encore informulable – qui nous incite à préférer le terme de débat sur la totalité à celui d'histoire pour caractériser la part active et vivante du phénomène humain. Et ce n'est pas là une simple question de mots. Aux dualités inhérentes à la totalité des définitions de l'histoire, devenues oppositions rigides ou « dépassées » seulement dans des têtes, le débat tel que nous l'entendons comprend les perspectives de leur résolution pratique. Contre la

recherche théorique d'un fondement, d'une substance ou d'un principe générique, contre l'énonciation d'un but préétabli de l'humanité, l'impossibilité d'une vérité théorique prétendant à l'absolu est reconnue pour favoriser les possibilités qui se manifestent en actes d'une vérité pratique par le débat des hommes entre eux. Il importe alors de définir les conditions par lesquelles ce potentiel peut se réaliser, mais déterminisme et transcendance sont expulsés d'un tel point de vue.

Le débat sur la totalité est le moyen de l'histoire, la médiation active entre la conscience et l'esprit – ultime et plus pertinente définition de la dualité – entre toute la pensée et chacun de ses émetteurs. L'essor pris par l'aliénation au cours des dernières décennies, ce flot en crue de la pensée incontrôlée, réclame son émergence en tant que notion centrale.

Pour préciser à nouveau ce que nous entendons par débat, il est d'abord nécessaire de le différencier de son acception commune actuelle. Il ne s'agit pas de la simple confrontation entre des thèses opposées, sur des questions qu'il maintiendrait telles quelles, comme son ersatz médiatique le représente dans le faux dialogue, mais la manifestation d'un parti pris dans la dispute sur la totalité, avec la question de sa réalisation comme enjeu. Ce qui s'oppose déjà dans le débat en actes est le maintien des possibles en tant que possibles, suivant le statu quo et la paralysie actuels organisés autour de pensées intouchables, et l'aspiration à leur pleine et entière vérification. Il est l'activité des humains lorsqu'ils attaquent la domination de pensées gelées, en s'en prenant ensemble à ce qu'elles justifient et autorisent directement pour leur existence. Une telle dispute n'est pas théorique, elle a des conséquences pour ceux qui l'ouvrent collectivement, par leur vie qu'ils jouent, comme elle en a pour ceux qui tentent de taire la dispute à laquelle ils participent pourtant, mais pour en enfouir les enjeux. La rupture avec les conditions dominantes qui se produit dans l'émeute, le soulèvement, dans la mobilisation d'ampleur tournée vers l'offensive et l'insurrection, est partagée par tous ceux qui y prennent part. Le lien social change, de son ordonnancement ordinaire aux prémices d'une forme nouvelle élaborée dans la révolte. La frontière entre la communication soumise et le débat se situe là, dans ce passage, et il n'y a, dans l'état actuel de nos connaissances, ouverture de débat qu'à condition que ce passage ait lieu comme moment fondateur.

L'acte collectif négatif est début de débat parce qu'il est début de réalisation.

La discontinuité du débat en actes laisse elle aussi, encore aujourd'hui, au seul observateur la possibilité de tenter de relever son déroulement global. Pour autant, ses ouvertures inscrivent leurs traces dans la pensée générique, impriment un point de non-retour avec ce qui maintenait l'aliénation à l'abri avant la rupture, qui change de forme et de contenu pour pouvoir perpétuer son rôle. Le recommencement sans enseignement du négatif n'est qu'une impression, en se heurtant à ce qui a été auparavant récupéré de sa nouveauté, il se trouve contraint d'ouvrir à nouveau des champs inconnus de la pensée. Localement, au-delà de la spontanéité, du négatif immédiat, l'élan offensif premier ne suffit plus, et la communication entre les acteurs de la rupture, qui peut advenir comme conscience du collectif pour ceux qui le forment, se trouve aux prises avec l'aliénation dans le retour à la médiation consciente.

Du débat qui progresse sans unité de ceux qui le font aux tentatives locales pour le poursuivre dans la parole, se pose la différence entre le débat « clignotant », en lieux et en moments, et la possibilité du débat maîtrisé où la prise pour objet du monde se ferait générique.

A partir de ce qui a été pris pour cible, de ce qui a été attaqué en actes, peuvent se dessiner les lignes directrices pour une poursuite en profondeur de la mise en cause, pour une extraction de ses conséquences les plus logiques.

La destruction du rapport hiérarchique par la liberté dans l'engagement et pour l'égalité dans la prise de décision ; l'établissement de nouveaux rapports par la rencontre entre anonymes, dont les actes communs se substituent aux identités, rôles et croyances subis jusque-là ; l'ouverture sur l'inconnu qui réduit les conceptions établies en certitudes au rang d'hypothèses et de présupposés considérés comme tels.

Les offensives : contre l'Etat, pour la maîtrise collective de l'organisation sociale et contre les divisions imposées et l'abdication de la responsabilité de chacun (démocratie véritable) ; contre l'information dominante, avec pour perspective la suppression de tels intermédiaires séparés, et pour la réappropriation collective de la parole contre son usurpation actuelle ;

contre la marchandise, pour la prise pour objet collective du manque contre sa réduction utilitariste au besoin, et pour la mise au centre de la question de l'insatisfaction et de l'accomplissement.

Tout ce qui tend à la suppression des séparations, tout ce qui ouvre sur l'universel, sur le tout, permet déjà, sinon d'anticiper le débat à venir, au moins de formuler une transition entre ce qui se manifeste aujourd'hui de façon immédiate et la forme médiatisée de ce que porte déjà en elle cette manifestation. Nulle harmonie ou état idéal n'est à trouver ici, inhérente au débat, la contradiction est basée suivant des antagonismes véritables parce que déclarés subjectivement et soumis au but.

Pour l'instant, au stade des assauts intermittents et encore séparés en pratique, il s'agit toujours de donner un sens à la dispute, comme d'envisager par ce biais la concrétisation de l'unité, seulement reconstituée a posteriori aujourd'hui. Telles qu'elles sont ici posées, les propositions de perspectives sur la base des interprétations des faits négatifs consistent principalement à définir les conditions du débat maîtrisé ; ce qui s'y oppose à combattre, et ce qui en constitue les nécessaires préalables à soutenir. On dessine ainsi les contours d'une position par ce qui, dans sa suppression envisagée et projetée, forme en négatif des possibles à explorer. On trace, sans certitudes, l'esquisse de ce qui commence à se montrer dans les situations de révolte qui ont été le plus loin, ceci en prolongeant la courte ligne de progression qui va de l'émeute première déclenchée par un problème local à la mise en doute de tout ce qui justifie et soutient l'ordre dans un Etat.

L'humanité ici et maintenant

En s'avancant plus encore sur ces bases, il est possible de poser d'autres éléments définitoires du débat, cette fois en critiquant ce qui rassemble les croyances et transcendances dominantes actuelles : ce qui fournit raison d'être et contenu. A la vocation de la communication organisée sur les questions les plus générales et communes à ne répondre qu'à des problèmes, suivant ce qu'il y aurait à perdre, dans l'absolu, ou pour chacun entre la naissance et la mort, il s'agit d'opposer enfin la question de ce qu'il y a pour chacun, et pour tous ceux concernés, à gagner et à accomplir dans ce temps. Pour préciser encore son contenu possible, on peut dire que la guerre du temps qui se joue aujourd'hui est le débat des humains sur leur vie, elle concerne les vivants, leur accomplissement. L'urgence manifestée dans l'expression émeutière de la révolte, et qui avait mené au tout finir téléologique, nous paraît devoir être portée contre toute définition de l'histoire qui noie dans une immensité hypostasiée ou virtuelle les existences actuelles. Le quotidien critiqué par les situationnistes n'était pas seulement pauvreté, temps misérable des individus isolés, mais également temps véritablement vécu, expérimenté, par ces individus, même si sans pouvoir réel. L'indifférence de la plupart des anonymes pour la représentation de généralités abstraites, qui a mené à la si regrettable perte de conscience de la totalité, affaiblissant la dangerosité de la notion d'histoire, peut être comprise comme un écoëurement généralisé face à des fantômes qui ont fini par ne plus concerner quiconque. Tant qu'aux explications dominantes sur le cours du monde ne sont opposées que d'autres explications générales et abstraites, quand la théorie a ainsi rejoint la philosophie, aucune prise véritable n'est possible sur ce qui a lieu. Il n'y en a évidemment pas plus dans le pragmatisme militant et léniniste qui ne trouve de moyens d'agir qu'en occultant la totalité comme catégorie centrale, et le conflit qui l'agite. Une question majeure de l'époque nous paraît de trouver le moyen terme, ou faudrait-il dire le dépassement, entre la théorie dénuée d'effets, et la pratique volontariste dénuée de pensée. Comment se hisser aux enjeux les plus grands sans abdiquer sa propre participation possible, comment agir effectivement sans s'enfermer dans quelques vaines particularités ?

En partant du général et dans l'optique d'une constitution du sujet le plus ample, on peut déterminer du point de vue du temps, de ce potentiel commun, une délimitation concrète du champ des possibles. Au « nous » abstrait, au fantôme humanité, serait bon d'être opposé l'égoïsme des vivants, l'égoïsme stirnérien en somme, non plus réduit à l'individu, mais élevé à cette dimension par lequel il gagne un tout autre éclat. Le sujet de l'histoire prend dès lors des contours beaucoup plus concrets que l'universel genre humain cru à tort infini.

On peut se servir du mot « humanité » pour décrire ce qui n'est pour l'instant que l'objet de l'histoire universelle, le genre, mais aussi, dans une autre acception, la totalité des humains en vie aujourd'hui. Ce deuxième sens est toujours recouvert par le premier, plus général. Par là même il n'y a donc pas de mot pour signifier ce qu'on pourrait appeler un peu abusivement « l'humanité ici et maintenant », c'est-à-dire l'ensemble des humains en vie au moment où nous écrivons, autrement dit l'ensemble de ceux qui ne le seront plus dans un siècle, cette communauté-là, unique. Une telle notion, a priori bien anodine, est tout de suite en butte à la perception dominante de l'humanité comprise dans son mouvement comme une espèce de flux permanent, inexorable et éternel. On nous objectera que l'on ne peut pas figer à un instant ce flux, ce mouvement perpétuel, que des humains naissent en permanence remplaçant leurs prédécesseurs, prenant à leur tour la relève pour un petit séjour dans le monde. Il nous faut donc préciser que nous nous prenons, nous, êtres limités dans le temps, comme étalon, comme référence temporelle et nous invitons chacun de nos *contemporains* à faire de même. Nous sommes, là tout de suite, une communauté potentielle, nous sommes l'humanité possible, unis par cette possibilité de faire notre histoire, ou de la subir comme ceux qui sont passés avant nous.

Il n'y a de projet que ceux que l'on mène à bout, il n'y a pas de projet pour l'humanité dans son entendement classique car seul l'unique peut accomplir son projet. L'humanité entendue dans sa continuité, ses cycles, ses séries, la multiplicité et le renouvellement des individus qui la constituent, n'a rien à accomplir et n'accomplira jamais rien car toutes ses promesses d'accomplissement sont dans son avenir, donc toujours et seulement en puissance. La téléologie moderne a fort bien critiqué cet aspect des systèmes de croyances en vigueur, soit qu'ils omettent entièrement et évitent l'idée même d'un projet générique, soit qu'ils reportent dans l'au-delà tout accomplissement, soit encore qu'ils fantasment sur un projet qui aboutirait pour le bien d'une humanité future, communiste par exemple.

Pour rendre réalisable ce monde, nous nous adressons à l'égoïsme, à l'intérêt, en un mot à la passion de ceux qui aujourd'hui le forment.

1. Commencement de l'observation (2003-2004)

Insurrection(s) – Soulèvements majeurs de l'après 2001

Si de façon arbitraire et subjective, 2003 marque ce moment où nous avons commencé à scruter le négatif en actes de façon systématique, c'est avant tout l'année où s'est déployé un des mouvements unitaires de révolte, concentré contre l'Etat bolivien, le plus important depuis ceux d'Algérie et d'Argentine en 2001-2002, et même jusqu'à la fin de 2006, où proche de ce niveau on ne trouve ensuite que les soulèvements kirghize et togolais du printemps 2005, avant l'embrasement guinéen des deux premiers mois de 2007. C'est dire que tend déjà à se montrer, de façon générale, la relative faiblesse du négatif en actes, car ces révoltes majeures sont demeurées en dessous de ce qui s'était engagé en 2001 et 2002, par plusieurs aspects. Suivant ce principe que ce qui survient d'une façon en apparence spéciale et séparée, lorsqu'une certaine intensité y est atteinte, conquiert une portée mondiale, ou y tend d'autant plus, la comparaison conduit d'abord à différencier. Car rappeler l'extraordinaire du « printemps noir » et de l'« argentinazo », c'est rappeler que pour les deux, les offensives de rue ont été suivies ou accompagnées de tentatives organisationnelles inédites, qui furent un temps élaborées comme si les ruptures offensives alors marquées le réclamaient, dans une volonté partagée d'inventer d'autres moyens que les assauts directs – quoique ce qui en a résulté s'est fait suivant des voies divergentes. En Argentine, la création des assemblées barriales, non soumises à une quelconque direction hiérarchique ou extérieure, prolongea sous cette forme nouvelle une part de l'essentiel des actes inauguraux – pillages, investissement massif des rues en défiance de mesures d'exception policières, résistance à la répression en armes ; tandis que quelques mois auparavant en Kabylie, l'instauration des coordinations de comités de villages et de quartiers urbains parut traduire, d'une façon voisine, la charge radicale d'abord initiée puis soutenue dans les combats de rue. En affirmant le refus de tout dialogue avec l'Etat, et de se présenter en quelconque alternative à la conquête du même pouvoir, les modes d'organisation issus de la révolte d'Algérie puis d'Argentine se fondèrent sur la proclamation nette de l'obsolescence de tous les partis politiques, que se vayan todos, comme ils furent rejetés et leurs sièges incendiés en Kabylie.

Mais sur un terme plus long, cette sorte de prise de relais permit finalement, en Algérie, de contenir jusqu'à annihiler les remous du bouillonnement d'où s'engendra ce courant si formidable qui, en avril puis en mai puis en juin 2001, en trois vagues d'émeutes et d'affrontements contre tout symbole étatique, parut grossir jusqu'à emporter l'ordure en chef Bouteflika, pour commencer. Le 14 juin 2001 à Alger, où par centaines de milliers au moins, les manifestants dans les rues de la capitale auraient pu réaliser cette puissance, révéla au contraire l'un des facteurs qui l'empêchait, qui l'empêcha. Dans cette révolte, et ce jour en particulier où des Algérois prêtèrent main-forte aux bastonneurs assermentés, une séparation prédomina entre son foyer d'origine et le reste du pays : les signes d'extension nationale n'en furent que des amorces avortées. Par le discours qu'ils consacrèrent publiquement, les représentants coordonnés de Kabylie, gagnant en importance au détriment des émeutiers de cette région puis hors de celle-ci, renforcèrent cette division, sous l'influence bien trop peu critiquée de réflexes régionalistes ; ceci simultanément à l'application de règles organisationnelles en définitive davantage issues de la tradition locale, en ce sens conservatrices, que propices à l'approfondissement concerté du dérèglement par la révolte.

En Argentine, de telles influences ne jouèrent pas un rôle prépondérant, que ce soit dans l'émergence et la constitution des assemblées, ou dans l'essoufflement progressif de leur mouvement d'ensemble – quoique des conceptions antérieures à la révolte continuèrent à peser une fois celle-ci déclenchée, en particulier un nationalisme largement répandu à l'image de ce qui a cours à travers toute l'Amérique latine – essoufflement progressif en partie attribuable à un défaut d'initiative collective dans la décision. Si les conditions d'une parole la plus libre semblèrent effectivement réunies, les possibilités de réalisations critiques sur cette base, dans sa lignée, n'ont pas paru être beaucoup explorées. Du coup, comme en Algérie, l'éloignement temporel du cœur offensif de la révolte fut également une perte

progressive de sa puissance négative. Enjeu, aspiration, pressentiment, la perspective de mener le débat le plus vaste jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes s'effaçait encore pour cette fois.

Peut-être en partie parce que ces possibles découverts n'ont pas été davantage concrétisés, alors, et parce que ces tentatives n'ont pas été assez connues, depuis, il n'est pas apparu que des révoltés auraient par la suite poussé jusqu'à se placer dans des situations semblables à ces devanciers, pour signifier à leur tour la prévalence de leur parole critique à formuler sur tout autre discours. Au contraire, constater cette absence est une façon d'expliquer l'infériorité des soulèvements majeurs en Bolivie et au Kirghizistan, où a dominé, jusqu'à l'emporter, une sorte de crédulité à l'égard des représentants autoproclamés de la révolte, auxquels a été abandonné le pouvoir de statuer sur ce qui avait lieu, dans le discours public. Ce genre d'inconséquence ne semble pas avoir prévalu en Guinée, sans pour autant que s'y forme, à notre connaissance, une organisation autonome des révoltés hors des combats de rue, ou à leur issue, qu'ils auraient dédiée à la mise en question collective de leur situation. Là en effet, le peu de contrôle des syndicats d'opposition disparut lors de la phase la plus offensive du soulèvement, dès janvier 2007, et ils ne firent plus figure que de tampon entre le vieux tyran avec lequel ils négociaient, et une multitude à l'assaut qui les débordait de toutes parts, que seule une répression des plus féroces sut faire plier. L'infériorité générale des soulèvements majeurs de l'après 2001-2002 tient également à ce qu'ils sont survenus sur trois territoires qui comptent parmi les petits Etats dans le monde, peu peuplés³, ce qui dessert aussi le négatif qui les a pourtant lacérés jusqu'à la vacance de leurs chefs, dont ceux de Bolivie et du Kirghizistan ont dû sauter tout de même.

C'est pour ces raisons, principalement, que nous avons opté, lors de la conception de notre chronologie générale de la révolte dans le monde entre 2003 et 2006, pour une désignation des événements bolivien et kirghiz en soulèvements majeurs, ou situations insurrectionnelles, et non, plus nettement, en insurrections. Déjà, il y a quelques années, une prudence assez semblable nous faisait préférer, pour l'Algérie du moins, l'usage du terme « semi-insurrection », d'une part du fait du cantonnement régional de cette révolte, d'autre part parce que les affrontements de rue y prirent aussi tendance à une certaine ritualisation, à mesure que le conflit durait mais ne progressait plus, régressant au contraire jusqu'à sa disparition en 2002. Ceci dit, ces révoltes majeures pourraient aussi être définies en insurrections, comprises en tant que situations généralisées où des humains en révolte sont allés le plus loin dans leurs défis lancés à l'ordre social dominant, à l'échelle d'un Etat.⁴

Ainsi, la mise en exergue de ces trois pics en 2003, 2005, 2007, montre déjà l'actualité et la permanence de la question sociale persistant à se poser, en dépit de toutes les apparences contraires si bien entretenues. D'autant plus que chacun des pics concentre à sa manière l'expression de mises en cause et en doute qui traversent le monde d'une façon multiple bien plus large. De l'Amérique latine à l'Asie centrale, en s'aventurant vers le Moyen-Orient, en s'engageant dans l'exploration du Sous-continent indien, avant de pousser encore plus à travers l'orient asiatique, non sans un grand passage par l'Afrique entière, le plus irresponsable est de continuer à l'ignorer.

Amérique latine aux avant-postes

C'est depuis le tournant du siècle que la Bolivie s'est trouvée agitée de multiples contestations des ordres établis, dont la succession, depuis le soulèvement de Cochabamba au début de l'an 2000, atteint son apogée en octobre 2003. L'explosion émeutière de février ouvre la voie, quand les rues de son plus grand centre urbain, que forment La Paz et El Alto, sont massivement investies d'une colère

3. Bolivie : environ 8,5 millions en 2003 ; Kirghizistan : environ 5,1 en 2005 ; Togo : environ 5,7 en 2005 ; Guinée : environ 10,2 en 2008.

4. Pour une part, les qualifications spéciales dont nous usons valent en comparaison des sommets de révolte du tournant des années 1990, telles que nous en avons principalement pris connaissance par le biais des observations de la Bibliothèque des Emeutes. Dans notre esprit, les événements majeurs que nous avons observés depuis 2003 seraient plutôt à situer en dessous, en termes d'intensité et de portée négatives, des dites « insurrections généralisées » de la période 1988-1993, ou encore de l'Albanie 1997 ; de même que la puissance du négatif d'alors, à l'échelle du monde, aurait été supérieure à celle d'aujourd'hui, telle qu'on peut globalement se la figurer depuis le début du siècle.

qui démolit avec une égale vigueur nombre des lieux du pouvoir étatique et marchand. Si alors, puis comme en octobre où on y convergera en grandes marches depuis plusieurs régions, le pays entier est concerné, c'est pour l'essentiel là que tout se joue. Mais comme la cible marchande si bien dévastée en février passe au second plan en octobre, en même temps l'objectif étatique se réduit dans la figure du président honni, dont la chute célébrée sonne le glas d'une insurrection qui a pourtant résisté à la répression meurtrière. Par cette double réduction, ce biais se confirme, qui a déjà contaminé la révolte dans son cours même, à savoir le bridage de sa direction par « ses » représentants politiques et syndicaux. Avec le grillage du président fusible, des promesses sont faites qui valident leur mot d'ordre principal, de réforme gestionnaire, et ils sont remis sur le devant de la scène. Dès lors, sans critique efficace, il va être laissé libre cours à la progressive mais sûre reprise en mains récupératrice de la situation, dont la confirmation se jouera au printemps 2005, avant l'élection à la présidence du chef de file Morales en décembre de la même année. Alors que par leur prise des rues si opiniâtre les insurgés de 2003, dans le même temps où ils ont tenu la dragée si alta à leurs ennemis en armes, se sont avancés jusqu'à prendre de court l'ensemble de leurs encadreurs habituels, leur défi se perd dans l'intronisation de ces vieux substituts. A la suite de l'Argentine où s'est progressivement volatilisée la puissance surgie des offensives de rues puis de la réunion en assemblées, pour que n'en survivent que de dérisoires résidus, à l'échelle de l'Amérique latine le même processus de récupération de la révolte continue de prendre de l'ampleur. Et tant qu'il y succombe, tout ce qu'elle touche s'appauvrit.

Mais, avec l'Argentine en tête, et à partir de la Bolivie, l'observation menée a d'abord confirmé l'effervescence de la révolte en Amérique latine, dans les actes.

En 2002, alors que les assemblées argentines commencent de se réunir, pendant trois jours à la mi-janvier des coccaleros boliviens, armés, s'en prennent à des édifices étatiques et s'affrontent avec flics et soldats, il y a cinq morts dont trois parmi les assaillants. Plusieurs autres situations tendues se succèdent au cours de l'année, comme autant d'amorces à celle qui va suivre. En avril 2002, tandis que les assemblées argentines continuent de se réunir, c'est au Venezuela que ça s'échauffe. La défiance droite dirigée contre le caudillo Chavez connaît un de ses points culminants qui, à la suite de mobilisations à l'appel d'entrepreneurs et de syndicats, se traduit par une tentative de coup d'Etat rapidement avortée. Mais durant les quelques jours de vacance du pouvoir, des anonymes en nombre prennent les rues, comme si depuis celles de Buenos Aires fin décembre on débouchait maintenant à Caracas. Néanmoins, en dépit d'une grande tension et de pillages importants, les déterminations du conflit sans négatif, entre pro et anti-Chavez, paraissent rapidement l'emporter ; ce que les années qui ont suivi n'ont pas contredit. Puis c'est l'Uruguay, le petit jumeau de l'Argentine, où justement, c'est jusque dans les actes négatifs que la ressemblance s'affiche : suite à des mesures de restrictions bancaires, dans un climat de mobilisations encadrées depuis plusieurs mois, le 1^{er} août surtout plusieurs commerces et supermarchés sont pillés (à la suite de quoi il se peut même que des assemblées se soient réunies, à la manière argentine). Mais là aussi, ce signe d'une sorte de contagion n'en est resté qu'un, non confirmé, l'Uruguay disparaissant par la suite des Etats secoués par la révolte ; comme le Paraguay tout proche où à la mi-juillet 2002, l'état d'exception est décrété face à un mouvement de contestation contre président et privatisation, fait de blocages et marches jusqu'à la capitale, qui se cristallise jusqu'à des affrontements qui font au moins deux morts.

Cependant, après 2002, en passant par 2003 en Bolivie, c'est avec le Pérou, centré sur 2004, que la tendance à la contagion du négatif, bien vivant, se confirme, dans un cheminement qui continue vers le nord où, bientôt, l'Equateur s'ajoutera à la liste des pays andins les plus secoués.

De façon générale, de 2002 jusqu'à 2004, la situation au Pérou présente de notables similitudes avec celle de la Bolivie, tel que le conflit social s'y est progressivement approfondi depuis 2000 jusqu'à son apogée d'octobre 2003. Ceci dit, une dimension essentielle les sépare, qui place le Pérou en retrait, parce qu'en dépit d'une agitation multiforme et ascendante, celle-ci n'a pas atteint un tel point extrême, dans l'amplification d'une menace qui aurait touché jusqu'aux rues de Lima ; quoique l'Etat a été contraint d'instaurer, à répétition, des mesures policières d'exception dans plusieurs régions.

En 2002, principalement en juin dans la province d'Arequipa et dans la ville principale du même nom, la deuxième du pays, un premier mouvement ouvre la période de frondes, qui provoque le premier décret d'état d'urgence de la gouvernance Toledo, président élu l'année précédente. A l'instar de celui de Cochabamba la bolivienne deux ans plus tôt, c'est un mouvement d'opposition à la privatisation, étendu sur plusieurs mois et qui s'aiguise alors, et au sein duquel apparaît un dédoublement entre sa

direction officielle (« protesta ciudadana » conduite par des gestionnaires locaux), les méthodes qu'elle préconise, et les journées de juin les plus tendues, dans les villes d'Arequipa et de Tacna où, entre le 14 et le 18 juin, par centaines, par milliers, habitants et manifestants s'affrontent durement aux flics, assaillent des bâtiments publics, maintiennent leurs positions jusqu'à la levée de l'état d'urgence et la suspension des projets de privatisation.

En février 2003, après celle de janvier en Bolivie, une campagne de blocages de routes s'organise dans la région de Tingo María, également menée par des cocaleros. Puis courant mai, une grève massive de profs, avec des marches et des blocages, donne lieu à quelques accrochages, avec une seconde grève, de paysans, qui s'initie en parallèle. Trois mois et demi après la grande émeute de La Paz, l'état d'urgence est à nouveau décrété au Pérou, mais l'agitation persiste, avec, fin mai, des oppositions plus nettes entre protestataires et répresseurs, notamment à Puno. Mais ce moment reste dominé par ses dimensions corporatistes et revendicatives, en dépit du défi tout de même soutenu contre le gouvernement, démissionnaire à la fin juin. Enfin, en novembre, la région de Junín voit une nouvelle agitation liée à des opérations de privatisation.

Puis vient 2004 où la tension générale monte d'un cran. D'abord et surtout en avril dans la région de Puno, à la frontière avec la Bolivie, où, quoique localisée régionalement autour d'Ilave, la révolte péruvienne se fait la plus acérée. Au cours d'une fronde qui se maintient plusieurs semaines contre la gestion locale, l'un de ses responsables corrompus est liquidé sur la place publique – dans une atmosphère nationale où ce genre de défiance paraît alors se répandre. En parallèle de quoi, dans la région de Huánuco, des cocaleros sont à nouveau sur la brèche, dans l'impression d'un certain durcissement, avec une journée notamment où l'on se bat dans les rues de Tingo María. Si le motif initial consiste à réagir contre les mesures d'éradication forcée, la mise en cause tend aussi à se radicaliser, contre ceux qui imposent leurs décisions par principe. Puis début juillet à Ayacucho, dans la région éponyme, à la répression d'une occupation par des profs grévistes répond une contre-offensive soutenue par des habitants, en particulier contre des représentations de l'autorité, qu'elle soit locale ou centrale. Début septembre, les mécontents des effets d'une exploitation minière de propriété étrangère se confrontent aux flics dans la région de Cajamarca. Enfin, ça reprend en octobre du côté des cocaleros, à San Gabán dans la région de Puno, où le même genre d'acteurs qu'à Tingo María assaille une centrale hydroélectrique, pour l'occuper, et un commissariat, avec de durs combats, clôturés, à nouveau, par l'instauration de l'état d'urgence.

Mais finalement, en dépit de cette effervescence, la séparation est demeurée entre les foyers multiples, entre les surgissements négatifs successifs : séparation en partie explicable par l'insuffisance critique face aux encadrements locaux, et leur promotion de motivations déclarées par trop particulières, alors même que dans leurs meilleurs moments offensifs les révoltés péruviens de 2004, divers, s'érigeaient contre les mêmes ennemis.

A partir de 2005, les signes ou preuves d'agitation sont apparus largement bien moindres. Si 2006 a vu l'élection d'un degauche vieille école, déjà président entre 1985 et 1990, il semble qu'une telle mesure ait là un effet anesthésiant, mystificateur, moins fort que dans la Bolivie de Morales ou l'Equateur de Correa. On note par la suite, à partir de 2007, les preuves répétées que, à l'échelle du continent, c'est encore dans cet Etat que ça remue le plus, quoique les situations relevées restent en deçà de l'ambiance séditeuse de l'année 2004.

Contre-offensive récupératrice

La situation de la révolte en Bolivie et au Pérou est représentative de celle du continent latino-américain, d'après l'Argentine de 2001-2002 jusqu'à courant 2005, à ceci près qu'à la différence de ces trois Etats, auxquels on peut ajouter l'Equateur, les dimensions de débordement anonyme offensif n'y ont pas pris le dessus.

Avec le recul général qui préside à cet exposé, il s'agit de faire la part entre nombre de situations jusqu'à maintenant sans grand intérêt, et ce qui importe dans les perspectives de la position et de la menée maîtrisée du débat sur tout. Un des critères de différenciation tient à l'influence des pensées

idéologiques figées, qui peut s'avérer quasi-totale, mais dont un des effets est que leur expression participe aussi à la provocation de situations où elles se trouvent dépassées dans ce qui se déroule ensuite, et ce, parfois, jusqu'à ce que leur fonction de conditionnement se trouve discutée jusqu'à la critique. Quand tout nettement, leur influence est si négligeable qu'on peut la dire nulle : il en va ainsi pour ce qui s'est joué dans les rues de Buenos Aires ou de La Paz.

Pour rapidement passer sur le premier cas, quand les pensées figées prévalent, on peut citer la Colombie et le Chili, où règne sur des modes différents une semblable pesanteur du passé, là par le rôle des narco-FARC toujours opportuns pour contenir le négatif et brouiller sa visibilité, ici par le traumatisme de la dictature récente, qui paraît tout ramener à elle. Chaque année, la commémoration du 11 septembre 1973 est ainsi l'occasion d'affrontements contre les flics et de cassages rituels.

Sur l'ensemble du continent, d'autres manifestations planifiées sont parfois prétextes à des dérèglements imprévus, mais les mots d'ordre, contre tel forum économique, contre la visite du président gringo, prévalent, de la même manière que dans le foisonnement des mouvements de grèves et de revendications corporatistes.

Dans un registre proche par la dimension d'encadrement qui y domine souvent, vient une multitude de protestations organisées dans des contextes ruraux, dont les acteurs sont pour leur majorité des paysans, des indigènes, des paysans indigènes. C'est le processus général d'observation qui a conduit à rester attentif à ces faits où, souvent, les actes offensifs ne prévalent pas. D'une part par le constat de leur fréquence, d'autre part parce que certains autres, plus forts, montrent quelles évolutions sont possibles dans des contextes et suivant des motifs ressemblants, qui mènent aussi à des assauts plus significatifs. Avec à l'esprit cette perspective découverte en Bolivie, d'une accumulation de tensions éparses convergeant pour alimenter la même déflagration, unitaire et supérieure. Enfin, parce qu'elles se trouvent pour la plupart liées par les mêmes contestations de l'exploitation privée et marchande des « ressources » (mines, hydrocarbures), et des représentants directs de l'autorité étatique (pris en otages, lynchés), ce qui n'est pas spécifique à l'Amérique latine, si l'on élargit par exemple le champ du regard vers la Chine, mais qui s'y pose de façon notable. C'est d'ailleurs par là, en prétendant donner ses raisons au rejet général de l'arbitraire des décisions imposées contre ceux qu'elles concernent, que les récupérateurs professionnels ont trouvé un de leurs principaux points d'appui, dans leurs dénonciations populistes de la propriété impérialiste.

L'arme la plus répandue des conflits ruraux est le blocage des routes. Parmi leurs acteurs les plus actifs depuis les piqueteros argentins, les cocaleros se sont avérés les plus virulents. Au-delà des revendications liées à l'activité de leur survie, et à l'exemple d'autres paysans ou indigènes sortant des figures imposées, leur capacité d'intervention par la prise de contrôle des voies de circulation a souvent été redoutable ; comme lorsqu'elle en conduit d'autres à des occupations ou des assauts contre des installations pétrolifères ou minières. Le blocus de La Paz d'octobre 2003 constituerait la plus grande mise en puissance récente, en Amérique latine, de ce moyen de pression capable de court-circuiter l'impératif marchand.

Mais comme les piqueteros avant même 2001, depuis 2003 les cocaleros boliviens ont globalement perdu ce qui faisait leur vigueur rebelle, avec ce résultat que ce qu'il reste des uns ou des autres est pour l'instant tombé sous la coupe des dirigeants qui les contrôlent, pour ne plus servir sur commande que de supporters fidèles aux nouveaux pouvoirs en place, voire de bras armés contre d'autres pauvres qui ne suivraient pas les lignes depuis édictées.

Cette évolution particulière, qui illustre une tendance lourde et généralisée, s'est justement faite parce que du négatif en actes l'a provoqué ; et la plus forte fixation des carcans idéologiques ne fait qu'en résulter, pour augmenter cette défense. La multiplication des prises de pouvoir degauches n'est que réaction, vaste opération policière contre ce qui n'a cessé de percer à la suite du point d'orgue argentin, jusqu'à la première moitié de 2005 où sur ce théâtre d'opérations qui s'étend de la Terre de Feu jusqu'au Rio Grande, le renversement s'est opéré de façon plus décisive.

De l'idéologie multiforme de la récupération en Amérique latine, les facultés d'emprise fonctionnent à plein régime, dans un mélange de gauchisme et d'anti-impérialisme rénovés, de revendications indigénistes et corporatistes, de nationalismes divers. Ses modes d'encadrements conditionnent l'adhésion à des discours d'opposition toujours réformistes, avec la prise du pouvoir étatique comme objectif de ses principaux leaders, ces Chavez, Morales, Correa, et autres Kirchner. Tant qu'elles

servent à empêcher de poser les problèmes au présent, tant qu'elles séparent un continent entier du monde, toutes les références à des contestations passées sont bonnes à prendre, des « peuples originaires » à la gauche réformiste du 20^{ème} siècle, en passant par Bolivar et consorts. Quoique leur influence se fasse aussi sentir, les moins efficaces sont sans doute celles issues des débris du marxisme, promues par son cortège de reproductions tarées. On use peu de la division classiste, dans la phraséologie, mais son idée demeure, puisque ceux qui parlent le font au nom des pauvres ou du peuple opprimés, opposés au fantasme réducteur de ce qui serait leur bourgeoisie actuelle. La pauvreté ne se définit que d'un point de vue économiste, misérabiliste, paternaliste, qui victimise. En s'appuyant sur le rejet partagé de la débauche néolibérale des années 1990, on réchauffe des recettes périmées, pour programmer la résolution des problèmes ainsi mal posés, par la nationalisation, la « recuperación », le projet démagogique d'une sorte d'étatisation généralisée à l'échelle du continent. Ce magma idéologique étant assez particulier à cette zone du monde, les méthodes qui s'y emploient ne se répandent pas vraiment, ou pas encore, en d'autres contrées ; mais elles servent largement à alimenter le cinéma des parodies de contestation dont on sait se montrer si friand, en spectateurs d'ailleurs, depuis que la mode s'en instaura à l'époque où sortirent du bois ceux qui n'allaient devenir que le fossile Castro, et Guevara l'embaumé publicitaire. Mais, au contraire de ce qui est communément représenté, et admis, la formation et l'usage de tout cet appareillage idéologique n'est ni le moteur ni le centre des actes les plus radicaux. Son apparition et sa consécration n'en sont en vérité qu'une conséquence. De ce point de vue, il est révélateur de se figurer comment la période du sommet de l'insurrection argentine a, peu ou prou, correspondu à l'avènement de la célébrité chaviste.

Limites du désordre

Contrairement à la perception spectatrice commune sur ce qui a lieu, telle que la conditionne l'information mondiale en voulant faire de ce qu'elle privilégie la réalité même, et tout ce qui a lieu, la mise en évidence de ce qu'elle tait ou déconsidère invalide cette erreur et cette censure. En son présent, l'insurrection d'Argentine a été globalement tue au monde, ou minimisée et seulement cataloguée en conséquence secondaire de ce qui importerait, à savoir un problème à saisir et à traiter suivant ce qu'enseigne l'idéologie économiste des gestionnaires. Avec quelques nuances superficielles de forme, la même appréhension par principe a rabattu ses œillères contre les actes commis par les révoltés de Tizi-Ouzou à El Alto, pour se consacrer, dans le même temps, à faire grandir le plus puissant fantasme à la mode – de ceux sur lesquels chacun serait censé se focaliser, pour peu qu'il commette cette première déviance consistant à étendre la question de sa vie au-delà de son enfermement quotidien. Dans le processus où s'instaurent de telles annexions du sens, du « cours de l'histoire », la mise en spectacle des explosions de Manhattan marque une sorte de tournant, par l'entrée dans une phase de consolidation. Dans ce qui nous occupe, il faut simplement dire que la production de ces images s'est intercalée entre les cœurs des révoltes d'Algérie et d'Argentine, dont elle a donc contribué à brouiller le plus élémentaire savoir, et à perturber les possibles constructions de ponts entre les deux. 2001-2002 s'avère en même temps la période de deux soulèvements récents parmi les plus grands, et celle de la plus sensationnelle promotion en histoire de ce qui n'est qu'une péripétie dans le camp de la domination. Ce dédoublement contradictoire n'est pas nouveau, mais il s'est approfondi là, en s'actualisant.

Le 20 mars 2003, le lancement de la guerre étatique contre le régime de Saddam, à la suite de celle contre les talibans d'Afghanistan en 2001, s'inscrit dans la continuité de cette entreprise. Si celle-ci n'est pas forcément conçue en tant que telle par ceux qui la conduisent sur le terrain, tant ils naviguent souvent à courte vue, et pour des intérêts triviaux assez immédiats, elle est cependant soutenue avec une grande efficacité par les spécialistes de toute mise en spectacle médiatique, qui trouvent dans cette classe d'événements le support le plus approprié pour consacrer ce qui importerait à la seule échelle mondiale, ou historique, qu'ils sont capables de concevoir. Mais ce « grand événement » du moment, vers lequel toutes les caméras se tournent en même temps qu'elles font la part belle aux nombreuses manifestations de sa contestation inoffensive, ne va pas se dérouler comme prévu par les décideurs militaires et les commentateurs médiatiques. Alors que se joue la chute du régime iraquien, sur un

territoire depuis plusieurs années soumis à un embargo qui a d'autant plus augmenté la misère des conditions de survie, des milliers d'anonymes qu'il enserrait jusque-là vont se trouver placés dans une situation où ils seront – c'est leurs « libérateurs » eux-mêmes qui le promettent – en mesure de prendre les choses en mains. Qu'à cela ne tienne, les promesses des menteurs vont être prises au mot, et à une échelle formidable, il va avant tout s'agir d'opérer le plus grand ménage possible. Ces choses, les anonymes iraqiens vont s'employer à les désordonner eux-mêmes comme jamais.

Mais, en comparaison d'une Amérique latine unifiée de façon plus évidente par les multiples manifestations du conflit social qui la traversent de part en part, avec l'Iraq on se trouve confronté à une situation plus problématique, parce que les acteurs des faits reconnus pour leur valeur négative n'apparaissent pas les acteurs centraux, ou principaux, de la situation dans son ensemble, dans la mesure où leurs agissements interviennent après qu'un changement de contexte, de circonstances, a été provoqué par d'autres acteurs, qui ne sont pas des révoltés. Un peu moins d'une année après la Mésopotamie, c'est au cœur des Caraïbes qu'on fera face à une situation voisine, lorsqu'une rébellion anti-gouvernementale se cristallisera en Haïti, à laquelle participeront à la fois des groupes armés et des ensembles indistincts de gueux.

Dans ses deux premières années de fonctionnement, notre observatoire cherche encore sa cohérence, dans une phase expérimentale de découverte où les constats se succèdent et s'additionnent, alors que les nécessaires confrontations et synthèses d'ensemble n'en sont qu'à l'étape de projet, qu'à leurs balbutiements. Avec l'Iraq et Haïti, nombre de situations parmi les plus importantes relevées, déjà en 2003 puis au cours de 2004 surtout, tendent nettement à augmenter l'impression générale que sous l'effet de diverses déterminations, des confins de l'Indonésie à l'ex-Yougoslavie, en passant par plusieurs terrains africains, les manifestations potentielles du même conflit mondial, déjà séparées dans leurs apparitions, ne s'en trouvent que davantage enfermées sur elles-mêmes.

Dans ces cas, pour les plus significatifs au Kosovo en mars 2004 puis à Ambon le mois suivant, les premières impressions sur l'intensité conflictuelle, qui en feraient des événements interprétables en soulèvements, n'ont pas été confirmées une fois des examens plus poussés réalisés. La charge et la puissance négatives supposées se sont finalement avérées moins effectives qu'apparentes ou illusoirs. Des pauvres en colère agissent, détruisent, s'affrontent, aux flics et entre eux : si le désordre inattendu dépasse l'ordre établi, pour autant de telles situations ne nous ont pas paru participer d'une progression ou d'un approfondissement dans le sens du débat.

Ce jugement dépréciatif ne s'applique toutefois pas aux événements d'Iraq et d'Haïti, parce que cette dimension n'y a pas dominé, quand s'affrontent des groupes de pauvres respectivement acquis à des camps et des appartenances fixés suivant des divisions conservatrices, imposées a priori. Mais Iraq et Haïti trouvent leur place ici parce que, si de grands désordres sociaux y ont eu pour effet de déstabiliser les mêmes tenants, les mêmes agents, les mêmes serviteurs de la domination que si souvent les révoltés du monde mettent dans leur ligne de mire, ceux d'Iraq et d'Haïti ont aussi vu leurs grandes colères échouer dans des impasses esquissées dès leurs premières interventions dans la partie.

Pour le dire autrement, nous ne dirions pas qu'il s'est agi d'insurrections, ni en Iraq, ni en Haïti. On peut remarquer au passage qu'informateurs et autres policiers ont pour leur part répandu l'idée que des insurrections avaient cours dans ces deux Etats, comprendre, en adoptant un instant les schémas de leur misérable vision, qu'une insurrection ne saurait être qu'un mouvement armé commandé hiérarchiquement, de résistance éventuelle, mais toujours en vue de la prise du pouvoir étatique. Contre de si tristes réductions, il s'agira aussi de montrer quelle richesse a pu transparaître en Iraq et en Haïti.

Iraq

Entre 2003 et 2006, l'Iraq est le territoire pour lequel nous avons relevé le plus grand nombre de faits négatifs, dont la plus grande majorité se concentre sur un an à partir d'avril 2003. En même temps, il s'agit d'un total d'une grande hétérogénéité, déjà illustrée par l'usage des multiples catégories à la conception de la chronologie générale, pour différencier les situations où l'usage d'armes à feu paraît

important ou central ; celles où les principaux acteurs des faits occupent, ou plus souvent occupaient, des postes de flics ou de soldats ; les cas de sabotages isolés ; enfin, le moment des pillages inauguraux, où leur élan gigantesque est aussi apparu assez exclusif, à la différence de situations où des actes, dont le pillage, convergent et se renforcent entre eux.

La chape de plomb baasiste s'écroule en miettes, ses sbires ne tiennent ni les rues ni plus rien ; de leur côté, programmeurs et installateurs de l'ordre de substitution espéreraient sans doute qu'on se borne à les remercier, à les célébrer. Mais, peut-être avec en mémoire plus ou moins consciente la bienveillance des mêmes « libérateurs » à l'égard du déchaînement répressif contre la grande insurrection de 1991, mâtée par Saddam laissé en poste après la reconquête du Koweït, les pillards irakiens de 2003, en masse, sans doute par dizaines de milliers, s'emparent de tout ce qu'ils peuvent, ratiboisent l'ensemble du décor, des symboles, des propriétés du régime, en même temps qu'ils se vengent plus directement contre ses agents. Dès Oum Ksar tombée en premier, et à mesure de l'avancée des troupes occidentales vers l'intérieur du pays, tout y passe dans l'ensemble des grandes villes, ministères, ambassades, hôpitaux, bâtiments administratifs, commerces, université, institutions culturelles, musées, banques, écoles, usines, bureaux du Baas, siège du World Food Program, bibliothèque nationale ; on vole camions et autres véhicules nécessaires aux transports des butins ; on libère des prisonniers, après que d'autres prisons ont déjà été vidées à l'approche de la guerre ; on s'équipe des armes abandonnées par les soldats en débandade, qui s'ajoutent aux stocks offerts par le régime à l'orée de sa chute.

Le 11 avril à Bassorah, les patrouilles britanniques tuent leurs premiers pillards ; le lendemain, autre signe de la reprise en mains, un couvre-feu est instauré dans plusieurs quartiers de la capitale. Après l'espèce de laisser-faire initial, et alors que la priorité des envahisseurs consiste à clôturer la guerre, la répression s'organise à grand peine contre l'inattendu débordant de partout. Elle devient aussi l'affaire de milices d'autodéfense nouvellement formées, en plusieurs points du pays. La tendance générale est à la suspension progressive du grand nettoyage entrepris, qui se prolongera toutefois encore plusieurs semaines, notamment à Bagdad (où un plan de sécurité est en conséquence instauré à la mi-mai) ; peut-être parce qu'aussi on en est quelque peu repu, et que d'autres priorités commencent d'apparaître. Ce moment dans son ampleur d'ensemble, qui n'a pas manqué d'être scandé d'évidentes manifestations de liesses, apparaît fondateur : tout est mis à terre, et bien plus que la guerre, c'est le pillage auquel rien n'échappe qui s'oppose à toute reconstitution du pouvoir étatique, en même temps qu'il met en puissance une indiscipline généralisée qui n'est pas prête, alors, à se laisser domestiquer. Si les masses d'anonymes ne constituent pas pour autant un camp évident, qui s'opposerait à toutes les fractions conservatrices, en place et surtout en passe de se former, des « stratèges » occidentaux aux politicards irakiens, en passant par tous les curés et chefs de milices, leur étourdissante intervention laisse tout de même ouvertes des voies possibles au renforcement de cette insoumission.

Tandis que les pillages continuent de déferler à travers le pays, dès le 15 avril à Mossoul, des centaines d'habitants conspuent le nouveau gouverneur pro-US ; et il paraît bien que ce soit une protestation similaire, contre un chef imposé, qui donne lieu à une émeute à Diwaniyah deux jours plus tard, mais le regard médiatique tourné ailleurs n'en offre que peu de détails. La désapprobation se confirme, contre ce genre de plans et de décisions dont Saddam ne renierait pas l'arbitraire, de même que les moyens employés pour les faire passer. Les Marines tirent dans la foule, pour la première tuerie d'une longue série qui va aussi amener des révoltés à prendre les armes ; il y a au moins une soixantaine de blessés et une dizaine de morts à Mossoul, et deux morts à Diwaniyah. Des anonymes irakiens n'ont pas fini de se montrer rétifs à tous ces flics et ces chefs remplaçants qui voudraient s'imposer à eux. Comme à Al-Kût les 23 et 24 avril, où la foule s'oppose aux convois américains en érigeant des barricades dans cette ville du bord du Tigre, peut-être pour contester l'arrestation de deux leaders locaux, plus sûrement pour s'opposer à la présence américaine. Aux émeutes contre les nouvelles autorités s'ajoutent ainsi celles contre les militaires occidentaux. Alors que, au prétexte d'une hostilité au régime renversé plus répandue dans les régions du Nord et du Sud, fiefs kurde et chiite, une transition aisée aurait pu y être espérée, ce n'est pas le cas. L'insoumission n'épargne aucune région. Contre l'occupant américain et ses pratiques répressives humiliantes dans la province à dominante sunnite d'Al-Anbar (Falloujah fin avril, puis Hit en mai), contre les troupes britanniques desquelles on se venge après leur répression meurtrière d'une manifestation à Majar Al-Kabir dans le Sud dit chiite le 24 juin.

Comme il est probable que le ministère du pétrole ait bénéficié d'une protection spéciale lors du saccage d'avril, la continuation de son exploitation constitue l'une des véritables priorités des autorités d'invasion. Au moins dans le courant de l'été 2003, on relève les premiers sabotages contre des

oléoducs, qui se répètent au cours des mois suivants. Suivant l'idée qu'une insubordination largement partagée conduit nombre d'anonymes à agir en conséquence, ces actes de sabotage pourraient en être des preuves supplémentaires. Mais dans ce cas en particulier, auteurs et motivations sont plus qu'incertains : d'après les informations délivrées, ces actes seraient soit le fait d'« insurgés », soit de contrebandiers, soit d'un mélange des deux. En se figurant une évolution générale où la résistance profonde et étendue, « populaire », a été progressivement canalisée au profit d'intérêts idéologiques simplificateurs, il se peut que l'explication des actes de sabotages ait changé suivant le même cours ; de même pour ce qui concerne la constitution et les actes de certains groupes organisés, pas seulement attribuables à d'ex-baasistes déchus, ou aux islamistes de diverses obédiences.

Alors, cette rébellion armée hétéroclite dessine déjà l'enlèvement à venir pour les troupes occidentales, en même temps que le problème de l'absence de police se pose de plus en plus sensiblement, même si les prisons continuent de se remplir de pillards. Tandis que courant juillet une certaine accalmie s'est faite sentir du côté de la rue anonyme, au début du mois d'août les pénuries d'essence à Bassorah et à Safwan, matinées de soupçons de contrebande, conduisent des centaines de mécontents dans les rues. Ce sont bien des pauvres non encadrés qui font à nouveau parler d'eux. Durant deux jours, les troupes britanniques sont caillassées, les rues de la deuxième ville du pays bloquées. Dans des quartiers de Bagdad, dans le Nord ou dans le Sud, l'insoumission collective n'en finit pas de se manifester, aux prises avec l'alliance que composent apprentis gestionnaires et troupes d'occupations, lourdaudes et brutales. En septembre, les attaques armées se multiplient à leur rencontre ; en même temps que, face à cette pression permanente et multiforme, les « bavures » en série se succèdent.

Cependant, et même si par leur fréquence et leur nature nombre d'actes relevés indiquent que le souffle des pillages d'avril se prolongerait, d'autres phénomènes apparaissent qui perturbent la lisibilité du négatif, et qui vont, plus directement, participer à sa contention sur le terrain. Ce qui semble le premier attentat s'est produit le 7 août 2003 à Bagdad. Une voiture explose devant l'ambassade de Jordanie, il y a quatorze morts, puis, dans un enchaînement représentatif du renversement en cours, le bâtiment est la cible de la foule. Là où en avril, les foules justement se sont mises à avancer en tête, susceptibles de constituer une force supérieure à toute autre influence, ici l'action terroriste prévaut, et l'intervention de la foule s'y trouve amalgamée, de fait, puis surtout dans ce qui en est dit, suivant le goût pervers des informateurs pour le spectacle du terrorisme en général. Avec l'attentat du 27 août à Nadjaf, qui touche le mausolée d'Ali et fait 82 morts, c'est leur multiplication ritualisée et meurtrière qui se dessine, que ce soit par l'entretien du chaos sanglant qui cadenasse sur le terrain, aussi bien que par sa chronique privilégiée subjuguant les spectateurs endormis ou horrifiés. Et cette évolution va nettement participer à annihiler toutes les ouvertures imaginables à partir du grand désordre des débuts, avec, notamment, la promotion des divisions et des concurrences sectaires par là approfondies. Des groupes d'autodéfense s'instituent par exemple pour la protection des lieux saints.

En parallèle, de l'été 2003 jusqu'au début de l'année suivante, la menace gueuse persiste. Début octobre, ce sont des chômeurs, pour une grande part issus du démantèlement de l'armée nationale depuis mai, qui s'érigent par centaines contre les conditions à la fois créées et prolongées par la guerre. D'autres motifs de colère viennent se greffer pour donner lieu à plusieurs jours de troubles à Bagdad, à Bassorah, à Beiji, en d'autres zones encore particulièrement frondeuses, où l'on rejette autant les flics de la coalition que les gestionnaires qu'elle voudrait imposer. Falloujah se distingue à plusieurs reprises, notamment en ce mois de décembre où Saddam est capturé. Début 2004, c'est dans le Sud que ça s'agite, de nouveau consécutivement à des protestations de chômeurs, à Bassorah, Amara et Al-Kût, qui connaissent plusieurs journées chaudes entre le 6 et le 13 janvier, avec, à chaque fois, des centaines de participants, et des tirs à balles réelles qui font des morts ; puis en mars, à Kalaat Saleh près d'Amara, à Bassorah à nouveau, et à Nadjaf, où les foules donnent du fil à retordre aux troupes britanniques ou espagnoles.

Au mois de juillet 2003, la coalition des envahisseurs a mis en place un premier gouvernement provisoire ouvert aux candidats de la vieille opposition. La perspective d'une reformation de l'Etat iraquien aiguise aussi les concurrences communautaires, entre les trois principales obédiences aux importantes influences régionales, kurde, sunnite, chiite, dont les leaders se partagent en deux tendances principales, qu'ils ne fassent que soutenir le processus officiel, ou qu'ils le contestent à leur profit, comme c'est notamment le cas dans le camp chiite.

A la suite de ceux à s'être activés contre le pillage, et qui sont parfois les mêmes tel l'armée du Mehdi, des groupes armés contestataires de l'occupation occidentale ont continué d'émerger, pour peu à peu conquérir la représentation de cette défiance. En cela ils sont grandement aidés par les informateurs les reconnaissant en tant que tels, de même que les envahisseurs et leurs alliés iraqiens préféreront toujours adouber ces « ennemis »-là, plutôt que de voir des anonymes persister à agir hors de quelque commandement extérieur et centralisé que ce soit.

De ce point de vue, le mois d'avril 2004 est un tournant. Deux événements majeurs ont alors lieu, l'un dans le Sud autour de la ville de Nadjaf, l'autre centré à Falloujah et dans le « triangle sunnite ». S'il faut remarquer que les deux prennent une forte tournure militarisée, c'est-à-dire qu'on s'y affronte en armes et rudement, notre appréciation initiale, d'après laquelle nous les avons mis en correspondance, doit être revue. D'un côté, pour ce qui concerne Nadjaf, c'est là que se joue l'émergence et la consécration d'al-Sadr, personnification de la résistance chiite radicale à l'envahisseur, et ce malgré des manifestations débordant allègrement les visées de ce prétendant au pouvoir, et pas seulement dans cette ville. De l'autre, autour de Falloujah, c'est plus simplement une vaste expédition punitive qui est lancée par l'armée US contre ses habitants, après que les images de certains d'entre eux jouant avec les cadavres de citoyens américains ont fait le tour du monde – en fait quatre de ces soudards modernes, mercenaires employés de Blackwater. De cette première vague d'éradication dite des « insurgés sunnites », résultent de 800 à 1 500 morts, auxquels plusieurs centaines, voire milliers, s'ajouteront en novembre. Le siège d'avril est l'occasion de manifestations de soutien et de protestation dans plusieurs villes à dominante sunnite, apparemment sans atteindre l'émeute. Dans la zone dite chiite l'offensive est plus claire : ils sont plusieurs milliers à prendre les rues, qui n'appartiennent certainement pas tous à la milice de l'armée du Mehdi, dont le chef, déclaré hors-la-loi par les autorités américaines, se trouve placé au centre de l'attention médiatique. A Nadjaf et Koufa, dans les quartiers bagdadis de Sadr City et Choula, à Amara, Nassyriah, Al-Kût ou Kerbala, des postes de police, des quartiers, des villes entières sont pris au cours de manifestations violentes où les armes s'invitent. Du 3 au 8 avril, soldats américains, britanniques, italiens, ukrainiens, mercenaires, répriment comme ils peuvent l'hostilité déferlante.

C'est alors le point d'orgue de l'unanime aversion dirigée contre la coalition d'occupation, qui paraît, dans la simultanéité de la colère et des combats contre l'ensemble des opérations répressives menées, dessiner une possible unité gueuse hors des divisions communautaires, au-delà des encadrements que leurs tenants cultivent respectivement. Mais comme il est difficile de dire qu'une telle portée aurait pris le dessus dans le cours des faits, à la façon bien plus évidente des explosions d'insoumission antérieures, à leur issue c'est surtout la récupération de cette perspective incertaine qui l'emporte, dont l'accession de la figure d'al-Sadr à la célébrité constitue l'un des moyens et des effets exemplaires. Là où en parallèle des émeutes à répétition de nombreux anonymes se seraient engagés pour leur propre compte, ne se soumettant ni aux troupes occidentales ni à l'encadrement milicien, c'est la gestion du faux débat qui a crû et qui s'impose. La défiance n'est récupérée qu'au profit de leaders locaux, stricts concurrents au même pouvoir que celui qu'ils contestent dans l'apparence.

Après une année où le grand désordre iraqien, sur la lancée du pillage généralisé, n'a cessé d'être éclairé par le même genre d'accès de révolte anonyme qui parcourt le monde, les déterminations conservatrices ont fini par reprendre leurs droits. Après avril 2004, une nouvelle période s'ouvre, où les surgissements négatifs n'apparaissent plus que de façon très secondaire, très loin de celle où c'est leur ubiquité et leur grande fréquence qui dominaient. En 2005 nous ne repérons plus que deux jours de faits négatifs, puis cinq en 2006, pour une disparition quasi complète par la suite ; rien du moins qui ne semble percer l'épaisse chape installée. Comme elles sont apparues dès le régime dissous, les mises en scène d'oppositions entre leaders, entre milices, entre communautés, et leurs effets concrets, conquièrent leur place durable au centre des attentions, en même temps colonisées par la débauche terroriste, en attentats de plus en plus rapprochés, sanglants, intercommunautaires, justifiant à leur tour les moyens répressifs les plus expéditifs, dont les éradications miliciennes du genre escadrons de la mort, tandis que vont se succéder les épisodes spectaculaires à l'usage des télévisions du monde, avec, après la capture de Saddam, après la célébration d'al-Sadr, les photos d'Abu Graïb, les égorgements d'otages, la pendaison de Saddam, etc. Là où une énergie extraordinaire s'était libérée, susceptible de prendre la mesure véritable du changement mensonger annoncé, il importe de ne pas l'oublier, quand on sait comment cela a été contenu et combattu sur le terrain, occulté et effacé en direct de la mémoire, pour que de l'Iraq ne s'instaure que l'image symptomatique du chaos au centre du monde, dont les promoteurs mêmes s'autoproclament, pour la galerie, les seuls capables d'y faire rempart.

Haïti

Partant de l'idée qu'en définitive et de façon générale, les gueux irakiens très actifs ne se sont pourtant pas érigés en force principale, on constate que se noue une situation approchante en Haïti, en février-mars 2004.

Ce titre ne lui est pas réservé, mais l'habitude est depuis longtemps consacrée de présenter Haïti comme un des Etats champions dans le club des plus pauvres du monde, suivant la vision misérabiliste standard cultivée par la clique des responsables-mêmes de cette misère, qu'ils jouent à la déplorer ou qu'ils s'en tamponnent. Ce qui s'oublie dans cette simplification, c'est qu'Haïti, au vu des dernières décennies, constitue un des territoires du monde dont les habitants érigent en maîtresse leur insatisfaction à une fréquence et dans des proportions remarquables, de telle sorte qu'on peut se figurer une sorte d'irréductibilité enfouie, éclatant périodiquement en accès dévastateurs assez redoutables, et ce à la mesure inverse de conditions de survie parmi les plus barbares de ce même monde dont les gardiens se targuent de leur civilisation.

Au début de 2004, et ce au moins depuis les derniers mois de l'année qui précède, la contestation grandit à nouveau, qui paraît se focaliser contre le président en place, cet Aristide justement promu aux manettes au tournant des années 1990 pour calmer la révolte d'alors⁵. A intervalles réguliers, les pantins d'une sorte de pôle démocratique d'opposition réclament son départ et sa place. Quoique cette agitation donne lieu à quelques frictions, il semble qu'elle soit bien inoffensive, et qu'ainsi elle aurait pu durer longtemps sans effets. Ceci se passe plutôt dans la partie sud du pays, avec les rues de la capitale Port-au-Prince comme théâtre privilégié.

C'est au nord qu'il faut se diriger pour découvrir d'où la situation a commencé de changer, véritablement. Dans la ville des Gonaïves, dès le mois de septembre 2003 l'assassinat d'un chef de gang, présenté en opposant au régime, a provoqué plusieurs jours d'agitation : il y a à la fois des manifestations et des échanges de tirs. Comme dans la capitale, d'autres rassemblements s'organisent dans les semaines qui suivent et, ce qui apparaît déjà annonciateur de la tournure à venir, le 1^{er} janvier 2004 à Gros-Morne (dans le département de l'Artibonite où se situent Les Gonaïves), une de ces manifestations donne l'occasion d'un saccage de commissariat. Au début du mois de février, c'est encore aux Gonaïves qu'un deuxième commissariat est pris pour cible, cette fois par un groupe armé, auquel des habitants emboîtent le pas pour finir de le dévaster. C'est alors le lancement d'un mouvement de rébellion qui s'étend les jours suivants à une multitude d'autres villes, du Nord d'abord, et que les très très faibles effectifs de la police gouvernementale ne parviennent à contenir ou repousser qu'en quelques points seulement. Au contraire, la tendance tout au long du mois est celle d'une amplification quasi-continue, qui ne trouvera son terme officiel que dans l'atteinte de l'objectif du renversement d'Aristide, en effet contraint à la démission et à l'exil à la fin février.

Dans ce mouvement, trois ensembles d'acteurs principaux se détachent⁶ : les « rebelles » constitués en groupes armés, aux ordres de leurs chefs respectifs (tel le frère du chef de gang assassiné aux Gonaïves en septembre 2003), alliés de circonstance plutôt en concurrence que composant un mouvement unitaire, et dont les premiers assauts ont ce mérite de rendre enfin effectif ce qui n'a été que projeté jusque-là, à savoir réaliser le renversement d'Aristide ; le camp de ce dernier, ses flics et ses supporters, militants du parti Lavalas et autres Chimères ; enfin, l'ensemble indistinct des gueux, dont une majorité partageant sans doute la même aversion contre le président, et qui va prendre part à l'événement pour lui donner sa véritable consistance, quoique d'une façon plus souterraine que s'il menait la danse aux avant-postes.

5. Chassé dès 1991 par un coup d'état militaire, il revient au pouvoir entre 1994 et 1996, avant sa réélection en 2000 – Préval, premier ministre d'Aristide en 1991, a quant à lui été réélu président en 2006, après avoir occupé le poste entre 1996 et 2000.

6. Les chefs et les partisans du pôle démocrate n'ont été que quantité négligeable, dans la mesure où leur participation n'a surtout consisté qu'à déplorer les dérives d'une situation condamnée pour sa violence et ses excès, contraires à leurs aspirations pacifistes et légalistes, pour n'être utiles enfin qu'au règlement institutionnel de la crise.

Car au sujet de cet événement parmi les plus amples des dernières années, (pour ce qui est de sa durée, du nombre supposé de personnes impliquées, et de l'étendue des pillages notamment), des doutes importants subsistent, ressentis dès sa survenue, quant au degré de cette sorte d'autonomie qu'aurait conquise la masse des révoltés à l'assaut. A l'exemple du premier acte des Gonaïves au début février, et dans l'idée que ce schéma se serait maintes fois répété, il semble que sans les actions d'abord menées par tel ou tel groupe armé, l'implication plus large d'habitants n'aurait pas eu lieu, et qu'à mesure que les troubles gagnaient le pays entier, l'ensemble de leurs participants serait demeuré au second plan, bien qu'il ait fourni en même temps la seule force déterminante pour créer le danger le plus grand.

Mais il ne s'agit pas pour autant d'accréditer la thèse développée par les informateurs ennemis de toute révolte, qui ne se sont pas privés d'accorder leurs faveurs à la rébellion armée, plaçant ses chefs et leurs sbires au centre de leurs images et au cœur de leurs gros titres, comme ils réduisaient les affrontements de rue entre seuls partisans et opposants d'Aristide, occultant par là ce qui s'est tout de même montré dans les actes les plus radicaux.

Car pendant un mois entier, les insatisfaits d'Haïti sont une nouvelle fois sortis d'où on voudrait bien qu'ils continuent de pourrir sans moufter, cantonnés à cette représentation plus récente, et bien plus tranquillissante, de mangeurs de terre victimes fatales d'ouragans à répétition. A cet instant du monde, ils ont au contraire accédé au statut d'humains parmi les moins entravés, parmi les moins asservis. Libérés dans le saccage et l'incendie des commissariats, dans la vengeance contre les kapos du régime, dans l'éventration des murs de prisons, dans la généralisation du pillage contre l'aumône humanitaire et toutes les propriétés ennemies rencontrées sur leur passage – pillages par lesquels s'est d'ailleurs clairement éprouvée la division avec les rebelles armés, qui s'empressèrent de se substituer aux flics loyalistes en débandade, pour imposer leur propre contrôle sur la marchandise. A la suite des villes du Nord dans la première moitié de février, en passant par Cap-Haïtien à l'occasion de sa « prise » les 22-23, le summum du pillage est atteint au cœur de la capitale dans les derniers jours du mois, et ce n'est pas l'opération gestionnaire de l'éviction d'Aristide qui l'arrête. Il faudra que ses concepteurs étrangers, nord-américains et européens, se résolvent à intervenir militairement pour contenir ce qui n'est décidément plus supportable. A partir de début mars, la tendance se confirme d'une descente progressive, en parallèle de la difficile reconquête des rues par les soldats occidentaux, que suppléeront par la suite des contingents de la police onusienne.

Entre les mois de septembre et décembre de cette même année 2004, on constatera à plusieurs reprises des preuves possibles que ce retour à l'ordre serait contesté, du moins qu'il n'est obtenu qu'à grand peine, dans des sortes de soubresauts du mouvement de février-mars, cette fois concentrés dans les bidonvilles de la capitale, ou principalement provoqués depuis ceux-ci.

Enfin, il faut remarquer que l'Etat haïtien ne partage de frontière qu'avec son voisin de la République dominicaine, les deux divisant la même île caribéenne. En février-mars 2004, nous n'avons relevé aucune trace d'une contagion directe par cette voie, tandis que les gestionnaires dominicains décidèrent de leur côté, le long de cette frontière, le doublement de leurs effectifs militaires. Il faut dire que depuis l'été 2003, au prétexte de pénuries d'énergie, puis en novembre 2003 et janvier 2004, à l'occasion de journées de grève générale, leurs propres administrés avaient démontré que leurs semblables haïtiens ne possèdent pas le monopole de la colère sur l'île d'Hispaniola, en plusieurs rounds d'affrontements contre les flics étendus à plusieurs villes à chaque fois.

Serbie et Monténégro⁷

Avec les cas iraquien et haïtien, et d'une façon qui en diffère, 2004 révèle d'autres limites du désordre, celles-là plus rédhibitoires, à tel point qu'elles mettent en question l'effectivité même du négatif initialement supposée, à l'étape du recueil de l'information. La pertinence des critères de repérage est

7. Comme le montre le jugement porté ici, le descriptif sur cet événement, dans la chronologie générale, aurait dû être accompagné du sigle « ≈ ».

mise à l'épreuve, et le traitement en détail rendu plus que jamais nécessaire. Plus largement, ou de façon plus fondamentale, la réflexion s'approfondit, dans la confrontation entre nos présupposés, nos partis pris, et certains des faits portés à notre connaissance. La volonté de soutenir publiquement ce qui ne l'est pas, d'en combattre la gestion de l'oubli ou de la déconsidération, cherche à s'appuyer sur ce qui survient, et à y vérifier sa pertinence ; mais ce qui survient peut aussi s'avérer ne pas le permettre, au contraire. Tout en prenant parti dans le débat, contre des oppositions conflictuelles dont nous n'estimons pas que leurs enjeux centraux, tant qu'ils le demeurent, offrent quelque perspective que ce soit au renforcement de la révolte, il s'agit tout de même de rendre compte de ce qui est apparu dans le champ de l'observation, comme trait du monde à ce moment.

A la mi-mars 2004, dans l'Etat qui rassemble encore Serbie et Monténégro, deux faits divers mortels, présentés comme mettant aux prises des Serbes et des Albanais du Kosovo, sont le point de départ d'environ une semaine de tensions violentes, tel que l'indiquent les bilans matériels, de lieux de culte et de maisons saccagés par dizaines, et humains, de centaines de blessés et d'une trentaine de morts. Les affrontements et les destructions s'étendent à plusieurs villes de la province encore administrée par l'ONU – en place depuis l'intervention militaire occidentale de 1999 contre le conflit armé opposant les séparatistes kosovars aux autorités centrales basées à Belgrade. Avec le concours de cette pacification répressive, le même différend demeure, imprégné dans le décor du quotidien.

Au premier abord, l'événement prend les allures de ce que nous nommerions un soulèvement. Car ce sont bien des anonymes qui semblent sortir des gonds du quotidien, sans organisation ni planification préalables, et l'une des orientations qu'ils se donneraient consiste à mettre dans leur viseur tout flic, local, onusien, de l'OTAN, qui se dresse sur leur passage, notamment au cours de cette journée la plus intense du 17 mars 2004, à Mitrovica et Pristina. Alors, on serait tenté d'y déceler le dessin d'une perspective critique fort attirante, lorsque les chargés de la gestion de la division ethnique sont attaqués avec le plus de véhémence.

Mais, à y regarder de plus près, ce sont plutôt les agressions réciproques, suivant une logique de représailles contre le voisin honni, qui constituent l'essentiel de ce qui a lieu. Le contexte régional paraît peser de tout son poids, avec en quelque sorte le même effet qu'aurait une organisation ou une planification préalables. Dans cette dispute, qui certes se mène en actes collectifs et offensifs, il paraît surtout que la colère par là dédoublée s'annule, en se focalisant pour les uns sur ce que représentent les autres, et vice-versa. Dès lors, les flics et soldats visés le seraient plutôt de façon secondaire, en tant qu'arbitre dont les interpositions ne font que gêner la partie, et pour leur majorité les autres cibles semblent l'être pour l'appartenance qu'elles symbolisent, en tant que personnes tabassées, maisons et lieux de culte démolis et incendiés. Cela semble la tendance dominante jusque dans les actes d'une rupture finalement illusoire ; d'autant que la majorité des assauts et des destructions commis le sont contre les habitants serbes en situation minoritaire sur ce territoire, ce qui accrédite encore l'idée qu'il s'est agi d'une sorte de pogrom plutôt qu'autre chose.

Ambon

A une distance d'à peu près un mois après le Kosovo, c'est à Ambon, ville de l'archipel indonésien des Moluques, qu'on observe une situation ressemblante. Les Albanais/Serbes sont remplacés par d'autres chrétiens/musulmans, séparés au quotidien dans des quartiers réservés, avec en arrière-fond la mémoire récente d'un conflit sectaire armé ayant provoqué des centaines de tués, officiellement clôt en 2002, qui a également conduit à l'installation de troupes de l'ONU. Le 25 avril 2004, une commémoration par quelques militants séparatistes provoque les premiers troubles, qui dureront au moins quatre jours suivant une décrue progressive, en parallèle du déploiement rapide et important de flics et militaires chargés de les contenir ; pour un bilan total de près d'une quarantaine de tués, dont la responsabilité incertaine paraît en tout cas partagée entre flics, anonymes en bagarre, « snipers » non identifiés (probables instruments de l'Etat). Toutefois, et si cette dimension n'est pas exclusive comme en témoigne le choix de cibles gouvernementale ou onusienne, il semble bien que la plupart des destructions et des affrontements creuse et confirme l'opposition entre groupes d'habitants identifiés suivant leurs confessions respectives, plus que ces actes n'en suggéreraient un dépassement possible.

Pour nombre des participants, identifiés en « gangs » de jeunes, le déclenchement du désordre offre une belle occasion de faire montre de leur vigueur et de leur envie d'en découdre, mais dans ce qui prendrait surtout la tournure d'un défouloir où les coups portés et échangés enferment et emprisonnent, bien davantage qu'ils n'ouvriraient des brèches dans l'ordre établi.

Comme pour la Serbie et Monténégro, au sujet d'Ambon les informateurs professionnels ont évidemment insisté sur les divisions identitaires et religieuses, tant ils y trouvent matière excellente pour confirmer l'un de leurs principaux préjugés à propos des manifestations conflictuelles dans le monde. La règle est toujours à la simplification et à la particularisation, qui séparent et excluent, par la négation et l'annihilation de tout germe, de toute portée critique radicale, c'est-à-dire d'une envergure extensible au monde. Contre ce parti pris conservateur, nous parions au contraire sur l'unité potentielle mise en jeu dans la diversité des situations rencontrées, du moment qu'elles paraissent envahissements colériques des rues par des pauvres anonymes. Par conséquent, si de ce point de vue contradictoire par principe nous partons de ce que nous indique l'instrument d'observation ajusté dans ce but, il s'agit, au-delà de la convergence posée a priori, de mesurer de la façon la plus juste l'intérêt de ce qui a lieu à chaque fois, ce qui domine dans les actes, le sens qui les oriente, et qu'ils découvrent. Dans leur ensemble, il faut se figurer les situations relatées dans cet exposé comme autant de contributions au même débat : de là, il nous paraît que celles proposées à Ambon et au Kosovo, en 2004, ont davantage pour effet d'en parasiter la position et l'approfondissement possibles. Parce que, sous l'influence de trop pesantes motivations conservatrices, leurs auteurs s'affrontant entre eux se répriment mutuellement. Ce faisant, ils confirment ce qu'on pourrait nommer des divisions rétrogrades, au regard de ce qui est proposé par ailleurs, dans le même monde et dans le même temps. Où l'on voit, selon nous, que tout dérèglement provoqué par des pauvres en colère ne signifie pas pour autant l'ouverture sur du neuf, et qu'il serait abusif d'en louer une qualité négative seulement apparente, qui ne résiste pas à son examen plus poussé. Tout désordre ne dérange pas l'ordre, dans ce genre de cas il paraît surtout qu'il sert son maintien. Même si, face à de telles situations où des pauvres prennent l'initiative de mener leur propre dispute, ils en sont aussi réprimés.

Liberia, Côte d'Ivoire

Avec le Liberia à la fin du mois d'octobre 2004, et la Côte d'Ivoire dans la foulée, plusieurs jours au début du mois suivant, une certaine intensité de la révolte commence de se manifester à l'ouest de l'Afrique subsaharienne. Outre le Nigeria et la République Démocratique du Congo, dont il sera question plus loin en raison de certaines spécificités, ce sont là, dans le champ de l'observation, les premiers signes de ce qui va se révéler un bouillonnement continental remarquable, si ce n'est ascendant. Cependant, les situations sur ces deux terrains sont empreintes d'une certaine confusion, du fait de la clôture récente de la guerre civile et de divisions ethnico-religieuses au Liberia, et de l'instauration en Côte d'Ivoire, à partir de 2002, d'une guerre civile plus ou moins larvée, arbitrée par l'Etat français. Aucune des situations relevées par la suite à l'intérieur de ces deux Etats n'a semble-t-il atteint les intensités relatives de cet automne 2004.

La fin de la guerre civile au Liberia a libéré ceux qu'elle enrégimentait et, tandis qu'un programme de désarmement était censé se terminer au 31 octobre, l'inattendu changement de situation a obligé les flics onusiens à s'activer tout autrement, pour désarmer l'émeute. Eclatant le 28 octobre, celle-ci dure jusqu'au lendemain, voire jusqu'au 31, paraissant se propager depuis la périphérie de la capitale Monrovia jusqu'en son centre. Comme une dispute entre chrétiens et musulmans a apparemment constitué son déclencheur, ce point de départ s'est retrouvé inscrit, dégoulinant, dans les titres de l'information privilégiant la relation des destructions contre les lieux de culte. Mais, d'une façon plus nette qu'à Ambon, ce qui a eu lieu échappe à cette réduction, dans ce qui a plutôt été un gros bordel créé par des jeunes furieux, armés de bâtons et de pierres, qui s'en sont pris à la prison centrale, provoquant des évasions, et qui ont aussi bien cassé maisons de ministres et commerces.

A peine quelques jours plus tard, on s'échauffe chez le voisin ivoirien, pendant cinq jours au moins, à Abidjan principalement. A la suite de la constitution d'une rébellion armée dans sa partie nord à l'automne 2002, le pays se trouve coupé en deux, avec l'interposition militarisée de l'armée française

puis onusienne, installée courant 2003. Dès janvier de cette année, une fois la rébellion nordiste officialisée par les accords signés sous l'égide de l'ancien colon, des manifestations anti-françaises sont organisées à Abidjan, et par la suite, la concurrence entre les deux camps étatiques demeure déterminante. Comme fin mars 2004 où les manifestations appelées par l'opposition au régime, durant lesquelles on s'est affronté avec les flics, ont été violemment réprimées (avec un bilan officiel de plusieurs centaines de tués), puis en ce mois de novembre, pour ce qui paraît le désordre à portée négative le plus conséquent, le plus intense. Le 4, des « patriotes » (groupe milicien du type de ceux dont savent user les gestionnaires pour contrôler les jeunes désœuvrés) lancent les hostilités, ou plutôt les répètent, dans des attaques orientées contre des journaux d'opposition et l'ONU. Deux jours plus tard, alors que l'armée française vient de détruire les forces aériennes ivoiriennes en représailles de l'attaque d'un de ses camps, la situation prend une autre tournure. Ils sont désormais des milliers à laisser libre cours à leur rage, avec une grande prédilection pour tout symbole et propriété français, pillés et saccagés, tandis qu'une immense mutinerie se solde par l'évasion de 4 000 prisonniers. La confrontation avec les militaires français est brutale, ces derniers ne lésinant pas sur la mitraille : officiellement, à l'issue de quatre jours d'affrontements, les bilans ivoiriens comptabilisent 57 morts et 2 226 blessés. Au vu de l'ambiance préalable dans laquelle ils se sont inscrits, il paraît plutôt que ces troubles en ont confirmé les déterminations, telles qu'elles profitent plus qu'autre chose au régime local. Dans les temps ultérieurs, il n'est pas apparu que cette espèce de clôture contextuelle, et son action préventive, auraient été dépassées. Pourtant, en ces jours de novembre 2004, à l'instar de ce qui s'observe plus généralement en Afrique et dans le monde, des mises en cause pratiques ont bien été ébauchées, à la fois contre l'arbitrage occidental, contre les investisseurs étrangers du néo-colonialisme, et peut-être même contre ce genre d'oppositions conflictuelles seulement fondées sur les concurrences entre hommes de pouvoir.

Autres principaux constats

Que ce soit au Nigeria, en Inde, en Chine, à savoir sur le territoire le plus peuplé d'Afrique (au moins 130 millions d'habitants, dont environ 40 pour cent de moins de quinze ans), et les deux plus peuplés du monde (1,15 et 1,33 milliards environ), dès les débuts de l'observatoire les preuves de tensions sociales y ont rapidement paru dans une présence et une fréquence remarquables. Même si, à l'examiner de plus près, il faut encore insister sur l'aspect éclaté de la somme des faits nombreux, plutôt que sur leur unité et leur convergence.

D'autres situations générales ne seront pas ainsi sondées, pour l'instant, qui pourraient pourtant le mériter, car la présence de la révolte, en 2003 et 2004, s'y est aussi montrée davantage, tel qu'au Bangladesh, au Népal, au Pakistan. Ceci parce que, à l'intérieur de ces territoires, les batailles prépondérantes ont été livrées plus récemment. En dépit de l'agitation qui les traverse et dont les preuves ont continué de s'accumuler après 2004, avec des variations dont les aspects respectifs seront aussi signalés le cas échéant, les Etats nigérian, indien et chinois partagent ce point commun que jusqu'ici, de tels apogées n'y ont pas été atteints, au sens où leurs pouvoirs centraux auraient été touchés au cœur.

Nigeria

A l'étape du traitement élémentaire de l'information détournée entre 2003 et 2006, le Nigeria se situe au troisième rang des Etats les plus touchés par la révolte, avec 67 jours de faits négatifs, derrière l'Iraq (83, concentrés sur 2003 et 2004) et l'Inde (79) ; avec, après ces trois Etats principaux, l'Algérie (47), la Chine (46), le Pakistan (45), Haïti (41, concentrés sur 2004), le Bangladesh (37), la Bolivie (36,

concentrés sur 2003), l'Iran (29). De ce point de vue, le Nigeria représente une exception dans l'Afrique subsaharienne, où une certaine régularité de la révolte s'est aussi montrée, mais bien en deçà, en Côte d'Ivoire (19), au Kenya (16), en RDC (15), en Afrique du Sud (14), au Soudan (13), en Ethiopie et au Togo (10 pour chaque).

Après examen plus approfondi, il a été nécessaire de tempérer cette impression première qu'au Nigeria les accès de révolte en série signifieraient une dangerosité à la mesure de leur fréquence. Ceci dit, il importe de souligner les aspects d'une vivacité négative, d'un tumulte, quasi permanents, qui font de cet espace africain l'un des viviers du monde où l'indiscipline règne.

Si l'agitation sociale y apparaît forte et remarquable, elle se manifeste surtout dans une somme de faits localisés, séparés les uns des autres, à l'image de l'Inde par exemple, les deux pays partageant ce point commun de leur organisation en fédération d'Etats nombreux, plus d'une trentaine au Nigeria, dans un découpage ayant pour effet que ce qui a lieu à l'intérieur de chaque portion du territoire peut facilement se voir renvoyé à des particularismes tout opportuns. Autre point commun, le processus du recueil de l'information passe par le biais des publications locales anglophones, ce qui multiplie l'accession de faits mineurs à la visibilité, au sujet desquels le jugement n'est pas aisé, du moins tant qu'on demeure dans un certain éloignement par rapport aux contextes locaux, présumés connus dans ce que livre ce genre de médias.

On peut définir une partition schématique du pays en trois grands ensembles : le Nord, principalement musulman, dont les grandes villes sont Kano, Katsina, Kaduna ; le pays dit Yorouba, au sud-ouest, religieusement diversifié parce que très urbanisé, où se situent Ibadan, Ado-Etiki, et Lagos ; celui sud/sud-est, dit Ibo et considéré comme chrétien, ancien Biafra, et qui borde le Delta du Niger où se concentre la production pétrolière, autour de la ville de Port-Harcourt. Schématique, parce qu'évidemment, si on s'en approche de plus près, les divisions se diversifient dans beaucoup plus de nuances qui cohabitent à peu près partout maintenant. A première vue, ces tendances déterminent les cadres dans lesquels les débuts de révolte se produisent.

Dans la représentation dominante, le Nigeria est surtout connu comme un grand producteur de pétrole, ce qui est rappelé à l'occasion des rapt et attaques en série subis par des employés et installations d'entreprises étrangères. Derrière l'image exclusive de criminalité, des groupes armés maintiennent une instabilité permanente, sans qu'on puisse toutefois s'assurer que cette possible sédition contre l'Etat se fasse autrement que sous l'égide de chefs et financiers. Au propre comme au figuré, la zone du Delta paraît un bourbier. Si les multinationales des hydrocarbures en pâtissent parfois, force est de constater que c'est la majorité des pauvres qui en fait les frais. Majorité surveillée sous les coups d'une forte répression militaire, l'armée y dominant le pouvoir, auquel il faut ajouter l'emploi savant de l'ingrédient ethnique.

Au nord, l'impression médiatique donnée correspond à un phénomène de récurrence des violences interreligieuses et communautaires, particulièrement depuis l'instauration de la charia dans plusieurs des Etats septentrionaux, à la fin des années 1990. Certains troubles accèdent à la célébrité mondiale : pour ce faire, ils se doivent d'être les plus meurtriers, ce qui se produit assez souvent en effet, et surtout, que cette débauche sanglante puisse dépendre du fondamentalisme religieux, chrétien mais surtout musulman, comme ce fut le cas à la fin de l'année 2002, avec les « émeutes » déclenchées par les propos d'un journaliste à l'occasion du concours Miss Monde. Mais les lourds bilans humains décomptés à l'issue de ce type de faits, trop vite imputés à l'intégrisme censé guider la folie des anonymes, peuvent généralement être compris, à froid, comme le résultat de la répression.⁸

Outre le morcellement territorial et la prégnance des divisions ethniques et religieuses, en termes de contrôle général, le Nigeria demeure sous la coupe d'un régime fortement centralisé, qui sait jouer de la redistribution des bénéfices de la manne pétrolière, dans un mode de gestion parmi les plus corrompus. Dans leurs récentes évolutions, les multiples organismes locaux d'embrigadement des pauvres, dont les jeunes qui représentent la majorité de la population, canalisent fortement les élans négatifs, qu'on y joue là aussi sur les identités tribales, qu'on les mettent au service de partis politiques. Plus ou moins contrôlables, milices armées et groupes de « vigilantes » évoluent à travers un pays où

8. Ce fut ainsi le cas à propos de Jos fin novembre 2008, où l'on apprit moins d'un mois plus tard que sur les 200 à 300 personnes tuées, dans les violences dites intercommunautaires, au moins 90 l'auraient été au cours d'« exécutions sommaires » par les forces étatiques.

les frontières de la légalité sont rendues floues par la corruption endémique, ce qui laisse parfois le doute sur les faits négatifs supposés, sur qui agit et comment.

Cependant, plusieurs situations montrent bien comment, du côté de la masse des anonymes, on s'active pour d'autres motifs que ceux communément mis en avant. S'il y a en effet du religieux, de la lutte et du banditisme armés, ces modélisations ne peuvent pas s'appliquer à des situations qui les débordent et les démentent, dans une potentialité négative qui ne colle plus avec les limitations nigérianes typiques : comme à Kazaure le 18 novembre 2003, où l'émeute « antichrétienne » démolit également des propriétés de l'imam local, comme les émeutes contre des chefs locaux au sud-ouest, tel qu'à Sagamu à la mi-mars de la même année, ou lorsque des appels à la grève générale, contre la hausse des prix fin juin début juillet, puis en 2004, ont été l'occasion de plus nettes frictions entre furieux de la rue et répresseurs en uniformes. Signalons également les émeutes initiées par les okada riders, ces transporteurs à moto, qui font déjà parler d'eux en février 2004 à Osogbo où le député gouverneur échappe de peu à leur colère, et plus significativement encore le 13 juin de la même année à Ipetu-Ijesa où ce sont les propriétés policières qui sont attaquées durant deux jours de tension. A travers eux, se montre aussi l'hostilité répandue vis-à-vis de flics qui ont fait du racket de tout ce qui circule leur principale activité.

Tandis que, comme notre emploi du sigle « ≈ » l'indiquait dans la chronologie, nombre de faits potentiellement négatifs repérés en 2004 demeurent sujets à caution, du changement a percé dans les temps ultérieurs. En 2005, la critique en actes se montrera sous un jour moins équivoque, dans une série d'actes contre la police, accompagnant l'élan porté en plusieurs autres endroits du globe.

Inde

Entre 2003 et 2006, une situation de révolte se détache en Inde, dans l'Etat du Manipur à l'été 2004, déjà secoué trois ans plus tôt. Alors, à l'issue d'une grève générale en contestation d'un accord entre le gouvernement et un vieux mouvement séparatiste, dénoncé pour porter préjudice à l'intégrité du Manipur, des milliers s'émurent le 18 juin 2001, à Imphal principalement, attaquant et incendiant des bâtiments gouvernementaux, parmi lesquels l'assemblée législative locale, des sièges de partis et des propriétés de gestionnaires. Les tirs des flics firent une quinzaine de morts et une cinquantaine de blessés, au moins.

Peu peuplé, ne comptant que deux millions d'habitants environ, le Manipur se situe aux confins nord-orientaux du pays, dans la petite mosaïque d'Etats dont l'ensemble enclavé entoure lui-même le Bangladesh. Par rapport à la révolte en Inde telle que nous avons commencé de l'observer, le mouvement du Manipur se singularise par son déroulement, par sa durée et par sa forme, la spécificité de cette situation se trouvant renforcée par la situation de l'Etat à l'intérieur de l'Union.

En juillet 2004, c'est une énième exaction répressive qui met le feu aux poudres, à l'intérieur d'un territoire sous régime policier spécial depuis plus de deux décennies, et à l'instar des autres Etats du Nord-Est du pays où ce genre de mesures d'exception paraît bien plutôt la règle. A la suite d'une arrestation terminée en exécution sommaire, la vindicte se concentre contre le corps paramilitaire des Assam Rifles, et elle va au moins s'étendre aux symboles et aux responsables du pouvoir local. Le 17 ou le 18 juillet, plusieurs bureaux gouvernementaux sont incendiés, tandis que sous diverses formes et pendant un mois entier, les rassemblements et manifestations se font quotidiens, dans Imphal et ses alentours. Si à plusieurs reprises le défi aux flics et au pouvoir est l'occasion de confrontations, la réaction répressive paraît plus mesurée, du moins plus prudente, qu'en 2001. On ne compte que deux morts du côté des protestataires, quoique s'y ajoutent des blessés par dizaines. Il semble que l'entente globale se fasse sur des modes d'actions où l'occupation des rues quasi permanente, massive et décidée, constitue le moyen de pression principal. Par exemple, des manifestants, par dizaines aux abords de commissariats, exigent qu'on les arrête. Proche de situations plus couramment observées en Amérique latine, le mouvement apparaît pour avoir été en partie mené sous l'égide d'une association de diverses organisations sociales préexistantes, non sans que deux tendances s'affrontent, d'un côté celle de sa spontanéité unanime initiale, de l'autre celle de ses prétendants à la contrôler, cette

dernière ayant paru l'emporter finalement, lorsque le mouvement, après un dernier accès plus offensif à la mi-août, s'est clôt dans l'appel officiel à son arrêt.

L'événement au Manipur demeure spécial d'une autre façon, parce qu'il n'a pas bénéficié d'une grande attention de la part des informateurs indiens, encore moins étrangers. Les uns et les autres privilégient la relation des nombreuses disputes dites intercommunautaires, où sont principalement opposés hindous majoritaires et musulmans minoritaires, ainsi divisés et désignés à l'image de la partition de la population nationale. Environ 150 millions d'Indiens sont recensés comme des musulmans, dont la moitié dans les trois Etats du Nord bordant le Népal et le Bangladesh, Uttar Pradesh, Bihar, et Bengale Occidental – le Jammu et Cachemire étant le seul où les musulmans sont majoritaires. A la façon du Nigeria, les médias locaux anglophones constituent les sources principales, avec ce même résultat que sont portés à la connaissance beaucoup d'actes mineurs, parmi lesquels un nombre conséquent empreint de la dimension conflictuelle communautariste. Prétextes et motivations expliqués ne font que confirmer son ancrage primordial, qu'en particulier le BJP, principal parti nationaliste hindou, encourage à son profit ; de même que des discoureurs plus spécialisés, universitaires, s'emploient à la consacrer. Dans cette entreprise, tous ceux-là s'appuient sur des événements sélectionnés dont ils psalmodient le rappel. Dans ce spectacle, l'épisode récent le plus marquant s'est joué en 2002 dans l'Etat du Gujarat – justement gouverné par un BJP tendance dure, depuis soupçonné d'avoir encouragé voire planifié ce qui furent semble-t-il des pogroms avérés. Sans doute à la suite d'une altercation entre militants ou pèlerins hindouistes et marchands musulmans dans la ville de Godhra, l'incendie meurtrier d'un train fut le point de départ d'attaques concentrées contre des musulmans, soldées par un total de 850 morts, peut-être 2 000. Déjà au début des années 1990, au prétexte de revendications concurrentes sur la propriété d'un lieu sacré à Ayodhya (en particulier portées par le BJP qui scella sa montée en grade à ce moment), des « émeutes » s'ensuivirent en série. Elles firent elles-mêmes autour de 1 500 morts mais, au contraire de 2002, l'influence intercommunautaire pourrait avoir été dépassée dans le sens de l'émeute moderne mondiale.

Pour ce qui nous concerne, dans l'ensemble des situations relevées entre 2003 et 2006, une quinzaine au moins, pour les plus fortes, contredit la représentation univoque et dominante. C'est-à-dire que si elles ont bien lieu en Inde, elles n'ont rien à voir avec la division religieuse. Et de celle-ci, l'évidence préjugée est également mise à mal dans des situations dont l'extension renvoie leur commencement allégué à son caractère dérisoire. Si par exemple, ce n'est pas si sûr à propos de Mau en octobre 2005, en revanche la révolte de Veraval fin juillet 2004, en plein Gujarat et simultanée au mouvement de rébellion du Manipur, a paru ruer de façon bien plus nette dans les brancards du communautarisme, qu'il soit sectaire ou pacifiste. Dans de tels actes, l'habituel laïus tentant de se répandre à partir du prétexte est démonté, d'une part lorsque des affrontements entre groupes on se déporte contre les flics, d'autre part lorsque l'intensification des destructions du décor alentour porte forcément au-delà.

En Inde, les désordres offensifs sont capables de s'étendre plusieurs jours, à plusieurs quartiers d'une même ville, à des districts limitrophes, et quel que soit l'élément déclencheur, que la colère éclate contre des agissements de flics, suite à des accidents routiers, au prétexte de disputes politiques ou religieuses, face à l'incurie étatique à l'occasion d'inondations répétées, la communauté s'affiche dans des actes souvent vigoureux, punis par des flics à la gâchette facile. Mais dans une ressemblance qui se prolonge avec le Nigeria, les bouffées de la révolte ne s'amplifient pas, et elles paraissent d'autant plus séparées par le morcellement territorial du vaste pays.

Chine

Au mensonge du projet communiste, les gestionnaires chinois ont désormais substitué les visées que le monde de la marchandise les a contraints d'adopter, non sans qu'ils s'enthousiasment à la perspective des intérêts à tirer, grâce à l'usage possible de la masse des humains sous leur coupe. Mais dans ce changement, ce qui justifiait les méthodes du contrôle jusque-là opéré a laissé la place à l'absence du sens, sinon celui, si l'on peut dire, du délire de l'expansion marchande industrielle, qui paraît aussi supérieurement brutale, par rapport à ce qu'a été sa progression entre les 19^{ème} et 20^{ème} siècles, qu'est plus grande et peuplée la Chine par rapport aux Etats occidentaux où elle s'était alors initiée, avant de s'y accomplir.

Pour démontrer à quel point les représentations dominantes sur le monde sont sélectives, pour souligner quelle étendue complexe se trouve par là dissimulée, le cas de la Chine apparaît exemplaire. D'abord, le constat élémentaire de la vivacité du négatif invalide ce piètre lieu commun, qui voudrait que l'essentiel n'y tourne qu'autour du développement économique en accéléré. Ce n'est là que la triste vue des commentateurs assermentés et de leurs spectateurs mystifiés, dont la diffusion n'a d'égale que l'ignorance sur laquelle elle prospère. Parler de la révolte en Chine, ce n'est pas se focaliser par militantisme humanitaire sur le Tibet, c'est montrer, contre ceux qui n'ont à l'esprit sclérosé que leur croyance économiste, qu'ils craignent la « machine » chinoise ou qu'ils en fassent l'apologie, ce qu'on peut se figurer comme un revers de la médaille de cette accélération récente, aussi bien occulté par les beaux discoureurs dominants que par les gestionnaires chinois. Depuis un moment déjà, les carcans staliniens ploient sous des influences extérieures qui ne se maîtrisent ni ne se dissimulent plus si facilement, au contraire de l'époque où les bureaucrates chinois avaient tout loisir d'opposer leur peuple au reste du monde, entretenant par là une certaine adhésion en leur faveur. Si comme partout, l'accès au mode de survie de la marchandise intégrée y sert bien sûr de carotte, pour l'instant il miroite surtout. Massivement, on ne récolte que les conséquences les plus néfastes de cette intégration forcée, non sans s'y montrer rétifs.

Le jugement sur les révoltes en Chine est spécialement difficile. Le même phénomène d'évolution générale a modifié la visibilité sur ce qui a lieu, qui est à la fois élargie mais demeure soumise aux fluctuations d'un contrôle étatique tout de même serré, à l'exemple de l'Iran. En comparaison de la majorité des autres lieux, les informations sur les faits et les actes demeurent toujours ténues. Quelques traces et indices révèlent une agitation déjà présente dans les années qui précèdent 2003. En février 2000 à Yangjiazhangzi dans le Liaoning, 20 000 mineurs se confrontent aux flics à la fermeture forcée de leur mine, dans une période où ce genre de mesures paraît contesté ailleurs dans le pays, tel qu'au Sichuan où d'autres mineurs bloquent des voies ferrées. En juin 2002, une « three-day textile workers riot » est rapportée dans la province de Guangdong, qui aurait impliqué des milliers de personnes et fait des douzaines de blessés. Par ailleurs, déjà depuis le tournant des années 2000, puis à l'occasion des situations relatives à partir de 2003, des journalistes se réfèrent à des rapports allant dans ce sens, d'une agitation très vivace qu'on devine, plus qu'on ne peut l'affirmer, permanente voire croissante depuis plusieurs années – même si la méfiance s'impose quant aux critères d'estimation utilisés, sur la base desquels il est recensé des « social unrests » par milliers chaque année, sachant que cette mise en avant est aussi motivée par la condamnation a priori du mauvais régime chinois. Il est néanmoins très probable que la connaissance des dernières années ne permette de percevoir que la partie émergée de l'iceberg.

Dans l'ensemble des cas que nous avons relevés entre 2003 et 2006, pour ce qui concerne ceux jugés les plus forts c'est-à-dire repérés en gras dans la chronologie générale, plus de la moitié des provinces chinoises sont concernées, toutes situées dans la partie orientale du pays, c'est-à-dire là où se concentre la majorité de la population. Dans cet ensemble, on peut remarquer que deux provinces se détachent. La première, avec cinq événements de cet ordre, est celle du Guangdong sur la côte du Sud-Est, qui compte plus de 80 millions d'habitants, où se situe Canton (ou Guangzhou) et la presqu'île de Hong Kong, et qui fut la première zone d'ouverture à la circulation marchande mondiale, avec l'instauration de zones économiques spéciales dès 1980. La seconde est celle du Zhejiang, située sur la côte orientale au sud de Shanghai, qui compte près de 50 millions d'habitants, avec quatre événements, dont trois survenus entre avril et l'été 2005, tous liés à la contestation de la pollution industrielle.

Sous ses formes les plus explosives et virulentes, la révolte est apparue minoritaire de la part d'acteurs du genre des « workers » de juin 2002. Si les mêmes transformations de la campagne agissent sur la constitution des zones urbaines, en particulier par le transbahutage des contingents de travailleurs migrants, nous n'avons relevé qu'un cas notable où de tels acteurs interviennent, en décembre 2004 dans le Guangdong, et dans une situation où il n'est pas d'abord question d'une contestation directement liée aux conditions de travail. Quoique des signes paraissent qu'on s'agite aussi à l'intérieur des usines, tel que le relaient certains intermédiaires ouvriéristes, ce genre d'ateliers du monde ne semble pas avoir connu en Chine de débordement offensif significatif – ce qui constitue un point commun avec l'Inde plus nouvellement industrialisée, où se distingue dans ce registre l'événement de Gurgaon à l'été 2005 – lui-même largement en dessous de l'intensité atteinte par la révolte contre les manufactures au Bangladesh en mai 2006.

En Chine, l'interprétation ethnociste sur les conflits est rare, simplement parce qu'elle n'a quasiment rien sur quoi s'appuyer, du fait de l'unification nationaliste cultivée et défendue par le régime. Si ce n'est récemment, au moment du branle-bas confusionniste sur le Tibet, une telle dimension ne nous est apparue qu'une seule fois, à l'automne 2004 dans la province du Henan où des villageois par centaines se seraient affrontés sur la foi de leurs identités ethniques respectives, et où il est assez certain que ce grand désordre les a aussi portés contre les flics, au moins. L'oscillation entre le bilan étatique, de sept tués dans les affrontements entre pauvres, et ceux officieux, d'au moins le triple, laisse penser que la répression policière a tué également, et peut-être surtout. A propos de la Chine, c'est d'ailleurs une relative exception que cette mention de morts avérés, comme si les gestionnaires locaux avaient globalement adopté des méthodes de répression et de coercition non létales, quoique la nature et la circulation spéciales de l'information obligent aussi à en douter. Dans le cas de la révolte contre le barrage à Hanyuan dans le Sichuan, qui partage avec les affrontements quasi simultanés du Henan cette similarité notable d'une extension de quelques jours, il sembla plus que probable qu'au cours de leurs confrontations répétées avec les flics plusieurs protestataires furent tués (avec même un chiffre en milliers à avoir circulé, invérifiable, sans être tout à fait invraisemblable). Plus de deux ans plus tard, alors qu'on apprendra l'exécution d'un des participants à la contestation de 2004⁹, il ne sera question d'aucun de ces hypothétiques tués.

Au printemps 2003, la Chine nous est d'abord apparue avec l'épidémie du SRAS, dans une série de protestations concentrées dans des régions du Nord-Est, notamment autour de Pékin, localisation plutôt rare en comparaison des faits ultérieurs. Dès cette entrée en matière, c'est l'une des dimensions principales de la révolte en Chine qui s'est annoncée, à savoir la récusation offensive dirigée contre l'iniquité des comportements gestionnaires, d'autant plus manifeste que se disloque l'alibi de l'unité nationale auquel chaque camarade était censé apporter son concours. Que ce soit suite à des « bavures » et des maltraitances, aux soupçons et aux preuves d'une corruption largement répandue, à l'imposition par le haut de décisions indiscutables, les révoltés de Chine se rebellent souvent en s'en prenant directement aux chefs et aux représentants locaux du parti, dont des propriétés sont assiégées, assaillies, saccagées, des flics agressés, parfois battus, certains d'entre eux, ou d'autres ennemis, séquestrés. A l'automne 2004, décidément fertile en agitations de toute sorte (quoique l'éloignement sur le vaste territoire tempère l'effet de la proximité dans le temps), parmi les six situations estimées les plus importantes, trois illustrent cette tendance : le 18 octobre dans la région de Chongqing, le 10 novembre à Jieyang, le 4 décembre à Qinzhou. Et on peut y adjoindre la protestation dans le comté d'Hanyuan, également typique d'un des principaux motifs de révolte, à savoir leur déplacement imposé à des milliers d'habitants au profit de la gestion étatique du territoire. Au-delà de la raison première souvent déclarée, dénonçant des compensations dérisoires, réfutation et subversion tendent aussi à transcender la multiplication locale des frondes antiautoritaires, lorsqu'en plus de s'ériger contre les sbires de bas étage, on refuse de se soumettre à cette « logique » selon laquelle la gestion à grande échelle prévaut, au détriment de ceux dont elle se sert comme des choses, en quantité négligeable.

Il faut dire cependant que pour une grande part, la révolte en Chine se situe dans des zones rurales, et que, lorsqu'elle devient urbaine, elle ne touche quasiment que des villes qu'on peut dire petites ou moyennes, quoique certaines sont tout de même peuplées à hauteur de « grandes » villes d'Europe. Sur l'ensemble des principales situations connues, une seule concerne l'une des nombreuses villes de plus d'un million d'habitants. Il s'agit de Nanchang dans le Jiangxi, qui en compte environ le double, avec en octobre 2006 des troubles d'aspect plutôt inédit, puisque le fait d'une association d'étudiants et de « hooligans ». De même qu'on peut l'estimer pour plusieurs situations d'Amérique latine, comme pour l'Inde et le Bangladesh par exemple, il y aurait de ce fait une limitation certaine des mises en cause survenant dans de tels contextes, ruraux ou semi-urbanisés, au sens où les actes offensifs et leurs portées critiques ignoreraient certains des aspects et des moyens les plus actuels de la domination. En Chine, le pillage demeure très périphérique, quoiqu'on puisse l'expliquer parce que dans la plupart des zones concernées, la marchandise sous sa forme moderne ne s'est pas encore répandue. Mais pour en revenir aux récurrentes disputes sur la terre, qui ont tout de même contraint le régime à l'annonce, en

9. Situation d'alors ainsi résumée : « In a grim postscript to the summer of rural unrest that overtook China two years ago, Chen Tao was executed for "deliberately killing" a riot policeman during the demonstration, when 100,000 farmers staged a sit-in against the building of the 186-metre-high Pubugou dam on the Dadu river in Hanyuan county. The dam was set to flood thousands of people out of their homes and there were complaints that compensation was inadequate. (...) Nearly 10,000 People's Armed Police were sent to the dam site to stop the demonstrations. One policeman was killed. The protests led to a purge of local officials for corruption. The former vice-mayor of Ya'an, Tang Fujin, was accused of accepting 2.5m yuan (£260,000) in bribes. »

2008, de « réformes en milieu rural », on s'y émeut souvent contre les effets des opérations de gestion nécessaires à l'augmentation de la production marchande à destination du monde, dans la perspective d'une critique aux implications des plus actuelles. D'autant qu'à maintes reprises, les interventions des gueux chinois prennent très vite la proportion de ce qu'on peut se figurer comme des émeutes massives, où par milliers on s'assemble pour avancer et assaillir, ce qui n'est sûrement pas que l'effet rationnel de l'ampleur démographique, quand on voit quelle unanimité immédiate est alors capable de s'afficher en un instant ou presque, et ce qu'elle met dans son viseur.

Soulèvements en 2004

Fin février dans la wilaya algérienne d'Ouargla, trois semaines plus tard dans la partie kurde au nord de la Syrie, enfin en juin dans les rues de Kinshasa principalement : dans les premiers temps de l'observation écoulés depuis la Bolivie, ces trois situations ont fait figure d'éclairs isolés. Nous les réunissons sous cette désignation de soulèvement parce qu'ils représentent ce qu'un assaut de rue, certes bref et concentré, peut ouvrir comme perspectives les plus radicales, dès l'instant de son surgissement non concerté où l'éclatement collectif de la colère s'en prend d'abord et avant tout aux agents et aux décors des jous habituellement subis et admis. Dans l'ensemble considéré jusqu'ici, ils sont les moments offensifs les plus nets, à la fois vis-à-vis des « limites du désordre » et par rapport aux ambiances séditeuses éclatées du Pérou, de l'Inde, de la Chine, du Nigeria ; qu'on retrouve d'ailleurs en Algérie. Parmi les trois, c'est certainement l'événement syrien qui dans sa fulgurance a pris le plus d'envergure, et représente le mieux ce que nous voulons signifier par cette désignation commune, début d'extension dans le temps et dans l'espace, déclaration amorcée d'un conflit au-delà des premiers actes émeutiers, mais qui connaît en même temps un terme rapide – cela dans des contextes nationaux divers, au sens où en Syrie, cet événement est apparu le seul d'une telle envergure, et ce depuis les années 1980 au moins, tandis qu'Algérie et République Démocratique du Congo constituent des territoires régulièrement agités, la première l'ayant été de façon très supérieure en 2001, comme déjà au tournant des années 1990 où l'ancien Zaïre se distingua également.

Signalons que dans l'ensemble des soulèvements initialement répertoriés dans la présentation à la chronologie générale, certains sont à situer en dessous, tel celui de Chine en cette même année 2004, comme d'autres ont dépassé cette ampleur, par exemple au Togo en avril 2005. D'autres encore sont simplement différents : il sera aussi explicité le moment venu pourquoi cette désignation leur a été associée, qui signifie toujours une originalité négative intense.

Si le soulèvement de la wilaya d'Ouargla se distingue dans le monde de 2004, c'est aussi le cas à l'échelle de l'Etat algérien, où il s'est alors avéré la situation la plus importante depuis la défaite de la révolte du printemps 2001, dont on peut dire qu'elle a été consommée de façon définitive courant 2002¹⁰. Par la suite, l'effervescence sociale, anonyme, n'a pas disparu, mais elle s'est surtout manifestée dans une somme d'étincelles éparpillées, formant parfois des sortes de séries, et qui révèlent leur communauté dans ces colères récurrentes contre la mauvaise distribution en eau ou en électricité, les agissements des flics, la corruption et les décisions de la gestion locale ; dont l'ensemble jusqu'à aujourd'hui, s'il montre qu'aucune partie du pays n'a été épargnée, exclut tout de même les grandes villes (à l'exception récente de Chlef et Oran au printemps 2008). En février 2004 avec Ouargla vierge jusque-là, et après l'Est à l'été 2003, c'est le déplacement du négatif qui se poursuit, déjà annoncé quelques jours plus tôt de l'autre côté de la frontière, dans la ville tunisienne de Sfax à

10. 2002 confirma que ni l'espace libéré ni l'horizon découvert en 2001 ne seraient repris ni abandonnés si facilement, même si dans son évolution organisée le mouvement perdait progressivement de l'élan offensif qui l'avait généré. Certes bien en deçà de cette phase initiale, l'empêchement actif des élections que le pouvoir voulut imposer, par les destructions d'urnes et des sièges de parti, et la dénonciation de tous ses soutiens, y compris le FFS d'opposition déjà conspué un an plus tôt comme le RCD son alter ego dans la crapulerie récupératrice, rappelèrent l'entière responsabilité des engagements dans les combats initiaux. Mais la jeunesse insurgée a été vaincue, elle qui a aussi laissé travestir son défi en réclamations conformes, quand bien même elles apparaissaient intolérables aux yeux du vieil Etat algérien, qui donc ne céda pas et s'est depuis maintenu.

l'occasion d'un match de foot, d'où l'émeute se transporta à Tébessa de l'autre côté de la frontière. En ce début d'année 2004, c'est le Sud qui s'agite, avant Ouargla et ses alentours, la wilaya de Béchar, proche du Maroc, a connu deux journées de colère contre les autorités locales : le 31 janvier à Béni Ounif et le 10 février à Igli. Si le négatif survient encore en Kabylie, aux printemps 2004 et 2005 notamment, c'est dans un contexte chargé du passé récent, et principalement suivant l'agenda politique, à l'occasion de l'élection présidentielle du 8 avril 2004 par exemple. A partir de décembre, l'Ouest est à son tour touché, ce qui se confirmera au mois d'octobre de l'année suivante puis surtout en 2006 où il devient le principal foyer. Cette localisation récente, qu'il faut nuancer pour 2005 et 2007 en mentionnant les incursions négatives dans le Sud et l'Est, s'affermira surtout en 2008.

A propos de l'appréhension des faits algériens, un avertissement est nécessaire. Car ces dernières années, dans un processus initié à la suite de la période émeutière de 2001-2002, les journalistes de la presse locale francophone ont pris la sale habitude de parler d'émeutes à tort et à travers, sans doute dans l'intention plus ou moins calculée de grossir le dossier à charge contre l'Etat auquel ils prétendent eux-mêmes s'opposer, au nom de leur indépendance intéressée. Si bien qu'il s'agit de critiquer une exagération localisée de l'information journalistique sur la révolte, là où de façon générale, celle qui a cours procède par occultation et minimisation. Il faut donc opérer un tri important à l'étape des premières recherches, pour en exclure, exemple courant, de simples coupures de routes par de faibles effectifs, sans aucune poussée offensive. Au contraire, les situations que nous avons retenues, en dépit de leur localisation rurale répandue, présentent toujours l'un de ces aspects qui se concentrèrent dans les émeutes du printemps 2001, d'assauts contre les flics et toute sorte de symboles et propriétés publiques ; mais qui, à l'exemple des campagnes chinoises, épargnent globalement la marchandise.

Si la même orientation se retrouve en février 2004, à l'occasion d'une visite présidentielle plus que chahutée, elle n'y est plus si exclusive. Des commerces, dont l'hôtel où s'abritent les journalistes, sont aussi bien soumis aux jets de pierres, aux saccages et incendies, qui s'étendent en cinq jours à plusieurs points de la wilaya, depuis Ouargla jusqu'à Touggourt, comptant chacune autour de 80 000 habitants. Dans cet essor, le désaveu dépasse évidemment toute raison, qu'elle soit d'obédience islamiste ou citoyenniste, telles ces revendications qu'émandées par des reproductions bâtarde des comités kabyles. En 2001 ceux-là s'étaient tout de même constitués sous l'influence du conflit ouvert par l'émeute, ils n'étaient pas de stricts récupérateurs, mais le devinrent dans l'éloignement des rues soulevées. A Ouargla des dialoguistes s'interposent faisant le jeu des ennemis du soulèvement, au sujet duquel il faut souligner que sa répression n'a semble-t-il causé aucun mort, comme aucune opération de ce genre ne semble l'avoir fait depuis 2003 jusqu'à 2008, à l'exception du 24 octobre 2004 à Arzew (wilaya d'Oran) et du 30 juin 2006 à Ksar Chellala (wilaya de Tiaret) où il y a à chaque fois au moins un tué. Il est à noter cependant que nombre de faits négatifs sont déclenchés par des « bavures » et que les émeutiers algériens prennent parfois jusqu'à dix ans de prison, mais quand on se rappelle qu'entre le 18 avril et fin juin 2001, près d'une centaine de personnes tombèrent dans les affrontements en série, c'est là un changement notable, à la fois dans les méthodes répressives de l'Etat, et qu'on pourrait comprendre comme un signe de l'infériorité de ces charges plus récentes contre la société, en Algérie.

Par contre, une vingtaine de jours plus loin dans le Nord syrien, les plus de trente morts au moins démontrent une envergure supérieure, aux allures d'un soulèvement plus prononcé, quand la rupture inaugurale engendre sa radicalisation, quand le défi pourrait commencer d'être soutenu à la mesure de son entièreté irréfléchie et imprévue. Là où par ailleurs elles paraissent prendre le dessus dès les premiers actes, certaines influences néfastes ne jouent pas ce rôle de court-circuitage, du moins dans la phase encore trop courte où la colère fait irruption en commençant de s'étendre sur cette base, ouvertement. L'unanimité se reconnaît entre ceux qui créent la rupture. Une sorte d'évidence caractérise ces entames des premiers renversements élémentaires à accomplir.

Clairement tournée contre l'Etat et le décor de sa domination, dans un contexte prononcé d'oppression spéciale à l'image de toute la région kurde interétatique, l'émeute de Syrie rassemble très vite des centaines d'anonymes, non encadrés, non armés, et à partir du point de départ de Qamishli, elle débute rapidement dans plusieurs villes de la région. Si l'on compte seulement trois jours d'affrontements et de destructions avérés (et encore, la journée du 16 mars ne devrait peut-être pas en faire partie), ce sont huit villes qui sont touchées au moins, dont la moitié sont des villes moyennes : Qamishli et Hassakeh (80 000 habitants environ) Amouda (46 000), Rasal-Ein (23 000), avec des échos plus faibles jusqu'à Alep et Damas la capitale, agitée dans certaines de ses banlieues.

Mais là encore, le début de cette progression n'en reste qu'un, le soulèvement, régional et excentré, se stoppe vite.

C'est que, sur la base de son point de départ et par l'influence du contexte régional, cet éclat insurrectionnel, en même temps qu'il a été durement réprimé, a paru ployer sous le déversement des justifications qui ne privilégient que la représentation identitariste sur ce qui a lieu, plaçant principalement l'événement sous l'angle de l'oppression d'une minorité ethnique. Sur l'ensemble du territoire que les étatistes kurdes voudraient instituer comme aire officielle de leur flicage autonome, les pauvres en révolte se confrontent à une sorte d'annexion automatique du sens de leurs actes. Ce phénomène de recouvrement s'observe en de nombreux lieux dans le monde, quand si souvent les surgissements du négatif en actes ne servent qu'à la mise en avant de divisions préétablies. La « question kurde » en constitue un cas exemplaire, d'autant plus que là où l'on milite en son nom, l'insubordination collective s'est avérée remarquable dans les dernières années où, outre en Iraq et en Syrie, on le fera savoir en Iran et en Turquie.

Là où se montre la communauté des personnes à l'attaque, comme elle divise les Kurdes des autres pauvres, la domination gère par l'entretien de ses frontières. Dans sa vocation d'internationaliser cette pacification policière, justement celle qui entretient les conditions dans lesquelles s'enveniment les affrontements entre pauvres à dominante tribale, l'ONU emploie toute sorte de nationalités, toute sorte d'humains à travers le monde, pour servir à surveiller leurs semblables, tous ne se connaissant que sous ce rapport de l'ordre qui s'impose. Tels ces flics et soldats argentins, ivoiriens, péruviens, algériens, chinois, indiens, nigériens, congolais, serbes, boliviens, entre autres, installés à partir de courant 2004 en Haïti, ou en RDC depuis plus longtemps.

Un peu plus de deux mois après la Syrie, c'est justement au tour des rues congolaises de se soulever, principalement celles de la capitale, où pendant trois jours on passe à l'attaque contre l'ONU, dans une limpidité qui a fait défaut en Serbie et à Ambon, et plus fortement qu'au Liberia à l'automne suivant (on observera par la suite de tels assauts d'ampleur en Afghanistan, et ce dès septembre 2004 dans la ville d'Herat ; pour les Etats ivoirien et congolais, où la présence onusienne est importante, c'est respectivement à Guiglo en janvier 2006 et à Moba le 1^{er} août 2007 qu'on assaillira par centaines ou milliers les bases occidentales). Dans une situation centrale susceptible de porter un danger plus grand par rapport aux confinements régionaux, ses installations sont assiégées, envahies, saccagées. A la nouvelle de la reprise de combats militaires dans le Kivu à l'est, dans une période où de la guerre officiellement close l'étau s'est desserré, par centaines on se rue d'abord contre cette cible, évidence dans le feu de l'action collective et dès son irruption. Face à cette agression qui s'agrandit au-delà, les pacificateurs tirent et tuent, dès la première des trois journées au moins où décidément, les habitués soumis à tous les maux n'en sont plus. Mais cette concrétisation dans l'assaut est vite arrêtée là aussi. S'il se comprend au vu des coups qu'assène la répression, l'essoufflement arrive vite, comme à Ouargla, comme en Syrie, l'énergie libérée s'évapore aussi du côté de ceux qui l'ont générée.

2. Eruption, intensification et unité

Dans ce qu'on peut distinguer comme la première partie de l'année 2005, ouverte en février au Togo pour s'étendre jusqu'au Soudan au début du mois d'août, un ensemble et un enchaînement d'événements donnent à la révolte mondiale une vigueur et une amplitude inédites. En comparaison des limites du désordre apparues en dimensions déterminantes des mois antérieurs, les insurgés à prendre le relais en Afrique, au centre de l'Asie, au Moyen-Orient, et encore en Amérique latine, s'en affranchissent dans des montées au front dont les plus décidées surpassent les soulèvements de 2004. Dans la continuité de l'observation pointe une certaine nouveauté, un regain et un approfondissement, une clarification consistante qui faisait défaut ; encore accréditée par des localisations inconnues depuis la mise en marche de l'observatoire.

Dans ce moment court, de sept mois seulement, les assauts successifs, et même simultanés, convergent en puissance dans leurs significations communes, dessinant la menée composite d'une même offensive qui, en dépit d'éloignements territoriaux et de l'ignorance d'un champ de bataille à l'autre, manifeste une identique tonalité profonde, concentrée temporellement dans la correspondance des mises en cause.

Quelles sont-elles ? Au Togo, au Kirghizistan, en Equateur, tandis que divers changements de circonstances sont censés entraîner de possibles refontes locales, à chaque fois les gestionnaires en place organisent d'éhontées manigances pour préserver leur possession du pouvoir politique. Toutes en apparences trompeuses, les voix molles des habituels concurrents aspirant aux mêmes postes se font bien sûr entendre. Mais ce sont surtout des ensembles anonymes qui se forment, dans la prise de parti que ce n'est plus tolérable, et qui vont, sous des formes diverses, agir en conséquence, principalement pour soutenir leur refus que l'iniquité commande une fois encore. Ce clivage fondamental s'aiguise, entre ceux qui ne servent que la perpétuation des conditions existantes, imposant de s'y soumettre, et ceux qui, dans l'effectivité de leur engagement collectif, s'inscrivent en faux.

Si cette opposition est fondamentale, elle est au cœur de la révolte en général, et s'étend au détail et à l'ensemble des situations rapportées et prises pour objet dans ce texte. Mais de Bé à Sanaa en passant par les centres de Bichkek et Quito, les révoltés se sont avancés en nombre et plus loin qu'ailleurs, jusqu'à faire trembler davantage que leurs ennemis directs. Plus loin que lorsqu'il n'est pas aisé de déceler ce qui se joue sur la base de la première rupture, sans s'illusionner sur son approfondissement effectif. En cette première partie de 2005, ces engagements collectifs se sont prolongés jusqu'à briser les apparences de l'immuable, celles d'un monde totalement ordonnancé suivant les lois du pouvoir politique séparé et de la décision réservée. S'il pourrait paraître qu'on ne s'en prît qu'à des formes d'Etats minoritaires et en déliquescence, la radicalité des actes les plus extrêmes ne cadre pas avec quelque visée réformiste que ce soit. S'il est alors question du système dit démocratique, présenté comme alternative et comme objectif prétendument en jeu, ce n'est que vanté par les opposants intéressés, sur le terrain, et par leurs alliés informateurs, dans leur médiation autocratique, tous accordés pour que continue de tourner ce qu'ils servent en complices, et pour empêcher que la révolte qui s'y soustrait ne le détraque complètement.

Ce qu'on peut par contre avancer, c'est que des refus massifs s'expriment au sens incomplet, dont l'une des perspectives premières pourrait signifier la synthèse radicale du « que se vayan todos » et du rejet de la hogra. Des points sont atteints où le mépris et la crapulerie ne passent plus. Inévitablement, ce qui se projette sur cette base fait partie de ce qui est à creuser.

Récit de la première partie de 2005

Fin 2004, le président équatorien Gutiérrez se livre à une manipulation institutionnelle qui entraîne à partir de fin janvier à Guayaquil, puis dans la capitale en février, des manifestations appelées par l'opposition institutionnelle.

Début février en Afrique, c'est au Togo que le dictateur trépassé est immédiatement remplacé par son fils, dans le non respect du processus de transition prévu par la constitution, ainsi donc modifiée pour la circonstance. Déjà, mais sous l'égide de concurrents légalistes contestant cette violation de la loi, les rues deviennent le terrain du rejet contre la perpétuation du régime, et ça s'échauffe sérieusement à partir du 12 février – jusqu'à la concession fin février d'élections prévues pour le mois d'avril. Alors, la concentration des troubles à Bé, quartier de Lomé, et la limitation de leur portée coïncident, et le discours contestataire toléré paraît s'imposer, conforme, dans la réclamation et la perspective que la reformation de l'Etat s'applique par cette voie sous contrôle.

Fin février, le Kirghizistan connaît les premiers signes d'une contestation à propos de l'organisation des élections, préparées au profit d'Akaïev le président en place, ceci plutôt concentré en province, au sud-ouest du pays, avec, début mars, des occupations de bâtiments gouvernementaux dans deux villes proches de la frontière ouzbèke, Jalal-Abad et Och, et le blocage d'un axe routier important au nord du pays. Dans sa constitution générale, c'est un mouvement d'apparence plutôt encadrée, dont le motif déclaré consiste à dénoncer la fraude électorale, en cours et à venir.

Dans la ville nigériane de Makurdi début mars, survient ce qui paraît être la plus forte émeute d'une série d'offensives anti-policières au moins commencée en janvier à Uromi. Les deux événements ont le même déclencheur : les flics abattent un récalcitrant qui refuse de payer pour passer leur checkpoint. Sauf que cette fois, à Uromi comme à Makurdi, les meurtres ne laissent pas de marbre. Dans la première, les jeunes en colère brûlent la maison d'un officier et le poste de police duquel ils font évader les prisonniers. Dans la deuxième, où les émeutiers seraient des milliers, ce sont deux commissariats qu'on flambe en deux jours, laissant trois flics refroidis. Il y aura ensuite d'autres attaques de ce genre mais qui, semble-t-il, n'atteindront pas ce niveau d'intensité, ceci jusqu'à Pankshin en octobre 2006.

Au Kirghizistan, après le second tour de l'élection du 13 mars, dont le résultat est contesté par l'opposition et des actions poursuivies en conséquence, un palier supérieur est franchi lorsque des centaines de personnes l'emportent dans les assauts qu'elles lancent, à Jalal-Abad puis Och dans la foulée. Les lieux du pouvoir sont investis, les flics sont défaits et beaucoup se retournent. A partir du 20 mars et depuis le Sud-Ouest du pays le mouvement accélère, Bichkek et les portes du palais présidentiel en vue où il débouchera quatre jours plus tard. Mais il semble que ce soit encore dans une phase où la direction initialement fixée l'emporte, comme les flics la suivent, quoiqu'elle ne le puisse qu'en s'appuyant sur la volonté massive du départ du président Akaïev. Tandis que plus généralement, une telle issue étant promue comme le bien, la protestation s'en trouve soutenue par une tendance majoritaire des voix gestionnaires étrangères et leurs porte-voix.

Summum de mobilisation au cœur de la capitale, jour de la chute provoquée du président, le 24 mars devient vraiment décisif. Dans un moment que les gestionnaires remplaçants et tous ceux qui ne célèbrent que l'évolution dans l'uniformisation voudraient entériner comme fini, l'enjeu plus large se découvre. La contradiction change de forme, elle ne peut plus se situer dans la perspective que le même ordre seulement réformé continue. A la suite de l'investissement sauvage du palais présidentiel, ce sont des rues dans toute la ville qui sont de la sorte parcourues, explorées, dévastées. Si jusque-là l'objectif a été de renverser, si ce n'est le régime, en tout cas son chef, ce qui s'ensuit n'y colle plus : l'offensive destructrice se poursuit et elle s'étend, durant trois nuits et deux jours, jusqu'au matin du samedi 26 mars. L'emprise du régime se confond avec celle à laquelle il ne sert que d'agent, plus générale, et dans la culmination de leur charge par centaines au moins, on dirait que les pilleurs vérifient cette alliance en la mettant à mal. En face les partisans de la réforme ou, faudrait-il dire, du

turnover, ordonnent contre cette progression une répression plus dure que celle qui a précédé. Au 26 mars, de ce qu'on perçoit, les révoltés kirghizes ont quitté le front. Au-delà des enjeux jusque-là formulés, ce potentiel point de départ à l'extension critique s'avère déjà sa fin, par celle qu'imposent ses ennemis récupérateurs. Signe de la conservation du même ordre, le 14 avril des paysans seront virés des terres récupérées à la chute d'Akaïev. Cette défaite a au moins le mérite de définir, à bon entendeur, une ligne de partage autrement plus claire.

Fin mars Togo et émeute apparaissent assemblées par une voie détournée, au Mali, où le 27 à Bamako une partie de foot entre les équipes togolaise et locale donne l'occasion à des « énerguènes » de se répandre hors du stade pour deux jours de tumulte – alors que l'avant-veille à Téhéran où 100 000 « supporters » étaient dans les rues, la répression de l'excitation aurait fait six morts.

Dès le 8 avril au Togo, au lancement de la campagne en vue du vote du 24, puis dans cet intermède, ça se tend à nouveau, mais il semble que ça reste sous les déterminations conformes à l'accapuration du pouvoir par cette voie, suivant qu'on s'estime simple supporter d'un des camps en présence. Réactivée dans l'ambiance électorale et liée aux rivalités dans la gestion du pouvoir, une division ethnique s'immisce. Le 16 avril, des affrontements apparemment partisans font un nombre important de morts et blessés, sans que les flics n'y interviennent semble-t-il.

A la suite d'un intervalle vide depuis fin 2004, la révolte en Chine ressurgit, et pas pour ces dites protestations antijaponaises sur lesquelles l'accent médiatique a été mis, en même temps qu'elles se déroulaient sous l'œil bienveillant du gouvernement, à moins qu'elles n'aient débordé quelque peu, ce qui a par exemple été le cas à Shanghai le 16 avril. Six jours plus tôt à Huaxi dans le Zhejiang voisin, c'est une riposte de furieux qui repousse l'expédition répressive lancée contre les manifestants initiaux, après qu'ils ont forcé des usines polluantes à fermer. Quoiqu'il s'agisse d'une de ces insoumissions limitées par sa localisation rurale, elle se distingue pour la perspective qui transparait sur la lancée de ce nettoyage des lieux, par les prémices d'une organisation qui se ferait autonome. Jusqu'à l'été la communauté du motif se prolonge, qui plus est à trois reprises dans la même province que celle d'Huaxi, tandis que dès le 15 avril c'est dans le Guangdong qu'une usine est saccagée, à Chaozhou, avant que le 11 juin dans le Hebei, le même genre de protestation ne subisse une descente menée par d'autres pauvres soudoyés, cette fois non repoussée. Dans le Zhejiang, une usine est investie fin juin à Jianxia, une autre assaillie et forcée à la fermeture le mois suivant à Xinchang, où 15 000 personnes font face aux flics, et ils seraient encore 10 000 le 20 août à Meishan, rassemblés dans la même désapprobation. Ce motif n'est pas exclusif, comme en témoignent les quatre autres situations repérées dans notre chronologie, depuis mai jusqu'à Huangshi d'Hubei au début du mois d'août. Mais ce foisonnement demeure en retrait des principaux assauts contés ici, de la même façon que la Chine depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui. Au-delà de la multitude des frondes anonymes qui ne cessent de démontrer la même tendance antiautoritaire, dans un pays où n'opèrent pas de récupérateurs efficaces, le signe organisationnel d'Huaxi n'a pas trouvé, à notre connaissance, de confirmation d'envergure. On ne peut que supposer l'activité d'un dialogue horizontal susceptible de servir à un tel renforcement, dans une méconnaissance que les informations traitées ne comblent que très mal, qui plus est au sujet de la Chine.

En ce même mois d'avril la révolte s'affirme en Iran, pour ce qui va s'avérer le début d'une série plus intense dans cet Etat, jusqu'au mois d'août.

Un avertissement est nécessaire à propos de l'information sur l'Iran. Car c'est dans cette même période que nous avons commencé d'accéder à des sources nouvelles, à l'étape du relevé. Spéciales parce que quasiment exclusives, elles émanent principalement de l'opposition en exil, plus que soupçonnée de partialité et d'exagérations mensongères, en même temps qu'elle bénéficie vraisemblablement de relais locaux susceptibles de tourner une censure et un contrôle serrés. Dans ce qui suit à propos des faits iraniens, l'oscillation entre l'indicatif et le conditionnel indiquera notre assurance plus variable qu'à l'accoutumée, en fonction des sources recoupées dont la différence se mesure à la grande disproportion au sujet des bilans répressifs.

A l'instar de ces premiers faits d'avril, les frondes les plus nettes se situent en province, ce que 2003 et 2004 avaient déjà montré à des occasions diverses, contestation de découpages administratifs, grèves, élections trafiquées, révélant une communauté notable dans les attaques contre le régime central, aux réactions en conséquence brutales. Téhéran se distinguant en parallèle par deux sortes de faits, privilégiées par l'information, d'un côté les protestations étudiantes aux visées réformistes, avec cet exemple de juin 2003 où l'extension hors de la capitale parut tendre vers la radicalisation d'un mouvement à l'issue duquel 4 000 personnes auraient été arrêtées ; de l'autre les actions rituelles contre les ambassades occidentales, menées par les jeunes miliciens en défense du régime, de ses projets nucléaires en particulier, ainsi donc toujours soumises à l'actualité étatique et médiatique. En 2005, les agitations de la province vont se concentrer dans la partie ouest du pays, d'une part dans la région kurde où l'hostilité monte d'un cran au moment où la présidence de l'Iraq voisin vient d'échoir à l'un de ses leaders kurdistes, Talabani ; d'autre part un peu plus au sud dans la province arabophone du Khuzestan, après que le bruit a couru d'un projet étatique de recomposition ethnique dans cette région hautement pétrolifère – événement notamment relayé par Al Jazeera, ce qui lui vaudra d'être foutue dehors par le pouvoir. Dans la ville d'Ahwaz la plus animée de ce mois d'avril, durant deux jours au moins l'émeute prend pour cible les représentations de l'Etat, pour un bilan officiel d'au plus 5 morts et 26 blessés, qui s'élèvent officieusement jusqu'à 62 morts et 400 blessés, l'une des sources d'opposition annonçant même un millier d'arrestations.

En Equateur, les termes et les moyens du conflit mené jusque-là sont changés, engendrant une progression dans la mise en cause. Sur la base d'une sorte de concertation collective, initiée le 13 avril puis maintenue toute une semaine, le mouvement des forajidos constitue et développe une force nouvelle, non plus inféodée aux dirigeants de l'opposition officielle. Dans cette perspective où la critique du pouvoir s'élargit, le mouvement atteint sa dimension la plus généralisable, en ce sens comparable à celle atteinte dans les rues de Bichkek lorsque l'issue imposée à la révolte s'est trouvée débordée, lorsque, réfutée dans le pillage, la clôture de la contradiction ouverte n'a pas été acceptée comme allant de soi. Mais en Equateur, il faut dire que l'offensive ne s'est jamais déclarée ou prolongée de la sorte. Les charges de la rue, les affrontements face aux flics, les destructions, sont restés peu nombreux, peu intenses, avec deux morts, et pas sous les balles des flics – ceci s'expliquant aussi parce que, à l'image de son congénère kirghiz, Gutiérrez a rapidement perdu les moyens de se maintenir par les armes. Une fois son départ obtenu, après ce 20 avril la puissance des forajidos s'est semblé-t-il dissoute, évaporée. Alors qu'ils avaient paru s'inscrire dans la lignée de leurs devanciers d'Argentine, qui en quelques jours expulsèrent président sur président, et malgré les voix anonymes y ayant appelé, la dénonciation de l'ensemble de la classe politique n'a pas été suivie de davantage de conséquences. Pour être au final demeurés en accord avec la liquidation d'un seul président, telle que l'a officialisée une partie de cette classe politique, les forajidos ont laissé là l'ouverture se perdre. En dépit d'un processus original d'auto-organisation, et d'une critique associée dans le discours, il semble que ce discours se soit suffi à lui-même, dans l'intention seulement projetée, ce dont un certain positionnement citoyeniste, légitimation middleclass de la contestation en ce sens louée dans l'information, aurait été la meilleure preuve. L'idée de se constituer hors des médiations établies a seulement plané, sans atteindre de cette façon à la portée, négative et positive, des ruptures pratiques non concertées.

Au soir du 20 avril dans les rues de Belize City, à la suite de plusieurs jours de grève dans un secteur public, c'est par contre la jeunesse qui déferle au-delà des réclamations convenues, et le « day of political protest » se poursuit en une « night of indiscriminate looting », avec un mort et une centaine d'arrestations. Dans l'Amérique latine, et en particulier dans l'Amérique centrale où en ce printemps l'agitation sociale gagne Nicaragua et Panamá, c'est alors le seul endroit lacéré de la sorte par l'éclair de l'émeute et du pillage. A Managua, un mouvement initié contre une hausse des prix des transports évolue jusqu'à mettre le président nicaraguayen dans son viseur. Mais dirigeants et mots d'ordre de l'opposition officielle dominant, sans débordement, si ce n'est ce 26 avril où, dans une étonnante ressemblance miniature avec ce qui s'est joué une semaine plus tôt à Quito, une marche sur le palais présidentiel est l'occasion d'un bel escrache quand son pensionnaire s'essaie à la conciliation. Signe d'une tension persistante, un état d'urgence sera tout de même décrété à la fin mai, mais nous n'avons pas constaté d'autres preuves sérieuses que le conflit se serait approfondi, ni alors ni depuis.

Sérieuses, les suites le sont par contre au Togo depuis le 24 avril. Contenue dans les dernières semaines, la colère éclate dès ce dimanche de vote où premièrement, il ne sera pas dit que la gestion policière de la fraude sera laissée sans réponse, elle dont les agents, les lieux, les instruments, sont en conséquence attaqués ; puis de façon encore plus cruciale deux jours plus tard, à la proclamation de la victoire du fils héritier, où les affrontements et les pillages se répandent qui creusent les termes d'une rupture conquérant sa portée critique majeure. Alors qu'elle pouvait jusque-là se poser en représentante bafouée de l'ensemble des victimes de la dictature, l'opposition légaliste ne peut plus même suivre ce qui lui échappe. L'arnaque du processus « démocratique », son fonds de commerce, n'est plus que le déclencheur d'une progression qui l'exclut. Renvoyées à leur fonction d'édulcorant de la mise en cause et du conflit, les visées réformistes sont dépassées dans le durcissement de l'insoumission. L'intensité conflictuelle se manifeste d'une façon encore supérieure à celle de Bichkek, comme le prouve la répression qu'il a été nécessaire de déployer contre les révoltés et leurs barricades âprement défendues, parfois à l'arme à feu, avec ce cas significatif de la ville d'Aného un moment tombée aux mains de ses habitants insurgés. Telle qu'elle s'est insinuée dans la campagne électorale, la division préétablie persiste, avec par endroits des actes violents qui n'auraient pas tous la clarté de la vengeance contre les suppôts du régime. S'il ne paraît pas qu'elle domine les débats, elle s'ajoute cependant aux effets de la répression engagée par ses professionnels en uniformes. Dès le 28 et bien qu'on tente de lui résister, l'imposition sanglante de l'ordre prend le dessus. Ecumant les quartiers insurgés de Lomé et d'ailleurs, les militaires raflent et mitraillent – dans des opérations menées, sinon avec le soutien direct du gouvernement français, tout au moins sous le commandement d'un état-major comptant des officiers français dans ses rangs. Tandis que des milliers de Togolais s'exilent vers les pays voisins, les représailles se poursuivront après l'offensive mâtée, pour des bilans officiels allant de 400 jusqu'à 800 morts, et de milliers de blessés, largement au dessus des premiers délivrés. Et cette annihilation meurtrière, répression des têtes par le biais de celle des corps, a donc été passée sous silence dans ce qu'elle sert en vérité à anéantir sur le terrain, pour que ne soit conservée que la version rebattue d'énîèmes et habituelles violences politiques à l'africaine.

Malgré tout, l'irréductibilité de la rue indignée a prouvé comment les perspectives peuvent différer à la disparition d'un vieil autocrate. Comme si elle n'avait fait que donner le signal à l'entame de bien d'autres liquidations, les rues togolaises en sont devenues le lieu de la décision, là où durant plusieurs semaines l'aspiration au changement a dû circuler, s'imprégner, se discuter et se reconnaître, si bien que tout encadrement s'en est trouvé submergé. Tancés par leurs homologues étrangers, aux mêmes visions figées excluant tout changement de ce calibre, les traficoteurs de la constitution en pressentirent peut-être la menace en février, ne se résolvant qu'à une reculade momentanée, un leurre ; avant qu'en avril, ils n'abattent la révolte à la dangerosité décuplée.

Début mai, tandis que du vacillement de l'Etat kirghiz les effets sont à peine dissipés, la révolte regagne le centre de l'Asie, simultanément en Afghanistan et en Ouzbékistan. Ces deux Etats partagent un court tronçon de frontière en plein dans cette zone où la division spectaculaire mondiale agit avec force, que ce soit pour alimenter à distance son fantasme médiatique, ou pour servir d'alibi à la répression étatique, comme Karimov l'autocrate ouzbèk ne s'en privera pas pour justifier l'anéantissement de la révolte, en même temps que divers récupérateurs l'encouragent, comme c'est particulièrement le cas en Afghanistan. Alors que, dans la convergence des actes insoumis, c'est au contraire son inadéquation qui se montre, quand s'y jouent la nécessité et la possibilité de sa critique. Au-delà de la contestation prévisible du blasphème propagé dans cette attente, ce sont ainsi trois jours de troubles qui essaient en plusieurs lieux de l'Est afghan, dont surtout le 11 à Jalalabad où l'émeute est la plus forte, et se déploie dans un élan ravageur qui n'épargne rien de ce qui lui tombe sous la main, des simples boutiques aux locaux de l'ONU, en passant par la télévision locale. Visés, flics afghans et soldats américains tuent, comme ils devront le faire les jours suivants à mesure que l'extension à d'autres régions prendra un tour plus inquiétant.

Entre temps, c'est dans l'est de l'Ouzbékistan autour de la ville d'Andijan, dans la vallée de Ferghana enclavée dans l'Ouest kirghize, que l'Etat va se trouver confronté à une rébellion décidée, sous plusieurs formes. Déjà au cours des mois antérieurs le mécontentement s'est fait sentir : dans la même vallée en novembre 2004, à Kokand où des milliers de « furious market rioters » se seraient élevés contre une réglementation portant préjudice à ce qui semble être l'une des activités principales de la survie, pour, d'après une source de type activiste, « the largest and most violent mass protest against the Uzbek government seen in more than a decade » ; et plus récemment, fin mars, mais dans une autre partie du pays plus à l'ouest, où une « police station » a été assaillie par des centaines de protestataires paysans. A compter du 10 mai à Andijan, ville d'environ 350 000 habitants, des

rassemblements se tiennent à l'occasion du procès de suspects opposants au régime. Dans la nuit du 12 au 13, ce serait un groupe armé qui lance les premières attaques, évenant une prison dont sont libérés des centaines de détenus, puis conquérant le siège régional du pouvoir. Parmi les prisonniers libérés figurent les opposants « islamistes » en procès, dont l'un est alors désigné en leader de la rébellion, comme le même genre de dirigeant le sera à propos de la situation des jours suivants à Il'ichevsk-Kara Su – agglomération coupée en deux par la frontière avec le Kirghizistan. Pour l'heure à Andijan, c'est surtout une présence massive qui succède aux attaques de la nuit. Les rues, où l'on se rassemble par centaines, peut-être par milliers, s'agitent de la vindicte contre Karimov, dans l'impression qu'elles deviennent aussi le terrain d'une progression aux allures émeutières. Alors, dans les règles d'un régime policier à l'ancienne, une répression extrême s'abat contre tous ceux à sortir du rang. Dès la soirée du premier jour la révolte possible est matée dans la débauche de mitraille. Du côté des premiers assaillants armés et surtout de la foule, les morts vont se compter par centaines ; tandis que plus d'une trentaine de soldats resteront sur le carreau. Des habitants bien moins nombreux se rassembleraient encore le samedi dans la ville complètement militarisée où, isolés, des échanges de tirs persisteront les jours suivants, mais d'Andijan l'urgence est désormais à la fuite, principalement en direction de la frontière kirghize d'abord fermée par ses flics, puis en partie rouverte aux « réfugiés ». Si la répression s'abat aussi rudement, semble-t-il, à Pakhtabad, où il y aurait 200 morts mais sans qu'on en sache plus, c'est à Il'ichevsk-Kara Su, où depuis Andijan on afflue, que le retour à l'ordre paraît contesté le plus fort. Le 14 mai dans sa partie ouzbèke, des affrontements soutenus se concluraient par l'expulsion momentanée des bras armés et représentants de l'Etat. La date est incertaine, mais il se peut que la reconquête de cette ville, où il y aurait eu encore une centaine de morts, n'ait réussi que cinq jours plus tard, sans affrontements de l'ordre de ceux du samedi.

Les cadavres ouzbèks s'amoncellent à ceux du Togo, où d'ailleurs les représailles se poursuivent sans doute dans le même temps. Inhérentes, nécessaires à l'ordre mondial, de telles tueries contre la révolte n'ont donné lieu qu'aux quelques cris d'orfraie convenus, alimentant à bon compte la condamnation d'excès ordonnés par des gestionnaires de type dépassé suivant les standards occidentaux, dictateurs africain ou stalinien à peine relookés. Les réprobations hypocrites ne portent que sur la méthode employée, dans la seule déploration du non respect de soi-disant droits de l'homme, en fait celui des méthodes coercitives suivant lesquelles l'effusion de sang n'est pas recommandée, d'après la négation généralisée de tout conflit autre que militaire et étatique. Dans cet état de fait, c'est bien la nature fallacieuse de la défense moralisatrice du modèle dominant qui est rendue à elle-même, telle qu'elle a par exemple été convoquée pour justifier l'invasion guerrière de l'Afghanistan puis de l'Iraq. Dans un rapport onusien à propos du Togo, la CEDEAO déclare que « le scrutin a globalement répondu aux critères et aux principes universellement admis en matière d'élection » : le double langage est bien la norme. L'expérience togolaise, quoique quelque peu déviante, a en effet vérifié qu'universellement le choix offert n'est que celui de se soumettre à l'usurpation du pouvoir et au principe de son maintien, quel qu'en soit le prix. L'ensemble mondial des gestionnaires complices de l'Etat ne veille qu'à cela. Pour notre part, nous disons qu'il faut savoir qu'en ces quelques mois de 2005, ce sont peut-être jusqu'à entre deux et trois milliers de personnes à être tombées sur les divers fronts qu'elles ont ouverts contre la continuation de ce même ordre.

En Bolivie, surtout à partir de mai puis jusqu'au milieu du mois suivant, un vaste mouvement se développe sur la base d'un désaccord déclaré au sujet de la nouvelle législation sur les hydrocarbures. En partie définie à la suite d'un référendum promis fin 2003 et tenu en juillet 2004, celle-ci est en passe d'être promulguée, mais ce projet est perturbé par les pressions rivales émanant de deux camps principaux. D'une part celui qui défend la conservation de ses privilèges et de ses profits, de l'autre celui qui milite pour davantage de réforme, tendance nationalisation/assemblée constituante, dont les appels aux mobilisations de la mi-mai se doublent de celui à la démission du président, ce Mesa conciliateur en place depuis octobre 2003. Ainsi, la contention de la révolte en 2003, et sa validation par les concessions anesthésiantes d'alors, déterminent entièrement l'agitation de 2005, et le discours dominant, par la mémoire tronquée qu'entretiennent les informateurs relayant les castre-parole de la contestation, ne se prive donc pas de signifier que la pauvreté de 2005 ne ferait que prolonger ce qui aurait été celle de 2003. Sur le terrain, on assiste en effet à une sorte de répétition de la « guerre du gaz ». Mais ce ne sont que ses résidus inoffensifs qui surnagent, amalgamés et soumis aux objectifs réformateurs. Avec l'occupation d'exploitations d'hydrocarbures, on retrouve les blocages conséquents à l'échelle du pays, les marches sur la capitale depuis plusieurs points du pays, celles dans le centre de La Paz à nouveau sous blocus et qui rassemblent sans doute, certains jours, plus de participants qu'en 2003. Mais d'El Alto on

descend désormais bien en rangs plutôt qu'on déferle en furie ; et si ça s'échauffe, les gaz et les matraques ont remplacé les armes de guerre. A aucun moment le conflit ne conquiert dans les rues, par la rue, une intensité négative, offensive, tel que le débat reprendrait là où il avait été laissé à l'éviction de Lozada. En dépit de quelques secousses, l'évolution de la situation n'offre pas d'ouvertures, à rapprocher par exemple de l'Equateur. Domesticqués, enrégimentés, les partisans de la réforme valident eux-mêmes la sclérose, maintenue jusqu'à aujourd'hui.

En parallèle le Panamá s'agite à son tour. Si la mobilisation s'initie sous l'égide d'un regroupement d'organisations de l'opposition officielle, contre un projet de réforme dans la gestion (sécurité sociale), et ne paraît surtout faite que de manifestations réactives aux dates de discussions parlementaires fixées par le pouvoir, en plusieurs points du pays grève et blocages se prolongent en juin, de telle sorte à avoir pu laisser présager une mutation plus incontrôlable de la situation, comme aurait pu encore l'accréditer l'apparente reculade du pouvoir repoussant son projet. Mais à la suite du Nicaragua, et comme en Bolivie, ni la mobilisation massive ni les éclats de tension perceptibles ne débouchent sur un débordement conséquent, pas plus que sur une expérience à la manière équatorienne. Finalement, cette situation est encore représentative de la tendance générale à l'échelle du continent, confortant les candidats alternatifs aux postes du contrôle gestionnaire. Où l'on voit comment, en dépit de l'expression de contestations visiblement unanimes, c'est la fixation centrale sur le thème de la gestion qui l'emporte et confirme son ancrage. Dans cette partie du monde par là unifiée, la révolte s'en trouve d'autant plus sur la pente descendante. Quand dans la même période des perspectives bien plus riches se découvrent, au contraire des aspirations sous contrôle y dominant, aux orientations prédéfinies, aux mots d'ordre défensifs, pour l'établissement d'un conflit au rabais, et du faux débat attendant. En Bolivie, la démission de Mesa en juin ouvre la voie à la tenue d'élections, qui en décembre valideront l'accession de Morales au pouvoir. Un an plus tard, ce sera simultanément au Nicaragua et en Equateur que le vieux sandiniste Ortega et le plus moderne Correa viendront compléter la brochette des degauches promus aux manettes.

Si la montée de sève a été décapitée au Togo, elle n'en est pas pour autant annihilée à travers le continent africain où, quoique dans des proportions moindres, la révolte revient en RDC, en même temps qu'elle pointe dans les rues de la capitale éthiopienne à la publication de résultats électoraux favorables au parti au pouvoir. Trois jours courant juin, la contestation s'exprime, de la part d'« étudiants », d'habitants, d'« ouvriers », contre lesquels les répresseurs font peut-être plus d'une trentaine de morts, auxquels s'ajouteraient trois milliers d'arrestations. De façon plus secondaire, la Guinée se distingue à l'entrée de l'été, pour ce qui semble plusieurs jours de pillages dans les quartiers de Conakry.

Depuis les « accords de paix » en 2003 on promet des élections aux Congolais, dans un pays qui n'en a pas connues depuis une quarantaine d'années, mais depuis janvier, c'est le possible report des législatives et présidentielles prévues pour le 30 juin qui s'annonce. Des manifestations s'ensuivent, dès janvier dans la capitale, puis à Mbuji Mayi en mai, principale ville du Kasai Oriental et « base » de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social, principal parti non gouvernemental ainsi donc défavorisé par ce changement de programme, dont les appels contestataires de la bisbille électorale entretiennent la tension, comme en témoignent les attaques contre les sièges des partis gouvernementaux et des affrontements « partisans ». Mais des agités semblent bien s'écarter aussi de ce sentier battu, et ils se heurtent aux flics. Déjà le 10 janvier les tirs policiers ont fait au moins quatre morts, puis deux le 17 mai où des soldats onusiens ont été dépêchés. Le 30 juin à Mbuji Mayi, déjà agitée le 22 puis le 25 avec plusieurs morts ce deuxième jour, et à Kinshasa, auxquelles s'ajoute Tshikapa dans le Kasai Occidental, des milliers de manifestants, dont certains caillasseurs, essuient une répression aux allures disproportionnées, qui fauche entre 6 et 10 personnes, voire peut-être plus du double. Ensuite, si la tension perdure, jusqu'aux combats armés dans la capitale entre hommes de main des candidats, ce sera principalement sous l'influence encore plus dominante du contexte électoral, avec la tenue du scrutin en juillet 2006 puis d'un deuxième tour en novembre de la même année. Sinon, outre des colères de mineurs artisanaux à Kolwezi et Likazi respectivement en avril 2006 et mars 2007, mentionnons une opération répressive dans le Bas Congo le 30 juin 2006, à laquelle sera donnée une rude réponse dans un début de soulèvement en février 2007.

D'une façon voisine de la Chine, c'est-à-dire sur un mode plutôt mineur, éclaté, dans la continuité des formes observées jusque-là, l'agitation perce en divers points du territoire algérien. En janvier l'augmentation du prix du gaz et du mazout a donné lieu à une large contestation, que plusieurs jaillissements émeutiers ont éclairée, d'abord à Birine dans la wilaya de Djelfa, puis dans des localités des régions de Bouira et Tiaret au sud d'Alger (au moment même où une partie du mouvement coordonné kabyle négociait avec le souple Ouyahia la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur). La fréquence se resserre encore au mois de juillet, à nouveau dans des régions jusque-là épargnées : à Béchar au sud-ouest entre le 6 et 12, où la condamnation d'émeutiers à la prison entraîne la reprise des affrontements ; et à Tamanrasset en parallèle, le 10 et le 11, mais loin au sud en plein Sahara, où l'on pille ; avec encore, quoiqu'en dessous, Takhmaret le 29, dans la région de Tiaret au nord-ouest.

Les sorties gueuses algériennes demeurent malgré tout très éloignées des plus haut points alors atteints dans la mise en cause contre la dictature mondiale sur la décision. Régulières, quand la protestation sans offensive de la sorte se manifeste de façon quasi quotidienne, elles ne touchent alors que de petites villes, restant seulement fugaces.

Si la situation en Iran présente des similarités avec cette dernière, leurs moments respectifs s'entrecroisant au cours du mois, comme les pics d'Iran le font avec ceux du Yémen et du Soudan, l'éclatement et la séparation entre les foyers y tendent alors davantage à être dépassés. En Iran, la concentration dans le temps paraît plus porteuse d'une possible convergence, quoique celle-ci se mesure surtout à la répression subie partout. Aux éléments contextuels censément favorables aux Kurdes s'ajoute l'élection d'Ahmadinejad à la présidence le 24 juin. Au sortir d'une gouvernance plus modérée en comparaison – et qui jouait sur cet équilibre à la tête de l'Etat, entre un président réformateur et une frange conservatrice – ce changement peut être perçu comme la porte ouverte à un resserrement répressif, susceptible de se porter contre les dites minorités, non persanes, non persanophones. Davantage peut-être qu'au Khuzestan, où dans la même période et comme par hasard des attentats font leur apparition, il se pourrait que dans la région kurde l'emporte une tendance où les accès contre le pouvoir central et sa présence policière entretiennent une posture finalement sous contrôle, dans l'identification exclusive à la minorité opprimée. Si l'on y ajoute le biais spécial induit par les sources militantes, ces raisons font que nous ne parlons pas de soulèvement à propos de ces faits. Néanmoins, ils sont à souligner dans la confluence de leurs charges.

Dans la région kurde, et surtout dans la petite ville de Mahabad, des affrontements ont repris le 15 juin, mais d'apparence mineure, d'autant qu'ils ne paraissent que réagir à l'accession au pouvoir du nouveau chef du gouvernement autonome du Kurdistan iraquien. Le mois suivant, des « activistes » subissent agression et lynchage policiers, et parmi le groupe visé, l'un des jeunes succombe. A la suite de cette mort, le 12 juillet dans Mahabad, connue comme ville symbole du nationalisme kurde et de la persécution des Kurdes d'Iran, des centaines d'habitants conspuent le pouvoir puis des affrontements opposent défenseurs du régime de la contre-révolution et « counterrevolutionaries », tels que la presse d'Etat les dénomme. La tension paraît se prolonger jusqu'au 16, où un chef flic pourrait avoir été tué – tandis que le nombre des victimes du côté des émeutiers n'est pas donné (un rapport d'Amnesty International daté de mai 2007 parlera au conditionnel d'une vingtaine de tués) – et plusieurs villages et villes de la même région sont concernés, dans les provinces d'Azerbaïdjan Occidental et du Kurdistan. Après presque dix jours sans nouvelles, et tandis que le 19 la capitale pointe son nez quand la destruction forcée d'habitations de bidonville donne lieu à des affrontements, le 24, ce même jour où la colère d'Awahaz revient au premier plan, celle de la région kurde se prolonge à Sardacht (Azerbaïdjan Occidental), dans l'expression d'une solidarité dont le mot d'ordre se traduit dans des actes de confrontation directe. Tandis que 600 personnes auraient été arrêtées au cours de juillet, la prolongation atténuée s'observe jusqu'à début août dans cette région : le 1^{er} à Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan, la répression meurtrière d'un rassemblement lié au déclencheur des émeutes de Mahabad donnerait lieu à une riposte émeutière, puis le 3 à Saqqez où le même genre d'offensive paraît plus nette encore, comme elle retrouve les mêmes cibles que chez les « arabophones », où il se peut que plusieurs jours d'agitations se soient succédés à partir de la reprise du 24, où la contre-attaque des manifestants aurait libéré des prisonniers.

« Iranian authorities said the unrest was not ethnically motivated, but Kurdish leaders disagree », et ces derniers, dont l'émeute éclate l'encadrement, ont bien besoin d'exprimer leur désaccord avec ce qui leur échappe. L'expression ethniquement motivée de la colère est un non-sens. Quant à elles, les autorités centrales reconnaissent à leur façon la communauté des mêmes actes commis en plusieurs

points d'un territoire dont les divisions de l'intérieur sont aussi bien rendues à leur contingence par le même mouvement. Le 28 juillet alors que les déploiements répressifs sont en cours dans les provinces de l'Ouest, c'est au nord-est du pays, près de Mashhad, que les flics seraient contraints d'intervenir pour calmer des milliers de mécontents marchant sur la mairie, après la répression d'une manifestation dite en faveur d'une réforme administrative. Au début du mois d'août les différentes agitations paraissent résorbées, quoiqu'on en ait observé d'autres traces mais affaiblies dans les mois suivants. A la suite de cet été chaud succède une accalmie à l'échelle de l'Etat, jusqu'au « soulèvement azéri » de mai 2006 : à la suite de ce qui apparaîtra comme une nouvelle provocation discriminatoire, c'est encore sur plusieurs jours, et dans plusieurs villes de l'Ouest, dont sans doute la même Naqadeh touchée en cet été 2005, que l'on s'en prendra aux flics, banques, bâtiments administratifs, la répression faisant peut-être plus d'une vingtaine de morts.

Au cœur de l'été et en parallèle des agitations iraniennes, au Yémen entre le 20 et le 22 juillet, puis au Soudan les trois premiers jours du mois d'août, deux derniers soulèvements brefs et puissants viennent clore cette période de quelques mois, après quoi de telles contractions négatives ne seront plus atteintes jusqu'au courant de l'année suivante. Alors, Yémen et Soudan peuvent aussi paraître en deçà de l'ampleur prise sur les fronts les plus importants ouverts dans les derniers mois, au Togo, au Kirghizistan, et même en Equateur, là où des mouvements ont mûri pour s'étendre sur une certaine durée. Cependant, dans leurs surgissements plus foudroyants, jusqu'au cœur des capitales, chacun à sa manière rejoint le même élan, la même mise en cause frontale, dont la nature est encore confirmée dans l'unité des actes commis, et de ce qu'ils nient. Une fois de plus des manœuvres gestionnaires, ou ce qui apparaît comme tel, se trouvent en butte à leur rejet immédiat et brutal depuis les rues. Au Yémen, pour le plus fort des deux, lorsque veut s'imposer une hausse des prix, puis au Soudan, à la mort suspecte du tout nouveau vice-président. Dans deux situations où les voiles puissants recouvrant le conflit latent sont déchirés par ceux qui l'ouvrent en s'y jetant, démentant ce qui n'est que policièrement décrété et vulgairement mis en spectacle à propos du monde en général, et de ces deux Etats en particulier. Le surgissement des gueux est à la mesure inverse de cette pauvreté entretenue, qu'on ne s'imagine les Soudanais qu'en impuissantes victimes du Darfour, dans une dramatisation d'ailleurs aussi vite disparue que la mode s'en était instaurée, ou les Yéménites en arriérées populations engoncées dans un mix de traditions tribales et de foi religieuse.

Depuis sa réunification en un seul Etat au début des années 1990, le Yémen constitue l'un de ces territoires où les préceptes de la gestion économiste mondiale s'imposent avec le plus grossier des mépris. Comme ce fut déjà le cas en 1992 semble-t-il, puis encore en 1998, en ce mois de juillet une nouvelle hausse des prix déclenche la furie, affrontements et pillages, qui à partir de Sanaa et en trois jours à peine gagnent plus d'une dizaine de villes. En même temps que la destruction des commerces désintègre le respect de la marchandise, la colère se porte clairement contre la classe dirigeante, sa corruption, son iniquité, dont les propriétés et ministères sont assaillis. L'extension rapide et unanime, au bord de l'insurrection, nécessite l'intervention militaire de blindés et plus de deux milliers d'arrestations, tandis qu'on dénombre plus d'une quarantaine de morts et jusqu'à 400 blessés, avec des dégâts importants du côté des répresseurs du soulèvement, dont plus d'une dizaine seraient tués et 255 blessés – ce bilan assez inhabituel s'expliquant par l'usage d'armes à feu du côté des soulevés. A ce sujet, si l'on constate la présence d'organisations tribales possiblement influentes jusqu'au cœur, ou presque, de l'événement, pour autant son déroulement le plus entier n'en est pas déductible – cette tradition est d'ailleurs intégrée à la loi étatique, comme l'une de ses composantes. Et à propos du cachet « islamiste » communément apposé au Yémen depuis la « guerre du Golfe » de 1991, il faut signaler ici que des imams s'élèvent eux-mêmes contre ce qu'ils dénoncent en « actes de sabotage ». Etatique, religieuse ou tribale, c'est la loi édictée dans ces différentes dimensions concurrentes que la révolte transgresse.

A peine une semaine plus tard au Soudan, le 30 juillet, l'une des figures des camps opposés dans la guerre, tout fraîchement nommée vice-président, disparaît dans le crash de son hélicoptère. A l'annonce de ce fait deux jours plus tard les rues de Khartoum sont envahies, comme celles d'autres villes. Dans un premier temps aussi dévastateur qu'au Yémen, l'assaut des anonymes prend cependant une autre tournure, dès le premier jour peut-être, plus sûrement les deux suivants, quand les déterminations de la vieille division entre Nord et Sud du pays paraissent l'emporter. Tandis qu'une telle orientation n'avait fait que poindre au Togo, il semble bien qu'ici, telle qu'elle s'est établie depuis l'indépendance de 1956 puis ancrée au gré des différents épisodes de guerre civile, elle devienne vite dominante. Dès lors, la dégénérescence presque immédiate en ce qui paraît des repréailles avérées entre pauvres devient le moyen supplémentaire d'une répression policière déjà brutale, les deux se

partageant au final un bilan de 90 tués et d'un millier de blessés ; tandis que jusqu'à 3 700 personnes seraient arrêtées. Alors que le déclenchement des troubles portait aussi en lui la perspective de son unanimité subversive contre le régime des faux ennemis associés, dont les représentants de chaque camp se prononcent en chœur contre la prise des rues destructrice, celle-ci se perd aussi dans cette automutilation.

Voilà ce que nous pouvons montrer de cette période mouvementée et importante de quelques mois, et qui prend d'autant plus d'éclat si l'on se figure ce qu'un spectateur moyen aura gobé comme informations d'importance sur le monde dans le même temps, tout en ayant peut-être vaguement entendu parler d'une « révolution des tulipes » kirghize et d'une « crise politique » togolaise. A savoir l'entretien du chaos iraquien et ses enlèvements de journalistes occidentaux, ou le spectacle du Darfour, ou les inquiétudes autour de l'élection du président iranien, ou le choc des attentats de Londres. D'autant que de la révolte proprement dite, il est fort probable que dans la plupart des têtes gouvernées par la matraque médiatique, le seul souvenir qui reste aujourd'hui de 2005 ne soit que celui, si évident parce que si officiel, des incendies de voitures dans les banlieues françaises.

Seconde partie de 2005, vues d'Occident

Dans la progression générale de l'exposé, ouvrons ici une sorte d'aparté, dont la forme et le contenu n'impliquent pas cependant qu'il importerait moins. C'est son objet général, que nous nommons Occident¹¹, qui lui vaut cette place à part, à l'image de celle qu'ont dans le monde les Etats qui le composent, et relativement à ce qui caractérise la révolte qui y est survenue dans les temps actuels. Dans cet espace de l'imprégnation la plus ancienne et répandue des bornes de l'existence sociale admise, dont l'expansion s'imposant au monde peut ailleurs s'avérer, parfois, l'élément déterminant dans l'irruption de la contradiction par les rues, l'étau de la résignation règne en maître : l'observation a montré, et confirmé, que c'est là qu'on s'insurge le moins. Plus particulièrement, cet espace est aussi la place d'où nous parlons. Si l'on y rencontre l'expression individuelle de l'insatisfaction, elle n'apparaît que trop souvent réfutation superficielle des apparences de l'implacable, de ce qui en maintient l'illusion. Mais si dans les rues, incontrôlée et offensive, la révolte en Occident est d'une stature inférieure, elle n'en est pas absente pour autant, comme cela s'est tout particulièrement montré en cette seconde partie de 2005, principalement aux Etats-Unis, en Irlande du Nord, en France. A l'instar de ce qui paraît globalement du monde, et depuis l'invisibilité où elle demeure sinon maintenue, une frange monte aussi à l'assaut, qui dès lors ne se conforme plus à ce dont on lui fait miroiter l'accès massif, en même temps qu'on lui refuse massivement.

Du négatif aussi

Fin août 2005. La catastrophe annoncée, l'ouragan Katrina, submerge et détruit la Nouvelle-Orléans. Une partie seulement de la population évacuée, ceux qui restent se retrouvent livrés à eux-mêmes. En même temps que tardent les secours, puis qu'ils s'organisent mal, des pillages s'étendent à travers

11. Profitons-en pour avertir ceux qui, du genre de ce Camus officiant sur le site-dépotoir Rue89, verraient par ce sésame l'ouverture d'un discours aux « réminiscences curieuses ». Celles-là n'existent que dans sa réflexion tarée de désinformateur. Et, tel que l'indique sa signature, *Une expérience d'assemblée en France au printemps 2006 - Critique de l'AG en lutte* n'est pas le produit des occupants de l'EHESS, comme ce guignol le ment.

toute la ville. Dénonciation immédiate, si l'on peut dire, puisque par les voix assermentées habituelles, détentrices du pouvoir de médiatiser le plus fort. La représentation dominante donnée sur la Nouvelle-Orléans est le chaos : chaos humain où les « victimes » laissées à pourrir ne deviendraient plus qu'une sorte de barbares ; et désordre « criminel », quand les lois d'accès à la marchandise ont été emportées dans l'inondation, et qu'on se passe donc de leur respect. Dans la double condamnation a priori du pillage et de tout agissement incontrôlé, les informateurs font leur miel de rumeurs qu'ils relaient largement, au service de la police. Isolés, si seulement ils ont été commis, viols et autres « crimes » l'auraient surtout été à l'intérieur des deux grands bâtiments, Superdome et Centre de conférences, où sont parqués, entassés, les centaines d'habitants qui n'ont pu ou voulu évacuer, et c'est sur cette base que l'amalgame est monté en épingle, à propos de ce qui se passerait à l'échelle de la ville entière. Fausse car ce qu'elle rapporte, dans l'impression générale qu'elle sert à répandre, n'a pas eu lieu, la rumeur est vraie pour ce qu'elle montre des croyances et des préjugés de ceux qui la colportent et la consacrent médiatiquement – et au regard de l'effet produit, leurs éventuelles révisions postérieures n'y changent rien.

Contre les profanateurs de la marchandise, l'intervention de l'Etat est donc avant tout policière – avec l'utilisation de soldats revenus d'Iraq, ce qui ne serait qu'anecdotique si l'on ne se souvenait de ce qui s'y produit en avril 2003 – et la mise en avant de cette opération répressive permet de faire diversion quant à son incurie, dans sa prévention comme dans sa réaction face à la catastrophe climatique. La priorité consiste à s'opposer par les armes à tout agissement autonome, en même temps qu'à tout plaisir hérétique de la disposition libre et directe des choses. Deux mois plus tard, au passage de l'ouragan Wilma, c'est dans les villes mexicaines de Cancún et Cozumel que plus d'un millier de personnes seront arrêtées en représailles du même genre de sacrilèges.

Si ce n'est peut-être lors du black-out électrique d'août 2003 au nord-est, ou d'autres pillages affectèrent aussi des villes canadiennes, des Etats-Unis jusque-là ne nous étaient apparus que quelques désordres sans commune mesure, qui se résument à des débordements lors de fêtes étudiantes arrosées ou de spectacles sportifs, comme on l'observe en Nouvelle-Zélande et en Australie – avec cependant pour cette dernière des tensions parfois plus vives de la part de ses « aborigènes » ghettoisés. Pour ce qui concerne cette brève évocation des Etats occidentaux tout de même apparus dans le champ de l'observatoire, mais de façon toujours périphérique, on peut encore signaler l'Espagne (avec notamment un mouvement de grève prolongé de la part de dockers courant 2004), et plusieurs désordres minimes ressemblant aux émeutes des quartiers français, par exemple en septembre 2006 à Bruxelles, en octobre 2007 à Amsterdam, à Montréal en août 2008, après Copenhague en février de la même année.

De façon peut-être plus notable, mais qui reste aussi secondaire, viennent plusieurs Etats de cette zone interlope de l'ancienne Europe de l'Est : la Hongrie à l'automne 2006, où l'aveu de mensonge du premier ministre est suivi de deux jours d'émeutes au cœur de Budapest ; Tallin la capitale de l'Estonie en avril 2007, où un différend d'aspect nationaliste déclenche l'émeute (les deux autres pays baltes s'étant eux-mêmes agités au début de 2009, simultanément à la Bulgarie, à l'occasion de manifestations anti-gouvernementales) ; la Serbie en février 2008, à la proclamation de l'indépendance du Kosovo (d'une façon semble-t-il moins équivoque qu'en mars 2004) ; et, non plus dans cette zone européenne mais qui y sont rattachables en tant qu'ex-territoires soviétiques, l'Azerbaïdjan en octobre 2003 et l'Arménie en mars 2008, où des processus électoraux ont été contestés dans les rues, assez vivement au vu de la répression subie en conséquence. Notons enfin que la grande Russie a paru demeurer quasiment vierge de tout négatif, du moins d'après ce que nous avons été en mesure de constater.

Si d'une façon assez similaire que pour les Etats-Unis rien de conséquent n'avait retenu notre attention à propos du Royaume-Uni, dès le mois d'août puis en septembre 2005, des villes d'Irlande du Nord, et Belfast en particulier, deviennent le théâtre d'émeutes qui, si elles s'apparentent aux affrontements ritualisés à l'occasion de cérémonies religieuses, conquièrent une intensité inhabituelle. Nourries à la haine quotidienne vouée aux flics, plusieurs journées de frondes menées par des enfants et des adolescents répondent alors à l'occupation policière. Si cela se produit en parallèle du règlement officiel de l'ancestral conflit territorial, qui lui offre encore de ses vieux prétextes, on est bien plutôt tenté d'y voir la manifestation de la même jeunesse rebelle qui fait la majorité des révoltes dans le monde. Quoique sous l'influence de déterminations locales spécifiques, et dans des proportions incomparables, c'est aussi le même ordre contredit à Lomé ou Bichkek qu'on affronte à Belfast.

Car il ne s'agit pas de dissocier d'une manière définitive l'Occident du reste du monde, ce qui équivaudrait à valider ce que l'Occident se représente de lui-même. Ses frontières mouvantes le traversent aussi de part en part, au contraire de ce qui se représente couramment. De même qu'entre la loi qui s'impose et la volonté de s'y soustraire la contradiction traverse chaque individu, qu'il le reconnaisse ou non, la contradiction publique, sociale, est partout dans le monde. Ceci dit, comme l'ont montré à la sortie de l'été 2005 les abordages massifs de migrants sur les portions territoriales espagnoles de Melilla et Ceuta enclavées au nord du territoire marocain, la forteresse occidentale ne lésine pas sur la défense de ses frontières en dur. Moment au sujet duquel les commentateurs, à propos de ce que les migrants convoitieraient, expliquèrent dans toute leur morgue qu'il s'agirait de ce modèle dont ils se réclament, justifiant ainsi la protection de cet enclos, le leur, où la majorité des populations communitaires dans son abandon à un mode de survie qui arrive encore à se croire le plus avancé.

Dans l'évaluation des rapports de forces à l'échelle du conflit mondial, il s'agit de prendre acte des différents stades atteints dans la rébellion. Les révoltés potentiels d'Occident, « de l'intérieur », se trouvent placés dans une position plus défavorable, parce que, dans une répartition démographique où les jeunes sont en moins grand nombre, ils sont au cœur même des jougs les plus serrés et les plus ancrés. La même domination règne sur le monde, sur n'importe quel territoire, à ceci près que dans l'ensemble de ceux considérés par ailleurs, ou presque, ceux qui se révoltent, hors du moment où ils le font, partagent des conditions de survie majoritaires inférieures aux standards du confort occidental. Alors qu'à l'intérieur de cette sphère, ceux qui leur ressemblent constituent des minorités, numériquement, comme ils le demeurent encore dans les situations les plus négatives, ou qui tendent à l'être. Là où ailleurs les superficies des bidonvilles égalent ou surpassent les anciennes délimitations des centres urbains qu'ils ont transformés, en Occident on a plutôt affaire à des ghettos, néanmoins d'envergure, tel que l'ont révélé, en 2005, l'apparition de la Nouvelle-Orléans dévastée, avant celle des banlieues françaises en novembre.

Surreprésentation

A propos de l'événement de novembre 2005 en France, il faut dire d'abord qu'il a bénéficié d'une exposition mondiale totalement délirante, qui a à la fois porté préjudice aux incendiaires sur le terrain, comme elle s'oppose à la compréhension de la révolte en général, à l'appréhension du monde de ce point de vue. Ici, la révolte est mise en spectacle, dans une disproportion incohérente au service de la domination. Si elle n'en est l'effet direct, ce genre de surreprésentation est à l'image de l'image que l'Occident se donne, et qu'il cultive à l'adresse du monde, depuis cet espace où se concentrent les émetteurs et les carrefours névralgiques de la culture industrielle et de la représentation totalitaire. Cet exemple français n'est pas le seul, s'y ajouteront par la suite la fausse révolte birmane en septembre 2007, ou les dalai-lamentations à propos de la Chine en mars 2008, mais il est tout particulièrement significatif, d'autant plus à nos yeux qui virent bien qu'alors, la France ne fut pas à feu et à sang, pas plus que les actes de révolte, de nature plus « brute » qu'en de nombreux ailleurs, n'étaient proches de tout renverser.

En novembre 2005 en France, la révolte a surgi d'une manière inédite : par l'extension dans la durée et par les cibles visées, par la propagation à travers le pays, à laquelle l'information, locale au moins, a aussi contribué, c'est une unanimité négative vigoureuse qui a commencé à se déclarer, sans chefs, d'aspect irréductible face aux diverses tentatives de lui donner ses raisons, mettant aussi en perspectives une base d'accord possible avec les révoltés du monde.

Mais d'une façon retentissante, à la mesure inverse des occultations habituelles, l'image de la révolte s'y est substituée, jusqu'au point où elle a paru suffire à ses acteurs eux-mêmes, devenant leurs propres spectateurs et délaissant dès lors toute capacité propre à la mener plus loin. Même en continuant à biffer du journaliste, ceux qui agissaient sont passés sous le contrôle de la caricature médiatique déversée, sclérosant toute possibilité de progression. C'a été là l'une des principales façons de contenir ce désordre naissant, qui a bien éclaté tout de même, et qui a donc subi ce sort. Outre ses effets sur le terrain et sur le moment, cette limitation dans la représentation travaille contre tous les révoltés du

monde, par l'entretien de cette division entre les pauvres, qui oppose le spectateur à celui qui tombe dans l'excès de la révolte. Comme localement les révoltés, à l'image de leur parcage en banlieues, furent, et sont, enfermés dans ce qui devient une identité restrictive d'émeutier professionnel, « casseur », à l'adresse du monde et plus vulgairement encore, l'image donnée n'a été que celle d'un dérèglement sans profondeur et insensé, dans une catégorisation de la révolte plus prononcée qu'à l'accoutumée, à la mesure du délire de la mise en spectacle. Le spectateur n'est que conforté dans la nécessité de se protéger, en accord avec la police et la télévision. Ramenés à une violence condamnée moralement et sans prolongement possible, le négatif et la révolte ne le concernent pas. Regardez, ici, ces hordes désespérées, dégénérées, dépolitisées ; regardez, là-bas, c'est à peine mieux, mais ceux-là, au moins, aspirent peut-être à notre misère.

Comme cette débauche confusionniste a recouvert plusieurs mois d'agitations significatives à travers le monde, du moins pour qui s'en serait enquis, en ce mois de novembre la révolte dans le monde a d'autant plus été tue. Alors que, quoique dans des situations globalement inférieures à celles des premiers mois de l'année, des assauts « lointains » n'ont pas manqué, et de leur présentation d'ensemble il s'agit maintenant de reprendre le fil.

En Algérie encore, où dans la semaine où Clichy-sous-Bois s'embrace, les flics tuent une voire deux personnes dans la répression d'une émeute à Arzew près d'Oran, puis mi-novembre à Laghouat, où c'est là aussi la mort d'un jeune tué par un flic qui déclenche deux jours de furie, ne laissant pas les commerces de côté. En Turquie dans la zone kurde au sud-est, plusieurs villes s'agitent au cours du mois, après qu'on a découvert l'implication de flics dans un attentat récent, augurant du soulèvement en passe de se déclarer au printemps suivant. Et surtout, en Afrique noire où depuis l'ouest on se déplace vers l'est, centralement en Ouganda et plus encore en Ethiopie, avec pour cette dernière la prolongation de ce qui avait commencé en juin ; tandis que de plus faibles « échos » apparaissent, liés à des différends d'oppositions politiciennes, en Tanzanie le 1^{er} novembre, puis au Kenya le 11, en parallèle de combats entre bandes dans les bidonvilles.

A Kampala le 11 et le 12 novembre, ce sont d'abord des protestations étudiantes qui inaugurent la confrontation avec les flics, au milieu de pillages commis aux alentours d'une université, avec un mort, voire deux ; confrontation qui s'intensifie à partir du 14. D'abord rassemblés aux abords du poste de police où est détenu un leader opposant récemment rentré d'exil, ils sont ensuite des centaines, peut-être des milliers, à prendre les rues. Certaines mairies sont assaillies, saccages et incendies s'étendent, là aussi les voitures brûlent, le mobilier urbain est défoncé. S'il paraît que la répression s'opère surtout à coups de balles en caoutchouc et de canons à eau, un mort s'ajoute aux premiers, abattu alors qu'il tenterait de piller, et encore un autre le lendemain où la tension persiste. D'autres villes connaîtraient des désordres, mais il n'en est pas plus dit à leur sujet. Le 22, l'Etat ordonne l'interdiction de manifester. Par la suite, et comme on pouvait déjà le constater auparavant, des étudiants feront encore parler d'eux, dans une atmosphère de frictions plus fréquentes, en particulier liées à l'échéance électorale de février 2006, où l'on réprimera les gueux mis dans la rue par l'opposition à Museveni, jusqu'aux colères dites anti-indiennes en 2007.

En Ethiopie, la protestation contre les résultats des élections a d'abord été relancée fin octobre par l'opposition, appelant à la grève générale. A partir du mardi 1^{er} novembre à Addis-Abeba, et jusqu'au vendredi 4 au moins en plusieurs points du pays, le même genre d'opérations policières qu'en juin, immédiates et à balles réelles, possiblement jusqu'à l'usage de mitrailleuses et de grenades, se trouvent cette fois en butte à une résistance anonyme prononcée, dimension principale de cet événement. « Il n'y a pas de slogan, pas de banderole, simplement les gens ne supportent plus la police ». Dès le premier jour des routes sont barrées et les flics caillassés, dont l'un tué peut-être, comme 6 de la même engeance le seraient au cours de ces quelques jours, tandis que 6 à 8 personnes tombent déjà dans les rangs de leurs ennemis, au milieu de dizaines de blessés. Au deuxième jour, les descentes policières continuent de se heurter aux barricades érigées en plusieurs zones de la capitale, malgré 23 morts de plus, comme encore le jeudi, 3 morts dans les rues et 7 prisonniers tués dans leur tentative d'évasion, où l'on apprend que les troubles s'étendent à travers le pays, avec des « étudiants » qui manifesteraient en soutien de leaders de l'opposition arrêtés, et « dans des affrontements similaires » à ceux de la capitale, avec des morts également. « Protests erupted Friday in Dessie, Gondar, Bahar Dar, Arba Minch, Awassa, Dire Dawa and other towns, according to Western diplomats, hotel owners and tour operators. » Ce vendredi à Addis-Abeba, les troubles continuent sans faire de morts, mais les

arrestations se comptent par milliers. Le 5, alors que l'ordre paraît revenir dans la capitale, des paysans s'opposent à la police à Debre Berhan, tandis qu'à Arba Minch, entre autres villes touchées par les « disturbances », ce sont encore des milliers de manifestants qui sont dispersés à balles réelles.

La semaine suivante, alors que des appels à la grève sont maintenus par l'opposition, il paraît visiblement que la répression a eu raison des rues et de leur assaut central contre les flics, que certains ont peut-être mené à coups de machettes, et même équipés d'armes à feu. La destruction s'est aussi portée contre des centaines de bus de la compagnie étatique, de même que, de façon plus secondaire semble-t-il, contre des maisons, commerces, autres bâtiments. Si le 10 novembre l'Etat libère 2 417 arrêtés, il se pourrait qu'ils aient été 30 000, voire 40 000, à avoir été pris entre juin et novembre, pour des bilans totaux de 82 à 193 tués, et plus de 850 blessés – dont 6 morts et 75 blessés du côté des flics. A la fin du mois, le 30 novembre à Jeldu, 2 500 « étudiants jeteurs de pierres » se lanceront encore à l'attaque de commissariats, deux d'entre eux et un flic étant tués.

Depuis, rien ne nous est apparu de tel, comme ce fut d'ailleurs le cas dans les années antérieures, du moins depuis avril 2001 où les rues d'Addis-Abeba connurent deux jours de fortes émeutes déjà violemment réprimées, avec un chiffre officiel de 31 morts. 2005 aurait donc concentré la plus forte montée récente d'insatisfaction en Ethiopie, qui paraît surtout avoir été tuée dans l'œuf de façon préventive, le régime ne laissant pas même se lancer la grève générale, plus qu'elle ne s'est muée en charge offensive conséquente, dans ce qui a tout de même laissé paraître une ambiance de défiance répandue, bien présente. Mais c'est à l'intérieur de l'un de ces nombreux Etats maintenus à l'écart de l'éclairage médiatique mondial, dont la plus récente apparition n'a correspondu qu'à l'intervention de son armée contre les tribunaux islamiques de Somalie à la fin 2006, ce qui lui vaudra des manifestations hostiles au moins jusqu'au caillassage.

3. 2006 et après, foyers principaux

L'observation attentive sur la durée a permis le constat d'intensifications certaines, localement, c'est-à-dire séparées par le carcan des frontières étatiques. Mais si l'information franchit ces frontières, ça reste sous le contrôle de qui la manie, et de qui elle sert. Dans le discours ainsi public, les situations de révoltes séparées ne sont pas reliées entre elles ; sinon, éventuellement, suivant des communautés de motifs partiels, partiellement critiques. Pourtant, le constat assez simple de leurs ressemblances au-delà de ces motifs, dans les moments où elles s'initient, puis lorsqu'elles s'intensifient, indique déjà qu'elles ne sauraient s'y voir ramenées. Ceux qui parlent ainsi de la révolte n'y prennent pas part, ils servent à la contenir.

Dans ce qui suit, provisoire aboutissement de la réflexion sur le monde observé, il y a la volonté de montrer les plus récents lieux du conflit, où des révoltés l'ont mené à ses points les plus extrêmes. Dans la tension accumulée, des proximités redoutables apparaissent, quand on imagine quelles offensives auraient pu se rejoindre, se renforcer, de Douala à Diyarbakir, de Karachi à Conakry ; d'autant plus lorsqu'à travers plusieurs territoires des accès de tension successifs, rapprochés, paraissant jusqu'à s'engendrer entre eux, nourrissent des ambiances générales d'où l'acteur du débat, sujet en puissance, s'en extrairait d'autant plus.

Ce sont là les hauts lieux des batailles les plus actuelles, principalement situées dans le Sous-continent indien et en Afrique. La contradiction est portée à son comble, et affrontée en ce sens : ce sont là les meilleures preuves, dans les dernières années, à la fois de l'occultation généralisée du débat en cours, et de toute aspiration possible à vouloir le mener. Imprégnation, maturation, concentration dans la durée, ces moments du monde révèlent son instabilité souterraine, réelle, dont les conséquences en surface sont niées, au profit de la propagande sur l'immuable.

La présentation d'ensemble vise l'approfondissement de la démonstration et de la réflexion sur la communauté mondiale de l'insatisfaction, dans la mise en cause qui les unit, au-delà, radicalement, des motifs particuliers qu'on lui assigne, dans l'apparence, dans le sens posé dans le langage ennemi, structuré par le langage ennemi. Dans la mise en évidence et l'examen plus serré de ces moments de ruptures, dont les situations qu'ils engendrent peuvent durer jusqu'à plusieurs mois, le possible critique, le possible inconnu, n'est jamais aussi grand. Parce que la critique est commencée, dès le premier assaut, contre la domination et ses effets, son décor, ses symboles, ses lois, ses défenseurs et ses collabos, et parce que dans les points culminants atteints, toute l'irréconciliable fracture s'approfondit, entre les triviaux impératifs négateurs du vivant, et l'entièreté potentielle que ce dernier n'a pas perdue de vue. Au vu des ruptures créées dans le monde, et de quelles négations elles sont en même temps, il y a décidément du sens à discuter.

Terrains secondaires

Oaxaca au Mexique

Dans la deuxième moitié de 2006, il faut d'abord dire que la révolte d'Oaxaca a bénéficié d'une exposition spéciale, de telle sorte que cette situation particulière en est aussi venue à passer pour

l'image déformée de toute la révolte¹². Tout en s'y arrêtant mais d'une façon mesurée par rapport à l'ensemble des révoltes contemporaines, nous n'en parlerons que brièvement, pour souligner surtout cette incohérence. Il s'agit du seul événement ici considéré pour lequel nous n'avons pas opéré de traitement systématique dans l'abondance des informations recueillies, dont l'ensemble présente cette caractéristique d'être composé par une multitude de publications de type militant, « alternatif », capables de dénoncer la sélectivité des médias dominants pour ne faire qu'augmenter du même coup les effets de la mise en spectacle qu'elles opèrent elles-mêmes, à laquelle a participé jusqu'à un cadavre de situationniste. Représentation qui en a fait une situation bien plus connue que la moyenne, raison pour laquelle nous n'entrerons pas dans le détail de son déroulement. Le mouvement né dans cette ville de près de 260 000 habitants, située à l'extrême sud du pays dans l'Etat du même nom, prend par ailleurs sa place dans les fronts que nous appelons secondaires au vu de ce qu'a été sa portée offensive et critique limitée ; et parce qu'elle est demeurée d'envergure régionale, partageant ce point commun avec les situations des petits Etats insulaires du Pacifique et du Timor Oriental, et celles du Kurdistan.

Dans ses actes la révolte d'Oaxaca s'est singularisée par son inscription dans la durée. Au Mexique, elle a prolongé cette dimension principale de confrontations localisées déjà constatée dans les années précédentes, le plus souvent contre les autorités locales et le bras armé policier, allant parfois de la part des foules en colère jusqu'au lynchage de ceux tombés entre leurs mains (cette sorte d'ambiance latente et répandue rapprochant le Mexique du Pérou de 2004 ; et pouvant faire penser à la Chine en général). En 2006, ce sont plutôt les flics et l'Etat qui contre-attaquaient : d'abord le 20 avril dans l'Etat du Michoacán contre des mineurs en grève, puis le 3 mai à San Salvador Atenco¹³ contre des marchands ambulants, où les interventions policières provoquent des affrontements soutenus quoique brefs ; enfin un peu plus d'un mois plus tard, le 14 juin, où une même opération est lancée contre des profs en grève au centre d'Oaxaca. Mais, là où précédemment les flics l'ont emporté, c'est le point de départ de plusieurs mois d'insoumission dans la ville et ses alentours, de la part d'un ensemble d'habitants bien au-delà des seuls profs agressés. Fin juin, est créée une organisation dénommée Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca. Dans le rejet dirigé contre le gouverneur local dont la démission est exigée, la ville prend dès lors des allures de commune, perturbant notamment l'habituelle circulation touristique. Ses rues sont barricadées, des lieux, université, médias locaux, bâtiments étatiques, occupés. A intervalles réguliers des marches massives démontreront l'unanimité décidée contre le gouvernorat, tandis qu'à plusieurs reprises les tentatives d'assauts de la part de nervis à sa solde seront repoussées. De juin à l'automne, l'Etat central, occupé durant l'été par l'élection présidentielle et sa contestation par le principal candidat défait, demeure plutôt en retrait. Avant que, non sans rencontrer de vives résistances, les opérations répressives intensifiées à partir d'octobre, cette fois par l'intervention principale de contingents de flics nationaux, entraînent fin novembre la disparition des dernières barricades, quelques jours avant l'investiture du nouveau président.

Au-delà, et comme le phénomène en naquit en parallèle du mouvement réel, il n'est donc surtout resté de l'événement qu'une image figée, nouvelle icône de référence dont la conservation et la célébration acritiques rappellent ce précédent déjà mexicain du Chiapas de Marcos. De notre point de vue, au regard de la forme prise par le surgissement de la révolte en général, la rébellion d'Oaxaca, par la tenue des rues prolongée et pugnace, et par la formation d'une organisation se déclarant contre les gestionnaires en place, est d'abord apparue comme une possible avancée. Mais, à l'instar de sa montée en épingle militante, sans doute aussi active à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mexique, qui l'a donc isolée dans le monde, il semble que sur son terrain particulier les visées préconçues l'ont emporté sur l'extension critique possible, par la domination de positions moins ouvertes qu'établies, issues d'obédiences diverses déjà actives et associées, de type indigéniste, gauchiste, citoyeniste, à l'image de l'APPO, ce regroupement d'organisations préexistantes ; de telle sorte que sur la base de l'objectif unificateur du rejet contre le chef du pouvoir local, qui semble s'être comme suffi à lui-même, ce sont leurs revendications qui ont constitué le discours représentatif de l'engagement collectif. En ce sens, il apparaît surtout que la représentation donnée, à la fois sur le terrain et par la médiatisation, a davantage été une sorte d'usurpation, du moins qu'elle a pris le pas sur ce que la tenue rebelle des rues

12. On peut d'ailleurs faire la même remarque à propos des événements de fin 2008 en Grèce, dont la double médiatisation, dominante et militante, a œuvré par hypertrophie à la même stérilisation. Nul doute que sur place, des révoltés y ont aussi débordé le folklorique dans lequel on voulait les contraindre.

13. Situé à proximité de la capitale, où fin 2001 un mouvement se constitua contre l'implantation d'un aéroport et les expropriations qu'elle devait entraîner, qui s'étendit sur plusieurs mois à la façon de celui d'Oaxaca en 2006, obtenant pour sa part gain de cause à l'été 2002.

aurait pu engendrer et signifier de plus profond, de plus radical (avec dans ce cas une ressemblance avec l'Algérie de 2001, l'influence des pratiques organisationnelles indigènes au Mexique, traditions fortes au sud du pays, ayant joué un rôle voisin de celle des aarchs kabyles). S'il ne semble pas que des leaders avérés ont conquis un rôle déterminant, des idéologies ont eu le même effet. Avec au final, pour ce qui est du moyen organisationnel mis en place, une sorte d'assembléisme à l'avoir emporté, peut-être dès le commencement, c'est-à-dire quand l'organisation s'autolimité de telle manière que le projet déterminé par son intermédiaire dépend principalement de positions préalables admises comme indiscutables, alors qu'il s'agit de les discuter.

Ainsi, à travers Oaxaca, c'est encore la tendance générale à l'affaiblissement de la révolte, limitée par ses récupérateurs ou attirée dans les enclos de sa surreprésentation caricaturale, qui se trouve confirmée en Amérique latine. Jusqu'à aujourd'hui, en dépit d'agitations parfois prononcées en Bolivie, mais dans des focalisations liées à l'instauration de la nouvelle loi étatique, et surtout au Pérou, ce constat ne s'est malheureusement pas démenti.

Iles du Pacifique ; Timor Oriental

C'est une nouveauté dans le cours de l'observation, en 2006 la révolte surgit sur le pourtour nord et est de l'Australie : d'une part dans les capitales des archipels des Iles Salomon, en avril, puis des Tonga, en novembre, dans ce qu'on peut désigner comme des micro-Etats, avec des populations respectives de 566 842 Salomoniens, ou Salomonais (en 2008), et de 116 921 Tongiens (en 2007), tous deux sous le régime d'une monarchie parlementaire ; d'autre part, depuis le mois de mars jusqu'à la fin du printemps, au Timor Oriental (autour d'un million d'habitants), situé à l'extrémité est de l'Indonésie, l'ancien colon dont ce nouvel Etat a été officiellement séparé en 2002.

Dans l'Océanie, relativement à l'Australie, les îles du Pacifique font partie de sa périphérie, au sens d'espace secondaire où les conditions moyennes de survie (moyennes au sens des plus répandues, à l'échelle des ensembles de personnes partageant l'obligation de s'y soumettre) équivaldraient à celles de ses rebus « aborigènes » de l'intérieur. Depuis 2003, et dans le cadre d'une plus large opération de contrôle à l'échelle de la région, (au prétexte général, pour changer, de lutte anti-terroriste), les habitants des Iles Salomon sont directement sous la coupe policière de cet Etat, à la suite d'une intervention pacificatrice¹⁴ contre un « civil unrest » ou « bloody ethnic gang conflict » expliqué comme ayant opposé des émigrants en provenance de l'île de Malaita à des habitants de celle de Guadalcanal, où se situe Honiara. En 2006, tandis que ce genre de rappel sert en passant à suggérer l'amalgame avec la révolte qui éclate, cette représentation exclusive est aussi celle qui va s'imposer au sujet des troubles du Timor Oriental. Sous le patronage de l'ONU, ce territoire subit le même genre de contrôle que les Salomon : en 1999, c'est-à-dire l'année qui a suivi celle de la grande révolte d'Indonésie, un référendum est organisé au résultat en faveur de l'indépendance, soutenue par l'ONU, auquel succèdent des « massacres » d'inspiration « pro-indonésienne », qui légitiment à leur tour une intervention militaire « pacificatrice ». Pour ce qui concerne les Tonga, c'est en réaction à la révolte de novembre 2006 qu'une intervention semblable sera initiée.

Dans l'expression anonyme de la rupture, les situations de Salomon et Tonga sont étonnamment ressemblantes, par la similarité des motifs, et par la communauté dans les actes commis. Principalement localisés au cœur des capitales, ce sont deux événements à la fois brefs – une fois l'émeute commencée, elle ne dure qu'une nuit à Nuku-Alofa, et une nuit et un jour à Honiara – mais fulgurants au vu de l'intensité négative atteinte dans ces laps de temps. Cependant, il faut tempérer ici notre jugement initial, qui nous avait fait qualifier ces deux événements en soulèvements : s'ils en présentent des caractéristiques, principalement par leurs ravages au cœur de capitales, il serait plus juste, si l'on parle de micro-Etats, de parler de « micro-soulèvements ».

A Honiara le 18 avril 2006, des milliers de personnes prennent les rues à la suite d'une première confrontation entre manifestants et flics aux abords du parlement, à l'occasion d'un rassemblement de

14. Saisie de centaines d'armes entre 2003 et 2006, avec 7 300 arrestations.

contestation contre la désignation du premier ministre, dénoncée comme frauduleuse : celui-ci est caillassé dans sa tentative de fuite. A Nuku'Alofa le 16 novembre 2006, alors que des milliers de personnes sont rassemblées devant le parlement, on annonce l'ajournement d'un « vote sur des réformes démocratiques » (censées réduire les privilèges de la noblesse héréditaire au pouvoir), ce qui déclenche d'abord des caillassages contre des bâtiments gouvernementaux.

Dans les deux cas les rassemblements initiaux débordent très largement en envahissements colériques des rues, et le pillage devient la pratique centrale, pour une dévastation générale des comptoirs de la marchandise, contre les instruments du divertissement et du tourisme notamment, hôtels, boîtes de nuit, casino, restaurants, dont certaines propriétés de gestionnaires. Les commerces sont vidés, on boit, on se saoule, on distribue l'argent, on incendie. A Honiara dans la nuit les pilleurs seraient quasiment un millier, puis encore 1 500 le lendemain, (hommes, femmes, enfants). « Certains magasins brûlent encore, selon des témoins sur place, alors que des groupes d'individus, toujours incontrôlés, déambulent dans les rues désertes, souvent en état d'ébriété. » A Nuku'Alofa il s'agirait de centaines de « jeunes », dont le déferlement d'une nuit sur des dizaines de commerces aura pour résultat la destruction de 80% de la capitale, dans la même ivresse. « The heart of the business district had been destroyed ». Semble-t-il pareillement pris par surprise, les flics ne reprennent le dessus que grâce à l'intervention de renforts dépêchés dans l'urgence, non sans que plusieurs d'entre eux ne soient blessés, aux Salomon – où il n'est pas fait état de blessés du côté des révoltés, de même qu'aux Tonga, où six à huit personnes seraient mortes dans les incendies allumés au cours du pillage. Comme si les révoltés un instant repus lui laissaient la main, et même si des mesures d'exception sont rapidement décrétées, la répression s'abat plutôt dans un second temps, la déferlante passée et à mesure que les renforts policiers se déploient – il y a des dizaines d'arrestations aux Salomon ; et jusqu'à 800 aux Tonga, avec cette fois des informations sur des blessés parmi les raflés, qui empliront les prisons sur place plus qu'elles ne peuvent en contenir.

Pour Salomon comme pour Tonga, les discoureurs dominants ont expliqué le pillage par une motivation raciste déterminante, parce que les commerçants sont en majorité estampillés de la nationalité chinoise. L'entrée dans le détail des faits, à Honiara comme à Nuku'Alofa, montre simplement que la prétendue focalisation anti-chinoise est surtout venue des têtes journalistico-étatiques : cette focalisation a été centralement anti-marchandise. On apprend par ailleurs, à propos des Salomon, que des Chinois ou Taïwanais, par des influences affairistes ou politiciennes, auraient été mêlés à la corruption dénoncée en introduction de la révolte. On comprend surtout que les émeutiers pillards partageaient ce point commun de subir au quotidien une gestion de l'ordre seulement profitable à la caste politico-marchande, centralement attaquée lorsqu'une énième preuve de sa malhonnêteté constitutive fut accréditée ; comme pour l'offensive menée aux Tonga, quand les gardiens locaux de la même injustice permanente crurent pouvoir imposer leur décision de la maintenir, d'abord dans le mépris des appels à la réforme.

En parallèle de cette calomnie sur la portée potentielle des actes, étayée à grands renforts de déplorations médiatiques sur le pauvre sort des victimes chinoises, ce sont justement les perspectives réformatrices qui sont publiquement replacées au centre des attentions, pour se substituer à ce que leurs auteurs principaux peuvent bien en penser, et cela de deux manières : d'un côté par la mise en cause de différents leaders politiques accusés d'avoir fomenté et dirigé les troubles, de l'autre par l'officielle accession à certaines des revendications formulées avant la révolte. Avec l'éviction du premier ministre conspué, et sous l'influence des sermons du chaperon australien, on promet aux Salomoniens de résoudre les problèmes de corruption depuis les mêmes instances qui l'ont jusqu'alors tolérée et encouragée. Et c'est même dès le commencement de l'émeute et du pillage que les dirigeants tongiens clament en catastrophe leur accord avec les projets de réforme, d'aucuns s'étonnant que les révoltés n'en aient pas, du coup, stoppé leur élan. Ceux-là ne comprennent jamais ce moment, où ce qui s'engage échappe justement à la simple raison. Mais après que l'ouverture se referme, à la fois sous l'effet de la répression et parce que ceux qui l'ont créée l'abandonnent, les récupérateurs locaux s'empressent de crier victoire, l'événement de novembre 2006 s'intégrant à la version officielle, selon laquelle « Tonga [était] le théâtre depuis plus d'un an d'une fronde démocratique, réclamant la fin du système semi-féodal en vigueur dans l'archipel », où depuis 2006, ce sont des mesures d'exceptions qui ont été maintenues jusqu'à début 2009 au moins. A l'instar des troubles au Timor Oriental, ces accès du Pacifique seront par la suite rappelés, si seulement il en est question, comme preuves d'une instabilité régionale à surveiller, et par exemple amalgamés au coup d'Etat de décembre aux Fidji, lui-même condamné, par les mêmes Etats qui n'y enverront pas leurs polices : on se demande bien pourquoi.

Par l'emballement et le déchaînement du pillage (toutes proportions gardées, on peut se figurer les dévastations de leurs centres-villes par rapport à la déferlante de mai 1998 à Jakarta), l'interprétation arrêtée sur Salomon et Tonga ne peut qu'être niée : il est impossible de la circonscrire suivant la perspective fixée dans le discours politique propagé par les informateurs. Ce n'est peut-être qu'anecdotique, mais significatif d'un des enjeux cruciaux dans l'offensive anonyme : aux Salomon le lendemain du début de la démolition, de ce fait le seul quotidien local est empêché de paraître. Sur son terrain, la révolte court-circuite déjà l'émission de l'information habituelle. Si l'on peut dire que les anonymes un instant soulevés se sont érigés en masse contre la malhonnêteté gestionnaire, la suite entière de leurs actes a au moins entamé une mise en cause absolument étrangère à ce genre de discours, qui la calomnie et qui la réduit, pour qu'on l'oublie donc.

En parallèle de ces deux éruptions, ça tourbillonne quelques encablures plus à l'ouest. Mais le rapprochement au premier abord doit être tempéré. Les doutes émis à la conception de la chronologie générale se sont confirmés, à ceci près qu'ils ne signifient plus que l'appréhension était trop peu assurée, ils sont un jugement sur la portée de l'événement. Une comparaison plus parlante pourrait être faite avec l'événement d'Haïti en février-mars 2004 (qui fut d'une ampleur plus grande toutefois).

Les troubles au Timor Oriental, de la première émeute d'ex-soldats virés à la fin mars, jusqu'à la répression des « gangs » de fin mai/début juin (au moins), s'étendent sur une période de deux mois environ. Il s'y trouve des divisions entre leurs acteurs, qui ne sont pas du même ordre que celle qui apparaît lorsqu'une colère unanime la crée, pour diriger l'offensive contre l'ennemi dès lors désigné ; ce qui paraît une forte limite à l'agitation sociale pourtant palpable, dans un contexte déjà déréglé sous des influences contraires à toute généralisation de la révolte – l'instauration de l'Etat indépendant, en mai 2002 (où déjà une émeute eut lieu en décembre à Dili), attisant les concurrences politiciennes. La période de troubles est hachée, ses moments principaux, entre son commencement en mars (ou des dits « criminal gangs » agissent déjà) et sa terminaison début juin, se situent à la fin du mois d'avril, autour du 26, puis un mois plus tard, dans les derniers jours de mai. C'est alors qu'un important déploiement militaire sera décidé en accord avec des Etats étrangers (notamment l'Australie, et le Portugal, colonisateur antérieur à l'Indonésie), pour reprendre le contrôle sur le désordre des rues, tandis que le bouc émissaire premier ministre sera limogé un mois plus tard.

Fin avril 2006 la protestation grandit à Dili à l'occasion d'une manifestation d'ex-soldats (virés en mars à la suite d'un mouvement de grève initié en février), à laquelle se mêlent d'autres personnes – jeunes, chômeurs, « gangs », présentés comme soutiens des ex-soldats. Des destructions sont commises, contre des bâtiments et des véhicules, dont certaines dirigées contre des bâtiments administratifs ; les bureaux du premier ministre sont touchés. Il ne semble pas que des commerces soient visés à ce moment, du moins principalement, au contraire de l'indication donnée dans la chronologie générale. Les flics tirent, on les affronte, il y a entre 2 et 5 morts. Avec le souvenir des massacres de la période d'occupation indonésienne, pour les plus proches commis en 1999 (1 400 morts), et parce que des attaques et destructions seraient motivées par une opposition entre Timorais de l'Est et Timorais de l'Ouest, plusieurs milliers d'habitants fuient Dili. Une concurrence Est/Ouest est apparue comme motif de la discorde dans l'armée, à laquelle s'ajoute une rivalité entre soldats et policiers, dont d'ex-guérilleros parmi les premiers, et d'anciens occupants indonésiens parmi les seconds. Un groupe armé apparaît sous l'égide d'un chef mutin, qui appelle à la démission du premier ministre, à la réforme de l'armée ; après quoi, dans le courant du mois de mai, des affrontements armés sont signalés, ce qui motiverait l'intervention militaire extérieure, officiellement réclamée par les gestionnaires locaux le 24 mai. Au regard de tels faits, et de leur influence perturbatrice semble-t-il avérée, la tournure prise par l'événement s'oppose à cet aspect de désordre potentiellement intéressant, quand l'initiale contestation des soldats virés provoqua la baisse de plus d'un tiers des effectifs employables à la répression.

Le 26 mai 2006, commis par des bandes de jeunes (dont certaines se seraient constituées dans la période d'occupation indonésienne sous la forme de « martial-arts groups » d'autodéfense) les actes d'affrontements et de destructions s'intensifient, avec dès le lendemain, au moins, les premières confrontations avec les militaires étrangers, équipés en force et lancés dans des opérations de « désarmement ». Il est à nouveau question d'assauts motivés par l'opposition Est-Ouest, et d'affrontements entre « bandes rivales », à coups de couteaux, machettes, frondes. Des gens continuent de fuir. Il y a quatre morts au moins. Plusieurs pillages sont commis contre des entrepôts, de marchandises diverses. Le désordre continue pendant quelques jours, mais il paraît décroître à

mesure du déploiement sécuritaire, avec de la part de certains une vindicte qui se concentre contre le premier ministre, dont le départ confirme la fin de l'agitation de la rue, consommée au début du mois de juin, et dont seuls des remous mineurs semblent avoir suivis, jusqu'à courant 2007 au moins, tous en deçà d'un printemps 2006 dont le danger social n'a pas paru porter bien loin, miné par la confrontation d'intérêts partisans particuliers.

A partir du Timor Oriental, on débouche par l'ouest sur l'immense voisin indonésien. Mais parmi les grands Etats du monde, et au regard des révoltes importantes de la première moitié de 1998, depuis 2003 l'Indonésie est apparue bien moins agitée. En dépit de quelques situations tendues, mais localisées, où s'éprouve une propension certaine au passage de flics, c'est l'impression d'un calme général qui domine. En 2006 il faut tout de même signaler, après une contestation contre une mine US qui fait des flics morts en mars dans la banlieue de Jayapura (principale ville de la Papouasie indonésienne), ce qui s'est joué en septembre après l'exécution par l'Etat de « chrétiens » accusés dans des affaires de massacres vieilles de plusieurs années. Le 22 septembre, sur les îles de l'est de l'archipel, et notamment à Atambua, toute proche de la frontière avec le Timor Oriental, des milliers de personnes prennent les rues et les routes à l'annonce de l'exécution réalisée, avec des destructions contre des bâtiments symboles de la loi, des commerces, avec l'attaque d'une prison dont 200 sont libérés.

Kurdistan négatif

Après l'Iraq en 2003, la Syrie en mars 2004, l'Iran à l'été 2005, c'est dans la partie turque du Kurdistan, après les premiers signes de novembre 2005, que l'émeute éclate, cette fois pour plusieurs jours et dans une certaine extension spatiale, mais dans un soulèvement qui n'excèdera pas les limites de cette région (seuls quelques échos affaiblis sont perceptibles dans des quartiers d'Istanbul dont celui de Gazi¹⁵).

En 2006 comme depuis des décennies, le Kurdistan turc constitue un de ces terrains privilégiés où l'on s'affronte aux noms de revendications nationalistes, dans l'opposition militarisée entre l'Etat central discriminatoire et différentes organisations à vocation séparatiste, dont le champion, consacré depuis 1984, est alors, encore, le PKK guérillero. La surveillance et la répression quotidiennes, de la part de l'Etat, sont donc plus fortes qu'ailleurs, opportunément rythmées par des attentats perpétrés localement et jusque dans les grandes villes plus à l'ouest. Au milieu du soulèvement de mars 2006, une bombe explose par exemple à Istanbul, avec la publicité d'une revendication par un groupuscule kurde. Sans doute pour s'acheter une conduite dans leur projet de s'associer à leurs voisins européens, les gestionnaires turcs procèdent à quelques concessions, à la manière discrimination positive, avec le lancement en 2004 de programmes télévisés en langue kurde, dans un Etat où jusqu'à la mention de cette identité était interdite par la loi depuis 1923.

Avec la Syrie, et peut-être plus encore qu'en Iran, la Turquie est manifestement l'Etat où les populations kurdes sont le plus maltraitées, déconsidérées, avec depuis les années 1990 une sale guerre à l'algérienne, qui semble n'avoir perdu de son intensité que récemment, à partir de 2003-2004. A l'échelle entière du Kurdistan, c'est la fraction iraquienne qui s'en sort le mieux, si l'on peut dire, et ce grâce à l'invasion de 2003 dont les vieux leaders nationalistes locaux ont profité, l'un devenant gestionnaire en chef de la province, déjà sous le régime d'une sorte d'autonomie depuis la première guerre menée contre Saddam, l'autre se voyant élire à la présidence de l'Iraq courant 2005. Mais il faut croire que ces évolutions ne satisfont toujours pas la majorité¹⁶, et, après une émeute à

15. Article « Turquie » de Wikipedia : « 12 mars 1995 : Emeute dans le quartier défavorisé de Gazi à Istanbul, majoritairement alévi, faisant 17 morts. » (L'alévisme étant un courant de l'islam représentant la deuxième religion en Turquie).

16. On peut ainsi lire dans un article universitaire, *Le Kurdistan irakien*, paru dans *Hérodote* en 2007, que « La nouvelle génération kurde ne semble pas adhérer aveuglément aux "partis de leurs pères" (...) les jeunes n'hésitent pas à affirmer leur opinion et surtout leurs désaccords sur des points précis, notamment en boycottant les élections ou en manifestant dans les rues (...) Certains observateurs locaux parlent même d' "émeutes" contre les dirigeants. »

Kirkouk en janvier 2006 (avec celle de Nasiriyah le même mois, où le négatif en Iraq n'est donc pas complètement éteint), c'est à Halabja que des anonymes iraqiens manifestent leur divergence, tandis que la partie kurde iranienne semble s'agiter à nouveau, où quelques jours plus tôt la loi martiale a été décrétée. Le jeudi 16 mars, date anniversaire du bombardement chimique de 1988, on s'assemble au pied de la statue commémorative, et le cérémonial se détraque : immédiate et unique, la crémation du monument, déclaré « the symbol of poverty », provoque une répression qui fait un mort et plusieurs blessés.

Une semaine après environ, d'énormes combats entre armée et guérilla font plusieurs morts au Kurdistan turc. En parallèle, le samedi 23 mars à Hakkari (quelque 300 km au nord-ouest d'Halabja), l'arrestation d'un homme est contestée dans des affrontements contre les flics à coups de pierres et de bâtons. Puis le mardi 28 mars à Diyarbakir (environ 300 km à l'ouest d'Hakkari), jour de funérailles des guérilleros tués quelques jours plus tôt, le cortège est rompu et très vite ça n'a plus rien de funèbre, ni calme ni prostration, ni colère rentrée ou ruminée, quand, au-delà de la misère du quotidien, l'assaut s'initie, se prolonge, s'intensifie. A Diyarbakir c'est ainsi les 29 et 30 mars, où ce seraient des milliers d'émeutiers, jeunes, incontrôlés, qui combattent les flics en même temps qu'ils s'en prennent à ce qui les entoure, commissariats, tv et autres bâtiments étatiques, banques, comme autant d'autres symboles de la pauvreté universelle. Dès le 28 la colère est dans les rues d'Adana, quatrième ville du pays plus loin à l'ouest, pour un total de sept villes s'échauffant jusqu'à s'enflammer, avec une collection de cibles qui s'enrichit de commerces et de sièges de partis. Déjà présentes pour la surveillance des funérailles du premier jour, des forces répressives interviennent en renforts dès le deuxième jour du soulèvement, dont l'élan le plus fort se prolongerait peut-être jusqu'au 30.

La répression n'est pas aisée sur le terrain, il y aurait des dizaines de blessés flics parmi le total de 250 décompté au 29 mars ; mais elle s'y abat brutalement, à l'aide de blindés et paramilitaires. Plusieurs révoltés sont tués, sept jusqu'au 2 avril. Et, en même temps qu'elle sert à l'Etat pour criminaliser les révoltés, la représentation dominante fait son œuvre en soutien, largement facilitée par le contexte local. A l'exception d'Adana, toutes les villes touchées se situent aux confins sud-est du pays. Et en dépit des signes d'agitation à Istanbul, l'entretien de décennies de discrimination étatique a sans aucun doute ancré une séparation préventive efficace avec les autres Turcs.

Kurdes dans leur identité imposée, à la fois entretenue par la revendication de reconnaissance et par la discrimination étatique, les révoltés du printemps 2006 se sont extraits de cet enfermement, mais un instant seulement. Les minoritaires kurdes de Turquie ne le sont que dans la vision étriquée du nationalisme, qu'il soutienne le pouvoir d'Etat central ou qu'il le dénonce. Déjà dans l'élargissement au négatif du Kurdistan officiel, mais surtout à celui du monde, en fait de minoritaires ils font au contraire partie de cette majorité des humains, pauvres parmi les pauvres au regard de leurs conditions de survie, au sein de laquelle on se révolte le plus et le plus fort.

A l'évidence étranger à ce qui s'est ainsi engagé, l'instrument PKK, dénoncé comme instigateur et dont les intentions sont amalgamées à celles des révoltés, reparait sur le terrain suivant la règle habituelle, dans des affrontements militarisés qui succèdent au soulèvement. Mais le PKK combat le gouvernement central de Turquie, tandis que la révolte qui se joue dans les rues ne suit aucune directive, sinon l'envie de ses acteurs d'en découdre, dans l'unanimité contre des cibles que tout PKK ne mettra jamais en cause.

Sous-continent indien

Dans les six dernières années, avec pour ce qui le concerne une intensification à partir de 2006, le Sous-continent indien est apparu comme une des régions au monde où les tensions sociales sont parmi les plus fréquentes et profondes. Quatre Etats principaux constituent cet ensemble : le Bangladesh (autour de 150 millions d'habitants, 7^{ème} rang des populations mondiales), le Népal (autour de 28 millions), le Pakistan (autour de 165 millions, 6^{ème} rang), l'Inde (plus d'un milliard, 2^{ème} rang), avec

pour le Bangladesh, l'Inde dans sa quasi-totalité, auxquels on peut ajouter les provinces pakistanaises du Sind et surtout du Pendjab, des densités parmi les plus élevées dans le monde. Trois de ces Etats ont été secoués de révoltes qui ont récemment atteint divers paroxysmes, au Bangladesh sur l'année 2006 presque entière, au Népal en avril 2006 puis au début de l'année suivante, au Pakistan fin décembre 2007. La grande fédération indienne, dont plusieurs de ses Etats, en termes de superficie au moins, peuvent être mis sur le même plan que ses voisins népalais et bangladaishi, se distingue pour n'avoir pas connu de tel pic. Elle trouve cependant sa place ici car, en 2007 et 2008, des événements, respectivement proches des mégalo-poles de Calcutta et New Delhi, nous ont paru y manifester une certaine nouveauté, du moins des singularités à relever.

Le constat des proximités est une entrée en matière au dessin d'ensemble des révoltes dans cette région du monde : géographiques et temporelles, dans des territoires où les oppositions interétatiques, issues des découpages à la dissolution de l'empire britannique et génératrices de conflits conservateurs puissants, agissent fortement pour maintenir l'étanchéité aux frontières. C'est la proximité de leur nature plus profonde qui importe, dans la communauté avérée et possible des offensives lancées, contre tout ce qui en nie l'idée par principe.

Bangladesh

En 2006 au Bangladesh, du mois de janvier à celui de novembre, l'agitation apparaît quasi-permanente (22 jours de « faits négatifs » mis en évidence dans la chronologie selon nos critères). Si dans l'une de ses dimensions elle prolonge les constats opérés depuis 2003, cette dimension est en même temps modifiée par l'ouverture de plusieurs nouveaux fronts, dont deux principalement, qui ne laisseront aucun répit à l'Etat et ses défenseurs, surtout à partir du printemps où chaque mois ça éclatera ici ou là, et même ici et là.

Avant 2006 le Bangladesh nous est surtout apparu par des faits liés à l'opposition institutionnelle entre les deux principaux partis politiques et leurs leaders. D'un côté le BNP, Parti nationaliste du Bangladesh, au pouvoir en 2006, avec à sa tête la dirigeante Khaleda Zia (premier ministre depuis 2001, elle occupait déjà ce poste entre 1991 et 1996) ; sur l'autre face la Ligue Awami, principal parti de l'opposition quand il n'est pas au pouvoir, avec à sa tête la dirigeante Sheikh Hasina Wajed (elle-même premier ministre entre 1996 et 2001). Comme on le voit, les deux vieilles raclures se partagent l'exercice du pouvoir depuis un bail, et si l'on s'en tient aux histoires officielles, on apprend que cette alternance « démocratique » a fait suite à l'instauration du système idoïne, en 1991, après l'éviction l'année précédente d'un vilain président, général putschiste installé aux commandes en 1982. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est que dans cette période du tournant des années 1990 – comme au Népal du reste, comme au Pakistan et en Inde, et même, incroyable, en bien d'autres contrées – ce sont d'abord des Bangladaïshis de la rue qui se sont agités, révoltés, exprimés, et il serait pour le moins inconvenant de penser que cela eut pour sens celui des histoires officielles, qu'ils espéraient, et qu'ils appelèrent de leurs vœux, la vertueuse démocratie médiatique et pluripartite. Ce n'est que conséquemment à cela, c'est-à-dire à la répression de la révolte, que les belles carrières d'Hasina/Zia, accouplées de circonstance dans l'opposition au régime à la fin des années 1980, puis dans la récupération de la révolte en 1990, que ces belles carrières, disions-nous, se sont construites jusqu'ici.

Malheureusement, entre 2003 et 2005 au Bangladesh, les faits négatifs paraissent largement pêcher par leur soumission à l'ersatz de conflit entretenu par Zia/Hasina. On retrouve presque systématiquement une présence dans les rues mais à l'appel de la Ligue Awami, ou en réaction à des attentats qu'elle subit, mouvements de grève et d'occupation des rues qu'on nomme hartal au Bangladesh, parfois agrémentés de quelques saccages, avec des épisodes de confrontations avec les flics, dont la caractéristique principale est qu'ils se répètent sans évolution, avec des nombres parfois conséquents de blessés et d'arrestations. De ce qui prendrait l'allure d'une litanie, sinon, deux moments se distinguent au moins, en août 2004 puis en janvier 2005, où, pour le premier notamment, l'élan de colère dénote une vigueur proche de ces moments où le contrôle se perd. Ceci dit, le calendrier étatique continue de l'emporter, Zia devant quitter le pouvoir en octobre 2006, suivant le processus censé mener aux élections de début 2007.

Mais dès janvier 2006, de l'imprévu, du neuf surgissent. Au début du mois dans le Nord-Ouest du pays, au moins 3 000 villageois, mécontents des coupures d'électricité à répétition, assaillent des propriétés de la compagnie en charge, caillassent des flics, qui tirent. Il y a deux morts et une cinquantaine de blessés (dont six flics). C'est là, au moins, le point de départ d'un mouvement dont on peut comprendre qu'il se maintient jusqu'au début d'avril dans ce district de Chapainawabganj. Nouvelle journée chaude le 23 janvier : suite à des arrestations liées à la contestation, une foule assiège la même compagnie, avec les flics dans son viseur, qui tirent et font cinq à huit morts, avec des blessés nombreux (dont peut-être 48 flics). D'après les informations traitées on ne sait guère ce qu'il advient dans les deux mois suivants, sinon que le mécontentement perdure, d'autant que des promesses de résoudre les pénuries, faites en janvier, ne sont pas suivies d'effet. Le jeudi 6 avril, dans le même district (où l'on informe de « series of riots over power shortage »), des milliers de « farmers » veulent conspuer un gestionnaire local. Leur manifestation reçoit des bombes, il y a des affrontements et quatre morts. Dans la soirée les routes sont bloquées pour se protéger. L'attaque à coups de bombes, qui n'est pas la première, serait l'œuvre de militants du parti au pouvoir, et les morts sa conséquence. Au moins jusqu'au dimanche 9 les barrages sont maintenus, une sorte de plate-forme revendicative est définie, œuvre d'un « Action Council for Rural Electrification » (dont ce seraient des leaders qui auraient été arrêtés en janvier). La répression multiforme, qui aurait fait 18 morts au total, est condamnée par certains partis politiques ou organisations paysannes, ou d'autres voix du même genre. Le dimanche 9 avril l'Etat interdit les rassemblements dans cette zone limitrophe de l'Inde, et déploie un millier de flics.

Un mois plus tard, le 5 mai, liée au même problème une suite est donnée, avec une extension aux abords de la capitale. On ne sait qui l'organise exactement, mais des milliers de personnes participent au blocage de la voie principale reliant Dacca à Chittagong, grand port du Sud. Des affrontements ont lieu contre les autorités exigeant sa levée, qui se poursuivent après l'intervention de dirigeants et militants de partis, qui ne paraissent pas avoir dirigé le blocage. Il y a cinquante blessés ce jour-là. La manifestation suivante, quatre jours plus tard, serait le fait de militants de l'opposition, tandis que des protestations liées au même motif se poursuivent les mois suivants. A l'échelle nationale, la consommation électrique a augmenté dans les dernières années, « as fast growing industrial and domestic demand has outpaced supply ». C'est à dire que la mutation du pays en l'un de ces ateliers du monde marchand a pour conséquence, en même temps qu'elle se soumet ceux qui peuplent les villes, que ceux des campagnes en subissent le dérèglement et la destruction des moyens élémentaires de leur survie. Comme le même genre de « power riots » survient ailleurs dans le monde (par exemple en République Dominicaine, au Pakistan, en Algérie, au Cameroun), plus proche du Bangladesh c'est en Chine et en Inde que l'imposition locale des mesures nécessaires à la gestion marchande mondiale provoque de telles réactions de colère, en ce sens non réductibles à la seule préservation de conditions matérielles locales, comme peut l'indiquer le débordement des discours revendicatifs par les actes les plus offensifs.

En ce même mois de mai éclate ce qui a surtout été représenté, connu, comme la révolte des ouvriers du textile. Le 20 mai au nord de la capitale, à Gazipur, dans une de ces zones industrielles à avantages fiscaux pour investisseurs étrangers, des flics interviennent contre des ouvriers en grève, dont l'un est tué. Peut-être dès le lendemain, et sûrement le lundi 22 mai, à « Savar » tout près de Dacca, ils sont des milliers à s'opposer aux flics et autres gardes de sécurité des usines ou manufactures (« factories » dans les articles en anglais), les lieux du travail subissant les premiers saccages et incendies. D'autres ferment ; une route vers la capitale est barrée. Certains poursuivent la destruction dans la nuit. Parmi la centaine de blessés du premier jour, l'un meurt le lendemain, voire deux. Les destructions, avec des pillages, les affrontements contre les flics plus nombreux, s'amplifient ; il y aura des douzaines d'usines ou manufactures touchées, dont plusieurs réduites en cendres ; la révolte gronde en plusieurs points en même temps, dont Gazipur, et ce sont plus que des ouvriers qui y prennent part, tandis qu'il semblerait qu'elle chemine davantage vers l'intérieur de Dacca (où une grève générale aurait été appelée). Mais là où l'on se bat, le déploiement répressif paraît prendre le dessus le mercredi 24, et sous cette garde le travail reprend le jour suivant.

Tandis que des discussions rassemblent Etat, patrons et syndicats, tandis qu'à cette manière si absurde des mains instigatrices, Inde, syndicats, islamistes, sont accusées, tandis que tout ce qui se dit se résume au dilemme entre répression stricte et concessions réformistes, les mots les plus justes sont peut-être ceux de qui s'inquiète alors d'une « war against economy ».

Dans la négation du moment du soulèvement, par ceux qu'il a stupéfiés sans qu'ils n'en comprennent un traître acte, des concessions sont annoncées, rapport aux conditions de travail, une plate-forme de revendications sera à satisfaire. Une tension est maintenue, par la suite sans accès équivalent à ce commencement, du moins de la part de ce genre de « workers » dont certains restent aussi sur la brèche, mais dans un conflit se fixant sur les objectifs revendiqués de réforme du travail. Alors que les mêmes effets de la domination apparemment attaqués vont au fond perdurer, rien ne change contre ce qui les provoque. Pourtant l'unanimité ravageuse s'est manifestée lorsque ceux qui ont pris les rues n'étaient sûrement plus des ouvriers, leur élan ne se limitant pas, dès lors, à ce qui ne serait qu'un problème d'ouvriers. Cet élan ressemblant plutôt, en effet, au lancement, à la menée, d'une guerre contre l'économique.

Le 26 mai, à propos de la situation du pays, un analyste appointé juge que « The signs are not good ». En effet, des colériques du Nord-Ouest à ceux des manufactures, ils n'ont pas été si bons depuis un moment au Bangladesh.

Alors, en juin, et avant que son importance ne croisse à l'automne à un point inédit, le conflit entretenu par les partis politiques commence à revenir au premier plan, dans une ambiance où persistent des signaux affaiblis que les fronts déjà déclarés pourraient se rouvrir, notamment dans les zones économiques spéciales.

A la fin du mois d'août une troisième révolte inattendue éclate. Protestant contre le projet d'extension d'une firme anglaise exploiteuse de charbon, des milliers d'habitants de la région de Dinajpur (environ 270 km au nord-ouest de Dacca, à la frontière avec le Bengale Occidental en Inde) se confrontent aux flics et passent à l'attaque contre des propriétés de la firme. Si des organisateurs, avec la mention d'une sorte de comité de défense, sont à l'origine du rassemblement initial (possiblement réprimé avant que des protestataires ne passent à l'attaque), ce qui s'ensuit, entre le 26 et le 29 août, à Phulbari exactement, prendrait une toute autre allure : « (...) the mass activity that has seized the town appears to have a strong autonomous element to it. Rail and road links with the rest of the country are blocked. On Monday the troops withdrew, as did Asia Energy staff, and the town fell into the hands of thousands of protesters who ransacked the company offices. » Comme pour Chapainawabganj en avril (district situé dans la même division administrative principale, au nombre de six pour l'ensemble du pays), des militaires sont déployés en force, qui reprennent possession des rues et des routes.

Décidément sur la brèche, plusieurs milliers de flics sont encore déployés courant septembre, en surveillance des manifestations de l'opposition qui se déroulent en série. On accuse Zia de trafiquer le processus électoral. Si comme prévu elle quitte son poste à la fin octobre, dès le jour où il prend sa place son remplaçant intérimaire est contesté, dans la continuité rituelle de la confrontation politicienne.

Mais à partir du lendemain, le vendredi 28 octobre, l'envahissement des rues paraît se faire plus désordonné que jamais, bien plus que lors des débordements des mobilisations officielles. Si le même motif reste déterminant, l'intensité des affrontements, des destructions, laisse entrevoir la perspective d'une déstabilisation toute autre, capable de laisser ce motif loin derrière. Les caillasseurs sont par milliers, on bloque, brûle, casse, avec une prédilection semble-t-il marquée pour des cibles BNP, dont ses sièges, et des propriétés de ministres. Mais dans ce genre de ravage, ce qui paraît convenir à l'opposition officielle peut très vite se retourner contre elle. Le samedi l'agitation augmente, en même temps que les chefs de clans l'attisent de leurs appels. Si des groupes s'affrontent entre eux, avec des tirs possibles, ils ont aussi affaire aux flics. « "We are facing a very volatile and unpredictable situation," one police officer said. "The uncertainties are lingering and tension deepening." » Après les premiers morts du vendredi, d'autres s'y ajoutent jusqu'au dimanche, pas seulement à Dacca – pour un total de 25 à 27, avec peut-être un millier de blessés. Même si finalement, à la différence de ce que dit la chronologie, les répresseurs étatiques n'useraient que de caoutchouc et de lacrymos, il ne semble pas que l'ensemble des blessés et des morts soit seulement attribuable, comme officiellement, aux dérives d'une « street violence » réduite en « political riots », dont l'intensité laisse penser qu'ils n'ont plus été de si simples affrontements partisans conservateurs.

Décidément, l'ambiance paraît bien volatile. De novembre jusqu'à janvier, d'autres appels de l'opposition sont l'occasion de frictions, mais la tension demeure sous contrôle, avant que la main militaire n'impose le sien plus nettement au début de 2007. Les élections sont annulées et, couronnant

la succession des déploiements répressifs des derniers mois, l'état d'urgence est décrété le 11 janvier, ouvrant une longue période où l'ordre se retisse, dans un calme apparent, sans que nous n'ayons depuis constaté de situations à la hauteur de celles de 2006, au final restées séparées les unes des autres, du moins dans ce que nous avons perçu. Séparées par les armes, renvoyées à des particularismes, on ne sait si depuis leurs foyers multiples, les motifs se seraient rejoints dans leur discussion contradictoire. Quoique nous ne puissions mieux évaluer la circulation locale, horizontale, de l'information, on jurerait que l'ambiance conflictuelle alimentée depuis janvier a nourri l'intensité du désordre de fin octobre, et que la possibilité y aurait été comme jamais mise en jeu de se défaire des entraves cultivées par les partis gouvernementaux, en les débordant tous. De là, les révoltés des régions rurales et des manufactures auraient pu voir leurs perspectives renforcées par cette opposition déclarée au pouvoir étatique. Que l'armée ait dû finalement intervenir va dans ce sens. Aux promesses faites aux ouvriers seulement assoupis, et tandis qu'on prévoit même de construire une centrale nucléaire pour que plus aucun pauvre ne manque de courant, s'est ajoutée la mise en spectacle de la liquidation des vieilles dirigeantes, mais on a vu depuis que c'était seulement pour qu'elles puissent mieux revenir.

Inde

Depuis les constats opérés sur 2003-2004, les mêmes signes d'apparition du négatif ont globalement continué de percer pour l'Inde, dans une présence continue de la révolte à la fois éparse et prononcée ponctuellement, mais sans que la tension ne paraisse s'y précipiter à la manière du Bangladesh par exemple, il est vrai bien moins vaste. Néanmoins, tout proche de celui-ci d'une part, en 2007 dans l'Etat du Bengale Occidental, puis, dans un survol à travers le Nord du pays où on longerait les plaines du Sud népalais en direction de la frontière pakistanaise, dans celui du Rajasthan la même année, deux situations sont à signaler pour s'être chacune à sa manière étendue dans le temps, ce qui n'avait pas été le cas depuis le Manipur à l'été 2004.

Si l'on voulait encore illustrer nos premières observations à son sujet, 2006 en Inde représente une année particulièrement significative. D'une part pour ce qui est de la répétition des jaillissements émeutiers d'un jour, où les foules excitées paraissent très vite menaçantes, tel qu'en témoigneraient les tués par balles quasi-systématiques. D'autre part par la permanence de l'influence communautaire, produisant toujours autant de ferments potentiels à sa plus large réfutation – par exemple les premiers jours d'avril à Vadodara dans le Gujarat, pouvant faire penser à Veraval en 2004. En comparaison, ces situations de 2007 et 2008 partagent cette particularité de leurs aspects offensifs parfois moins évidents, quand le même genre de jaillissement donne lieu à sa prolongation sous des formes plus encadrées, revendicatives, mais aussi sacrément décidées.

Avec 80 millions d'habitants pour seulement 88 752 km², le Bengale Occidental est le quatrième Etat le plus peuplé de l'Inde. Sa langue officielle et majoritaire est le bengali, la même qu'au Bangladesh. Car tous deux constituent les deux moitiés du même ancien territoire, découpé au moment de l'indépendance de 1947, lorsque sa partie est devint le Pakistan oriental, avant de s'indépendantiser en 1971. Si ce n'était la frontière, environ 250 km séparent seulement Dacca et Calcutta. Jusqu'alors peu apparue en Inde, avec ces protestations contre l'implantation industrielle¹⁷ on retrouve une forme de révolte souvent observée par ailleurs, principalement en Amérique latine et en Chine – le Bengale Occidental étant lui-même gouverné depuis une trentaine d'années par un parti « communiste », qui s'occupe donc aujourd'hui d'y installer ses propres zones économiques spéciales. En 2007, si proche des paysans du Nord du Bangladesh, c'est cet identique rejet de l'impératif marchand qui s'est encore affirmé, au plus fort dans la région de Nandigram où, en dépit d'une même répression lourde, la tenue du terrain s'est maintenue sans plier, dans une unanimité collective dont des férus d'Oaxaca auraient dû s'extasier, mais point de battage ici. Malgré le rôle important que semble avoir joué l'encadrement politique, et cet aspect d'enfermement rural qu'on pourrait juger rétrograde, dans son éloignement

17. Des mouvements similaires, dans la même période, se seraient déclarés dans l'Etat voisin d'Orissa.

par rapport au centre du monde, il y a là tout de même une portée non négligeable, d'autant qu'elle a menée à l'annulation des projets qui voulaient s'imposer.¹⁸

De même que la situation au Bengale Occidental présente cet intérêt de s'être prolongée sur plusieurs mois, celle des « Gujjars » du Rajasthan, découpée en deux mouvements de plusieurs jours à un an d'intervalle, s'est donc aussi distinguée par cette inscription inhabituelle dans la durée. S'il apparaît que leurs acteurs désignés seraient demeurés soumis aux revendications d'intégration sociale portées en leur nom, enfermés dans cette dimension corporatiste, et qu'il s'est là aussi agi d'un contexte rural, l'ampleur du désordre qu'ils ont créé, à la fois dans leurs explosions de colère les plus incontrôlées et par leur détermination massive à ne pas céder face à la répression meurtrière, ont encore conféré à cette révolte une envergure inhabituelle à l'échelle du pays.

A propos des castes indiennes apparues avec les « Gujjars », et de leur possible influence dans la survenue et le déroulement de situations négatives, depuis 2003 celle-ci ne s'était avérée que très périphérique, au contraire de celle de la division religieuse. On peut néanmoins signaler à la fin du mois de novembre 2006 dans la région de Bombay le surgissement négatif des « dalits ». C'est là le terme actuel substitué à celui d'« intouchables » ou « hors-castes », pauvres parmi les pauvres ici chargés de cette étiquette fatale, suivant la tradition indienne, dès leur naissance et jusqu'à la mort, ce que le système des quotas de la république égalitariste a inscrit dans le marbre à sa manière. Les dits « Dalits » représenteraient 16 ou 17 pour cent de la population indienne. Ce sont donc plus de 160 ou 170 millions de personnes. Fin novembre 2006, sur fond d'arbitraire permanent subi au quotidien, c'est à la nouvelle d'une offense à l'encontre d'Ambedkar, figure « historique » de la lutte politicienne contre la discrimination ancestrale et originaire du Maharashtra, qu'aurait succédé dans cet Etat l'éruption de colère collective. Apparemment massive dans son surgissement, elle a vite été stoppée dès son deuxième jour, puis résorbée par l'entremise de ce qui semble avoir été un processus de manifestation et revendication conformes, renvoyant les « Dalits » à leur statut. Ce qui suit ne veut pas donner à ce moment isolé, dont l'ampleur est restée manifestement mineure, un sens et une portée qu'ils n'ont pas eus. Mais dans la transposition de cette situation d'apparence particulière à sa potentialité la plus grande, se découvre et s'illustre de façon significative quelle portée pourrait conquérir la révolte possible de tous les dalits du monde. Dans la négation de ces conditions les plus refoulées parce que les plus communes, irréductible à toutes les catégories définitives de quelque statut particulier que ce soit, au-delà de tous les discours et les représentations établies « au nom de », en notre nom, si insignifiantes. Comme tant d'autres, ces révoltés de novembre 2006 en ont brièvement entamé l'ouverture, et ils n'ont été renvoyés, eux qui n'en font pas partie, qu'à leur position sociale suivant l'échelle des castes, intégrés à la normalité admise comme perpétuelle.

Népal

Dans une certaine correspondance avec la situation bangladaisienne d'avant 2006, le Népal est d'abord apparu dans le champ de l'observation par son instabilité institutionnelle, avec la concentration d'une fronde dirigée contre le pouvoir royal, sous l'égide d'une opposition démocrate instigatrice de manifestations à répétition, parfois devenues l'occasion de débordements mais de faible envergure ; ceci en parallèle d'une autre forme de « contestation », apparue en 1996 avec le lancement d'une guérilla d'étiquette maoïste. Alors que dans l'agitation de la révolte du début des années 1990 la monarchie s'est habillée d'une constitution, offrant aux Népalais les indiscutables bienfaits du multipartisme, dix ans plus tard le nouveau roi, successeur de son frère (zigouillé par le prince héritier en 2001, au milieu de plusieurs autres membres de la famille), entend rétablir ses privilèges absolus, ce qu'il impose par exemple en 2005 en s'arrogeant les pleins pouvoirs.

En parallèle, quelques exceptions se détachent, notamment le 1^{er} septembre où une forte émeute déferle dans les rues de Katmandou, à la suite de l'exécution d'otages népalais en Iraq ; courant 2005

18. Comme l'expropriation des terres de Nandigram a été abandonnée, la construction des usines Tata a été arrêtée en septembre 2008.

où des hausses des prix servent de prétexte à des affrontements répétés contre les flics ; enfin le 14 novembre de cette même année à Darchula, dont on ne sait que peu de choses mais où ce seraient plus de 8 000 habitants qui sortiraient de leurs gonds à coups de destructions contre des propriétés étatiques et commerciales, et ce « Irate by pressure from the Maoists and the government ». Il y a donc là qui perce, au milieu de l'occupation d'attention par les querelles opposant le triumvirat des divers concurrents au pouvoir étatique, roicos-maos-démos, les traces d'une insatisfaction à l'allure plus familière pour qui s'enquiert de quelle révolte est dans le monde.

En avril 2006, la vindicte contre le roi se cristallise dans les rues, et elle va finalement en avoir raison. C'est alors un mouvement de grande ampleur, massif, renforcé par la participation de milliers de Népalais dans plusieurs grandes villes dont la capitale, et qui s'étend sur presque trois semaines, jusqu'à son issue « victorieuse ». Dans la chronologie générale, le mouvement dans cette ampleur n'apparaît pas en tant que tel : c'est parce que, du fait de notre jugement d'alors, nous avons opté pour ne faire apparaître que les faits indiquant une tendance au débordement de l'objectif officiel fixé, et de l'encadrement l'ayant fixé. Si l'évaluation d'alors a été confirmée, il importe ici d'apporter quelques précisions.

Le 6 avril 2006 est le lancement d'une grève générale, à l'appel de l'opposition démocrate, soutenue par la guérilla (qui annoncera le 15 avril un cessez-le-feu dans la vallée de Katmandou), contre le roi et pour « rétablir la démocratie ». Il semble d'abord que les manifestations s'organisent plutôt par corps de métiers, des journalistes par exemples, et autres représentants de la dite « société civile » ; mais il y a certainement là l'effet de l'insistance des informateurs à souligner cet aspect du mouvement naissant.

Mais, dès le deuxième jour de la grève, qui verrait l'occupation des rues se faire beaucoup plus massive, et par beaucoup plus que les « militants » ou « étudiants » habituels, ça se tend notablement dans plusieurs villes autres que la capitale où les manifestants bravent l'interdiction étatique, toutefois proches de celle-ci (Bharatpur et Pokhara, à l'ouest), voire très proche (Banepa). En termes de confrontation d'aspect le plus incontrôlé, ces journées des 7, 8 et 9 avril paraissent les plus évidentes, avec notamment des incendies contre plusieurs représentations étatiques, et plusieurs morts dans les oppositions avec les flics.

S'ensuit une période de grandes manifestations quotidiennes, qui toucheraient davantage de villes, et Katmandou dans sa périphérie, les mesures de couvre-feu paraissant s'imposer au centre-ville de la capitale. La répression se durcit, avec des tirs qui font de nouveaux morts ; sans que les manifestants ne cèdent pour autant dans leur occupation quasi-permanente des rues. Des informateurs soulignent que les leaders de l'opposition seraient écoutés et suivis ; sans doute qu'ils parviennent à tirer profit du mécontentement profond et massif dirigé contre la figure royale, s'appuyant dessus en même temps qu'ils se trouvent contraints de refuser les premières concessions tentées par le souverain. Le 21 avril, « Le roi Gyanendra du Népal a annoncé, lors d'une allocution, qu'il remettait le pouvoir entre les mains de son peuple et invitait les partis politiques, à l'origine du vaste mouvement de contestation actuel, à recommander le nom d'un nouveau Premier ministre. » Le 22 avril, « Des dizaines de personnes ont été blessées (...) à Katmandou où la police a tiré sur des milliers de manifestants pro-démocratie au moment où l'opposition et les rebelles maoïstes rejetaient officiellement des concessions faites la veille par le roi Gyanendra », avec une marche d'au moins 200 000 personnes ce jour-là en direction du palais royal, protégé de tanks et d'hélicoptères.

Le 24 avril, le roi rétablit le parlement dissous en 2002, et, tandis que l'opposition reconnaît cette « victoire », des rassemblements la fêtent à Katmandou et ailleurs. « The parties have reasserted their control over the protests in the last two days, leading largely peaceful demonstrations after two weeks of confrontations with security forces. » De leur côté les maoïstes marquent leur désaccord, parce qu'ils ont pour but la convocation d'une assemblée constituante, quoiqu'ils annoncent un cessez-le-feu de trois mois. Un nouveau premier ministre est nommé, dans l'enclenchement de ce qui se veut, dès lors, une période dédiée à la refondation institutionnelle.

Dans ce moment d'avril 2006 l'inattendu n'a pas dominé, au final. S'il paraît indéniable que le résultat arrêté à l'ultime reculade royale n'aurait pu être obtenu sans la mobilisation massive qui a jusqu'à ce point refusé de plier, sa terminaison en accord avec l'orientation fixée au commencement ôte à la rue toute perspective d'une autre progression. Le but partiel mais central d'abattre le pouvoir étatique, dans la chute de celui qui le personnifiait, explique sans doute la grande énergie contestatrice libérée,

mais aussi comment celle-ci est demeurée domestiquée au profit final des prétendants au même pouvoir.

Dans les mois suivants, depuis les rues rien n'a paru contredire cette issue, du moins jusqu'au soulèvement de janvier-février 2007 dans la région du Terai, au sud du pays, non concernée par le mouvement d'avril ou seulement de façon périphérique. Si cette révolte a alors perturbé la réorganisation institutionnelle en cours, susceptible de s'approfondir en mise en cause de la satisfaction déclarée au printemps, il faut dire qu'elle est aussi demeurée cantonnée régionalement. L'évolution du contexte national a aussi conditionné sa survenue, dans la mesure où il s'est d'abord initié, sous sa forme encadrée, autour de réclamations d'intégration à la structure sociale établie, au nom de cet ensemble de laissés-pour-compte traditionnels que représentent les Madhesis au Népal, ainsi emprisonnés dans le même genre de posture, par exemple, que les Kurdes en général, ce que tous les commentateurs autorisés, du moins le peu d'entre eux qui s'y sont penchés, se sont chargés d'accréditer. Pourtant, dans l'engagement massif, dans cette tendance prononcée au débordement des leaders et de leurs raisons, dans le cassage contre les flics et les propriétés gouvernementales, dont celles de ces anciens guérilleros mutés en gestionnaires officiels, c'est l'inadéquation qui s'est révélée, entre ce qu'établissent et entretiennent tous les conservateurs de ce monde, dans leurs discours justificateurs d'essentialisation identitaire, et ce qui, encore une fois, les a renvoyés à leur fonction essentiellement policière.

Pakistan

Voisin de l'Afghanistan et repère dénoncé de la nébuleuse du terrorisme international, ennemi héréditaire de son voisin indien, équipé comme lui de l'arme nucléaire, l'Etat du Pakistan, sous l'influence des enjeux guerriers de domination dans la région, bénéficie d'une place de choix dans la représentation dominante sur le monde, avec à l'intérieur de ses frontières, dans ce qu'on peut se figurer comme la sphère protéiforme de ses gestionnaires en place et aspirants, une instabilité entretenue par l'affrontement entrecroisé des intérêts de ceux qui ne visent que la conquête et la conservation du pouvoir : le militaire putschiste Musharraf aux manettes depuis 1999, allié des Etats-Unis, ses opposants politiques et leurs partis, laïcs et religieux, l'armée dont l'influence demeure déterminante, les services secrets dont on doit comprendre que la leur le serait également, enfin une mosaïque d'organisations aux dimensions plus locales, tribales et encore religieuses, tous ceux-là susceptibles de s'adonner au terrorisme.

De notre point de vue, cet Etat est en effet agité de nombreuses manifestations conflictuelles, à cette différence d'avec ce tableau qu'elles se jouent d'abord dans les rues.

Entre 2003 et 2005 : on observe d'une part, pour les plus fréquents, des faits postérieurs à des attentats liés à la « violence sectaire », motivée par l'opposition entre religieux chiites et sunnites ; d'autre part des colères déclenchées en conséquences des effets quotidiens de la mauvaise gestion, du genre « power riots », et de brusques emportements à la suite de « bavures » policières.

Succèdent en 2006 deux moments négatifs majeurs qui, en comparaison, marquent le franchissement d'un premier palier.

Le 14 février à Lahore, proche de la frontière avec l'Inde, puis le lendemain à Peshawar, ville du Nord près de la frontière afghane, si des appels à se rassembler émanent d'organisations locales, qui s'indigneraient à leur tour contre la caricature de Mahomet, sont d'abord à l'origine de la sortie de milliers de personnes dans les rues, ce qui s'ensuit, par les saccages et les pillages qui se répandent, renvoie la dénonciation religieuse du blasphème spectaculaire à son rang de simple prétexte parmi d'autres, lorsque la fureur contre tous les éléments du décor quotidien devient le guide suprême de la manœuvre. Mais dans ces cas comme tant d'autres, une fois contenues et dissipées ces déflagrations d'un instant, en même temps qu'elles sont officiellement déplorées et condamnées, les représentations antécédentes reprennent leur droit, du moins dans l'apparence. Ceci s'avérant d'autant plus aisé à

l'intérieur et à propos du Pakistan, pour ce genre d'Etat au cœur de la modélisation générale sur ce qui serait censé, à notre époque, couper le monde en deux – aidé par le rôle que jouent des dirigeants religieux postérieurement aux émeutes. S'ils n'en ont critiqué le joug, les émeutiers de Peshawar et Lahore ont au moins démontré que leurs actes ne cadraient pas avec les enjeux de cette division, et le caractère primordial que lui attribuent ses différents propagandistes en concurrence, si bien soutenus par les caisses de résonance médiatiques.

En ce mois de février 2006 (qui a vu des voisins afghans s'animer de telles intentions offensives, celles-là plus spécialement dirigées contre les forces d'occupations étrangères, comme l'émeute de Kaboul à la fin du mois de mai en donnera une démonstration plus conséquente encore), avec Lahore et Peshawar on relève quelques traces d'une agitation plus répandue à travers le Pakistan : à la suite des faits constatés depuis 2003 à l'échelle du pays, et au regard des temps à venir, c'est alors la confirmation d'une instabilité négative, discontinue et en foyers épars, mais qui ne cesse, et dans le sens d'une ascension.

Le Baloutchistan vient ensuite, à la fin du mois d'août, avec un soulèvement d'envergure régionale. Province éclatée sur plusieurs Etats à l'image du Kurdistan, une guérilla y est aussi présente, avec une répression étatique localement ancrée. Le 26 août 2006, le déclencheur de la première émeute dans la capitale provinciale est d'ailleurs lié à ce contexte. Par contre, il n'implique aucun contrôle sur les actes commis, qui retrouvent plutôt, dans le ravage et l'incendie des commerces, banques, véhicules, le déroulement courant et explosif des fortes émeutes du Pakistan, et d'ailleurs. Dès le premier jour, où l'armée intervient à Quetta, il faut tout de même signaler des tirs du côté des protestataires : mais comme dans le cas du Yémen ou de l'Afghanistan par exemple, d'une part les fusillades ne constituent pas le moyen offensif principal, d'autre part la possession d'armes y est répandue : celles-ci peuvent donc aussi servir dans le feu de l'action, les flics ne s'en privent pas. Dès le deuxième jour, puis encore le troisième, la poussée gueuse s'amplifie au cœur de Quetta, et dans sa région ; seul un écho affaibli touche Karachi, dans la province du Sind qui borde la limite est du Baloutchistan. Le quatrième jour, d'abord dédié à une cérémonie funéraire en l'honneur du chef tribal tué par l'armée le jour où le soulèvement a débuté, et en dépit d'appels au calme, la révolte est encore aussi forte à Quetta et dans d'autres villes baloutches. Cette intensité s'abaisse ensuite nettement, pour un arrêt définitif le sixième jour.

En 2007, c'est le phénomène d'une crise politique, institutionnelle, qui grandit peu à peu pour occuper le devant de la scène. En vue de préparer sa réélection, Musharraf manigance, limogeant en mars le juge Chaudhry président de la cour suprême. Les premières protestations émanent de la « société civile », avec des défilés d'avocats réprimés à la matraque, puis d'autres manifestations plus massives de protestation donnent lieu à des face-à-face où les jets de pierres répondent aux lacrymos. Ce genre d'agitation continue en avril et en mai, menée par divers acteurs dont les avocats encore, et suivant les déplacements d'une ville à l'autre du juge limogé, devenu le symbole de l'opposition officielle au régime, au sein de laquelle se trouvent associés les islamistes du MMA, et surtout les deux principaux partis d'opposition, le Parti du Peuple Pakistanais de Bhutto, et l'aile de la Ligue musulmane du Pakistan commandée par Sharif, les deux leaders alors encore exilés. C'est à l'automne que leur rapatriement marquera une recrudescence des manifestations dirigées contre Musharraf, à l'encontre duquel l'hostilité monte déjà d'un cran en mai à Karachi à l'occasion de la venue de Chaudhry, avec plusieurs jours d'affrontements armés, meurtriers, où domine le différend entre soutiens et contestataires du président, en même temps que transparaisent des signes d'émeutes. Dans cette période les rassemblements sont interdits à Islamabad. En juin, avec les fortes chaleurs puis une mousson particulièrement violente, une nouvelle série de « power riots » éclate dans la mégalopole du Sind, consécutives aux coupures d'électricité, et durant lesquelles les blocages de rues et de routes s'accompagnent de saccages. Dans une atmosphère générale où pour une grande part les éléments conflictuels constatés dans les temps antérieurs reparaissent et se concentrent, intervient l'épisode spectaculaire et sanglant de la Mosquée Rouge, au cœur de la capitale. Après plusieurs mois de tension entre militants islamistes et pouvoir central, la situation s'envenime brusquement en juillet, quand l'édifice religieux est assiégé et assailli militairement, avec des dizaines de morts ; cette bataille entraînant d'autres actions en réaction à travers le pays, particulièrement dans les zones tribales frontalières avec l'Afghanistan, attaques armées, attentats, combats intensifiés entre armée régulière et « pro-talibans » ; ce qui permettra aussi à Musharraf, début novembre, de justifier l'imposition de l'état d'urgence et la suspension de la constitution, au prétexte de la lutte de l'Etat contre son si opportuniste ennemi islamiste de l'intérieur.

Malgré la continuation de la protestation et la réinstallation de Chaudhry à son poste le 20 juillet, Musharraf obtient sa réélection le 6 octobre, qui n'est cependant pas encore officialisée par la cour suprême. « L'élection s'est déroulée dans une relative indifférence, la population n'ayant manifesté massivement ni sa joie, ni sa colère (...) Mais l'enjeu principal pour le Pakistan n'est pas tant la présidentielle, que les législatives prévues début 2008, au suffrage universel direct » (alors que la désignation du président se fait au suffrage indirect). Dès ce moment les avocats reprennent le chemin de la rue, non sans se heurter aux flics, avant que la tentative de coup de force de Musharraf, début novembre, n'entraîne la dispersion de telles manifestations à coups de milliers d'arrestations ; tandis que la cour suprême sur le point de rendre sa décision est à nouveau mise au pas. Mais, notamment reprochée par les Etats-Unis, l'option de cette reprise en mains autoritaire n'est que provisoire, et le 15 décembre la constitution est rétablie, les mesures d'exceptions levées. Autorisés à remettre les pieds sur le sol pakistanais (pour Bhutto fin octobre, pour Sharif fin novembre), les anciens premiers ministres, et plus particulièrement la chef du PPP, personnalisent désormais la contestation middleclass, focalisée sur l'objectif du scrutin de janvier 2008 où le sort de Musharraf devra se jouer. Pas vraiment aux avant-postes des débordements de la protestation défensive depuis mars, les gueux du Pakistan sont renvoyés à l'arrière-plan d'un scénario qui semble écrit par avance. Mais huit jours après la levée de l'état d'urgence, ils font leur retour comme acteur principal.

Le 27 décembre, l'ordure Bhutto succombe à un attentat. C'est le commencement d'une déferlante d'émeutes simultanées qui s'étendent très vite à plusieurs villes, au plus fort dès ce premier jour et jusqu'à la nuit du lendemain, avant une baisse de leur amplitude jusqu'à leur contention définitive le 31 décembre, sous l'effet d'une répression brutale à la mesure de la foudre qui s'abat. La première imputation des actes, à des supporters ou des soutiens du PPP, est plausible, si l'on se figure le choc collectif provoqué par la suppression physique de l'icône, d'autant plus que pour les pauvres au moins, qui ont pris l'habitude de ses forfanteries, l'Etat en représente le principal suspect. Mais cette explication ne tient pas la route longtemps : justement sur le terrain, et presque immédiatement, elle se trouve contredite par la généralisation des pillages et des incendies, tels qu'ils provoquent rapidement des pénuries dans le Sud du pays en même temps qu'ils réalisent le dérèglement et l'arrêt des flux habituels, dans la destruction des gares et des trains, dans la perturbation des axes routiers et la consommation des stations-service, dans les assauts contre des centres industriels dont des usines partent aussi en fumée. Apparemment épargné dans les années précédentes, le Nord du Sind est aussi bien touché que sa partie sud, de même que des villes du Pendjab, durement, et les actes de protestation violents, sinon l'émeute, traversent le pays du Baloutchistan à la partie indienne du Cachemire, jusqu'à Peshawar.

Moment majeur de la critique en actes au Pakistan, la violente éruption de fin décembre 2007 a surgi comme la synthèse supérieure des nombreuses émeutes antérieures dans cet Etat, à la fois leur point culminant et leur centre de gravité. Mais si l'amplification quantitative est apparue comme une amplification qualitative, par son inattendu et sa généralisation, par l'intervention massive de ces anonymes qu'on ne voulait voués qu'au rôle d'éternels spectateurs des joutes pour le pouvoir entre ses acteurs officiels, il faut constater comment cet emballement de quelques jours, aux allures insurrectionnelles, s'est stoppé presque d'un coup, ce qui certes s'explique, mais en partie seulement, par la réaction répressive sur le terrain, elle-même ensuite renforcée par l'occupation de la représentation, à l'intérieur de l'Etat et à son sujet depuis l'extérieur, avec la promotion du processus de réorganisation gestionnaire (les élections ont eu lieu, et Musharraf a été finalement évincé). Dans le cas du Pakistan, le poids du prétexte aux émeutes de fin décembre a fortement joué, le moment de l'explosion négative se trouvant relégué en conséquence fâcheuse du contexte de « crise politique ». La répression médiatique a consisté à maintenir coûte que coûte l'assassinat de Bhutto comme l'événement primordial, reléguant la propagation émeutière, qui enflamma le pays comme jamais, à l'un de ses malheureux dommages collatéraux.

Depuis la tendance est plutôt à l'accalmie, du moins comparativement à ce zénith, car le calme paraît toujours précaire au Pakistan. Parmi les multiples chahuts qui le perturbent ensuite, on peut citer les combats de rue meurtriers dits entre avocats pro et anti-Musharraf à Karachi au mois d'avril 2008, à nouveau accompagnés de phases émeutières.

Afrique

Depuis le Togo en 2005, la révolte en Afrique paraît évoluer en surgissements nets plus fréquents, ceci dans certains Etats plus spécialement, dont l'ensemble ne forme pas une majorité sur le continent. Les deux principaux assauts ont été menés en Guinée au début de 2007, puis au Cameroun un an plus tard, où l'on a vu des flammèches parsemées se rejoindre progressivement, ou d'une façon voisine des braises s'intensifier au fil des mois, pour finir par former un feu destructeur. Le Kenya s'intercale entre ces deux sommets, événement singulier pour avoir été le plus représenté, mais dans le dessin principal d'affrontements partisans et ethniques, au milieu desquels les actes de révolte se sont trouvés noyés, par là affectés dans leur résonance possible avec les soulèvements camerounais et guinéen, aux portées offensives respectives bien plus évidentes. De l'Algérie au Mozambique, du Nigeria à l'Egypte, de la RDC à l'Afrique du Sud¹⁹, des situations plus mineures ont encore accrédité cette impression générale, d'un bouillonnement continental où les éclosions, les poussées, les continuations, se succèdent comme pour démontrer à quel point tout ce qui s'impose aux humains contenus là paraît branlant, quand sa négation s'affirme, décidée, aux allures jusqu'au-boutistes parmi les plus vivantes du monde.

Guinée

Ancienne colonie française, l'Etat dictatorial guinéen en comprend les caractéristiques typiques, si répandues en Afrique : corruption à outrance, avec le détournement des bénéfices de l'exploitation des ressources au profit de quelques caciques (deux tiers de la production mondiale de bauxite sont exportés de Guinée), grande indigence matérielle de la majorité de la population (qui se traduit par le manque d'eau et d'électricité notamment), population dont la moitié a moins de quinze ans, contrôle policier particulièrement serré, fraudes électorales et révisions constitutionnelles maintenant le même Lansana Conté en place depuis 1984 (avec du multipartisme instauré au début des années 1990, dans une période où les rues s'agitèrent aussi). Il va sans dire qu'une telle exposition du contexte n'a pas pour sens de vouloir donner ses raisons à la révolte, ni dans son déclenchement ni dans son intensification, ni dans sa portée réelle et potentielle : elle montre cependant d'avec l'entretien de quoi rompt l'éclatement de la révolte.

Dès 2003 le négatif perce en Guinée. Jusqu'à l'été 2005, c'est pour l'essentiel dans des réactions aux mesures gestionnaires, haussant les prix, que surviennent des pillages et des blocages de voies, dans les banlieues de Conakry, et dans d'autres zones du pays. S'y ajoutent, cela plutôt dans la seconde partie de 2005 et encore en février de l'année suivante, des colères de la rue en province, contre flics et autres représentants locaux du pouvoir (par exemple en septembre 2005, suite à des détournements de fonds issus de l'exploitation minière). S'ensuit à la fin de ce mois une première grève générale de cinq jours – à l'appel des deux centrales syndicales faisant figure d'opposition au régime, les partis politiques étant discrédités dans l'ensemble – grève dite contre la cherté de la vie. Déjà, en considérant leur grève victorieuse avec la signature d'un protocole d'accord, les leaders syndicaux font montre de leur complète crédulité face aux promesses en l'air du moribond Conté et son équipe. Quelques affrontements émaillent ce premier mouvement encadré.

19. Mise à part la situation pour le moins cocasse du Cap aux prises avec les pillages et saccages de ses agents de sécurité en grève au mois de mai 2006, les faits négatifs se sont en majorité produits plus au nord, en remontant vers Johannesburg. De façon assez régulière, les habitants de townships s'en sont pris aux gestionnaires locaux, dans une somme d'actes qui, parfois, n'ont pas atteint une intensité suffisante pour être conservés dans nos chronologie et planisphère, mais dont la fréquence mérite d'être relevée. Motivés au départ par des carences du service public, l'insatisfaction semblant surtout s'ancrer autour de la question du logement, ils ont paru s'interrompre en avril 2008, pour réapparaître en mai, mais alors avec des pauvres « étrangers » pour cibles, dont les frais réfugiés zimbabwéens, et non plus les responsables étatiques. Si les colères antérieures n'ont fait l'objet d'aucune attention de la part de l'information mondiale, ces « violences xénophobes » ont par contre donné lieu à une surexposition.

Alors qu'un accord de fin de grève a été officialisé début mars, et suite à une nouvelle augmentation des prix de l'essence dans l'intervalle, un mouvement similaire débute le jeudi 8 juin, cette fois annoncé comme illimité, et très suivi dès ce premier jour ; en même temps que des militaires se déploient dans les rues. Inauguré par les affrontements du dimanche 11 juin à Kindia (l'une des cinq plus grandes villes du pays), le soulèvement s'amplifie dès le lendemain dans la capitale et plusieurs autres villes, dont Labé et Nzérékoré. Pour cause de profs en grève, l'opportune suspension du bac fait gagner du temps à des lycéens en nombre, auxquels les rues s'offrent comme à tous ceux, aînés ou plus jeunes, et pas tous écoliers, à entrer ce jour-là « dans le cercle infernal des émeutes ». Au choix les activités nouvelles se proposent, sans exclusive, et comme le dit un des slogans rapportés : « le changement, c'est pour aujourd'hui ». « Le dérapage désormais habite la cité ». A Conakry les dirigeants étatiques sont conspués, la maison du frère de Conté mise à sac, on marche sur le palais présidentiel et le parlement, sans les atteindre toutefois. Les barricades sont érigées, on pille et on saccage, on se bat contre les flics. A Nzérékoré la deuxième ville du pays, au milieu des destructions de véhicules et de bâtiments administratifs, l'attaque d'un commissariat en libère des prisonniers, qui peuvent se joindre à la révolte, dont l'une des directions mène alors vers la résidence du gouverneur, défendue par des tirs de flics qui font deux morts. La défense de l'Etat est rude, avec entre 11 et 21 tués, et des dizaines de blessés à travers le pays (le chiffre de 83 est donné). Ce lundi secoue plusieurs autres villes, mais sans qu'on en connaisse beaucoup de détails, sinon Labé où, au deuxième jour de bouleversement dans cette cité, trois révoltés tombent sous les balles des militaires en même temps que des bureaux gouvernementaux sont retournés. Mais le mardi 13, la reprise en mains répressive paraît avoir le dessus.

La grève dure jusqu'au 16 juin, sous contrôle militaire, et se clôt dans un accord entre syndicats et gouvernement.

Avant le passage au palier supérieur de 2007, une situation est à retenir dans l'intervalle, le 4 décembre 2006 dans la ville minière de Fria, où c'est au moins l'impunité des flics palliant l'incurie gestionnaire qui n'est plus tolérée, des jeunes jetant à nouveau leur rage à la figure de l'autorité étatique, dont un commissariat et une prison sont saccagés, et des prisonniers encore libérés. L'activité industrielle est perturbée. Un couvre-feu s'impose pour un mois.

En introduction du grand soulèvement (qui va se dérouler en parallèle presque exact de la révolte du Teraï), la troisième grève générale débute le 10 janvier 2007, avec le motif supplémentaire d'une manigance du président désormais plus directement mis en cause, à l'image de Gutiérrez l'équatorien au printemps 2005. Dès le 12 une rencontre réunit Conté et les syndicats instigateurs de la grève. Mais, en parallèle, c'est tout autre chose qui continue de monter, c'est la rue qui reprend la main. Le mercredi 17, les manifestations se répandent, en province comme à Conakry, dont des quartiers excentrés ont déjà fait parler d'eux le 13 et le 15. Dans les rues de Labé, la répression des saccages et des affrontements fauche ses premiers révoltés. Tandis que les syndicats menacent du blocage de la production de bauxite, dans l'exigence que leurs revendications soient satisfaites, Conté, fait rare, intervient par la télévision, en appelant au peuple et à l'armée. Les jours suivants la tension se maintient dans les rues, et elle se renforce, par la perturbation effective de la production minière, par la multiplication des assauts contre gestionnaires et flics. Il y a une centaine d'arrestations dans la zone de la capitale. Une dizaine de villes serait touchée, dont, en plus de la périphérie de Conakry, Nzérékoré. Une dizaine de révoltés a déjà été tuée. Le 21 les syndicats exigent désormais un premier ministre, poste vacant depuis avril 2006.

Le lundi 22 dans la capitale, tandis que Conté prendrait ses quartiers dans un camp militaire du centre-ville, des milliers de personnes prennent la même direction. Alors qu'en 2006, en juin notamment, il semble que cette zone n'a pas été touchée, on crie cette fois « On va au Palais, on va prendre le Palais ». « Toute la journée, à Conakry, un cortège de plusieurs dizaines de milliers de personnes a tenté de gagner le district de Kaloum, siège du pouvoir, au bout de la péninsule qui forme la capitale (...) Seul le dernier verrou, au pont du 8-Novembre, a tenu bon, grâce à l'appui de l'artillerie lourde et des Rangers, un corps d'élite entraîné par des officiers chinois. » C'est le point le plus chaud de janvier où la révolte est dans plusieurs autres villes, avec, au moins, 49 morts ce jour-là, dont 34 dans la capitale, et des blessés par dizaines.

Les jours suivants la grève continue, avec des appels à la démission de Conté, qui donne son accord pour la nomination d'un premier ministre de consensus et une réduction des prix. Car, comme si de rien n'était, les négociations ont repris au lendemain de la sanglante répression, les gueux et leurs cadavres ne servant que de cartouches à des représentants syndicaux perpétuellement bernés, comme leur rôle le veut. Des manifestations se déroulent mais sans débordement offensif notable, ni tueries. La satisfaction syndicale clôt la grève générale de ses appels à la reprise du travail.

Succède un intervalle de trêve jusqu'au vendredi 9 février, rompue ce jour dans deux villes en province, dont Dinguiraye où se répandent des « milliers de manifestants scandant à tue-tête « A bas Conté ! », « La grève continue ! », « A bas le régime ! » et beaucoup d'autres messages de cette nature ». Les flics se planquent, la « furie populaire » fait un sort à plusieurs propriétés étatiques, et surtout à des maisons de gestionnaires. A nouveau, la prison centrale éventrée s'ouvre à la révolte.

Avec du retard, ce qui expliquerait cette reprise offensive, un premier ministre est finalement désigné ce même jour, mais pas suivant les accords convenus. Parce qu'il s'agit d'un proche de Conté, les syndicats réfutent sa nomination, et ils maintiennent leur appel à la grève pour le lundi suivant. Un vieux politicien, porte-parole de l'opposition, appelle à « descendre se battre dans les rues ». Mais alors, ce « peuple » qu'il voudrait diriger l'a déjà laissé loin derrière. La révolte n'attend pas ce genre d'appel.

Dès ce 9 février, puis le 10 surtout, les furieux de la rue reprennent leur ouvrage là où ils l'avaient laissé au 22 janvier : « des jeunes manifestants ont saccagé, pillé et parfois incendié des bâtiments publics de nombreuses villes. » Dans la capitale où le convoi présidentiel s'extirpe des blocages en tirant dans la foule. En province soulevée de part en part, les pillages et les destructions s'étendent, avec au passage ceux des marchandises de l'aumône humanitaire, et un goût surtout prononcé pour les maisons des responsables étatiques, qu'on embrase, qu'ils soient maires, gouverneurs ou ministres. Le 11 les troubles semblent se réduire, mais se poursuivent : dans la périphérie de Conakry où des barricades de la veille sont maintenues, et en province ; il y a 23 morts au cours du week-end. Le lundi 12, date syndicale de la grève déjà dépassée, le soulèvement se prolonge sur la lancée du samedi, dans les banlieues de Conakry et ailleurs. Devant l'ampleur prise par le désordre, celui qui appelait à descendre se battre dans les rues tourne casaque : « Nous ne pouvons plus rien arrêter parce que nous avons maintenant affaire à des bandits », s'est écrié hier Bâ Mamadou (...) « Nous appelons à la création de comités de salut public pour tenter de restaurer une espèce de contrôle. » Déjà, les révoltés ont affaire à une forte défense répressive. Les bérets rouges de la garde présidentielle font toujours barrage sur le pont du 8-novembre. C'est à ce moment que des dissensions apparaissent dans l'armée, dont des soldats se mutinent dans le plus grand camp de la capitale. Mais cette rébellion, contenue, ne renforcera pas la révolte, que les soldats restés à leurs postes ne feront que réprimer, en dépit d'une agitation qui perdurera dans leurs rangs – pour prendre une dimension nationale en mai, que Conté parviendra toutefois à désamorcer, comme encore un an plus tard.

Ce même lundi Conté décrète les mesures d'exception nécessaires à sa défense, dans une ambiance de déstabilisation générale aux proportions décuplées, et face à laquelle l'Etat français décide dans la semaine l'envoi d'un navire de guerre. Dès le mardi, la mise en application de la contre-offensive étatique prend le dessus dans ce qui est raconté, comme elle semble en effet le faire sur le terrain. En même temps que les assauts contre les commissariats et les prisons se sont multipliés jusque-là, témoignant d'un premier degré d'organisation dans le conflit direct, quelques flics ou soldats ont été battus ou lynchés. En même temps qu'elles permettent de calmer les soldats tentés par la rébellion, chiens lâchés pour se servir sur la bête, les repréailles s'intensifient contre la révolte, les rues sont vidées, les maisons saccagées. Des centaines de personnes sont raflées dans le cours de la semaine et, avec ceux de janvier, le total des morts monte à 137, peut-être 180. La grève continue comme moyen de pression des seuls syndicats qui, comme à la suite de la répression de janvier, retournent aux négociations sur le dos de la révolte, se targuant même de vouloir faire cesser le bain de sang. Le mot d'ordre de grève est levé le 27 février, une fois obtenu un premier ministre à leur convenance ; l'ensemble des valets s'accordant au final sur la même déploration des actes émeutiers, et leur distinction d'avec la grève, qui à elle seule n'aurait pas suscité l'état de siège.

La partie qui s'est jouée là le plus entièrement s'est ainsi refermée, mais dans une situation tendue, où les mêmes conditions générales demeurent²⁰. Il a ainsi pu reparaître, quoique de façon affaiblie, le même genre de signes que ceux avant-coureurs de cette grande montée au front de début 2007, où l'obstination des insurgés, la vigueur de leurs assauts, répétés malgré la répression, la radicalité de leurs cibles – en voilà de la critique ad hominem ! – ont revêtu ce caractère exceptionnel, qui fait à notre connaissance de ce soulèvement, depuis 2006, le plus intensément critique contre le régime et la misère universels.

Offensives unitaires avortées au Nigeria et au Kenya

A propos du Nigeria, il faut signaler ce qui s'y est produit en février 2006. Alors, c'est comme si ce qu'avait révélé l'ensemble des situations connues jusque-là était remonté à la surface, cette fois au même moment, de ce fait dans le gain d'une intensité exceptionnelle. Mais ce qui aurait pu signifier le dépassement des limitations antérieures ne paraît avoir été qu'une différence surtout quantitative, qui a par exemple confirmé la distance entre les foyers et les types d'actes, plutôt que celle-ci s'en est trouvée comblée ou brisée.

Dernières supposées manifestations de la colère du monde musulman contre les caricatures de Mahomet²¹, les faits violents qui se produisent du 18 au 24 février au Nigeria, tardivement donc, n'ont très vite plus rien à voir avec le blasphème danois. Seul le défilé pacifique de Maiduguri le premier jour y semble véritablement lié, avant de tourner à l'émeute lors de sa violente dispersion ; et même s'il semble que la tension mondiale entretenue par l'information a pu aviver la colère dans les autres régions. Les motifs sont ensuite multiples pour chacune des autres villes du Nord concernées : soupçon porté contre un projet d'amendement de la constitution favorable au chef de l'Etat à Katsina, bavure à Gombe, atteinte au Coran à Bauchi. Le tour intercommunautaire pris à Maiduguri, où une dizaine d'églises a été brûlée, se confirme avec les représailles menées dans le Sud contre les ressortissants du Nord. Si nulle lecture ethniciste, religieuse ou même économiste ne saurait constituer d'explication satisfaisante, notamment du fait de la multiplicité des destructions, l'ampleur prise par les violences et le cycle de vengeance qu'elles entraînent ne laissent pas déceler une mise en cause qui se serait faite centrale contre l'Etat et la marchandise. A Onitsha, où des mobilisations contre le régime – d'assez grande ampleur quoique encadrées par une vieille organisation régionaliste biafraise – ont agité la seconde partie de 2005, l'événement s'intensifie avec la participation de milliers de gueux, et l'assaut victorieux contre la prison de la ville, mais là aussi, il semble bien que les haoussas nordistes ont au bout du compte constitué la cible privilégiée, les casernes y étant surtout attaquées parce que constituant leurs refuges. Cette tournure est plus évidente encore le 24, où l'on s'en prend aux chrétiens à Kontagora et Potiskum, et aux musulmans à Enugu.

Au final ce principal événement nigérian, qui parut susceptible de constituer un soulèvement, notamment du fait du nombre de jours et de lieux touchés, semble moins avoir concouru au renforcement que s'être opposé à ce qui avait commencé à pointer durant l'année 2005, où des attaques contre la police s'étaient succédées : en ce mois de février il n'en reste qu'une trace à Gombe, noyée dans la débauche meurtrière et l'amalgame médiatique. L'impression s'est depuis confirmée, d'une agitation sans progrès significatif, où des disputes violentes ont continué de se produire en 2006, mais sans que n'y fassent écho les informateurs occidentaux, occupés ailleurs ; et même dans ce qui paraît une sorte d'accalmie générale depuis 2007, hormis quelques éclats isolés, par exemple à l'occasion des présidentielles en avril 2008.

20. Tout comme c'est le cas depuis que Conté a crevé dans son lit en décembre 2008, remplacé aux commandes par une sorte de jeune junta ayant comme il se doit annoncé du changement à venir.

21. Signalons à ce propos cette autre situation, qui a aussi menacé de porter bien au-delà de l'indignation religieuse : le 17 février en Libye, à la suite de la provocation d'un de ses ministres arborant un t-shirt des caricatures, le consulat de l'ancien colon italien est pris pour cible dans la ville de Benghazi. La foule en colère, qui incendie le bâtiment, est durement réprimée, pour un bilan officiel de 11 morts.

L'ambiance négative que nous avons découverte au Kenya, cette autre ancienne colonie britannique, d'environ 38 millions d'habitants, est apparue dans une certaine correspondance générale avec le Nigeria, quoique toujours avec une intensité moindre. Depuis 2003 s'y sont succédées les preuves d'une indiscipline répandue, dans une somme de situations mineures et éclatées, de la part d'écoliers, de marchands de rue, de grévistes, d'autres anonymes encore, avec une présence notable de bandes miliciennes et leur capacité d'encadrement concurrent de l'Etat ; s'y ajoutant, de façon plus nette qu'au Nigeria, une série de mobilisations, et leurs débordements, liés à la contestation institutionnelle des manigances du pouvoir en place, avec à sa tête le président depuis 2002, Mwai Kibaki. Ainsi, pour ce qui concerne plusieurs de ces situations, nous ne les avons pas mentionnées dans notre chronologie générale, dont l'ensemble dénotait pourtant une instabilité latente à l'échelle d'un pays décrit, depuis le dédain de la positivité économiciste et touristique, comme stable et d'une prospérité remarquable. Au vu de la population des bidonvilles de la capitale, 60% de ses trois millions d'habitants, on se figure assez bien quoi prospère et au profit de qui. A la suite de récents scandales de corruption, ayant notamment conduit à la démission de ministres au début de 2006, la concurrence politicienne s'aiguise courant 2007, à mesure qu'on s'approche des élections générales de la fin d'année, où les choses vont brusquement, et dans une amplitude inédite, se précipiter dans les rues.

Dès les jours précédant le scrutin du 27 décembre, des tensions apparaissent, principalement décrites comme opposant les partisans de chaque camp en soutien de leurs candidats ; ceci dans une atmosphère de suspicions quant aux fraudes à venir : ainsi, le 25 dans la province du Nyanza, des autocars de flics, qu'on soupçonne de débarquer pour ce faire, sont reçus comme il se doit par des foules furieuses, dans une confrontation faisant 3 morts du côté des premiers, contre peut-être 9 du côté des seconds. Il semble qu'alors, on s'inscrive plutôt dans la prolongation des épisodes antérieurs, quand les appels contestataires émanant de l'opposition ont donné lieu à plusieurs débordements, en particulier au début du mois de juillet 2004 avec le report de la réforme constitutionnelle promise par Kibaki, puis encore à l'été 2005 avec cette fois le remaniement du projet initial et l'approche du référendum censé valider une réforme mise au service du chef de l'Etat. C'est alors, à la victoire du non, que l'ODM s'est constituée afin de mener Odinga, ce postulant au pouvoir encore ministre alors, à la présidence.

Deux jours après le vote, aucun résultat du scrutin présidentiel n'est encore officialisé, mais dans le retard du dépouillement laissant au pouvoir tout loisir de manipuler en coulisses, la suspicion ne va qu'en se renforçant du côté des partisans de l'ODM, vainqueur des législatives simultanées. Dans cette confusion régnante, ce samedi 29 décembre dans les bidonvilles de Nairobi, dont celui de Kibera, et surtout à Kisumu, ville du Nyanza sur les bords du lac Victoria, des centaines à des milliers d'impatiens passent à l'action dans un élan s'initiant à la manière des plus fortes déferlantes émeutières, se lançant dans des pillages qui ont tout l'air de se généraliser. Mais comme en témoignerait qu'ils se situent en des lieux décrits, connus, en tant que fiefs acquis à Odinga, l'influence de l'opposition conservatrice demeure. Et à celle-ci, s'ajoute celle de l'ingrédient ethnique commençant d'apparaître ; ceci dans un contexte où en effet, depuis l'indépendance les détenteurs du pouvoir étatique ont su cultiver et instrumentaliser les divisions par le sang, tel Moi le président antérieur dégageant les Kikuyus de la Vallée du Rift. De façon plus actuelle, Kibaki se serait appuyé sur des réseaux de cette ethnie dont il se reconnaît, dont les « membres » seraient en conséquence perçus comme « privilégiés ». Il est évident que tous ceux-là ne sont pas, loin de là, des privilégiés, et il est vraisemblable qu'une partie d'entre eux, peut-être ceux parmi les plus pauvres, a voté pour Odinga, présenté comme le candidat des moins bien lotis. Disons que comme l'ethnicité est utilisée par les hommes de pouvoir, les groupes rivaux correspondent grosso modo à des ethnies distinctes : principalement, Luos ici et Kikuyus là.

Mais alors le dépassement de la rivalité politicienne se joue encore dans les rues, toujours à Kibera, et surtout à Kisumu où pillards et émeutiers tombent en nombre sous les balles des flics ; tandis qu'avec l'officialisation de la victoire de Kibaki le 30 décembre, et les appels d'Odinga à manifester contre, la clique conservatrice s'emploie à vouloir ramener tous ces agités dans leur chicane de gouvernants. Le 31 les habitants de Kibera sont empêchés de rejoindre le rassemblement appelé par l'opposition, on les bloque dans leurs quartiers bidonvilles, comme cela se répètera plusieurs fois ensuite, et il semble qu'alors ils se rabattent sur des maisons et des personnes.

A Kisumu, non sans des dissensions parmi eux, les flics tirent à vue contre les pillages, au sujet desquels les lamentations de commerçants indiens, ou les saccages avérés de supermarchés, indiquent bien que là, la seule orientation anti-kikuyu ne tient pas. Le nombre de tués par balles s'y élèverait à

plus d'une centaine, et ils n'y sont donc pas dus à des affrontements entre groupes rivaux, au contraire de ce qui est en passe de s'accélérer, dont les morts de Kisumu, par amalgame, passeront bientôt pour la conséquence des pogroms se généralisant.

Surtout à partir du 1^{er} janvier, ce qui ne dominait pas encore la situation commence rapidement à gagner du terrain, par l'enclenchement d'un cycle d'attaques et de représailles entre groupes agissant suivant des visées vengeresses contre l'autre, l'ethnie, le clan ; les deux concurrents à la présidence en rajoutant une couche, s'accusant mutuellement de fomenter du nettoyage ethnique. L'accès au premier plan d'une telle vision trouve alors l'un de ses appuis fondateurs dans l'incendie meurtrier d'une église à Eldoret. A partir du 2 janvier les faits négatifs, ou supposément tels, baissent significativement, avec plus de 300 morts jusque-là, dont le tiers à Kisumu où il s'est donc avant tout agi de dégommer les émeutiers pillards. Dès lors, et même si une confusion multiforme continue de régner jusqu'en février au moins, l'évolution générale ne fait qu'éloigner toujours davantage ce qui avait pu surgir fin décembre. Odinga convoque des mobilisations donnant lieu à leur répression policière, notamment le 16 janvier à Kisumu, le 17 dans le quartier de Mathare à Nairobi, le 18 dans la ville de Mombasa. En parallèle les opérations répressives, enjoignant de descendre tout fauteur de trouble, pillard, incendiaire, coupeur de routes, semblent principalement dirigées et menées contre les affrontements entre pauvres qui se poursuivent (les routes coupées le seraient pour choper ceux de l'autre camp). Mais elles le sont aussi contre les actes d'un négatif dont il subsiste quelques traces. Tel qu'à Ainamoi début février qui, à la nouvelle du meurtre d'un député, paraîtra en quelques jours se soulever en entier. Là encore les pillages se répandant comme la colère contre les symboles étatiques seront contenus à grands renforts militaires. Mais globalement, les motivations claniques accroissent leur influence et leurs effets, et ce surtout dans les zones rurales, où s'aiguisent les vieilles rancunes liées à l'appropriation foncière. La mention apparaît d'autres ethnies que celles associées aux deux politiciens concurrents, des maisons sont encore incendiées, on s'affronte entre bandes, entre milices et groupes organisés, et plus du tout contre les agents de l'ordre et de la loi, avec l'épicentre de cette dégénérescence fin janvier dans la vallée du Rift.

Au final, et en dépit de l'éclatement inaugural de fin décembre, on retrouve dans cet événement ces limites du désordre, celles de type balkanique en mars 2004, ici exacerbées, plus encore qu'elles ne l'avaient été au Soudan à l'été 2005, quand la dérivation conservatrice des actes commis par les pauvres prend le pas sur l'ouverture imaginable à partir des actes commis par les pauvres. La colère des rues, ravageuse par le pillage, a ainsi vu son onde de choc rétrocéder et se dissoudre, sous l'effet des déterminations conflictuelles antérieures, pour finir par disparaître complètement, tel que l'a entériné l'arrangement entre gestionnaires.

Cameroun

Au bout de deux mois d'une énumération quotidienne des morts au Kenya, plus d'un millier alors, s'est remodelée pour le monde l'impression d'une Afrique pour laquelle les seuls événements d'ampleur ne peuvent correspondre qu'à des massacres entre sauvages. La situation revenant progressivement à la normale, l'Etat en voie de stabilisation, ne reste que le constat d'un gâchis dont il faut maintenant estimer le montant, les coûts pour la marchandise. On aurait pu penser que l'impression allait durer, d'un continent aux prises du seul tribalisme meurtrier, mais c'était sans compter sur les gueux du littoral camerounais qui exhumaient alors ce qui s'était fait entendre dans les rues de Lomé et Conakry les années passées.

Avant cela, notre constat sur une présence saillante du négatif dans cet Etat, qui compte autour de 18 millions d'habitants et partage sa plus grande frontière avec le Nigeria au nord-ouest, avait surtout commencé à partir de 2007. A l'exemple des mois ayant précédé le grand soulèvement guinéen, plusieurs situations s'y sont alors suivies, plus rapprochées à partir de l'été, ébauchant une montée progressive de l'insatisfaction en actes.

En 2007, c'est d'abord en juillet à Buéa et Douala notamment, qu'une énième suspicion de fraudes électorales commence de mettre la rue en rogne, ceux qui s'emportent étant décrits comme des « partisans » de « l'opposition ». Puis viennent les bendskineurs, ces conducteurs de motos-taxis dont la capacité de mobilisation s'était déjà montrée les années précédentes, qui s'agitent à plusieurs reprises, en juillet à Bafoussam, en septembre à Yaoundé la capitale, à Bamenda en octobre. C'est là encore une dimension en apparence particulière de l'agitation, mais qui, ramenée au monde, traduit en réalité un fait bien plus large : si tant est que leurs foudres les propulsent au-delà de quelque corporatisme que ce soit, les travailleurs des rues, du commerce informel, se portent à l'occasion, régulièrement par endroits, en première ligne des combats contre les flics. Enfin, des émeutes déclenchées par les coupures électriques éclatent en septembre dans le Haut-Nyong, puis en novembre à Kumba, avec les preuves d'une unanimité dans la destruction, au-delà des distinctions apparues jusque-là, que février 2008 va se charger de confirmer.

En 2008, Paul Biya le président, déjà réélu en 2004 de façon peu nette, entend bien, ô surprise, organiser la révision constitutionnelle nécessaire à la conservation de son poste ; tandis que ça bat son plein côté chômage, corruption, hausse des prix ; tandis que l'ordre étatique se maintient par l'entremise d'exactions policières répétées ; tandis que plusieurs évasions désencombrent des prisons « surpeuplées ».

Au moins dans la province du Littoral, l'opposition officielle est interdite de rassemblement dès le mois de janvier.

Le 7 février dans la capitale Yaoundé, deuxième ville du pays, les premiers signes d'effervescence transparaissent, à l'occasion d'un match de foot ; tandis qu'à Douala, première ville, on tente tout de même de mobiliser contre les manigances du pouvoir en place, avec le 16 février un accès de tension déjà plus évident.

Puis c'est le dimanche 23 février dans la périphérie de cette même ville que l'interdiction d'un meeting d'opposants s'accompagne de quelques affrontements et destructions, avec la persistance au moins jusque dans la nuit d'une présence rebelle, pour semble-t-il d'importants blocages des principaux axes routiers. Le lendemain est calme, puis le 25 février, tandis que dans la capitale et à Douala (qui compteraient respectivement autour d'1,2 et 1,5 millions d'habitants), des grèves sont appelées par des syndicats dénonçant les méthodes policières et la hausse des prix, la bourrasque du soulèvement se lève et dès son premier jour, elle décuple ses ravages et ses combats pour s'étendre à une dizaine de villes au moins, voire une trentaine, dans un grand souffle de trois jours. Dès le commencement des observateurs concèdent que « Visiblement le mouvement va déborder le cadre de la grève des transporteurs et a été récupéré par des bandes de vandales. » Et en effet, « Des émeutiers ont brûlé des stations-services, saccagé des bâtiments administratifs. Ils s'en sont pris aussi à des entreprises internationales accusés de « piller le Cameroun ». Partout, police et gendarmerie, vite débordées, ont été épaulées par des militaires » ; l'emballement de la révolte se confirme, à ceci près que ses acteurs ne récupèrent rien, ce n'est là que l'apanage de leurs ennemis divers, ils cassent, ils attaquent, ce faisant ils créent et ils découvrent vers là où ils avancent, à l'exemple de tant de leurs contemporains à prendre de la sorte les devants selon leur bon plaisir et leur grande colère. Ainsi au Cameroun en ces journées, le mouvement prévu de la contestation sous contrôle est renvoyé loin à l'arrière-plan, et même si des paroles rapportées inscrivent à l'ordre du jour émeutier qu'on conspu le président et les conditions de survie : dans ces moments de tels mots d'ordre peuvent bien être repris, quand on commence en même temps à s'engager dans la direction de supprimer ce qu'ils dénoncent. Entre ces 25 et 27 février, Douala est l'épicentre du soulèvement. « Jamais on n'a vu Douala dans un tel état, même au plus fort de la contestation contre le pouvoir au début des années 90 ». Et il semble bien que les informations délivrées, traitées, ne permettent de concevoir que de façon partielle, plus encore qu'à l'habitude, la dimension extrême de la charge menée, cette « petite révolution incohérente menée par des milliers de jeunes anonymes », selon les mots d'un commentateur, auquel on objectera que l'incohérence n'est que dans son regard, de même que la petitesse – et la révolution malheureusement.

Le 27 Biya télévisé dénonce l'orchestration du soulèvement par ses opposants, ce que ces derniers dénieront quelques jours plus tard ; de leur côté, aussi bien exclus et dépassés dans ce qui a lieu, les syndicats s'arrangent avec le gouvernement, grattant quelques misérables miettes auprès de celui qui fait exécuter les révoltés dans les rues.

En dépit de quelques signes de prolongation le 28 février, mais pas vraiment à Douala ni à Yaoundé, c'est la contre-offensive étatique qui rétablit l'ordre, avec des révoltés condamnés jusqu'à quinze ans d'emprisonnement, et des descentes punitives à la togolaise, à la guinéenne. De la même manière, c'est la même richesse, dans la prise de position collective centrale, qui est abattue. Il y aurait jusqu'à 1 671 arrestations, et le bilan officiel fait état de 20 à 40 morts, voire plus d'une centaine officieusement.

Grande manœuvre ennemie et dernières offensives observées

Dans les semaines qui ont suivi le soulèvement camerounais, cet assaut contre les représentants et le décor de la misère du monde a pris sa place dans la liste des Etats qui auraient été, dans cette période, touchés par les dites « émeutes de la faim ». Avec ces « food riots », une représentation mondiale sur la révolte du point de vue de la conservation a alors été propagée, dans une tentative, inédite à cette échelle, de ramener sous la coupe du totalitarisme gestionnaire la manifestation de ce qui le contredit et le menace.

Selon ce que nous pouvons nous figurer de ce début 2008, d'autres éclats négatifs sont survenus, jusqu'à des débuts possibles de soulèvements. Ceci peut-être dans l'Ouest de la Chine en mars, mais il reste difficile de le mesurer en raison des effets combinés du black-out étatique et du brouillage de l'exagération médiatique. Plus sûrement en Haïti dans les premiers jours d'avril. Auxquels se sont ajoutés, le plus notablement, l'éclatement émeutier du 5 février à Maputo, capitale du Mozambique, celui du 1^{er} mars à Erevan, capitale d'Arménie, suivis par les tensions du Yémen et d'Egypte en avril, où les émeutiers d'Algérie se distinguaient une première fois, puis encore le mois suivant en parallèle du retour au premier plan des énervés du Rajasthan. L'arrêt de cette énumération ne correspond qu'à la borne temporelle que nous nous sommes donnée pour clore le présent rapport. Comme d'autres l'avaient pu auparavant, certaines de ces situations sont apparues liées à la hausse générale des prix, motif que l'on sait susceptible de jouer, au contraire de la famine, un rôle d'accélérateur dans la libération de l'insatisfaction collective. Il semble que c'ait été le cas en plusieurs terrains africains²², ainsi qu'en Haïti et au Yémen.

Dans la même période, des manifestations encadrées se sont déroulées dans le monde, en particulier suivant des mots d'ordre contre la montée des prix – notamment ceux des céréales et du carburant consécutive aux géniales inspirations récentes des administrateurs du besoin – mais sans débordement d'après ce que nous en savons, a fortiori sans aucune offensive émeutière. Elles n'en ont pas moins servi aux démonstrations médiatiques fallacieuses, dont certains canaux se piquèrent même, pour illustrer leur amalgame et leur mensonge, d'en présenter des cartes mondiales. Illustration de ce mépris si typique des informateurs pour la vérité, du moment qu'il dispose du pouvoir que leurs spectateurs leur confèrent, la formule-choc d'émeutes de la faim, désignant une sorte d'unitaire agitation plaintive du tiers-monde, s'est trouvée inscrite en première page des semaines durant. Pour que l'ensemble des situations puisse faire office de conséquences catastrophiques, d'illustrations des effets concrets de la « crise alimentaire », après la climatique et avant la financière, il a fallu inventer, calomnier, occulter assez largement. Certainement pour l'impact vendeur et persuasif de son nombre de morts, le soulèvement au Cameroun a été déterré de l'indifférence médiatique de février, pour servir en avril cette campagne de propagande, aux côtés de certains Etats où il ne s'est pour ainsi dire rien passé. Avec l'emballement aveugle habituel, tout ce qui parle au service de la domination s'est fait le relais d'une sorte d'immense propagation émeutière, inédite et motivée par la soudaine disette des plus misérables.

De notre point de vue, pour ce qui concerne le déroulement et l'originalité des situations les plus remarquables de ces premiers mois de 2008, leur ensemble a dessiné un moment de regain ; en ce sens significatif de ce qui a motivé cette opération calomniatrice à grande échelle. En Arménie, la contestation électorale d'abord convenue, et assez massive, a donné lieu à de rudes combats quand les flics ont voulu y remettre de l'ordre, la foule en contre-attaque s'en prenant aussi aux commerces. Non rattachée aux « émeutes de la faim », la situation de la mi-mars en Chine, parce qu'elle s'est jouée au Tibet, a elle-même subi un traitement médiatique hypertrophié, sous le joug militant occidental, ce qui, nouvel exemple de ce phénomène si récurrent des cantonnements régionaux, l'a d'autant plus dissocié du reste de la Chine et par rapport au monde, dans un isolement que les pillages du premier jour à Lhassa avaient pourtant commencé de démentir. En Haïti, et sans qu'aucun « rebelle » armé n'y jouât de rôle déterminant, il s'est agi du moment le plus fort depuis 2004, étendu sur près d'une semaine d'assauts, débutés aux Cayes dans le débordement d'une manifestation transformée en agression collective contre les installations onusiennes, et qui s'étendirent en prises des rues et en pillages, semble-t-il à plusieurs autres villes, en tout cas jusqu'aux portes du palais présidentiel à Port-

22. Avec d'autres situations plus directement liées à ce prétexte, mais chacune de moindre intensité que celle au Mozambique, comme en février dans plusieurs villes du Burkina Faso, fin mars en Côte d'Ivoire, et dans la capitale somalienne en mai.

au-Prince. En Algérie, où la fréquence des faits négatifs n'a pas baissé en 2007 et 2008, l'agitation émeutière a gagné deux grandes villes coup sur coup, Chlef en avril puis Oran en mai. L'information internationale, d'ordinaire peu bavarde sur les régulières poussées gueuses algériennes, a bien dû les relayer, mais pour accorder dans le même temps une exposition à peu près similaire à ce qui a également été qualifié d'émeutes, mais intercommunautaires celles-là. A savoir de récurrents heurts violents entre quartiers dans une ville du Sud-Est, Berriane, où l'on peut plus confortablement s'étendre sur la vanité de tels faits en les présentant comme opposant Arabes et Berbères. Autre nouveauté non loin de là, la révolte a pointé dans le reste du Maghreb : déjà dans la ville marocaine de Sefrou en septembre 2007, puis à Sidi Ifni en juin 2008, auxquelles s'ajouta l'agitation de la région tunisienne de Gafsa. Plus à l'est en Egypte, où ça restait limité jusque-là, Mahalla el-Kobra a connu deux journées chaudes en avril, dans le débordement d'une grève générale réprimée. Le Yémen sortant quant à lui de sa veille durant plusieurs jours fin mars début avril, avec l'aboutissement d'une série de manifestations d'anciens soldats sudistes, réprimées depuis l'été 2007, dans le durcissement du défi à l'Etat, ponctué de destructions et d'affrontements auxquels se joignirent d'autres participants.

Contre ce que devrait être l'approfondissement de cette question ouverte par le surgissement mondial de l'insatisfaction en actes, l'opération « émeutes de la faim » a consisté à vouloir renforcer les clôtures qui l'empêchent. Avec l'imposition planétaire du slogan, quand jusqu'ici les légitimations et annexions de la révolte n'avaient cours que dans les limites de certaines zones, il s'est agi d'en imposer le seul sens admissible, d'en expurger négativité et perspectives possibles. Des rapports onusiens avaient déjà préparé le terrain en 2007, pour des prévisions auxquelles s'était ajouté cette espèce de précédent au Mexique en janvier de la même année, tout aussi mensonger puisque ne s'agissant que de manifestations, intitulé alors « émeutes de la tortilla » et censément annonciateur d'un phénomène mondial à venir, avec, pouvait-on s'imaginer, des émeutes du couscous ici, du mafé là.

A l'instar de la crise économique dont la menace s'orchestre sur la base des mêmes préjugés policiers, la représentation problématique ainsi donnée sur le monde n'est que rétrograde, dictature sur le sens, toute perspective de discussion étant censée s'y soumettre. Du point de vue de la réflexion générale sur les actes de révolte, c'est là une de ces diversions permanentes, ici particulièrement éloquentes au vu de l'arsenal spectaculaire déployé. Faisant mine de prendre pour objet, si ce n'est les actes noyés dans la déploration de l'excès émeutier, ce qui serait donc leur cause, et le problème à résoudre en conséquence, l'affabulation déversée, où l'on en rajoute une couche dans l'économisme glorificateur de la survie, réaffirme cette définition préventive de la pauvreté, à partir de laquelle le surgissement offensif des pauvres ne saurait s'expliquer que par leur manque de nourriture. Aucune puissance ne doit transpirer de l'insoumission collective, rendue positive à tout prix, s'intégrant comme épiphénomène dans la vision dominante. Sous-entendant que l'on ne se révoltait pas jusque-là, et que la satisfaction des estomacs renverra les agités pourrir sagement dans leurs clapiers, la manœuvre est un cap de franchi dans la tentative de séparer encore davantage les offensives émeutières des brèches qu'elles ouvrent pour l'humanité. L'anticipation s'avère d'autant plus nécessaire dans une période où l'incompétence gestionnaire mondiale menace de multiplier les déclencheurs potentiels.

Se dessine là de façon éclatante, en négatif de ces discours et représentations à vocation « mondiales », le véritable rapport de forces, la ligne de démarcation dans le conflit, quand dirigeants et propagandistes s'inquiètent de la révolte, et se demandent comment la gérer.

Et l'image de se substituer aux révoltes réelles dans leur diversité et leur ensemble, ainsi exclues de tout débat. Soit l'image d'une seule révolte, soit sa seule signification possible, toujours ramenées à des déterminations contingentes, triviales et limitées. En vérité indifférentes, dans le sens où elles s'affirment dans l'ignorance de la totalité, ce qui a en même temps pour effet de nier la réalité originale de chaque rupture, et la communauté que toutes leurs ouvertures découvrent entre elles.